



3 1761 03580 4392







PRINCIPES

DU

DROIT POLITIQUE.

OUVRAGE POSTHUME

DE MR. BURLAMAQUI.

TOME SECOND

CONTENANT

LES TROIS PREMIERES PARTIES.

Nouvelle Edition revuë & corrigée.



A GENEVE ET A COPENHAGUE,

Chez CL. & ANT. PHILIBERT.

M. DCC. LXIV.

50

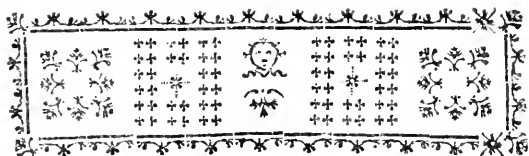
187

188

189

b. p. - 2






PREMIERE PARTIE.

Où l'on traite de l'origine & de la nature de la Société Civile, de la Souveraineté en général, des Caractères qui lui sont propres, de ses modifications & de ses parties essentielles.

CHAPITRE PREMIER.

Contenant quelques Réflexions générales & préliminaires, qui servent d'Introduction à cette Première Partie & aux suivantes.

§. I.  TOUT ce que l'on a expliqué jusqu'ici des droits & des devoirs de l'homme, regarde la Société naturelle & primitive, que Dieu lui-même a établie & qui est indépendante du fait humain : il faut à présent traiter de la Société Civile, ou du Corps Politique, qui passe avec raison

Eurlam. Droit Polit. T.II. A son

son pour la plus parfaite des Sociétés, & à laquelle on a donné pour cela le nom d'Etat par excellence.

§ II. POUR cet effet nous répéterons ici en substance quelques principes que nous avons établis dans le précédent volume, & nous en développerons plus amplement quelques autres qui se rapportent à ce sujet.

1°. La Société humaine est par elle-même & dans son origine une Société d'égalité & d'indépendance.

2°. L'établissement de la Souveraineté anéantit cette indépendance.

3°. Cet établissement ne détruit point la Société naturelle.

4°. Au contraire il sert à lui donner plus de force.

III. AINSI pour se faire une juste idée de la Société Civile, il faut dire que c'est la Société naturelle elle-même modifiée de telle sorte, qu'il y a un Souverain qui y commande, & de la volonté duquel tout ce qui peut intéresser le bonheur de la Société dépend en dernier ressort, afin que par ce moyen les hommes puissent se procurer d'une manière plus sûre le bonheur auquel ils aspirent naturellement.

§ IV.

§ IV. L'ETABLISSEMENT des Sociétés Civiles produit encore de nouvelles relations entre les hommes; je veux dire celles qu'il y a entre ces différens Corps, que l'on appelle Etats ou Nations, & c'est ce qui donne lieu au Droit des Gens & à la Politique.

V. EN effet, du moment que les Etats sont formés ils acquièrent en quelque manière des propriétés personnelles, & on peut en conséquence leur attribuer les mêmes droits & les mêmes obligations que l'on attribue aux particuliers, considérés comme membres de la Société humaine: Et il est bien évident, que si la raison impose aux particuliers certains devoirs les uns envers les autres, elle prescrit aussi ces mêmes règles de conduite aux Nations (qui ne sont que des composés d'hommes) dans les affaires qu'elles peuvent avoir les unes avec les autres.

VI. ON peut donc appliquer aux Peuples & aux Nations toutes les maximes du Droit Naturel que nous avons expliquées jusqu'ici, & la même Loi qui s'appelle naturelle lors qu'on parle des Particuliers, s'appelle Droit des Gens ou Droit des Nations, lors qu'on en fait l'application aux hommes considérés com-

me formans ces différens Corps que l'on nomme Etats ou Nations.

§ VII. POUR dire là dessus quelque chose de particulier, il faut remarquer que l'état naturel des Nations les unes à l'égard des autres, est un état de société & de paix; cette Société est aussi une société d'égalité & d'indépendance, & qui établit entr'elles une égalité de droit, qui les oblige à avoir les unes pour les autres les mêmes égards & les mêmes ménagemens. Le principe général du Droit des Gens, n'est donc autre chose que la Loi générale de la Sociabilité, qui oblige à la pratique des mêmes devoirs auxquels les particuliers sont assujettis.

VIII. AUSSI la Loi de l'égalité naturelle, celle qui défend de faire du mal à personne, & qui ordonne la réparation du dommage, la Loi de la bienfaisance, la fidélité dans les conventions &c. sont tout autant de Loix du Droit des Gens, & qui imposent aux peuples ou à leurs Souverains les mêmes devoirs qu'elles produisent à l'égard des Particuliers.

IX. IL est important de bien faire attention à la nature & à l'origine du Droit des Gens, telle que nous venons de la

re-

représenter ; il suit de là , que les maximes du Droit des Gens n'ont pas moins d'autorité que les Loix de nature elles-mêmes dont elles font partie , & qu'elles ne sont ni moins sacrées ni moins respectables , puisque les unes & les autres ont également Dieu pour Auteur.

§ X. IL ne sçauroit même y avoir un autre Droit des Gens véritablement obligatoire & qui ait par lui-même force de Loi ; car toutes les Nations étant les unes à l'égard des autres dans une parfaite égalité , il est évident que s'il y a entr'elles quelque Loi commune , il faut nécessairement qu'elle ait Dieu , leur commun Souverain , pour Auteur.

XI. P O U R ce qui est du consentement tacite ou des usages des Nations , sur lequel quelques Docteurs établissent un Droit des Gens , ils ne sauroient produire par eux-mêmes une véritable obligation ; de cela seul que plusieurs Peuples ont pendant un certain tems agi entr'eux d'une certaine manière , par rapport à telle ou telle affaire , il ne s'ensuit pas qu'ils se soient imposé la nécessité d'en user toujours de même à l'avenir , & beaucoup moins encore que tous les autres peuples soient obligés de se conformer à cet usage.

§. XII. TOUT ce que l'on peut dire , c'est que dès qu'un certain usage ou une coutume s'est introduite entre des Nations qui ont des affaires les unes avec les autres , chacune d'elles est & peut être raisonnablement censée se soumettre à cet usage , si elle n'a pas expressément déclaré qu'elle ne vouloit pas s'y conformer dans l'affaire dont il s'agit : c'est là tout l'effet que l'on peut donner aux usages reçus entre les Nations.

XIII. CELA étant , l'on pourroit distinguer deux sortes de Droit des Gens , l'un de nécessité qui est obligatoire par lui-même & qui ne diffère en rien du Droit Naturel ; l'autre qui est arbitraire & de liberté , & qui n'est fondé que sur une espèce de convention tacite : Convention qui tire eile-même toute sa force de la Loi Naturelle , qui ordonne d'être fidèle à ses engagements.

XIV. CE que nous venons de dire du Droit des Gens présente aux Princes qui les gouvernent plusieurs réflexions importantes , entr'autres que le Droit des Gens n'étant autre chose dans le fond que le Droit Naturel lui-même , il n'y a qu'une seule & même règle de justice pour tous les hommes , en sorte que les Princes qui
l'en-

l'enfreignent ne commettent pas un moindre crime que les particuliers, d'autant plus que leurs mauvaises actions ont pour l'ordinaire des conséquences beaucoup plus fâcheuses que celles des Particuliers.

§ XI. UNE autre conséquence que l'on peut tirer des principes que nous avons établi sur l'état naturel des Nations & sur le Droit des Gens; c'est de se faire une juste idée de cet art si nécessaire aux Conducteurs des Nations & qu'on appelle *Politique* : La politique n'est donc autre chose que cet art, cette habileté par laquelle un Souverain pourvoit à la conservation, à la sûreté, à la prospérité & à la gloire de la Nation qu'il gouverne, sans faire tort aux autres peuples, même en procurant leur avantage autant qu'il est possible.

XVI. EN un mot, ce qu'on appelle prudence par rapport aux Particuliers, c'est ce que l'on nomme politique à l'égard des Souverains; & comme cette mauvaise habileté par laquelle on cherche ses avantages au préjudice des autres, & que l'on appelle astuce ou finesse, est condamnable dans les particuliers, elle ne l'est pas moins dans les Princes, dont la politique va à procurer l'avantage de leur

Nation au préjudice de ce qu'ils doivent aux Peuples, en vertu des Loix de la Justice & de l'humanité.

§. XVII. L'ON comprend aisément par ce que l'on vient de dire de la Société civile en général, qu'entre tous les établissemens humains, il n'y en a point de plus considérable, & que comme il embrasse tout ce qui peut intéresser le bonheur de la Société humaine, son objet est d'une très-grande étendue: il est donc également important & pour les Sujets & pour les Souverains de s'instruire là-dessus.

XVIII P O U R donner quelque ordre à toutes les matières qui ont rapport à ce sujet, nous les distribuerons en quatre parties.

La première traitera de l'origine & de la nature de la Société civile, de la manière dont les Etats se forment, de la Souveraineté en général, des caractères qui lui sont propres, de ses modifications & de ses parties essentielles.

Dans la seconde on expliquera les diverses formes de Gouvernemens, les différentes manières d'acquérir, ou de perdre la Souveraineté, & les devoirs réciproques des Souverains & des Sujets.

La

La troisième fera un examen plus particulier des parties essentielles de la Souveraineté qui se rapportent au Gouvernement intérieur de l'Etat, telles que sont le pouvoir législatif, le pouvoir souverain en matière de Religion, le droit d'infliger des peines & celui qu'a le Souverain sur les biens renfermés dans l'Etat &c.

Dans la quatrième enfin, on expliquera les droits des Souverains à l'égard des étrangers, on y traitera du droit de la guerre, & de tout ce qui y a rapport, des Alliances & des autres Traités publics, & du droit des Ambassadeurs.

CHAPITRE II.

De l'Origine des Sociétés Civiles dans le fait.

§. I. **L**A Société civile n'est autre chose que cette union d'une multitude d'hommes qui se mettent ensemble sous la dépendance d'un Souverain pour trouver sous sa protection & par ses soins le bonheur auquel ils aspirent naturellement.

II. QUAND on demande quelle a été
A 5 l'origi-

L'origine de la Société civile, cette question peut être envisagée sous deux faces différentes : car ou l'on demande par là, quelle a été dans le fait la première origine des Gouvernemens, ou bien l'on demande quel est le Droit de convenance à cet égard, c'est-à-dire, quelles sont les raisons qui doivent porter les hommes à renoncer à leur liberté naturelle, & à préférer l'Etat de Nature? Voyons d'abord ce que l'on peut dire sur le fait.

§ III. COMME l'établissement de la Société & du Gouvernement sont presque aussi anciens que le monde, & qu'il ne nous reste que très peu de monumens de ces premiers siècles, on ne peut rien dire de bien certain sur la première origine des Sociétés civiles; & tout ce que les Politiques avancent là dessus se réduit à des conjectures plus ou moins vraisemblables.

IV. Les uns attribuent l'origine des Sociétés civiles à la puissance paternelle: ils remarquent que les traditions anciennes nous assurent que les premiers hommes vivoient long-tems; par cette longueur de la vie, jointe à la multiplicité des femmes, qui alors étoit en usage, un grand nombre de familles se voyoient réunies
sous

sous l'autorité d'un seul grand Père; & comme il est difficile qu'une Société un peu nombreuse puisse se maintenir sans une Puissance Suprême, il est naturel de penser que leurs Enfans accoutumés dès leur jeunesse à respecter leurs Peres & à leur obéir, remettoient volontiers entre leurs mains la Souveraine autorité, quand ils étoient parvenus à un âge de raison.

§. V. D'AUTRES supposent que la crainte & la défiance où les hommes étoient les uns des autres, les porta à s'associer plus particulièrement sous l'autorité d'un Chef, pour se mettre à couvert des maux qu'ils appréhendoient. De l'injustice des premiers hommes, disent-ils, est venue la guerre, ainsi que la nécessité où ils se sont trouvés de se donner des Maîtres qui fixassent leurs droits & leurs prérogatives.

VI. IL y en a enfin qui prétendent que c'est à l'ambition soutenuë de la force ou de l'habileté, que l'on doit attribuer les premiers commencemens des Sociétés Civiles. Les plus habiles, les plus forts & les plus ambitieux s'assujétirent d'abord les plus simples & les plus foibles, & ces Etats se fortifièrent insen-

fiblement dans la suite, par les conquêtes & par le concours de ceux qui devenoient volontairement membres de ces premières Sociétés.

§ VII. TELLES sont les principales conjectures des Politiques sur l'origine des Sociétés; ajoutons là-dessus quelques réflexions.

La première, c'est qu'il est vraisemblable que dans l'établissement des Sociétés, les hommes ont plutôt songé à remédier aux maux dont ils avoient fait l'expérience, qu'à se procurer tous les avantages qui résultent des Loix, du Commerce, des Arts & des Sciences, & de toutes les autres choses qui font aujourd'hui la beauté de l'Histoire.

2°. Le naturel des hommes & leur manière ordinaire d'agir, ne permettent pas de rapporter l'établissement de tous les Etats à un principe général & uniforme: il est plus naturel de penser que différentes circonstances ont donné naissance aux différens Etats.

3°. L'on vit sans doute la première image des Gouvernemens dans la Société Démocratique ou dans les familles; mais il y a toute apparence, que ce fut l'ambition soutenue de la force ou de l'habileté

té, qui assujettit pour la première fois plusieurs Peres de famille sous la domination d'un Chef: c'est ce qui paroît assez conforme au naturel des hommes, & cela semble même appuyé par la manière dont l'Histoire Sainte parle de NEMROD † le premier Roi dont nous ayons connoissance.

4°. Un Corps Politique une fois formé, plusieurs se joignirent ensuite par divers motifs, & d'autres Peres de famille craignans d'être insultés ou opprimés par ces Etats naissans, se déterminèrent à en former de pareils & à se donner un Chef.

5°. Quoi-qu'il en soit, il ne faut pas se faire de ces premiers Etats la même idée que de ceux d'aujourd'hui. Les Etablissmens humains sont toujours foibles & imparfaits dans leur commencement; il n'y a que le tems & l'expérience qui puissent peu à peu les perfectionner. Les premiers Etats étoient vraisemblablement très petits; les Rois n'étoient presque que des espèces de Capitaines ou de Magistrats particuliers, établis pour juger les différends ou pour commander les Armées; aussi voyons-nous par les Histoires les
plus

† Voy. Genese Ch. X. vers. 8. & suiv.

plus anciennes que dans un seul & même peuple il y avoit quelquefois plusieurs Rois.

§. VIII. MAIS enfin, comme nous l'avons remarqué d'abord, tout ce qu'on peut dire sur l'origine des premiers Gouvernemens, dans le fait, se réduit à de simples conjectures plus ou moins vraisemblables. D'ailleurs cette question est plus curieuse qu'utile ou nécessaire; ce qu'il y a ici d'important, ce qui intéresse particulièrement les hommes, c'est de sçavoir si l'établissement d'un Gouvernement & d'une autorité Souveraine étoit véritablement nécessaire au Genre-humain, & si les avantages que les hommes en retirent sont considérables: c'est ce que j'appelle le Droit de Convenance: Et c'est ce que nous allons examiner.



C H A P I T R E III.

Du Droit de Convenance par rapport à l'établissement de la Société Civile, & de la nécessité d'une autorité Souveraine; de la Liberté Civile : qu'elle l'emporte de beaucoup sur la Liberté Naturelle, & que l'Etat Civil est de tous les états de l'homme, le plus parfait, le plus raisonnable; & par conséquent le véritable Etat Naturel de l'homme.

§. I. **L'**ETABLISSEMENT d'une Société civile & d'une autorité souveraine parmi les hommes, étoit-il absolument nécessaire au Genre-humain, & ne pouvoient-ils pas vivre heureux sans cela? La Souveraineté qui doit peut-être sa première origine à l'usurpation, à l'ambition & à la violence, ne renferme-t-elle point un attentat contre l'égalité & l'indépendance naturelle? Ce sont là sans doute des questions importantes, & qui méritent qu'on les examine avec soin.

II. JE conviens d'abord que la Société primitive & originaire que la Nature a établie entre les hommes est une Société

cieté d'égalité & d'indépendance; Il est vrai encore que c'est à la Loi de Nature à laquelle tous les hommes sont obligés de conformer leurs actions, & enfin il est certain que cette Loi en elle-même est très parfaite & très propre à pourvoir à la conservation, & au bonheur du Genre-humain.

§ III. A U S S I faut-il convenir que si pendant que les hommes vivoient dans la Société de Nature, ils avoient exactement observé les Loix Naturelles, rien n'auroit manqué à leur félicité, & qu'on n'auroit pas eu besoin d'établir un Pouvoir souverain sur la terre; ils auroient vécu dans un commerce mutuel de services & de bienfaits, dans une simplicité sans faste, dans une égalité sans jalousie, & l'on n'auroit connu d'autre supériorité que celle de la vertu, ni d'autre ambition que celle d'être désintéressé & généreux.

IV. M A I S les hommes ne suivirent pas long-tems une règle si parfaite; la vivacité de leurs passions affoiblit bientôt la force de la Loi Naturelle; & cette Loi ne se trouva plus un frein assez puissant, pour laisser plus longtems à lui-même l'homme ainsi affoibli & aveuglé par les passions. Expliquons cela un peu plus particulièrement.

§. V.

§ V. LES LOIX ne fauroient faire le bonheur de la Société, à moins qu'elles ne soient bien connues. Les Loix Naturelles ne peuvent être connues des hommes qu'autant qu'ils font un bon usage de leur raison; mais comme la plupart des hommes abandonnés à eux-mêmes écoutent plutôt les préjugés & la passion, que la raison & la vérité, il s'ensuit que dans la Société de nature, les Loix naturelles n'étoient connues que très imparfaitement; par conséquent que dans cet état des choses les hommes ne pouvoient pas vivre heureux.

VI. ENSUITE l'Etat de Nature manquoit encore d'une autre chose nécessaire au bonheur & à la tranquillité de la Société, je veux dire d'un Juge commun reconnu pour tel, & qui pût terminer les différends qui s'élevent tous les jours entre les Particuliers.

VII. DANS cet état chacun étant arbitre souverain de ses actions & ayant droit de juger lui-même, & des Loix naturelles & de l'application qu'il en doit faire, cette indépendance & cette grande liberté ne pouvoient que produire le désordre & la confusion, principalement dans le cas où il y avoit opposition d'intérêts ou de passions.

§ VIII.

§ VIII. ENFIN comme dans l'Etat de Nature il n'y avoit personne qui put faire exécuter les Loix, ou en punir la violation avec autorité; c'étoit encore là un troisiéme inconvénient de la Société primitive, qui affoiblit presque entièrement la vertu des Loix Naturelles; car de la manière dont les hommes sont faits, les Loix tirent leur plus grande force du pouvoir coactif, qui par des punitions exemplaires intimide les méchans, & balance la force supérieure du plaisir & de la passion.

IX. TELS étoient les inconvéniens qui accompagnoient l'état de Nature. La grande liberté & l'indépendance dont les hommes jouissoient, les jettoient dans un trouble perpétuel; la nécessité les a donc forcés à sortir de cette indépendance, & à chercher un remede contre les maux qu'elle leur causoit; & c'est ce qu'ils ont rencontré dans l'établissement de la Société Civile & d'une souveraine autorité.

X. MAIS ce n'a été qu'en faisant deux choses également nécessaires; la première de s'unir ensemble par une société plus particulière; la seconde de former cette société sous la dépendance d'une personne qui eut le droit d'y commander en dernier ressort, pour y maintenir l'ordre & la paix.

§ XI.

§ XI. ILS remedièrent par ce moyen aux inconvéniens dont nous avons parlé. Le Souverain en publiant ses Loix, instruit les particuliers des règles qu'ils doivent suivre. Chacun n'est plus Juge indépendant dans sa propre cause; on reprime les caprices & les passions, & les hommes sont obligés de se contenir dans les égards qu'ils se doivent les uns aux autres.

XII. VOILA qui pourroit suffire pour prouver la nécessité d'un Gouvernement & d'une autorité Souveraine dans la Société, & pour établir le Droit de Convenance à cet égard; mais comme c'est une question de la dernière importance, que les hommes sont sur-tout intéressés à reconnoître leur état, qu'ils sont naturellement passionnés pour l'indépendance, & qu'ils se font pour l'ordinaire de fausses idées de la liberté, il ne sera pas inutile de pousser plus loin nos réflexions sur cette matière.

XIII. VOYONS donc ce que c'est que la Liberté Naturelle, & ce que c'est que la Liberté Civile; tâchons ensuite de faire voir, que la Liberté Civile l'emporte de beaucoup sur la Liberté Naturelle, & que par conséquent l'Etat Civil qui la pro-
duit

duit, est de tous les états de l'homme le plus parfait, & , à parler exactement, le véritable Etat Naturel de l'homme.

§ XIV. Les réflexions que nous avons à faire là-dessus sont de la dernière importance; elles présentent des leçons utiles & aux Princes qui gouvernent & aux peuples qui sont gouvernés; la plûpart des hommes ne connoissent pas les avantages de la Société Civile, ou du moins ils vivent de telle manière, qu'ils ne font aucune attention à la beauté ou à l'excellence de cet Etablissement salutaire; d'un autre côté les Princes perdent souvent de vuë la fin pour laquelle ils sont établis, & au lieu de penser que la Souveraineté n'est établie que pour le maintien & la sûreté de la liberté des hommes, c'est-à-dire, pour les faire jouir d'un solide bonheur, ils la détournent souvent à des fins toutes contraires & à leur avantage particulier; rien n'est donc plus nécessaire que de guérir les Souverains & les sujets là-dessus, & de dissiper leurs préjugés à cet égard.

XV. LA Liberté naturelle, est le droit que la Nature donne à tous les hommes, de disposer de leurs personnes & de leurs biens, de la manière qu'ils jugent la plus convenable

convenable à leur bonheur , sous la restriction qu'ils le fassent dans les termes de la Loi Naturelle , & qu'ils n'en abusent pas au préjudice des autres hommes : à ce droit de Liberté répond une obligation réciproque , & par laquelle la Loi Naturelle engage tous les hommes à respecter la liberté des autres hommes , & à ne les pas troubler dans l'usage qu'ils en font, tant qu'ils n'en abusent pas.

§ XVI. LES Loix Naturelles sont donc la règle & la mesure de la Liberté ; & dans l'état primitif & de nature , les hommes n'ont de liberté qu'autant que les Loix Naturelles leur en accordent ; il est donc à propos de remarquer ici , que l'état de Liberté Naturelle , n'est point un état d'une entière indépendance. Dans cet état , les hommes sont effectivement dans l'indépendance les uns à l'égard des autres , mais ils sont tous sous la dépendance de Dieu & de ses Loix. L'indépendance , à parler en général , est un état qui ne sauroit convenir à l'homme , puisque par sa nature il relève d'un supérieur.

XVII. LA liberté & l'indépendance de tout supérieur , sont deux choses tout à fait distinctes qu'il ne faut pas confondre. La première appartient essentiellement à
l'homme ,

l'homme, l'autre ne sauroit lui convenir. Et bien loin que la liberté de l'homme soit par elle-même incompatible avec la dépendance d'un Souverain & l'obéissance à ses Loix, au contraire, c'est cet empire du Souverain & la protection que les hommes en retirent, qui fait pour eux la plus grande sûreté de leur liberté.

§ XVIII. C'EST ce que l'on comprendra pleinement si l'on se rappelle ici ce que nous avons établi ci-devant en parlant de la Liberté Naturelle. Nous avons fait voir que les restrictions que la Loi Naturelle apportoit à la liberté de l'homme, bien loin de la diminuer ou de la détruire, en faisoient au contraire la perfection & la sûreté. Le but des Loix Naturelles n'est pas tant de gêner la liberté de l'homme, comme de le faire agir conformément à ses véritables intérêts; & d'ailleurs ces mêmes Loix mettant un frein à la liberté des hommes, dans ce qu'elle pourroit avoir de dangereux pour les autres, elle assure ainsi à tous les hommes le plus haut degré de liberté qu'ils puissent souhaiter raisonnablement, celui qui leur est le plus avantageux.

§ XIX. Nous pouvons donc conclure que dans l'Etat de Nature, les hommes

ne pouvoient jouir de tous les avantages de la liberté, qu'autant que cette liberté auroit été soumise à la raison, & que les Loix Naturelles auroient été la règle & la mesure de son exercice ; mais s'il est vrai par le fait, que l'état de nature étoit accompagné de tous les inconvéniens dont nous avons parlé ci-devant, & qui affoiblissoient presque entièrement l'impres-sion & la force des Loix Naturelles, il faudra convenir que la Liberté Naturelle en devoit beaucoup souffrir, & que n'étant point contenue dans les bornes de la Loi de Nature, elle ne pouvoit que dégénérer en licence, & réduire les hommes dans l'état le plus fâcheux.

§ XX. PERPETUELLEMENT divi-sés en guerre, le plus fort opprimoit le plus foible ; ils ne possédoient rien tran-quillement, ils ne jouissoient d'aucun repos, & ce qu'il faut surtout remarquer, c'est que tous ces maux étoient princi-palement causés par cette indépendance même dans laquelle les hommes étoient les uns des autres, qui ne leur laissoit aucune sûreté pour l'exercice de leur liber-té ; ainsi à force d'être libres, ils ne l'é-toient point du tout, parce qu'il n'y a
plus

plus de liberté , dès que les Loix n'en font plus la règle.

§ XXI. S'IL est donc vrai que l'Etat Civil donne une nouvelle force aux Loix Naturelles , s'il est vrai que l'établissement d'un Souverain dans la Société pourvoit d'une manière plus efficace à leur observation , il faudra conclure que la liberté dont l'homme jouit dans cet état , est beaucoup plus parfaite , plus assurée & plus propre à procurer son bonheur , que celle dont il jouissoit dans l'Etat de Nature.

XXII. IL est vrai , que l'établissement du Gouvernement & de la Souveraineté apporte des modifications considérables à la Liberté Naturelle : il faut que l'homme renonce à cet arbitrage Souverain qu'il avoit sur sa personne & sur ses actions , en un mot à son indépendance. Mais quel meilleur usage les hommes pouvoient-ils faire de leur liberté , que de renoncer à tout ce qu'elle avoit de dangereux pour eux , & de n'en conserver qu'autant qu'il en falloit pour se procurer un solide bonheur.

XXIII. LA Liberté Civile est donc dans le fond la même que la Liberté Naturelle , mais dépouillée de cette partie qui faisoit l'indépendance des particuliers , par
l'autorité

l'autorité qu'ils ont donnée sur eux à leur Souverain.

§ XXIV. CETTE Liberté se trouve encore accompagnée de deux avantages très-considérables , & que n'avoit pas la Liberté Naturelle. Le premier , c'est le Droit d'exiger de son Souverain qu'il use bien de son autorité , & conformément aux vues pour lesquelles elle lui a été confiée. Le second , ce sont les sûretés , que les Peuples se ménagent pour l'exécution de ce premier droit , sûretés nécessaires & sans lesquelles les Peuples ne sauroient jouir d'une liberté solide.

XXV. CONCLUONS donc , que pour bien définir la Liberté Civile, il faut dire , que c'est la Liberté Naturelle elle-même , dépouillée de cette partie qui faisoit l'indépendance des particuliers , par l'autorité qu'ils donnent sur eux à leurs Souverains , accompagnée du Droit d'exiger de lui , qu'il usera bien de son autorité , & d'une assurance morale que le Droit aura son effet.

XXVI. PUIS donc que la Liberté Civile l'emporte de beaucoup sur la Liberté Naturelle , nous sommes en droit de conclure que l'Etat Civil qui procure à l'homme une telle liberté , est de tous les états

26 Part. I. Ch. III. *Du Droit de Convenance*
de l'homme, le plus raisonnable, & par
conséquent le véritable état naturel de
l'homme.

§ XXVII. EN effet, l'homme étant
par sa nature un être intelligent & libre,
qui peut lui-même reconnoître son état,
quelle est sa dernière fin, & prendre les
mesures nécessaires pour y parvenir; c'est
proprement dans ce point de vue qu'il
faut prendre son état naturel, c'est-à-
dire que l'état naturel de l'homme, sera
celui qui est le plus conforme à sa natu-
re, à sa constitution, à la raison, au bon
usage de ses facultés & à sa dernière fin;
or toutes ces circonstances conviennent
parfaitement à l'Etat Civil. En un mot,
l'établissement d'un Gouvernement & d'une
Puissance Souveraine ramenant les hom-
mes à l'observation des Loix Naturelles,
& par conséquent dans la route du bon-
heur, les fait rentrer dans leur état na-
turel, duquel ils étoient sortis par le mau-
vais usage qu'ils faisoient de leur liberté.

XXVIII. LES réflexions que nous ve-
nons de faire sur les avantages que les
hommes tirent du Gouvernement, méritent
une grande attention.

1^o. Elles sont très-propres à guerir l'es-
prit des hommes sur les fausses idées qu'ils
se

se font pour l'ordinaire là-dessus ; comme si l'Etat Civil n'avoit pû s'établir qu'au préjudice de leur Liberté Naturelle , & que le Gouvernement n'eut été inventé , que pour satisfaire l'ambition des plus considérables d'entr'eux au préjudice du reste de la Société.

2°. Elles inspirent aux hommes de l'amour & du respect pour un établissement aussi salutaire , les disposant ainsi à s'assujettir volontairement à tout ce que la Société civile exige d'eux , persuadés qu'il leur en revient de grands avantages.

3°. Elles peuvent encore beaucoup contribuer à augmenter l'amour de la patrie , dont la nature même a pour ainsi dire jetté les premières semences dans le cœur de tous les hommes , & qui contribue si efficacement au bonheur des Sociétés. *SEXTUS EMPIRICUS* rapporte « que les anciens Perses avoient
« accoutumé , lors que le Roi étoit mort ,
« de passer cinq jours dans l'Anarchie ,
« afin que cela les engageat à être plus
« fidèles à son Successeur par l'expérience
« qu'ils avoient faite eux-mêmes des mal-
« heurs de l'Anarchie : & combien de
« meurtres , de rapines , & s'il y a quel-

« que chose de pis encore, elle entraîne
« après soi. (1).

§ XXIX. Si ces réflexions sont très propres à guerir les préjugés des peuples, elles présentent aussi aux Souverains eux-mêmes les leçons-les plus importantes. Qu'y a-t-il de plus propre à faire sentir aux Princes, toute l'étendue de leur devoir, que de réfléchir sérieusement aux fins que les peuples se sont proposées en leur confiant leur liberté, c'est-à-dire, tous leurs avantages, & aux engagements dans lesquels ils sont entrés en se chargeant d'un dépôt aussi précieux ? Si les hommes ont renoncé à leur indépendance & à leur liberté naturelle, en se donnant des Maîtres, c'est pour se mettre à couvert des maux dont ils étoient travaillés, & dans l'espérance qu'ils trouveroient sous leur protection, & par les soins de leur Souverain, un véritable bonheur. Ainsi nous avons vu que la Liberté Civile donnoit aux hommes le droit d'exiger de leur Souverain qu'il useroit de son autorité conformément aux vûes pour lesquelles elle lui étoit confiée,

(1) *Advers. Mathematic. Lib. II. §. 33. Vid. Herodot. Lib. I. Cap. 96. & seq.*

fiée, c'est-à-dire , pour rendre les hommes sages & vertueux , & leur procurer par ce moyen une véritable félicité. En un mot, tout ce que nous avons dit des avantages de l'Etat Civil par dessus l'Etat de Nature , suppose que cet état est tel qu'il peut , & qu'il doit être , & que les Sujets & le Souverain s'acquittent réciproquement de leurs devoirs.

C H A P I T R E IV.

De la Constitution essentielle des Etats , ou de la manière dont ils se forment.

§ I. **A**PRÈS avoir traité de l'origine des Sociétés Civiles , l'ordre naturel veut que nous examinions quelle est la Constitution essentielle des Etats , c'est-à-dire , quelle est la manière dont ils se forment , & quelle est la structure de ces édifices merveilleux.

II. IL résulte de ce que l'on a dit dans le chapitre précédent , que le seul moyen que les hommes pouvoient employer avec succès pour se mettre à couvert des maux qui les travailloient dans l'état de nature , & pour se procurer tous

les avantages qui manquoient à leur sûreté & à leur bonheur , devoit être tiré de l'homme même & des secours de la société.

III. POUR cet effet , il falloit qu'une multitude d'hommes se joignissent ensemble d'une façon si particulière , que la conservation des uns dépendit de la conservation des autres , afin qu'ils fussent dans la nécessité de s'entre-secourir , & que par cette union de forces & d'intérêts ils pussent aisément repousser les insultes dont ils n'auroient pû se garantir chacun en particulier , contenir dans le devoir ceux qui voudroient s'en écarter , & travailler plus efficacement à leur commune utilité. Expliquons plus particulièrement comment cela a pû se faire.

IV. DEUX choses étoient nécessaires pour cela.

1°. Il falloit réunir pour toujours les volontés de tous les Membres de la Société , de telle sorte que désormais ils ne voulussent plus qu'une seule & même chose en matière de tout ce qui se rapporte au but de la Société. Ensuite il falloit établir un pouvoir supérieur soutenu des forces de tout le corps , au moyen duquel on put intimider ceux qui voudroient

voudroient troubler la paix , & faire souffrir un mal présent & sensible , à quiconque oseroit agir contre l'utilité commune.

§ V. C'EST de cette union de volontés & de forces , que résulte le Corps Politique ou l'Etat , & sans cela on ne sauroit concevoir de Société Civile ; car quelque grand que fut le nombre des confédérés , si chacun suivoit toujours son jugement particulier par rapport aux choses qui intéressent le bien commun , on ne feroit que s'embarasser les uns les autres , & la diversité d'inclinations & de jugemens , la légèreté & l'inconstance naturelle à l'homme anéantiroit bientôt la concorde , & les hommes retomberoient ainsi dans les inconvéniens de l'état de nature. Mais d'ailleurs une telle Société ne sauroit agir long tems de concert , & pour une même fin , ni se maintenir dans cette harmonie qui fait toute sa force , sans une puissance supérieure qui serve de frein commun pour reprimer l'inconstance & la malice humaine , & pour contraindre chaque particulier à rapporter toutes leurs actions au bien public.

VI. TOUT cela s'exécute par le moyen des conventions ; car cette union des volontés dans une seule & même person-

ne, ne ſçauroit ſe faire de manière que la diverſité naturelle d'inclinations & de ſentimens ſoit actuellement détruite ; mais cela ſe fait par un engagement où chacun entre, de ſoumettre ſa volonté particulière à la volonté d'une ſeule perſonne ou d'une aſſemblée ; enſorte que toutes les reſolutions de cette aſſemblée au ſujet des choſes qui concernent la ſureté, ou l'utilité publique, ſoient regardées comme la volonté poſitive de tous en général, & de chacun en particulier.

§ VII. POUR la réunion des forces qui produit la Souveraine puiffance, elle ne ſe fait pas non plus de manière que chacun communique phyſiquement ſes forces à une ſeule perſonne, enſorte qu'après cela il demeure comme ſans vigueur & ſans action, mais cela s'exécute par un engagement par lequel tous en général, & chacun en particulier, s'obligent à ne faire uſage de leurs forces, que de la manière qui leur ſera preſcrite par la perſonne à laquelle ils ont donné d'un commun accord la direction ſouveraine.

VIII. PAR cette réunion du Corps Politique ſous un ſeul & même Chef, chaque particulier acquiert, pour ainſi dire, autant de force que toute la Société en commun.

commun. S'il y a par exemple un million d'hommes dans la République , chacun a dequoi résister à ce million , au moyen de la dépendance où ils sont d'un pouvoir suprême , qui les tient tous en bride , & qui les empêche de se nuire les uns aux autres ; cette multiplication de force dans le Corps politique ressemble à celle de chaque membre dans le corps humain ; séparez-les , ils n'ont plus de vigueur ; mais par leur union mutuelle , la force de chacun augmente , & ils font tous ensemble un Corps robuste & animé.

§ IX. L'ON peut définir l'Etat , une Société par laquelle une multitude d'hommes s'unissent ensemble , sous la dépendance d'un Souverain , pour trouver sous sa protection & par ses soins , le bonheur auquel ils aspirent naturellement. La définition que donne C I C E R O N revient à peu près à la même chose. *Multitudo juris consensu , & utilitatis communione sociata.* Une multitude de gens unis ensemble par une communauté d'intérêt & par des Loix communes auxquelles ils se soumettent d'un commun accord.

X. ON considère donc l'Etat comme un Corps , comme une Personne morale,

dont le Souverain est le Chef, ou la tête, & les Particuliers les membres; en conséquence on attribue à cette personne certaines actions qui lui sont propres, certains biens particuliers, distincts de ceux de chaque Citoyen, & auxquels ni chaque Citoyen, ni plusieurs, ni même tous ensemble ne sçauroient rien prétendre, mais seulement le Souverain.

XI. C'EST aussi cette union de plusieurs personnes en un seul Corps produite par le concours des volontés & des forces de chaque Particulier dans une seule & même personne, qui distingue l'Etat d'une multitude. Car une multitude n'est qu'un assemblage, un amas de plusieurs personnes dont chacun a sa volonté particulière, la liberté de juger suivant ses idées de tout ce qui peut être proposé, & de se déterminer comme il lui plait, & à laquelle on ne sçauroit par conséquent attribuer une seule volonté; au lieu que l'Etat est un Corps, une Société animée par une seule ame, qui en dirige tous les mouvemens, & qui en fait agir tous les membres d'une manière constante & uniforme, & relativement à un seul & même but, sçavoir l'utilité commune.

XII. MAIS, direz-vous, si la réunion
des

des volontés & des forces de chaque membre de la Société dans la personne du Souverain, ne détruit ni la volonté ni les forces naturelles de chaque Particulier; s'ils en restent toujours en possession, & s'ils peuvent *de facto* en faire usage contre le Souverain lui-même, en quoi consiste donc la force de l'Etat, & qu'est-ce qui fait la sûreté de cette Société? Je réponds que deux choses contribuent principalement à maintenir l'Etat & la Souveraineté qui en est l'ame.

La première, c'est l'engagement même par lequel les particuliers se sont soumis à l'empire du Souverain, engagement auquel l'autorité Divine & la religion du serment ajoutent beaucoup de force. Mais pour les esprits méchants & malfaits, sur qui ces motifs ne font aucune impression, ce qui fait sur-tout la force du Gouvernement, c'est la crainte des peines que le Souverain leur peut faire souffrir, en conséquence du pouvoir dont il est revêtu.

XIII. OR comme ce qui met le Souverain en état de contraindre les rebelles, c'est que les autres sujets lui prêtent leurs forces pour cette fin, (car sans cela il n'auroit pas plus de pouvoir que le moindre de ses sujets) il s'ensuit que c'est la

prompte obéissance des bons Citoyens qui donne au Souverain les moyens de réprimer les méchans & de maintenir son autorité.

XIV. Mais pour peu qu'un Souverain témoigne de l'attachement à son devoir, il lui est aisé de s'attacher la meilleure partie de ses Sujets, & par conséquent d'avoir en main la plus grande partie des forces de l'Etat, & de maintenir l'autorité du Gouvernement. L'expérience a toujours montré que les Princes n'ont qu'à être médiocrement honnêtes gens, pour être adorés de leurs sujets. L'on peut donc dire, que c'est de lui-même que le Souverain peut tirer les plus grands secours pour le maintien de son autorité, & qu'un exercice sage de la Souveraineté & conforme à sa destination, fait en même tems le bonheur des Peuples, & par une conséquence nécessaire, la plus grande sûreté du Gouvernement pour le Souverain.

XV. EN suivant les principes que nous venons d'établir sur la manière dont les Etats se forment &c., si l'on suppose qu'une multitude de gens jusques-là indépendans les uns des autres, veuillent établir une Société Civile, il faut nécessairement qu'il
inter-

intervienne entr'eux des conventions & une ordonnance générale.

1°. La première Convention est celle par laquelle chacun s'engage avec tous les autres à se joindre ensemble pour toujours en un seul Corps, & à régler d'un commun consentement ce qui regarde leur conservation & leur sûreté commune; ceux qui n'entrent point dans ce premier engagement demeurent hors de la Société naissante.

2°. Il faut ensuite faire une ordonnance qui établisse la forme du Gouvernement : sans cela on ne sauroit prendre aucunes mesures fixes, pour travailler utilement- & de concert à la sûreté & au bien commun.

3°. Enfin, la forme du Gouvernement étant réglée, il doit y avoir encore une autre convention, par laquelle, après qu'on a choisi une ou plusieurs personnes à qui l'on confère le pouvoir de gouverner, ceux qui sont revêtus de cette autorité suprême, s'engagent à veiller avec soin à la sûreté & à l'utilité commune, & les autres lui promettent une fidèle obéissance. Cette dernière Convention renferme une soumission des forces & des volontés de chacun, à la volonté du Chef
de

de la Société. autant du moins que le demande le bien commun; c'est ainsi que se forme un Etat regulier & un Gouvernement parfait.

XVI. CE que nous venons de dire peut être éclairci, par ce que l'histoire nous apprend de la fondation de l'Etat du Peuple Romain. On y voit d'abord une multitude de gens qui s'assembloient pour s'établir sur les bords du Tibre; ensuite ils délibérèrent quelle forme de Gouvernement ils établissent, & la Monarchie l'ayant emporté, ils déferent l'autorité souveraine à Romulus (1).

XVII. ET quoique l'origine de la plupart des Etats nous soit inconnue, il ne faut pas s'imaginer pour cela que ce que nous venons de dire sur la manière dont les Sociétés Civiles se forment, soit une pure supposition. Car comme il est certain, que toute Société Civile a eu un Commencement, on ne sçauroit concevoir, comment les Membres qui les composent, se sont réunis pour vivre ensemble sous la dépendance d'une autorité Souveraine, sans supposer les Conventions dont nous avons parlé.

VIII.

(1) Voyez Denis d'Halicarnasse *Liv. II, au commencement.*

XVIII. C E P E N D A N T tous les Politiques n'expliquent pas la formation des Etats comme nous venons de le faire. Il y en a (2) qui prétendent que les Etats se forment par une seule convention des sujets les uns avec les autres, & par laquelle chacun s'engage envers tous les autres à ne pas résister à la volonté du Souverain, à condition que de leur côté tous les autres se soumettent au même engagement; mais ils prétendent qu'ils n'y a aucune convention entre le Souverain & les sujets.

XIX. L' o n sent assez pourquoi ces Politiques expliquent la chose de cette manière. Leur but est de donner aux Souverains une autorité arbitraire & sans bornes, & d'ôter aux sujets tous les moyens de se soustraire à cette autorité sous quelque prétexte que ce soit, & quelque usage que les Souverains en puissent faire. Pour cela il falloit nécessairement dégager les Rois du lien de toute convention entr'eux & leurs sujets, ce qui est sans contredit la chose la plus capable de limiter leur pouvoir.

XX. M A I S quoiqu'il importe extrême-

me-

(2) Vid. Hobbes de Cive. Cap. V. §. 7.

mement au Genre humain de maintenir l'autorité des Rois & de la défendre contre les attentats des esprits inquiets, mutins ou séditieux, il ne faut pas pour cela nier des vérités évidentes, ou refuser de reconnoître une Convention, où il y a manifestement une promesse reciproque, de faire des choses auxquelles on n'étoit pas obligé auparavant.

XXI. LORS que je me soumetts de mon gré à un Prince, je lui promets une fidèle obéissance, à condition qu'il me protégera; le Prince de son côté me promet une puissante protection, à condition que je lui obéirai. Avant cette promesse, je n'étois pas obligé de lui obéir, ni lui n'étoit pas tenu de me protéger, du moins en vertu d'une obligation parfaite; il est donc évident qu'il y a un engagement reciproque.

XXII. MAIS il y a plus, & bien loin que le Système que nous combattons, fortifie l'autorité Souveraine, & qu'il la mette à l'abri des caprices des sujets, rien au contraire n'est plus dangereux pour les Souverains, que d'établir leur Droit sur un tel fondement; car si l'obligation des sujets envers leur Prince est uniquement fondée sur une convention
réci-

réci-proque des sujets entr'eux, par laquelle chaque sujet s'engage en faveur des autres à obéir au Souverain, à condition que les autres en fassent autant en sa faveur, il est bien évident, que de cette manière, chaque Citoyen fait dépendre la force de son engagement, de l'exécution de celui de tout autre, & que par conséquent, dès que quelques-uns n'obéiront plus au Souverain, tous les autres en seront entièrement dispensés. C'est ainsi qu'en voulant pousser les droits des Souverains au delà de leurs justes bornes, bien loin de les fortifier, on les affoiblit effectivement & sans y penser.

CHAPITRE V.

Du Souverain, de la Souveraineté & des Sujets.

§ I. **L**E Souverain dans un Etat, c'est cette Personne qui a droit d'y commander en dernier ressort.

II. **P**OUR la Souveraineté il faut la définir, le Droit de commander en dernier ressort, dans la Société Civile, que les membres de cette Société ont déferé à

à une seule & même personne , pour y maintenir l'ordre au dedans & la défense au dehors , & en général pour se procurer sous sa protection & par ses soins un véritable bonheur , & sur - tout l'exercice assuré de leur liberté.

III. JE dis en premier lieu , que la Souveraineté est le droit de commander en dernier ressort dans la Société , pour faire comprendre que la nature de la Souveraineté consiste principalement en deux choses.

La première dans le droit de commander aux membres de la Société , c'est à-dire , de diriger leurs actions avec empire , ou pouvoir de contraindre.

La seconde est , que ce droit doit être en dernier ressort , de telle sorte que tous les Particuliers soient obligés de s'y soumettre , sans qu'aucun puisse lui résister. Autrement si cette autorité n'étoit pas supérieure à toute autre sur la terre , elle ne pourroit pas procurer à la Société l'ordre & la sûreté qui sont néanmoins les fins pour lesquelles elle a été établie.

IV. JE dis en second lieu , que c'est un Droit déferé à une Personne , & non pas à un homme , pour faire entendre , que cette Personne peut être non seulement

lement un homme seul , mais encore & tout aussi bien une multitude d'hommes, réunis en un Conseil, & ne formant qu'une volonté , au moyen de la pluralité des suffrages , comme nous l'expliquerons plus particulièrement dans la suite.

V. JE dis en troisième lieu , à une seule & même personne , pour marquer que la Souveraineté ne peut souffrir ni de division , ni de partage ; qu'il n'y a plus de Souverains dès qu'il y en a plusieurs , parce qu'alors aucun ne commande en dernier ressort , & qu'aucun n'étant obligé de céder à l'autre , il faut nécessairement que par leur concurrence tout retombe dans le trouble & la confusion.

VI. J'AJOUTE enfin , pour se procurer un véritable bonheur &c. ; pour faire connoître quelle est la fin de la Souveraineté ; c'est la félicité des Peuples. Dès que les Souverains perdent de vue cette fin , qu'ils la détournent à leurs intérêts particuliers , ou à leurs caprices , la Souveraineté dégénère en tyrannie , & dès lors elle cesse d'être une autorité légitime. Telle est l'idée que l'on doit se faire du Souverain & de la Souveraineté.

VII. Tous les autres Membres de l'Etat , sont appelés sujets , c'est-à-dire , qu'ils

qu'ils sont dans l'obligation d'obéir au Souverain.

VIII. OR l'on devient Membre ou sujet d'un Etat, en deux manières, ou par une Convention expresse, ou par une Convention tacite.

IX. Si c'est par une Convention expresse, la chose est sans difficulté; à l'égard du consentement tacite, il faut remarquer que les premiers fondateurs des Etats, & tous ceux qui dans la suite en sont devenus membres, sont censés avoir stipulé que leurs enfans & leurs descendans auroient, en venant au monde, le droit de jouir des avantages communs à tous les membres de l'Etat, pourvû néanmoins que ces Descendans parvenus à l'âge de raison, voulussent de leur côté se soumettre au Gouvernement & reconnoître l'autorité du Souverain.

X. JE dis pourvû que les Descendans reconnoissent l'autorité du Souverain, car la stipulation des Peres ne sçauroit avoir par elle-même la force d'affujettir les enfans malgré eux à une autorité à laquelle ils ne voudroient pas se soumettre; ainsi l'autorité du Souverain sur les enfans des membres de l'Etat, & réciproquement le droit que ces enfans ont à la
pro-

protection du Souverain & aux avantages du Gouvernement , sont établis sur un consentement réciproque.

XI. OR de cela seul , que les enfans des Citoyens , parvenus à un âge de discrétion , veulent vivre dans le lieu de leur famille , ou dans la patrie , ils sont par cela même censés se soumettre à la Puissance qui gouverne l'Etat , & par conséquent ils doivent jouir , comme membres de l'Etat , des avantages qui en sont les suites ; c'est pourquoi aussi les Souverains une fois reconnus , n'ont pas besoin de faire prêter serment de fidélité aux enfans , qui naissent depuis dans leurs Etats.

XII. D z plus , c'est encore une maxime qui est regardée comme une Loi générale de tous les Etats , que quiconque entre dans les Terres d'un Etat , & à plus forte raison , ceux qui veulent jouir des avantages que l'on y trouve , sont censés renoncer à leur liberté naturelle , & se soumettre aux Loix & au Gouvernement établi , du moins autant que le demande la sûreté publique & particulière ; que s'ils refusent de le faire , ils peuvent être regardés sur le pied d'ennemis , du moins en sorte qu'on ait droit de

de les faire sortir du Païs ; & c'est encore une espèce de convention tacite, par laquelle on se soumet pour un tems au Gouvernement.

XIII. Les Sujets d'un Etat sont quelques fois appelés Citoyens ; quelques-uns ne font aucune distinction entre ces deux termes, mais il est mieux de les distinguer. Celui de Citoyen doit s'entendre de tous ceux qui ont part à tous les privilèges de l'association, & qui sont proprement membres de l'Etat, ou par leur naissance, ou d'une autre manière : Tous les autres sont plutôt de simples habitans ou des étrangers passagers, que des Citoyens ; pour les femmes & les serviteurs, le titre de Citoyen ne leur convient qu'entant qu'ils jouissent de certains droits, en qualité de membres de famille d'un Citoyen, proprement ainsi nommé, & en général tout cela dépend des Loix & des Coutumes particulières de chaque Etat.

XIV. Au reste, les Citoyens outre la relation générale de membres d'une même Société Civile, ont ensemble diverses relations particulières, que l'on peut réduire à deux principales,

L'une, qui se forme, lorsque quel-
quel-

ques-uns composent certains Corps particuliers.

L'autre, lors-que les Souverains confient à certaines personnes, quelque partie du Gouvernement.

XV. CES Corps particuliers sont appellés, *Compagnies, Chambres, Collèges, Sociétés, Communautés*; mais ce qu'il faut bien remarquer, c'est que ces Sociétés particulières sont toutes & en dernier ressort, subordonnées au Souverain.

XVI. D'AILLEURS on peut considérer les unes comme plus anciennes que les Etats, les autres comme ayant été formées depuis l'établissement des Sociétés Civiles.

XVII. CELLES-ci sont encore ou publiques, si elles sont établies par l'autorité du Souverain, & ces Corps jouissent pour l'ordinaire de quelque privilège particulier, conformément à leurs Patentes: ou particulières, que les Particuliers ont formés d'eux-mêmes.

XVIII. ENFIN, ces Corps particuliers sont légitimes ou illégitimes; les premiers sont ceux qui n'ayant par eux mêmes rien d'opposé au bon ordre, aux bonnes mœurs, ni à l'autorité du Souverain, sont censés approuvés par l'Etat, quoi

quoi qu'on ne leur ait pas donné d'autorisation formelle. Pour les Corps illégitimes, ce ne sont pas seulement ceux dont les membres s'associent pour commettre ouvertement quelque crime, comme les bandes de Larrons, de Filoux, de Corsaires, de Brigands, mais encore toute sorte de liaisons dans lesquelles les Citoyens entrent sans le consentement du Souverain, & d'une manière opposée au but des Sociétés Civiles; ces engagements s'appellent des cabales, des factions, des conjurations.

XIX. CEUX d'entre les Citoyens à qui le Souverain confie quelque partie du Gouvernement qu'ils exercent en son nom & par son autorité, ont en conséquence des relations particulières avec les autres Citoyens, & ils sont engagés envers le Souverain d'une manière plus étroite; on les appelle Ministres, Officiers publics; ou Magistrats.

XX. TELS sont les Régens du Royaume, pendant une Minorité, les Gouverneurs des Provinces, des Villes, les Commandans des armées, les Intendans des finances, les Présidents des Cours de Justice, les Ambassadeurs ou Envoyez auprès des Puissances étrangères &c. Tous

tes

tes ces personnes ayant en main une partie du Gouvernement représentent le Souverain, & ce sont eux qu'on appelle proprement Ministres Publics.

XXI. IL y en a d'autres qui sont simplement chargés de l'exécution des affaires, comme sont les Conseillers, qui ne font que proposer leurs avis, les Secretaires, les Receveurs des deniers publics, les Soldats, & les Officiers subalternes &c.

CHAPITRE VI.

*De la Source immédiate de la Souveraineté
¶ de ses fondemens.*

§ I. QUOIQUE ce que nous avons dit dans le Chapitre IV. sur la Constitution des Etats, fasse assez bien connoître quelles sont l'origine & la source de la Souveraineté, & quels en sont les fondemens, cependant comme cette question est une de celles sur lesquelles les politiques sont partagés, il ne sera pas inutile de l'examiner un peu plus particulièrement; & ce qui nous reste à dire là-dessus, servira à mieux faire con-

Burlam, Droit Polit. T.II. C noi-

50 Part.I. Ch.VI. *De la Source & des*
noître la nature & la fin de la Souveraineté.

II. QUAND nous recherchons ici quelle est la source de la Souveraineté, nous demandons quelle en est la source prochaine & immédiate ; or il est certain que l'autorité Souveraine, aussi bien que le titre sur lequel ce pouvoir est établi, & qui en fait le droit, résulte immédiatement des Conventions mêmes qui forment la Société Civile, & qui donnent naissance au Gouvernement.

III. ET en effet, considérons l'état primitif de l'homme ; il est certain que les noms de Souverain & de sujets, de Maîtres & d'esclaves, sont inconnus à la nature ; elle nous a fait simplement hommes, tous égaux, tous également libres & indépendans les uns des autres ; elle a voulu que tous ceux en qui elle a mis les mêmes facultés, eussent aussi les mêmes droits ; il est donc incontestable que dans cet état primitif & de nature, personne n'a par soi-même un Droit originaire de commander aux autres, ou de s'ériger en Souverain.

IV. IL n'y a que Dieu seul qui ait par lui-même & en conséquence de sa nature & de ses perfections, un Droit naturel,

turel, essentiel & inhérent, de donner des Loix aux hommes, & d'exercer sur eux une souveraineté absolüe : il n'en est pas ainsi de l'homme par rapport à l'homme ; ils sont tous par leur nature aussi indépendans les uns des autres, qu'ils sont dépendans de l'Empire de Dieu ; cette liberté, cette indépendance, est donc un droit naturel à l'homme, & duquel on ne sauroit le priver malgré lui sans crime.

V. MAIS si cela est ainsi, & s'il y a pourtant aujourd'hui une autorité souveraine parmi les hommes, d'où peut venir cette autorité, si ce n'est des conventions que les hommes ont faites entr'eux à ce sujet ? Car de la même manière que l'on transfère son bien à quelqu'un par une Convention, de même par une *soumission volontaire* on peut se dépouiller en faveur de quelqu'un, qui accepte la reconciation, du Droit Naturel qu'on avoit de disposer pleinement de sa liberté & de ses forces naturelles.

VI. IL faut donc dire que la Souveraineté réside originairement dans le Peuple, & dans chaque Particulier par rapport à soi-même, & que c'est le transport & la réunion de tous les Droits des

Particuliers dans la personne du Souverain , qui le constitue tel , & qui produit véritablement la Souveraineté. Personne ne sauroit douter , par exemple , que lors que les Romains choisirent ROMULUS & NUMA pour leurs Rois , ils ne leur conférassent par cet acte même , la Souveraineté sur eux , qu'ils n'avoient pas auparavant , & à laquelle ils n'avoient certainement d'autre droit que celui que leur donnoit l'élection de ce Peuple.

VII. C E P E N D A N T , quoiqu'il soit de la dernière évidence que la Souveraineté doit son origine immédiate aux Conventions humaines , rien n'empêche qu'on ne puisse dire avec raison qu'elle est de Droit Divin aussi bien que de Droit humain.

VIII. E N effet depuis la multiplication des hommes , la droite raison ayant fait voir que l'établissement des Sociétés Civiles & d'une autorité Souveraine , étoit absolument nécessaire pour l'ordre , la tranquillité & la conservation du Genre-humain , c'est une preuve aussi convaincante que cet établissement est dans les vues de la Providence , que si Dieu lui-même l'avoit déclaré aux hommes , par une révélation positive ; & Dieu qui aime
essenc

essentiellement l'ordre, veut sans doute qu'il y ait sur la terre une autorité Suprême qui seule est capable de le procurer, & de le maintenir parmi les hommes, en veillant à l'observation des Loix Naturelles.

IX. IL y a là-dessus un beau passage de C I C E R O N. (1) » Il n'y a rien de » plus agréable à la Divinité suprême qui » gouverne cet Univers, que les Sociétés » Civiles légitimement formées.

X. AINSI lors qu'on donne aux Souverains le titre de Lieutenans de Dieu sur la terre, cela ne veut pas dire qu'ils tiennent leur autorité immédiate de Dieu lui-même, mais cela signifie simplement qu'au moyen du pouvoir qu'ils ont en main, & que les Peuples leur ont conféré, ils entretiennent conformément aux vues de Dieu, l'ordre & la paix, & procurent ainsi le bonheur des hommes.

XI. MAIS si ces titres magnifiques relèvent considérablement la Souveraineté, s'ils la rendent très-respectable, ils sont

C 3

aussi

(1) *Nihil est illi Principi Deo, qui omnem hunc mundum regit, quod quidem in terris fiat, acceptius, quam consilia cætusque hominum jure sociati, quæ Civitates appellantur. Somn. Scip. Cap. III.*

aussi en même tems une puissante leçon pour les Souverains ; car ils ne sauroient mériter le titre de Lieutenans de Dieu sur la terre, qu'autant qu'ils se servent de leur autorité, d'une manière conforme aux vuës pour lesquelles elle leur a été confiée, & qui réponde aux intentions de Dieu, c'est à-dire, pour le bonheur des Peuples, en travaillant de tout leur pouvoir à les rendre sages & vertueux.

XII. CELA suffit sans doute, pour faire regarder comme sacrée l'origine du Gouvernement, & pour engager les Sujets à la soumission, & au respect pour la personne du Souverain : mais il y a des Politiques qui poussent la chose plus loin ; ils soutiennent que c'est Dieu qui confère immédiatement aux Princes le Pouvoir Souverain, sans que les hommes y contribuent en aucune manière.

XIII. POUR cet effet, ils distinguent la cause de l'Etat, & la cause de la Souveraineté ; ils avouent que les Etats sont formés par des conventions ; mais ils veulent que Dieu lui-même soit la cause immédiate de la Souveraineté. Selon eux, les Peuples qui se choisissent un Roi ne lui confèrent pas pour cela l'autorité souveraine.

veraine , ils ne font que désigner celui à qui le ciel doit la confier. Le consentement du Peuple à la domination d'une seule personne ou de plusieurs , peut bien être considéré comme un canal , par où découle l'autorité suprême , mais il n'en est pas la source.

XIV. LE principal raisonnement que les Politiques emploient pour prouver leur opinion , c'est que ni chaque particulier parmi un grand nombre de gens libres & indépendans , ni la multitude entière , n'ayant en aucune manière la Majesté Souveraine , ils ne sçauroient la conférer au Roi ; mais ce raisonnement ne prouve rien : il est vrai que chaque membre de la Société , ni la multitude ne sont pas revêtus formellement de la Souveraine autorité telle qu'elle est dans le Souverain , mais il suffit qu'ils la possèdent virtuellement , c'est-à-dire , qu'ils ayent en eux-mêmes tout ce qu'il faut , pour qu'ils puissent par le concours de leurs volontés , & par leur consentement la produire dans le Souverain.

XV. CHAQUE particulier ayant naturellement le Droit de disposer de sa personne & de ses actions comme il le juge à propos , pourquoi ne pourroit-il pas

accorder à quelqu'un ce droit de direction qu'il a sur lui-même? Or qui ne voit que si tous les membres d'une Société s'accordent à faire cette cession de leur droit à quelqu'un d'entr'eux, cette cession sera la cause immédiate, & prochaine de la Souveraineté: il est donc clair qu'il y a dans chaque particulier, pour ainsi dire, des semences du pouvoir Souverain; il en est ici à peu près comme de plusieurs voix réunies ensemble, qui forment par cette union une harmonie qui n'étoit pas dans chacune d'elles en particulier.

XVI. MAIS, direz-vous, l'Ecriture elle-même ne dit-elle pas que toute personne doit être soumise aux Puissances souveraines, parce qu'elles sont établies de Dieu? (1). Je répons avec GROTIUS, que les hommes ont établi des Sociétés Civiles, non en conséquence d'un ordre de Dieu, mais de leur propre mouvement, y étant portés par l'expérience qu'ils avoient faite de l'impuissance où étoient les familles séparées, de se bien mettre à couvert des insultes & de la violence d'autrui. De là (ajoute-t-il) est né le Pouvoir Civil, que St. Pierre appelle pour cette raison, *un pouvoir humain*,
(2) quoi-

(1) *Rom. 13.*

(2) quoiqu'il soit ailleurs qualifié un établissement divin, (3) parce que Dieu l'a approuvé comme une chose salutaire aux hommes. (4)

XVII. TOUTES les autres preuves du sentiment que nous combattons, ne méritent pas qu'on les relève. En général, on peut remarquer que l'on n'a jamais débité de plus pitoyables raisons sur cette matière, comme il est aisé de s'en convaincre par la lecture du Chapitre de PUFFENDORF qui répond à celui-ci, où elles sont rapportées & réfutées. (5).

XVIII. CONCLUONS donc que le sentiment de ceux qui prétendent que Dieu est la cause immédiate de la Souveraineté, n'a de fondement que dans l'adulation & la flatterie, par laquelle, pour rendre l'autorité des Souverains plus absolue, on a voulu la rendre entièrement indépendante de toute convention humaine, & ne la faire dépendre que de Dieu;

C 5 mais

(2) *Epit. I. Chap. II. v. 13.*

(3) *Rom. XIII. 1.*

(4) *Grotius Droit de la G. & de la P. Liv. I. Chap. IV. §. 7. 12. N. 3. voyez ci-dessus N. 7. & suivans.*

(5) *Voy. D. de la Nat. & des G. Liv. 7. Ch. 3.*

mais quand même on accorderoit que les Princes tiennent immédiatement de Dieu leur autorité, on ne sçauroit tirer de ce principe les conséquences que quelques Politiques veulent en déduire.

§ XIX. CAR comme il est très certain que Dieu ne confieroit aux Princes cette Souveraine autorité que dans la vuë du bien de la Societé en général, & pour celui des particuliers, l'exercice de ce pouvoir se trouveroit toujours nécessairement limité, par l'intention même dans laquelle Dieu l'auroit confié au Souverain, en telle sorte que les Peuples ne feroient pas moins autorisés à refuser d'obéir à un Prince, qui, bien loin de travailler aux vuës de Dieu, ne travailleroit, au contraire, qu'à les traverser & à les détruire en rendant ses Peuples misérables, comme nous le [montrons plus particulièrement dans la suite.



CHAPITRE VII.

*Des Caractères essentiels à la Souveraineté ;
de ses Modifications , de son Etendue &
de ses Bornes.*

1°. *Des Caractères de la Souveraineté.*

§ I. **N**OUS avons défini ci-devant la Souveraineté , le Droit de commander en dernier ressort dans la Société Civile , que les Membres de cette Société ont déferé à une Personne , pour y maintenir l'ordre au-dedans & la sûreté au-dehors ; cette définition nous fait connoître quels sont les caractères propres du Pouvoir qui gouverne l'Etat , & c'est ce qu'il est à propos de développer ici plus particulièrement.

II. Le premier caractère & celui d'où découlent tous les autres , c'est que c'est un Pouvoir Souverain & indépendant , c'est-à-dire , une Puissance qui juge en dernier ressort , de tout ce qui est susceptible de la direction humaine , & qui peut intéresser le salut & l'avantage de la Société ; en sorte que cette Puissance ne re-

connoit aucun Supérieur sur la terre, duquel elle dépende.

III. MAIS il faut bien remarquer , que quand nous disons que la Puissance Civile est par sa nature , Souveraine & indépendante , nous n'entendons pas par-là , qu'elle ne dépende pas , quant à son origine , de la volonté humaine ; (1) nous voulons dire seulement , que cette Puissance une fois établie , n'en reconnoit sur la terre aucune au-dessus d'elle , ou qui lui soit supérieure ou égale , & que par conséquent , ce qu'elle fait ou établit dans l'étendue de son pouvoir , ne sauroit être annullé par aucune autre volonté humaine , entant que supérieure.

IV. IL est absolument nécessaire , que dans tout Gouvernement il y ait une telle Puissance suprême ; la nature même de la chose le veut ainsi , & il ne sauroit subsister sans cela ; car puisqu'on ne peut pas multiplier les Puissances à l'infini , il faut nécessairement s'arrêter à quelque degré d'autorité supérieur à tout autre ; & quelle que soit la forme du Gouvernement , soit Monarchique , Aristocratique ,

Démon-

(1) *Vid. Sup. Cap. IV. & VI.* où nous avons prouvé le contraire.

Démocratique ou Mixte, il faut toujours qu'on soit soumis à une décision Souveraine, puisqu'il implique contradiction de dire qu'il y ait quelqu'un au-dessus de celui qui tient le plus haut rang, dans un même ordre d'Êtres.

V. UN second caractère, qui est une suite du premier, c'est que le Souverain comme tel, n'est tenu de rendre compte à personne ici-bas de sa conduite, ni sujet à aucune peine de la part des hommes, car l'un & l'autre suppose un Supérieur.

VI. IL y a deux manières de rendre compte.

L'une comme à un Supérieur qui est en droit d'annuller ce que l'on a fait s'il ne le trouve pas à son gré, & même d'infliger quelque peine, & cette manière ne sauroit convenir au Souverain.

L'autre, comme à un égal dont on souhaite d'avoir l'approbation, & rien n'empêche que le Souverain ne rende compte de cette manière; & ceux mêmes qui sont sensibles à l'honneur, cherchent à se concilier par là l'estime & l'approbation des hommes, en faisant connoître à tout le monde qu'ils agissent sagement.

gement & avec intégrité ; mais cela n'emporte aucune dépendance.

VII. J'AI dit, que le Souverain comme tel, n'étoit ni comptable ni punissable, c'est-à-dire, aussi long-tems qu'il est véritablement Souverain, & qu'il n'est pas déchu de son Droit; car on ne sçauroit nier que si le Souverain, oubliant totalement dans quelle vüe la Souveraineté lui a été confiée, s'en servoit d'une manière directement opposée à sa destination, & devenoit ainsi l'ennemi de l'Etat, la Souveraineté ne retourne (*ipso facto*) à la Nation, & qu'elle ne puisse agir avec celui qui étoit son Souverain de la manière la plus convenable à ses intérêts & à sa sûreté; & quelque idée qu'on puisse se faire de la Souveraineté, on ne sçauroit prétendre raisonnablement, que ce soit un droit & un titre assuré, de faire impunément tout ce que les passions les plus déréglées peuvent inspirer, & de devenir ainsi l'ennemi de la Société.

VIII. C'EST un troisieme caractère essentiel à la Souveraineté considérée en elle-même, que le Souverain comme tel, soit au-dessus de toute Loi humaine ou Civile. Je dis de toute Loi humaine, car on ne sçauroit douter que le Souverain

rain lui-même ne soit soumis aux Loix Divines, soit naturelles, soit positives.

*Regum timendorum in proprios greges,
Reges in ipsos Imperium est Jovis.*

Horat. Lib. 3. Od. 1.

IX. MAIS à l'égard des Loix purement humaines, comme toute leur force & leur obligation dépend en dernier ressort, de la volonté même du Souverain, on ne sçauroit dire, à proprement parler, qu'elles l'obligent; car toute obligation suppose nécessairement deux Personnes, un Supérieur & un Inférieur.

X. CENDANT l'Equité naturelle veut quelquefois, que le Prince pratique lui-même ses propres Loix, afin que les Sujets soient plus efficacement portés à leur observation; c'est ce qui est parfaitement bien exprimé dans ces vers de CLAUDIEN (2).

In commune jubes si quid, censesve tenen-
dum,

Primus jussa subi: tunc observantior æquū
Fit populus, nec ferre negat, cum videris
ipsum

Auctorem parère sibi; componitur orbis
Regis ad exemplum, nec sic inflectere sensus
Humanos edicta valent, ut vita regentis.

(1) De IV, Consul, Honor. v. 296 & seqq.

XI. AU reste nous supposons la Souveraineté telle qu'elle est en elle-même , & que l'établissement des Loix Civiles dépend en dernier ressort de la seule volonté de celui qui jouit des honneurs & du titre de Souverain , tellement que son autorité ne soit point limitée à cet égard : sans cela cette supériorité du Prince par dessus les Loix , ne sçauroit lui convenir dans toute l'étendue que nous lui avons donnée.

XII. CETTE Souveraineté telle que nous venons de la représenter , résidoit originairement dans le Peuple ; mais dès qu'un Peuple a transféré son Droit à un Souverain , on ne sçauroit supposer sans contradiction , qu'il en reste encore le Maître.

XIII. AINSI , la distinction que font quelques Politiques d'une *Souveraineté réelle* , qui réside toujours dans le Peuple , & d'une *Souveraineté actuelle* qui appartient au Roi , est également absurde & dangereuse ; il est ridicule de prétendre , que même après qu'un Peuple a déferé la Souveraine autorité à un Roi , il demeure pourtant en possession de cette même autorité , supérieure au Roi même.

XIV.

XIV. IL faut donc garder ici un juste milieu , & établir des principes qui ne favorisent ni la tyrannie , ni l'esprit d'indépendance , & la rébellion.

1°. Il est certain que dès qu'un Peuple s'est soumis à un Roi véritablement tel , il n'a plus de pouvoir Souverain.

2°. Mais il ne s'ensuit pas delà que le Peuple ait conféré le Pouvoir Souverain de telle manière , qu'il ne se soit réservé en aucun cas de le reprendre.

3°. Cette réserve est quelquefois expresse ; & il y en a toujours une tacite , dont l'effet se développe , lors que celui à qui on a confié la Souveraine autorité , en abuse d'une manière directement & totalement contraire à la fin pour laquelle elle lui a été confiée , comme cela paroitra encore mieux par la suite.

XV. MAIS quoi-qu'il soit absolument nécessaire , qu'il y ait dans l'Etat une Puissance Souveraine & indépendante , il y a cependant quelque différence , sur-tout dans les Monarchies & les Aristocraties , dans la manière dont ceux à qui ce Pouvoir est confié , l'exercent : Dans quelques Etats le Prince gouverne comme il le juge à propos ; dans d'autres , il est obligé de suivre certaines règles fixes & constantes ,

tantes, dont il ne fauroit s'écarter ; c'est ce que j'appelle les modifications de la Souveraineté , & c'est de là que naît la distinction de la Souveraineté absoluë & de la Souveraineté limitée.

2°. *De la Souveraineté absoluë.*

XVI. LA Souveraineté absoluë n'est donc autre chose que le Droit de gouverner l'Etat comme on le juge à propos , selon que la situation présente des affaires le demande , & sans être obligé de consulter personne, ni suivre certaines règles déterminées , fixes & perpétuelles.

XVII. IL y a plusieurs réflexions importantes à faire là-dessus.

1°. Le terme de Pouvoir absolu est pour l'ordinaire fort odieux aux Républicains , & il faut avouer qu'étant mal entendu , il peut faire de fâcheuses impressions sur l'esprit des Princes , sur-tout dans la bouche des flatteurs.

2°. Pour s'en faire une juste idée , il faut remonter au principe. Dans l'Etat de Nature , chacun a une liberté absoluë de disposer de sa personne & de ses actions , de la manière qu'il juge la plus convenable à son bonheur , & sans être obligé de consulter personne , pourvu néanmoins qu'il ne fasse rien de contraire aux

Loix

Loix Naturelles. Lors qu'une multitude d'hommes se joignent ensemble pour former un Etat, ce Corps a par conséquent la même liberté par rapport aux choses qui intéressent le bien commun.

3°. Lors donc que le Corps entier des Citoyens confère la Souveraineté au Prince, avec cette étendue & ce Pouvoir absolu qui résidoit en lui originairement, & sans y ajouter aucune restriction particulière, on dit que cette Souveraineté est absolue.

4°. Cela étant, il ne faut pas confondre un Pouvoir absolu avec un Pouvoir arbitraire, despotique & sans bornes; car il résulte de ce que nous venons de dire sur l'origine & la nature de la Souveraineté absolue, qu'elle se trouve limitée par sa nature même, par l'intention de ceux de qui le Souverain la tient, & par les Loix mêmes de Dieu: C'est ce qu'il faut développer.

XVIII. LE but que les hommes se sont proposés en renonçant à leur indépendance naturelle, & en établissant le Gouvernement & la Souveraineté, étoit sans doute de remédier aux maux qui les travailloient, & de pourvoir d'une manière sûre à leur bonheur; cela étant, comment pourroit-on concevoir que ceux qui, dans cette vue, ont accordé un Pouvoir

voir absolu au Souverain, ayent eu l'intention de lui donner une puissance arbitraire & sans bornes, enforte qu'il fut en droit de satisfaire son caprice & ses passions, au préjudice de la vie, des biens, & de la liberté de ses Sujets. Nous avons fait voir ci-devant au contraire, que l'Etat Civil donne nécessairement aux Sujets le Droit d'exiger du Souverain qu'il usera de son autorité pour leurs avantages & conformément aux vuës dans lesquelles elle lui a été confiée.

XIX. IL faut donc reconnoître que dans l'intention des Peuples, la Souveraineté absolüe n'a jamais été accordée au Souverain que sous cette condition précise, que le Bien public seroit pour lui la Souveraine Loi; par conséquent, tant que le Prince agit pour cette fin, il est autorisé par le Peuple; mais au contraire, s'il ne se sert de son Pouvoir que pour la ruine de ses Sujets, il agit uniquement de son chef, & nullement en vertu du Pouvoir que le Peuple lui a confié.

XX. IL y a plus, & la nature même de la chose ne permet pas que l'on étende le Pouvoir absolu au-delà des bornes de l'utilité publique; la Souveraineté absolüe ne scauroit donner au Souverain plus de

Droit

Droit que le Peuple n'en avoit originai-
rement lui-même. Or avant la forma-
tion des Sociétés Civiles , personne , sans
contredit , n'avoit le pouvoir de se faire
du mal à soi-même ou aux autres ; donc
le Pouvoir absolu ne donne pas au Sou-
verain le Droit de maltraiter ses Sujets.

XXI. DANS l'Etat de Nature chacun
étoit le maître absolu de sa personne &
de ses actions , pourvû qu'il se renfermât
dans les bornes des Loix Naturelles. Le
Pouvoir absolu ne se forme que par la
réunion de tous les Droits des Particuliers
dans la personne du Souverain ; par con-
séquent le Pouvoir absolu du Souverain
est renfermé dans les mêmes bornes , qui
limitoient celui que les Particuliers avoient
originaiement.

XXII. Je vais plus loin , & je dis que
quand même on supposeroit , qu'un Peu-
ple auroit effectivement voulu accorder à
son Souverain une Puissance arbitraire &
sans bornes , cette Concession seroit nulle
par elle-même , & de nul effet.

XXIII. PERSONNE ne peut se dé-
pouiller de sa liberté jusqu'à se soumet-
tre à une Puissance arbitraire , qui le traite
absolument à sa fantaisie : ce seroit renon-
cer à sa propre vie , dont il n'est pas le
maître ;

maître ; ce seroit renoncer à son devoir , ce qui n'est jamais permis ; & si cela est vrai , par rapport à un Particulier qui se feroit esclave , bien moins encore un Peuple entier a-t-il ce Pouvoir , dont chacun de ceux qui le composent est entièrement destitué.

XXIV. ET c'est ce qui achève de prouver invinciblement que la Souveraineté , quelque absoluë qu'on la suppose , a pourtant des bornes , & qu'elle ne sauroit renfermer le Pouvoir arbitraire de faire tout ce que l'on veut , sans autre règle ou sans autre raison , que la volonté despotique du Souverain.

XXV. ET comment pourroit-on attribuer un tel Pouvoir à la Créature , puisque le Souverain Etre ne l'a pas lui-même. Son Domaine absolu n'est pas fondé sur une Volonté aveugle ; sa Volonté Souveraine est toujours déterminée par les Règles immuables de la Sagesse , de la Justice & de la Bénéficence.

XXVI. EN un mot , le Droit de commander , la Souveraineté , doit toujours être établie en dernier ressort sur une Puissance Bien-faisante : sans cela elle ne sauroit produire une véritable obligation ; la Raison ne sauroit l'approuver ni s'y sou-

mettre

mettre ; & c'est ce qui distingue l'Empire & la Souveraineté , de la violence & du brigandage : Telles sont les idées que l'on doit se faire de la Souveraineté absolue.

3°. *De la Souveraineté limitée.*

XXVII. MAIS quoique le Pouvoir absolu , considéré en lui-même , & tel que nous venons de le représenter , n'ait rien d'odieux ou d'illégitime , & que les Peuples puissent l'accorder sur ce pied-là au Souverain , il faut convenir que l'expérience de tous les tems a appris aux hommes , que cette sorte de Gouvernement n'étoit pas celle qui convenoit le mieux , ni la plus propre à leur procurer un état heureux & tranquille.

XXVIII. QUELQUE distance qu'il y ait entre les Sujets & le Souverain , à quelque degré d'élévation que ce dernier soit placé par dessus les autres , il est homme comme eux ; leurs ames sont , pour ainsi dire , jettées au même moule ; ils sont tous sujets aux mêmes préjugés , tous accessibles aux mêmes passions.

XXIX. BIEN plus , le poste même qu'occupent les Souverains , les expose à des tentations inconnues aux Particuliers :
La

La plupart des Princes n'ont ni assez de vertu , ni assez de courage , pour modérer leurs passions , quand ils se voyent tout permis. Il est donc à craindre pour les Peuples qu'une autorité sans bornes ne tourne à leur préjudice , & que ne s'étant réservés aucune sûreté que le Souverain n'en abusera pas , il n'en abuse effectivement.

XXX. CE sont ces réflexions , justifiées par l'expérience , qui ont porté la plupart des Peuples & les plus sages à mettre des bornes au Pouvoir de leurs Souverains , & à leur prescrire la manière dont ils doivent gouverner ; & c'est ce qui produit la Souveraineté limitée.

XXXI. MAIS si cette limitation du Pouvoir Souverain est avantageuse aux Peuples , elle ne fait aucun tort aux Princes mêmes ; on peut même dire , qu'elle tourne à leur avantage , & qu'elle fait la plus grande sûreté de leur autorité.

XXXII. ELLE ne fait aucun tort aux Princes ; car au fonds s'ils ne pouvoient se résoudre à n'avoir qu'une autorité bornée , il ne tenoit qu'à eux de refuser la Couronne , & s'ils l'acceptent une fois à ces conditions , ils ne sont plus les maîtres de chercher dans la suite à les anéan-

tir ,

tir , ou de travailler à se rendre absolu.

§ XXXIII. ELLE est avantageuse aux Princes , puisque ceux dont le Pouvoir est absolu , & qui veulent s'acquitter de leurs devoirs en conscience , sont engagés à une vigilance & à une circonspection beaucoup plus fatigante pour eux , que ceux qui ont , pour ainsi dire , leur tâche toute marquée , & ne peuvent s'écarter de certaines Régles.

XXXIV. ENFIN cette limitation de la Souveraineté fait la plus grande sûreté de l'autorité des Princes ; car étant ainsi moins exposés à la tentation , ils évitent la terrible vengeance qu'exercent quelquefois les Peuples sur les Princes , qui ayant une autorité absolue , en abusent avec excès. Le Pouvoir absolu dégénere aisément en Despotisme , & le Despotisme donne lieu aux plus grandes & aux plus funestes Révolutions pour les Souverains. C'est ce que l'expérience a justifié de tout tems : C'est donc une heureuse impuissance pour les Rois de ne pouvoir rien faire contre les Loix de leur Païs.

XXXV. CONCLUONS donc , qu'il dépend entièrement des Peuples libres , de donner aux Souverains qu'ils établissent sur eux , une autorité ou absolue ou limitée

Burlam. Droit Polit. T. II. D

limitée par certaines Loix , pourvû que ces Loix ne renferment rien d'opposé à la justice , ni de contraire au but même du Gouvernement : Ces Réglemens , qui restreignent l'autorité Souveraine , qui lui donnent des bornes , sont appelés , *Loix fondamentales de l'Etat.*

4°. *Des Loix fondamentales.*

XXXVI. Les Loix fondamentales de l'Etat , prises dans toute leur étendue , sont non-seulement des Ordonnances par lesquelles le Corps entier de la Nation détermine quelle doit être la forme du Gouvernement , & comment on succedera à la Couronne , mais encore ce sont des Conventions entre le Peuple & celui ou ceux à qui il défère la Souveraineté , qui régulent la manière dont on doit gouverner , & par lesquelles on met des bornes à l'autorité Souveraine.

XXXVII. Ces Réglemens sont appelés des Loix fondamentales , parce qu'elles sont comme la baze & le fondement de l'Etat , sur lesquels l'édifice du Gouvernement est élevé , & que les Peuples les considèrent , comme ce qui en fait toute la force & la sûreté.

XXXVIII. Ce n'est pourtant que d'une
manière

manière impropre & abusive , qu'on leur donne le nom de Loix ; car , à proprement parler , ce sont de véritables Conventions : Mais ces Conventions étant obligatoires entre les Parties Contractantes , elles ont la force des Loix mêmes. Entrons dans quelque détail :

XXXIX. 1^{re}. JE remarque d'abord , qu'il y a une espèce de Loi fondamentale de Droit & de Nécessité essentielle à tous les Gouvernemens , même dans les Etats , où la Souveraineté est la plus absoluë ; & cette Loi , c'est celle du bien public , dont le Souverain ne peut jamais s'écarter , sans manquer à son devoir ; mais cela seul ne suffit pas pour rendre la Souveraineté limitée.

XL. AINSI les Promesses , ou expresses ou tacites , par lesquelles les Rois s'engagent même avec serment , quand ils parviennent à la Couronne , de gouverner suivant les Loix de la justice & de l'équité , de veiller au Bien public , de n'opprimer personne , de protéger les bons , de punir les méchans , & autres choses semblables , n'apportent aucune limitation à leur autorité , & ne diminuent rien du Pouvoir absolu : Il suffit que le choix des moyens pour procurer l'avantage de l'Etat,

& la manière de les mettre en usage, soient laissés au jugement & à la disposition du Souverain ; autrement la distinction du Pouvoir absolu & du Pouvoir limité se trouveroit anéantie.

§ XLI. 2°. **MAIS** à l'égard des Loix fondamentales, proprement ainsi nommées, ce ne sont que des précautions plus particulières que prennent les Peuples, pour obliger plus fortement les Souverains à user de leur autorité, conformément à la Règle générale du Bien public, & c'est ce qui peut se faire en différentes manières, mais en sorte que ces limitations de la Souveraineté ont plus ou moins de force, selon le plus ou le moins de précautions que la Nation a prises, afin qu'elles eussent leur exécution.

XLII. **AINSI** 1°. une Nation peut exiger du Souverain, qu'il s'engage par une promesse particulière à ne point faire de nouvelles Loix, qu'il ne fera aucune nouvelle Imposition, qu'il ne lèvera des Impôts que sur certaines choses, qu'il ne donnera point des Emplois à un certain ordre de Gens, qu'il ne prendra point à sa solde de Troupes étrangères &c. Alors l'autorité Souveraine se trouve véritablement limitée à ces différens égards, en sorte

forte que tout ce que le Roi feroit au contraire de l'engagement formel où il est entré, feroit nul & de nulle force. Que s'il furvenoit quelques cas extraordinaires dans lesquels le Souverain estimât qu'il fut du Bien public, que l'on s'écartât des Loix fondamentales, le Prince ne fçauroit le faire de son chef, au mépris de son engagement ; mais il devroit, dans ces circonstances, consulter là-dessus le Peuple lui-même ou ses Représentans. Autrement sous prétexte de quelque nécessité ou de quelque utilité, le Souverain pourroit aisément éluder sa parole, & anéantir l'effet des précautions que la Nation a prises pour restreindre son Pouvoir : Cependant, PUFFENDORF n'est pas dans cette pensée (1). Mais pour une plus grande sûreté de l'exécution des engagements dans lesquels est entré le Souverain, & qui limitent son pouvoir, il est convenable d'exiger formellement de Lui qu'il convoquera une Assemblée générale du Peuple, ou de ses Représentans, ou des Grands de la Nation, lors qu'il

D 3

s'agi-

(1) Voy. Droit de la Nat. & des G. Liv. viii
C. 6. §. 10.

s'agira de choses que l'on n'a pas voulu laisser à sa disposition : Ou bien , la Nation peut établir d'avance un Conseil , un Senat , un Parlement , sans le consentement duquel le Prince ne puisse rien faire par rapport aux choses qu'on n'a pas voulu soumettre à sa volonté.

XLIII. 2^o. L'HISTOIRE même nous apprend que quelques Peuples ont poussé plus loin leurs précautions , en inférant formellement dans leurs Loix fondamentales , une Clause commissoire , par laquelle le Roi étoit déclaré déchu de la Couronne , s'il venoit à violer ces Loix. PUFFENDORF en rapporte un exemple tiré du Serment de fidélité que les Peuples d'Arragon prêtoient autrefois à leurs Rois. » Nous qui valons autant que » Toi , te faisons notre Roi , à condition que » Tu garderas & observeras nos Privilèges » & nos libertés , & non pas autrement.

XLIV. C'EST au moyen de ces précautions , qu'une Nation limite véritablement l'autorité qu'elle donne au Souverain , & qu'elle s'assure sa liberté ; car , comme nous l'avons vû ci-devant , la liberté Civile doit être accompagnée , non-seulement du Droit d'exiger du Souverain , qu'il use bien de son autorité , mais
en-

encore de l'assurance morale que ce Droit aura son effet : Et ce qui seul peut donner aux Peuples cette assurance , ce sont les précautions qu'ils se ménagent contre l'abus du Pouvoir Souverain en limitant là son autorité, de manière que ces précautions puissent aisément avoir leur effet.

XL V. D'AILLEURS, ce qu'il faut bien remarquer, c'est que ces limitations du Pouvoir Souverain ne le rendent point défectueux , & qu'elles ne donnent aucune atteinte à la Souveraineté même ; car un Prince ou un Sénat à qui on a déferé la Souveraineté sur ce pied-là, en peut exercer tous les Actes aussi bien que dans une Monarchie absolüe : Toute la différence qu'il y a , c'est qu'ici le Prince prononce seul en dernier ressort, suivant son propre jugement ; mais dans une Monarchie limitée, il y a une certaine Assemblée qui, conjointement avec le Roi, connoit de certaines affaires, & dont le consentement est une condition nécessaire & sans laquelle le Roi ne sçauroit rien déterminer. Mais la sagesse & la vertu des bons Princes se trouvent toujours fortifiées par le concours de l'assistance de ceux qui conjointement avec eux ont part à l'autorité ; ils font toujours tout ce qu'ils veulent lors

qu'ils ne veulent que ce qui est juste & bon, & ils doivent s'estimer heureux de ne pouvoir pas faire le contraire.

XLVI. 3^e. EN un mot comme les Loix fondamentales, qui limitent l'autorité Souveraine, ne sont autre chose que des moyens dont les Peuples se servent pour s'assurer que le Prince ne s'écartera point de la Loi générale du Bien public, dans les circonstances les plus importantes, on ne sçauroit dire qu'elles rendent la Souveraineté imparfaite ou défectueuse. Car si l'on supposoit un Prince d'une autorité absoluë, mais en même tems d'une sagesse & d'une vertu si parfaite, qu'il ne s'écartât jamais le moins du monde de ce que demande le Bien public, & que toutes ses déterminations fussent assujetties à cette Règle supérieure, diroit-on pour cela que son pouvoir fut en quelque chose affoibli ou défectueux ? Non sans doute ; par conséquent les précautions que les Peuples prennent contre la foiblesse ou la malice inséparables de l'humanité, en limitant la Puissance de leurs Souverains, pour empêcher qu'ils n'en abusent, n'affoiblissent ou ne diminuent en rien la Souveraineté, mais au contraire, elles la perfectionnent, en réduisant le Souverain à la

la nécessité de bien faire, & en le mettant, pour ainsi dire, dans l'impuissance de faillir.

XLVII. IL ne faut pas croire non plus, qu'il y ait deux volontés distinctes dans un Etat dont la Souveraineté est limitée, de la manière que nous l'avons expliqué, car l'Etat ne veut rien que par la volonté du Roi. Tout ce qu'il y a, c'est que quand une certaine condition stipulée vient à manquer, le Roi ne peut pas vouloir, ou veut en vain certaines choses, mais il n'en est pas moins pour cela Souverain. De ce qu'un Prince ne peut pas tout faire à sa fantaisie, il ne s'ensuit pas qu'il ne soit Souverain. Le Pouvoir Souverain, & le Pouvoir absolu ne doivent point être confondus, & l'on conçoit bien par tout ce que l'on a dit, que l'un peut subsister sans l'autre.

XLVIII. 4°. ENFIN, il y a encore une autre manière de limiter le Pouvoir de ceux à qui la Souveraineté est commise. C'est de ne pas confier tous les différens Droits qu'elle renferme à une seule & même personne, mais de les remettre en des mains séparées, à différentes personnes, ou à différens Corps, pour la modifier ou pour la restreindre.

XLIX. PAR exemple, si l'on suppose que le Corps entier de la Nation se réserve le Pouvoir Législatif, & celui de créer les principaux Magistrats, qu'elle donne au Roi le pouvoir Militaire & exécutif &c., & qu'elle confie à un Sénat composé des Principaux, le pouvoir judiciaire, celui de mettre des Impôts &c., l'on comprend bien que cela peut s'exécuter en différentes manières, entre lesquelles la prudence doit décider le choix.

L. Si le Gouvernement est établi sur ce pied-là, par l'acte primordial d'association, il se fait alors une espèce de partage des Droits de la Souveraineté, par un contract ou une stipulation reciproque entre les différens Corps de l'Etat. Ce partage produit un balancement de Puissance, qui met les différens Corps de l'Etat dans une dépendance mutuelle, qui retient chacun de ceux qui ont part à l'autorité Souveraine, dans les bornes que la Loi leur assigne, & qui fait ainsi la sûreté de la liberté: Car, par exemple, l'autorité Royale se trouve balancée par le Pouvoir du Peuple, & un troisième Ordre sert comme de contrepoids aux deux premiers, pour les tenir toujours dans l'équilibre, & empêcher l'un de s'élever

au-

au-dessus de l'autre. Mais en voilà assez sur la distinction de la Souveraineté absolue & limitée.

5°. *Des Royaumes Patrimoniaux & Usufructuaires.*

LI. REMARQUONS enfin pour finir ce Chapitre, qu'il y a encore une autre différence accidentelle, dans la manière de posséder la Souveraineté, sur-tout par rapport aux Rois. Les uns sont les Maîtres de leur Couronne, comme d'un Patrimoine, qu'il leur est permis de partager, de transférer, d'aliéner à qui bon leur semble; en un mot, dont ils peuvent disposer comme ils jugent à propos: D'autres n'ont la Souveraineté qu'à titre d'*Usufruit* ou de *Fidei-Commis*, & cela ou pour eux seulement, ou avec pouvoir de la transmettre à leurs Descendants, suivant les Régles établies pour la succession. C'est sur ce fondement que les Docteurs distinguent les Royaumes en Patrimoniaux, & en Usufructuaires ou non-Patrimoniaux.

LII. ON ajoute que ces Rois possèdent la Couronne en pleine propriété, qui ont acquis la Souveraineté par Droit de Conquête, ou ceux à qui un Peuple

s'est donné sans réserve pour éviter un plus grand mal ; mais qu'au contraire, les Rois qui ont été établis par un libre consentement du Peuple, ne possèdent la Couronne, qu'à titre d'Usufruit. Telle est la manière dont GROTIUS explique cette distinction, en quoi il a été suivi par PUFFENDORF, & par la plupart des autres Commentateurs ou Ecrivains.

(I).

LIII. SUR-QUOI l'on peut faire les Remarques suivantes.

1°. C'est que rien n'empêche, à la vérité, que le pouvoir Souverain n'entre en commerce, aussi bien que tout autre Droit ; il n'y a en cela rien de contraire à la nature de la chose, & si la Convention entre le Prince & le Peuple porte que le Prince aura plein Droit de disposer de la Couronne, comme il le trouvera à propos, ce sera, si l'on veut, un Royaume Patrimonial.

2°. Mais les exemples de pareilles Conventions sont très-rares, & à peine en trouve-t-on d'autre que celui des Egyptiens
avec

(1) Voy. GROTIUS D. de la Guerre & de la Paix, L. I. Ch. 3. §. 11. & 12 &c: PUFFENDORF D. de la Nat. & des G., L. VI. Ch. 6. §. 14. 15.

avec leur Roi, dont il est parlé dans la Genèse. (2),

3°. Le pouvoir Souverain, quelque absolu qu'il soit, n'emporte pas par lui-même un Droit de propriété, ni par conséquent le pouvoir d'aliéner. Ce sont deux idées tout-à-fait distinctes, & qui n'ont l'une avec l'autre aucune liaison nécessaire.

4°. Il est vrai qu'on allégué un grand nombre d'exemples d'aliénations, faites de tout tems par les Souverains; mais ou ces aliénations n'ont eu aucun effet, ou bien elles ont été faites ou approuvées par un consentement, ou exprès ou tacite du Peuple, ou enfin elles n'ont eu d'autres titres que la force.

5°. Concluons donc, comme un principe incontestable, que dans le doute, tout Royaume doit être censé non Patrimonial, aussi long-tems qu'on ne prouvera pas d'une manière, ou d'une autre, qu'un Peuple s'est soumis sur ce pied-là à un Souverain.



CHA

(2) Ch. 47. 18. v. & suiv.

C H A P I T R E V I I I.

Des Parties de la Souveraineté ou des différens Droits essentiels qu'elle renferme.

§ I. **I**L ne nous reste plus pour finir cette première Partie, que de traiter des Parties de la Souveraineté en général. L'on peut considérer la Souveraineté comme un assemblage de divers Droits & de plusieurs Pouvoirs distincts, mais conférés pour une même fin, c'est-à-dire pour le bien de la Société, & qui sont tous essentiellement nécessaires pour cette même fin; ce sont ces différens Droits, ces différens Pouvoirs, que l'on appelle les Parties essentielles de la Souveraineté.

II. P O U R connoître quelles sont les Parties de la Souveraineté, il ne faut que faire attention à sa nature & à sa fin.

La Souveraineté a pour but, la conservation, la tranquillité & le bonheur de l'Etat, tant par rapport au dedans, que par rapport au dehors: il faut donc qu'elle renferme en elle-même tout ce qui est essentiellement nécessaire pour procurer cette double fin.

III,

III. 1^o. C E L A étant, la première Partie de la Souveraineté, & qui est comme le fondement de toutes les autres, c'est le Pouvoir Législatif en vertu duquel le Souverain établit en dernier ressort, des Régles générales & perpétuelles que l'on nomme **L O I X** : Par - là chacun est instruit de ce qu'il doit faire pour conserver la Paix & le bon ordre, de ce qu'il conserve de sa Liberté Naturelle, & comment il doit user de ses Droits pour ne pas troubler le Repos public.

C'est par ce moyen des Loix que l'on ramène à l'unité cette prodigieuse diversité de sentimens & d'inclinations que l'on remarque entre les hommes, & que l'on établit entr'eux ce concert & cette harmonie essentiellement nécessaire à la Société, & qui dirige toutes les actions des membres qui la composent, au bien & à l'avantage commun; bien entendu que les Loix du Souverain ne doivent avoir rien d'opposé aux Loix Divines, soit Naturelles soit Revelées.

IV. 2^o. Au Pouvoir Législatif, il faut joindre le Pouvoir Coactif, c'est-à-dire, le Droit d'établir des Peines contre ceux qui troublent la Société par leurs desordres, & le pouvoir de les infliger
actuel.

actuellement ; sans cela l'établissement de la Société Civile & des Loix seroit tout-à-fait inutile , & on ne sçauroit se promettre de vivre en paix & en sûreté. Mais afin que la crainte des peines puisse faire une impression assez forte sur les esprits , il faut que le Droit de punir s'étende jusqu'à pouvoir faire souffrir le plus grand de tous les maux naturels , je veux dire la mort ; autrement la crainte de la peine ne seroit pas toujours capable de balancer la force du plaisir & de la passion ; en un mot , il faut qu'on ait manifestement plus d'intérêt à observer la Loi qu'à la violer : Ainsi ce Droit du Glaive est sans contredit le plus grand pouvoir qu'un homme puisse exercer sur un autre homme.

V. 3^o. ENSUITE il est nécessaire pour maintenir la paix dans un Etat , que le Souverain ait droit de connoître des différends survenus entre les Citoyens , & qu'il les décide en dernier ressort ; comme encore d'examiner les accusations intentées contre quelqu'un , pour absoudre , ou punir par sa sentence , conformément aux Loix : C'est ce qu'on appelle la *Jurisdiction* ou le *Pouvoir Judiciaire*. On doit encore rapporter ici le Droit de faire

re grace aux coupables, lorsque quelque raison d'utilité publique le demande.

VI. 4°. D'AILLEURS comme la manière de penser des Citoyens, & les opinions reçues peuvent beaucoup influencer au bien ou au mal de l'Etat, il faut nécessairement que la Souveraineté renferme le Droit d'examiner les Doctrines qui s'enseignent dans l'Etat, afin que l'on n'enseigne publiquement que ce qui est conforme à la vérité, à l'avantage & à la tranquillité de la Société. De là vient que c'est au Souverain à établir les Docteurs publics, les Académies, les Ecoles publiques, & que le Souverain Pouvoir, en matière de Religion, lui appartient de droit, autant du moins que la nature de la chose peut le permettre. Après avoir assuré le repos public au-dedans, il faut mettre l'Etat en sûreté à l'égard du dehors, & lui procurer de la part des Etats étrangers tous les secours & les avantages qui lui sont nécessaires, soit en tems de Paix, soit en tems de Guerre.

VII. 5°. PAR conséquent le Souverain doit être revêtu du Pouvoir d'assembler & d'armer les Sujets, ou de lever d'autres Troupes en aussi grand nombre qu'il est nécessaire pour la sûreté & la

la défense de l'Etat, & de faire ensuite la Paix quand il jugera à propos.

VIII. 6°. DE là encore le Droit de contracter des Engagemens publics, de faire des ⁴Traités & des Alliances avec les Etats étrangers, & d'obliger tous les Sujets à les observer.

IX. 7°. MAIS comme les affaires publiques, tant du dedans que du dehors, ne sçauroient être ménagées ni exécutées par une seule personne, & que le Souverain ne sçauroit pourvoir par lui-même à toutes ces fonctions: il est nécessaire qu'il ait le Droit de créer des Ministres, des Magistrats subalternes, qui pourvoient au Bien public & qui fassent les affaires en son nom & sous son autorité: Le Souverain qui leur a confié ces emplois peut & doit les contraindre à s'en acquitter, & leur faire rendre un compte exact de leur administration.

X. 8°. ENFIN les affaires de l'Etat demandent nécessairement des dépenses considérables, & en tems de Paix & en tems de Guerre, auxquelles le Souverain ne peut ni ne doit fournir lui-même; il faut donc encore accorder au Souverain le Droit de se réserver une partie des Biens des Citoyens, ou des Revenus du Païs,

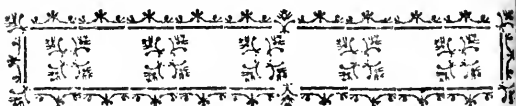
ou

ou d'obliger les Citoyens à contribuer ou de leur bourse ou de leur travail, & de leur service personnel, autant que les nécessités publiques le demandent. C'est ce qu'on appelle le *Droit des Subsides ou des Impôts*.

XI. Au reste, on peut rapporter à cette Partie de la Souveraineté, le Droit de battre Monnoie, le Droit de Chasse & de Pêche &c. Telles sont les principales Parties essentielles de la Souveraineté.

Fin de la Première Partie.





SECONDE PARTIE.

Dans laquelle on explique les différentes Formes de Gouvernemens, les manières d'acquiescer ou de perdre la Souveraineté, & les Devoirs réciproques des Souverains & des Sujets.

CHAPITRE PREMIER.

Des diverses Formes du Gouvernement.

§ I. **T**OUS les Peuples ont senti qu'il étoit essentiel à leur sûreté & à leur bonheur, d'établir un Gouvernement. Ils se sont tous accordés dans ce point, qu'il falloit nécessairement une Puissance Souveraine à la volonté de laquelle tout fut soumis en dernier ressort.

II. **M**AIS plus l'établissement d'un Souverain est nécessaire, plus aussi le choix en est important. C'est ce qui a fait que sur-

par ce choix, les Peuples se sont extrêmement divisés, & qu'ils ont confié la Souveraine Puissance en différentes mains, selon qu'ils ont estimé que cela convenoit mieux à leur sûreté & à leur bonheur; & cela encore avec des combinaisons & des modifications qui peuvent beaucoup varier. C'est là l'origine des différentes Formes de Gouvernemens, selon les différens sujets dans lesquels la Souveraineté réside immédiatement, & qu'elle appartient ou à une seule personne ou à une seule Assemblée, plus ou moins composée; & c'est ce qui fait la Constitution de l'Etat.

IV. L'on peut réduire toutes ces Formes différentes à deux Classes générales, savoir aux Formes simples & à celles qui sont composées ou mixtes, & qui produisent du mélange ou de l'assemblage de Formes simples.

V. IL y a des Formes simples de Gouvernement, la Démocratie, l'Aristocratie & la Monarchie.

VI. QUELQUES Peuples plus défiants que les autres ont placé la Souveraine Puissance dans la multitude elle-même, c'est-à-dire, dans tous les Chefs de famille assemblés & réunis dans un Conseil; &

94 Part. II. Ch. I. *Des diverses Formes*
ce sont ces Gouvernemens qu'on appelle
Populaires ou Démocratiques.

VII. LES autres plus hardis passant
dans l'extrémité opposée, ont établi la Mo-
narchie ou le Gouvernement d'un homme
seul. Ainsi la Monarchie est un Etat,
dans lequel la Souveraine Puissance, &
tous les Droits qui lui sont essentiels, ré-
sident indivisément dans un seul homme
appelé Roi, Monarque ou Empereur.

VIII. D'AUTRES ont suivi un mi-
lieu entre ces deux extrémités, & ont
remis toute l'autorité Souveraine à un
Conseil, composé des principaux Citoyens;
& c'est le Gouvernement des Principaux,
autrement le Gouvernement Aristocratique.

IX. ENFIN, il y a eu d'autres Peu-
ples qui se sont persuadés qu'il falloit par
un mélange des Formes simples de Gou-
vernement, établir un Gouvernement mix-
te ou composé, & en faisant une espèce
de partage de la Souveraineté, en con-
fier les différentes parties en différentes
mains; tempérer par exemple, la Monar-
chie par l'Aristocratie, & donner en mê-
me tems au Peuple quelque part à la
Souveraineté; c'est ce qui se peut exécuter
en différentes manières.

X POUR connoître plus particulière-
ment

ment la nature de ces différentes formes de Gouvernement, il faut remarquer, que comme dans les Démocraties, le Souverain est une Personne morale, composée & formée par la réunion de tous les Chefs de famille en une seule volonté, il y a trois choses absolument nécessaires pour sa constitution.

1°. Qu'il y ait un certain lieu & de certains tems réglés pour délibérer en commun les Affaires publiques; sans cela les Membres du Conseil Souverain pourroient s'assembler en divers lieux, d'où naistroit des factions qui romproient l'unité essentielle à l'Etat.

2°. Il faut établir pour règle, que la pluralité des suffrages passera pour la volonté de tous; autrement on ne sçauroit terminer aucune affaire, étant impossible qu'un grand nombre de gens se trouvent toujours de même avis. Il faut donc regarder comme une qualité essentielle d'un Corps moral, que le sentiment du plus grand nombre de ceux qui le composent passe pour la volonté de tout le Corps.

3°. Enfin, il est essentiel à l'établissement d'une Démocratie que l'on établisse des Magistrats, qui soient chargés de convoquer l'assemblée du Peuple dans les cas extraordinaires, d'expédier en son nom les affaires

ordinaires , & de faire exécuter les Decrets de l'Assemblée Souveraine ; car puisque le Conseil Souverain ne peut pas toujours être sur pied , il est bien évident qu'il ne sçau- roit pourvoir à tout par lui-même.

§ XI. P O U R ce qui regarde les Aristocraties , puisque la Souveraineté réside dans un Conseil ou un Senat composé des principaux de la Nation , il faut nécessairement que les mêmes conditions , qui sont essentielles à la Constitution de la Démocratie , & dont nous venons de parler , concourent aussi pour établir une Aristocratie.

XII. D A I L L E U R S , l'Aristocratie peut être de deux sortes , ou de Naissance & héréditaire , ou Elective. L'Aristocratie de Naissance & héréditaire , est celle qui est renfermée dans un certain nombre de familles , à laquelle la seule naissance donne droit , & qui passe des Pères aux enfans , sans aucun choix & à l'exclusion de tous les autres : L'Aristocratie Elective est au contraire celle , dans laquelle on ne parvient au Gouvernement que par une élection , & sans que la naissance seule donne aucun droit.

XII. E N F I N , une remarque qui s'applique également aux Démocraties & aux Arist-

Aristocraties, c'est que dans un Etat Populaire, ou dans un Gouvernement des Principaux, chaque Citoyen ou chaque Membre du Conseil Suprême n'a pas le Pouvoir Souverain, ni même une partie; mais ce Pouvoir réside ou dans l'Assemblée générale du Peuple convoquée selon les Loix, ou dans le Conseil des Principaux: Car autre chose est d'avoir une partie de la Souveraineté, & autre d'avoir le Droit de suffrage dans une Assemblée revêtuë du Pouvoir Souverain.

§ XIV. POUR ce qui est de la Monarchie, elle s'établit lors que le Corps entier du Peuple confère l'autorité Souveraine à un seul homme, ce qui se fait par une convention entre le Roi & les Sujets; comme nous l'avons expliqué ci-devant.

XV. IL y a donc cette différence essentielle entre la Monarchie & les deux autres Formes de Gouvernement; c'est que dans les Démocraties & dans les Aristocraties, l'exercice actuel de l'autorité Souveraine, les Ordonnances, & les Délibérations, dépendent du concours de certaines circonstances, de certains tems & de certains lieux, au lieu que dans une Monarchie, du moins lorsqu'elle est simple & absolue, le Souverain peut don-

ner les ordres en tout tems & en tout lieu :
Rome est par tout où se trouve l'Empereur.

§ XVI. UNE autre remarque qui trouve naturellement sa place ici, c'est que dans une Monarchie, lorsque le Roi ordonne quelque chose de contraire à la Justice & à l'Équité, il pèche certainement; parce qu'en lui la volonté Civile & la volonté Physique ne sont qu'une même chose; mais lorsque l'assemblée du Peuple ou un Sénat prend quelque résolution injuste, il n'y a que ceux d'entre les Citoyens ou les Sénateurs dont l'avis l'a emporté, qui se rendent véritablement coupables, & non point ceux qui ont été d'un avis opposé. Voilà pour les Formes simples de Gouvernement.

XVII. A l'égard des Gouvernemens mixtes ou composés, ils s'établissent comme nous l'avons dit, par le concours de trois formes simples, ou de deux seulement; lors, par exemple, que le Roi les Principaux & le Peuple, ou seulement les deux derniers partagent entr'eux le différentes parties de la Souveraineté, en sorte que les uns en administrent quelques parties, & les autres d'autres : Cette combinaison peut se faire en plusieurs

manières, comme on le voit dans la plupart des Républiques.

XVIII. IL est vrai qu'à considérer la Souveraineté en elle-même, & dans le point de plénitude & de perfection, tous les Droits qu'elle renferme, doivent originellement appartenir à une seule & même Personne, ou à un seul & même Corps, sans division ni partage, tellement qu'il n'y ait qu'une seule volonté Suprême qui gouverne l'Etat. Il ne sçauroit, à proprement parler, y avoir plusieurs Souverains dans un Etat; en sorte qu'ils puissent agir comme il leur plait, indépendamment l'un de l'autre, & même d'une manière opposée. Cela est moralement impossible, & tendroit manifestement à la mort & à la ruine de la Société.

XIX. MAIS cette unité de la Puissance Suprême, n'empêche pas que le Corps entier de la Nation, en qui cette Puissance suprême réside originellement, ne puisse par la loi fondamentale régler le Gouvernement, de manière qu'elle commette l'exercice des différentes parties du Pouvoir Souverain à différentes Personnes ou à différens Corps, qui pourront agir chacun indépendamment les uns des

autres, dans l'étenduë des Droits qui leur sont confiés, mais toujours subordonnée aux Loix dont ils les tiennent.

XX. **ET** pourvû que les Loix fondamentales qui établissent cette espèce de partage de la Souveraineté, réglient si bien les limites respectives du Pouvoir de ceux à qui elles les confient, que l'on voye aisément l'étenduë de la Jurisdiction de chacune des Puissances Collatérales; ce partage ne produit ni pluralité de Souverains, ni opposition entr'eux, ni aucune irrégularité dans le Gouvernement.

XXI. **EN** effet, il n'y a jamais ici, à proprement parler, qu'un seul Souverain, qui ait en lui-même la plénitude de la Souveraineté; il n'y a qu'une volonté Suprême. Ce Souverain, c'est le Corps même de tous les Citoyens, formé par la réunion de tous les Ordres de l'Etat; & cette volonté Suprême, c'est la Loi elle-même par laquelle le Corps entier de la Nation fait connoître sa volonté.

XXII. **CEUX** qui partagent entr'eux ainsi la Souveraineté ne sont donc, à bien dire, que les Exécuteurs de la Loi; puisque c'est de la Loi même qu'ils tiennent leur Pouvoir. Et comme ces Loix fondamentales sont de véritables Conventions;

tions, *Pacta conventa*, entre les différens Ordres de la République, (1) par lesquels ils stipulent les uns des autres, que chacun d'eux aura telle ou telle part à la Souveraineté, & que cela établira la Forme du Gouvernement; il est évident que chacune des Parties contractantes acquiert ainsi un Droit primitif d'exercer le Pouvoir qui lui est accordé & de se le retenir.

XXIII. ELLE ne sauroit même en être dépouillée malgré elle, & par la seule volonté des autres, aussi long-tems du moins, qu'elle n'en fait usage, que d'une manière conforme aux Loix, ou qui n'est pas manifestement ou totalement opposée au Bien public.

XXIV. EN un mot, la Constitution de ces Gouvernemens ne peut être changée, que de la même méthode par laquelle on l'établit, c'est-à-dire, par le concours unanime de toutes les Parties Contractantes, qui ont fixé la Forme du Gouvernement par le Contrat primitif d'association.

XXV. CETTE Oeconomie du Gouvernement, cette Constitution de l'Etat

E 3

ne

(1) Voy. ci-dessus *Part. I. Ch. VII. N. 35. & suiv.*

ne détruit donc nullement l'Unité, qui convient à un Corps moral, composé de plusieurs Personnes, ou plusieurs Corps réellement distincts & séparés, mais joints ensemble par un engagement réciproque, par une Loi fondamentale qui n'en fait qu'un seul tout.

XXVI. IL résulte de ce que l'on vient de dire, sur la nature des Gouvernemens mixtes ou composés, que dans tous ces Gouvernemens, la Souveraineté y est toujours limitée. Car comme toutes ces différentes branches ne sont pas confiées à une seule Personne, mais qu'elles sont remises en différentes mains, le pouvoir de ceux qui ont part au Gouvernement se trouve restreint par cela même, & la puissance de l'un tient la puissance de l'autre en respect, ce qui produit un balancement de Pouvoir & d'autorité, qui assure le Bien Public & la Liberté des particuliers.

XXVII. MAIS à l'égard des Gouvernemens simples, la Souveraineté peut y être ou absoluë ou limitée. Ceux qui ont en main la Souveraineté l'exercent quelquefois d'une manière absoluë, & quelquefois d'une manière limitée, par des Loix fondamentales, qui mettent des bornes

bornes à la Puissance du Souverain , par rapport à la manière dont il doit gouverner.

XXVIII. SUR-QUOI il est à propos de remarquer , que toutes les circonstances accidentelles , qui peuvent modifier les Monarchies ou les Aristocraties simples , & qui limitent en quelque sorte la Souveraineté , ne changent pas pour cela la forme du Gouvernement , qui demeure toujours le même : Un Gouvernement peut tenir quelque chose d'un autre , lorsque la manière dont le Souverain gouverne , semble être empruntée de la Forme du dernier , mais il ne change pas de nature pour cela.

XXIX. PAR exemple , dans un Etat Démocratique , le Peuple peut charger du soin de plusieurs affaires ou un Chef , ou un Sénat. Dans un Etat Aristocratique , il peut y avoir un principal Magistrat , revêtu d'une autorité particulière ; ou même une assemblée du Peuple que l'on consulte quelquefois. Ou enfin , dans un Etat Monarchique , les affaires importantes peuvent être proposées dans un Sénat &c. Mais toutes ces circonstances accidentelles ne changent rien à la Forme du Gouvernement ; il n'y a pas pour ce-

la un partage de la Souveraineté, & l'Etat demeure toujours ou purement Démocratique, ou Aristocratique, ou Monarchique.

XXX. EN effet, il y a une grande différence, entre exercer un Pouvoir propre, & agir par un Pouvoir étranger & précaire, dont on peut être dépouillé toutes les fois qu'il plaira à celui de qui on le tient; ainsi ce qui fait le caractère essentiel des Republiques mixtes ou composées, & qui les distingue des Gouvernemens simples, c'est que les différens Ordres de l'Etat, qui ont part à la Souveraineté, possèdent les Droits qu'ils exercent par un titre égal, c'est-à-dire, en vertu de la Loi fondamentale, & non pas à titre de simple commission, comme si l'un n'étoit que le Ministre ou l'Exécuteur de la volonté de l'autre. Il faut donc bien distinguer ces deux choses, la Forme du Gouvernement, & la manière de gouverner.

XXXI. TELLES sont les principales remarques qui se présentent sur les diverses Formes du Gouvernement. PUFFENDORF explique la chose d'une manière un peu différente; il appelle irréguliers les Gouvernemens
que

que nous avons appelés mixtes, & réguliers les Gouvernemens simples (2).

XXXII. MAIS cette régularité n'est qu'une régularité en idée ; la véritable Règle de pratique doit être celle qui est la plus conforme au but des Sociétés Civiles en supposant les hommes tels qu'ils sont ordinairement, & le train commun des affaires du monde, selon l'expérience de tous les lieux & de tous les siècles : Or bien loin que sur ce pied-là les Etats où tout dépend le plus d'une seule volonté soient les plus heureux, on peut assurer que ce sont ceux dont les Sujets ont lieu le plus souvent de regretter la perte de leur indépendance naturelle.

XXXIII. Au reste, il en est du Corps Politique comme du Corps humain ; on distingue un Etat sain & bien constitué d'un Etat malade.

XXXIV. CES maladies viennent ou de l'abus du Pouvoir Souverain ou de la mauvaise Constitution de l'Etat, & il faut en chercher la cause dans les défauts de ceux qui gouvernent, ou dans les défauts du Gouvernement.

E 5

XXXV.

(2) Voy. Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VII, Ch. V.

XXXV. D A N S les Monarchies ce sont les défauts de la Personne, quand le Roi n'a pas les qualités nécessaires pour regner, qu'il n'a que peu ou point à cœur le bien public, & qu'il livre ses Sujets en proie à l'avarice ou à l'ambition de ses Ministres &c.

XXVI. A L'ÉGARD des Aristocraties, ce sont des défauts des personnes, lorsque la brigue & les autres voyes obliques, donne entrée dans le Conseil à des scélérats ou à des gens incapables, à l'exclusion des personnes de mérite, lorsqu'il se forme des Factions & des Cabales, lorsque les Grands traitent le Peuple en Esclave &c.

XXXVII. E N F I N l'on voit aussi quelquefois dans les Démocraties, des brouillons troubler les Assemblées, l'Envie opprimer le mérite &c.

XXXVIII. P O U R les défauts du Gouvernement, il peut y en avoir de plusieurs sortes. Par exemple, si les Loix de l'Etat ne sont pas conformes au naturel du Peuple, comme si elles tendoient à tourner du côté des armes, un Peuple qui n'est point belliqueux, mais qui est propre aux arts de la paix; si ses Loix ne sont pas conformes à la situation

tuation & aux qualités du Païs ; on fait mal , par exemple , de ne pas favoriser le commerce & les manufactures dans un Païs bien situé pour cela , & qui produit ce qui est nécessaire : Si la Constitution de l'Etat rend l'expédition des affaires fort lente ou fort difficile , comme en Pologne où l'opposition d'un seul des Membres de l'assemblée rompt la Diète.

XXXIX. ON désigne ordinairement ces défauts dans le Gouvernement par des noms particuliers. La corruption de la Monarchie s'appelle Tyrannie ; Oligarchie , c'est l'abus de l'Aristocratie. Et l'abus des Démocraties se nomme Ochlocratie. Mais il arrive souvent que ces mots dans l'application qu'on en fait , marquent moins un véritable défaut ou une maladie dans l'Etat , que quelque passion ou quelque mécontentement particulier dans ceux qui les emploient.

XL. IL ne nous reste pour finir ce chapitre qu'à dire quelque chose de ces Etats composés , qui se forment par l'union de plusieurs Etats particuliers : on peut les définir un assemblage d'Etats parfaits , étroitement unis par quelque lien particulier , enforte qu'ils semblent ne faire qu'un seul Corps , par rapport aux choses
ses

ses qui les intéressent en commun, quoique chacun d'eux conserve d'ailleurs la Souveraineté pleine & entière, indépendamment des autres.

XLI. CET assemblage d'Etats se forme, ou par l'union de deux ou de plusieurs Etats distincts sous un seul & même Roi; comme étoient, par exemple, l'Angleterre, l'Ecosse & l'Irlande, avec l'union qui s'est faite de nos jours de l'Ecosse avec l'Angleterre; ou bien lorsque plusieurs Etats indépendans se confédèrent pour ne former ensemble qu'un seul Corps; telles sont les Provinces Unies des Pais-Bas, les Cantons Suisses.

XLII. LA première sorte d'union peut se faire ou à l'occasion d'un Mariage, ou en vertu d'une Succession, ou lorsqu'un Peuple se choisit pour Roi un Prince, qui étoit déjà Souverain d'un autre Royaume; enforte que ces différens Etats viennent à être réunis sous un Prince qui les gouverne chacun en particulier par ses Loix fondamentales.

XLIII. POUR les Etats composés qui se forment par la confédération perpétuelle de plusieurs Etats, il faut remarquer, que cette confédération est le seul moyen par lequel plusieurs petits Etats, trop
foibles

foibles pour se maintenir chacun en particulier contre leurs ennemis , puissent conserver leur liberté.

XLIV. CES Etats confédérés s'engagent les uns envers les autres à n'exercer que d'un commun accord certaines parties de la Souveraineté , sur-tout celles qui concernent leur défense mutuelle contre les ennemis du dehors. Mais chacun des Confédérés retient une entière liberté d'exercer comme il le juge à propos , les parties de la Souveraineté dont il n'est pas fait mention dans l'Acte de Confédération , comme devant être exercées en commun.

XLV. ENFIN , il est absolument nécessaire dans les Etats Confédérés , que l'on marque certains tems & certains lieux pour s'assembler ordinairement , & que l'on nomme quelque Membre , qui ait pouvoir de convoquer l'Assemblée pour les affaires extraordinaires & qui ne peuvent souffrir de retardement ; ou bien l'on peut en prenant un autre parti , établir une Assemblée qui soit toujours sur pied , composée des Députés de chaque Etat , & qui expédient les affaires communes suivant les ordres de leurs Supérieurs.

CHA:

CHAPITRE II.

Essai sur cette Question : Quelle est la meilleure Forme de Gouvernement.

§ I. **C'**EST sans contredit une des plus belles Questions de la Politique, qui partage le plus les Esprits, que de déterminer, *Quelle est la meilleure Forme de Gouvernement.*

II. CHAQUE Forme de Gouvernement a ses avantages & ses inconvéniens qui en sont inséparables. Ce seroit en vain qu'on chercheroit un Gouvernement parfait de tout point; & quelque parfait qu'il paroisse dans la spéculation, il est certain que dans la pratique, & entre les mains des hommes, il fera toujours accompagné de quelques défauts, aussi long-tems que ce seront des hommes qui gouverneront des hommes.

III. MAIS si l'on ne peut parvenir ici à la précision que la perfection demande, il est pourtant vrai, qu'il y a du plus ou du moins, qu'il y a différens degrés, entre lesquels la prudence peut se déterminer. Ce Gouvernement doit passer

er pour le plus parfait qui parvient le mieux à sa fin , & qui renferme le moins d'inconvéniens. Quoi-qu'il en soit , l'examen de cette Question fournit des leçons très-utiles aux Peuples & aux Souverains.

§ IV. IL y a long-tems que l'on dispute là-dessus. Rien n'est plus intéressant sur cette matière , que ce que nous lisons dans le Pere de l'Histoire, HERODOTE ; il nous raconte ce qui se passa dans le Conseil des sept Grands de la Perse , quand il s'agissoit de rétablir le Gouvernement après la mort de *Cambyse* , & la punition du Mage qui avoit usurpé le Trône sous prétexte d'être Smerdis fils de Cyrus.

V. OTANES opina qu'on fit une République de la Perse , & parla à peu près en ces termes ; « Je ne suis pas d'avis » qu'on mette le Gouvernement entre les » mains d'un Seul : vous sçavez jusqu'à » quel excès *Cambyse* s'est porté , & jusqu'à » quel point d'insolence nous avons » vû passer le Mage. Comment l'Etat » peut-il être bien gouverné dans une » Monarchie , où il est permis à un Seul » de faire tout à sa fantaisie ? Une autorité sans frein corrompt l'homme le plus » vertueux , & le dépouille de ses meilleures » leures

» leurs qualités. L'envie & l'Insolence
 » naissent des Biens & des prospérités
 » présentes, & tous les autres vices dé-
 » coulent de ces deux-là, quand on est
 » Maître de toutes choses. Les Rois haï-
 » sent les Gens de bien qui s'opposent à
 » leurs desseins injustes, & ils caressent
 » les méchans qui les favorisent. Un seul
 » homme ne peut pas tout voir par ses
 » propres yeux: Il écoute souvent les
 » mauvais rapports & les fausses accusa-
 » tions: Il renverse les Loix & les Cou-
 » tumes du País, il attaque l'honneur des
 » femmes, il fait mourir les innocens par
 » son caprice & par sa puissance. Quand
 » la Multitude a le Gouvernement en
 » main, l'égalité qu'il y a parmi les Ci-
 » toyens empêche tous ces maux. Les
 » Magistrats y sont élus par le sort, ils
 » y rendent compte de leur administra-
 » tion, & prennent en commun toutes
 » les résolutions. Je crois donc que nous
 » devons rejeter la Monarchie, & intro-
 » duire le Gouvernement Populaire, par-
 » ce qu'on trouve plutôt toutes ces choses
 » en plusieurs qu'en un Seul. » Ce fut là
 » le sentiment d'OTANES.

VI. MAIS MEGABYSE parla pour
 l'Aristocratie : » J'approuve, dit-il, le
 » senti-

» sentiment d'OTANES d'exterminer la
» Monarchie, mais je crois qu'il n'a pas
» pris le bon chemin, quand il a voulu
» nous persuader de remettre le Gouver-
» nement à la discrétion de la Multitude.
» Car il est certain qu'on ne peut rien
» imaginer de moins sage & de plus in-
» solent que la Populace. Pourquoi se
» retirer de la puissance d'un Seul, pour
» s'abandonner à la tyrannie de la Multi-
» tude aveugle & déréglée? Si un Roi
» fait quelque entreprise, il est du moins
» en état d'écouter les autres; mais le
» Peuple est un monstre aveugle, qui n'a
» ni raison, ni capacité. Il ne connoit
» ni la bienséance, ni la vertu, ni ses
» propres intérêts. Il fait toutes choses
» avec précipitation, sans jugement &
» sans ordre, & ressemble à un torrent
» qui marche avec rapidité, & à qui on
» ne peut donner des bornes; Si on sou-
» haite donc la ruine des Perses, qu'on
» établisse parmi eux le Gouvernement
» Populaire. Pour moi, je suis d'avis
» qu'on fasse choix de quelques Gens de
» bien, & qu'on mette entre leurs mains
» le Gouvernement & la Puissance. » Tel
étoit le sentiment de MEGABYSE.

§ VII. *APRÈS* lui, *DARIUS* par-
la

la en ces termes. » Il me semble qu'il
» y a beaucoup de justice dans le discours
» qu'a fait *Mégabyse* contre l'Etat Popu-
» laire, mais il me semble aussi que tou-
» te la raison n'est pas de son côté, quand
» il préfère le Gouvernement d'un petit
» nombre à la Monarchie : il est constant
» qu'on ne peut rien imaginer de meilleur
» & de plus parfait, que le Gouverne-
» ment d'un homme de bien. De plus,
» quand un seul est le Maître, il est plus
» difficile que les Ennemis découvrent les
» conseils & les entreprises secrètes. Quand
» le Gouvernement est entre les mains
» de plusieurs, il est impossible d'empê-
» cher que la haine & l'inimitié ne pren-
» nent naissance parmi eux; car comme
» chacun veut que son opinion soit
» suivie, ils deviennent peu à peu enne-
» mis. L'émulation & la jalousie les di-
» visent; ensuite leurs haines se portent
» jusqu'à l'excès; de là naissent les sédi-
» tions, les meurtres, & enfin des meur-
» tres & du sang on voit naître insensi-
» blement un Monarque. Ainsi le Gou-
» vernement tombe toujours dans les mains
» d'un seul. Dans l'état Populaire il est
» impossible qu'il n'y ait beaucoup de cor-
» ruption & de malice; il est vrai que
l'égalité

» l'égalité n'engendre aucune haine , mais
» elle foment l'amitié entre les méchants ,
» qui se soutiennent les uns les autres ,
» jusqu'à - ce que quelqu'un qui se fera
» rendu agréable au Peuple , & qui au-
» ra acquis de l'autorité sur la Multitude ,
» découvre leurs trames & fasse voir leur
» perfidie : alors cet homme se montre
» véritablement Monarque , & de là on
» peut reconnoître que la Monarchie est
» le Gouvernement le plus naturel , puis-
» que les séditions de l'Aristocratie , & la
» corruption de la Démocratie nous font
» revenir également à l'unité d'une Puif-
» sance Suprême.

L'opinion de DARIUS fut approuvée ,
& le Gouvernement de la Perse demeura
Monarchique. Nous avons crû ce mor-
ceau d'Histoire assez intéressant pour le
rapporter ici.

§ VIII. P O U R se déterminer sûre-
ment sur cette question il faut reprendre
la chose dès les principes. La liberté ,
(& sous ce mot il faut entendre tous les
biens les plus précieux) la liberté , dis-
je , a deux écueils à craindre dans la So-
ciété Civile ; le premier , la licence , le
désordre , la confusion ; le second , l'op-
pression qui vient de la tyrannie.

§ IX. LE premier de ces maux vient de la liberté même, lors qu'elle n'est pas tenuë en règle.

Le second, du remède que les hommes ont imaginé contre ce premier mal, je veux dire de la Souveraineté.

X. LE comble du bonheur & de la prudence humaine, c'est de sçavoir se garantir de ces deux écueils. Le seul moyen de s'en mettre à couvert, c'est une Souveraineté bien entenduë, un Gouvernement formé avec de telles précautions, qu'en bannissant la licence, il n'amène point la tyrannie.

XI. C'EST donc dans cet heureux tempéramment qu'il faut prendre l'idée générale d'un bon Gouvernement: Il est visible que celui qui fuit les extrémités est tellement propre à pourvoir au bon ordre & au besoin du dedans & du dehors, qu'il laisse en même tems au Peuple des sûretés suffisantes qu'on ne s'écartera jamais de cette fin.

XII. MAIS quel est donc entre tous les Gouvernemens celui qui approche le plus de cette perfection? Avant que de répondre à cette question, il est à propos de remarquer qu'elle est fort différente de celle par laquelle on demanderoit, quel est le Gouvernement le plus légitime?

XIII.

XIII. SUR cette dernière question, il faut dire que les Gouvernemens, de quelque espèce qu'ils soient, qui ont pour fondement un acquiescement libre des Peuples ou exprès ou justifié par une longue & paisible possession, sont tous également légitimes, aussi longtemps du moins que par l'intention du Souverain ils tendent à faire le bonheur des Peuples. Aussi il n'y a d'autre cause qui puisse dégrader un Gouvernement, qu'une violence ouverte & actuelle, soit dans son établissement, soit dans son exercice, je veux dire l'usurpation, ou la tyrannie.

XIV. POUR revenir à notre question principale, je dis que le meilleur Gouvernement n'est ni une Monarchie absolue, ni le Gouvernement Populaire : Le premier est trop fort, il prend trop sur la liberté & panche trop à la tyrannie. Le second est trop foible, il livre trop les Peuples à eux-mêmes, & il va à la confusion & à la licence.

XV. IL seroit à souhaiter pour la gloire des Souverains & pour le bonheur des Peuples que l'on put contester le fait à l'égard des Gouvernemens absolus. J'ose le dire, rien n'approche d'un Gouvernement absolu entre les mains d'un
Prin

Prince sage & vertueux. L'ordre, la diligence, le secret, la promptitude dans l'exécution, la subordination, les objets les plus grands, les exécutions les plus heureuses en sont les effets assurés. Les dignités, les honneurs, les récompenses & les peines, tout s'y dispense avec justice & avec discernement. Un si beau règne est le Siècle d'or.

XVI. MAIS aussi pour régner de la sorte, il faut un génie supérieur, une vertu parfaite, beaucoup d'expérience & une application sans relâche. L'homme dans une si haute élévation est rarement capable de tant de choses; la multitude des objets le dissipe, l'orgueil le séduit, la volupté le tente; & la flatterie qui est la peste des Grands, lui fait encore plus de mal que tout le reste; il est difficile de résister à tant de pièges: ce qui arrive pour l'ordinaire, c'est qu'un Prince Maître de tout se laisse aisément emporter à ses passions & par conséquent à rendre ses Sujets malheureux.

XVII. DE là vient le dégoût des Peuples pour les Gouvernemens absolus, & ce dégoût va quelquefois jusqu'à l'aversion & à la haine. C'est aussi ce qui a donné lieu aux Politiques de
faire

faire deux Réflexions importantes.

La première, qu'il étoit rare de voir dans un Gouvernement absolu les Peuples s'intéresser à sa conservation : accablés par les fraix qu'ils portent, il est naturel qu'ils soupirent après une révolution qui ne sçauroit empirer leur état.

La seconde, qu'il est de l'intérêt des Princes d'intéresser les Peuples au maintien de leur Gouvernement, & pour cela de leur en faire part par des privilèges qui leur assurent leur liberté. Rien au monde n'est plus propre à faire la sûreté des Princes au dedans, leur puissance au dehors & leur gloire à tous égards.

XVIII. ON a dit du Peuple Romain, que tant qu'il a combattu pour ses propres intérêts, il a été invincible ; mais dès qu'il fut devenu esclave sous des Maîtres absolus, il devint lâche & sans courage, il ne demanda plus que du Pain & des Spectacles. *Panem & Circenses.*

XIX. Au contraire, dans les Etats où les Peuples ont quelque part au Gouvernement, tous les Particuliers s'intéressent au Bien public, parce que chacun selon sa qualité & son mérite, participe aux avantages des bons succès, ou se ref-

ressent des pertes. C'est là ce qui rend les hommes habiles & généreux ; c'est ce qui leur inspire un amour ardent pour la Patrie , un courage invincible & à l'épreuve des plus grands revers.

XX. LORS qu'ANNIBAL eut gagné quatre Batailles sur les Romains , & qu'il leur eut tué plus de deux cent mille hommes ; lorsqu'à peu près dans le même tems les deux braves SCIPIONS eurent été taillés en pièces en Espagne , outre plusieurs pertes considérables sur Mer & dans la Sicile , qui est - ce qui auroit pû penser que Rome eut encore pû résister à ses ennemis ? Cependant la vertu de ses Citoyens , l'amour qu'ils portoient à leur Patrie , l'intérêt qu'ils prenoient au Gouvernement , augmentèrent les forces de cette République au milieu de ses calamitez , & enfin elle surmonta tout . On trouve chez les Lacédémoniens & les Athéniens plusieurs exemples qui justifient la même vérité.

XXI. T O U S ces avantages ne se trouvent point dans les Gouvernemens absolus. On peut avancer sans indiscretion , que c'est un défaut essentiel de ces Gouvernemens de ne pas intéresser leurs Peuples à leur conservation , & que d'ail-
leurs

leurs ils sont trop forts , qu'ils tendent trop à la violence, & pas assez au bien des Sujets.

XXII. T E L S sont les Gouvernemens absolus. Les Populaires ne valent pas mieux , & on peut dire qu'ils n'ont rien de bon que la liberté qu'ils laissent aux Peuples d'en choisir un meilleur.

XXIII. L E S Gouvernemens absolus ont du moins deux avantages. Le premier , qu'ils ont de tems en tems de bons intervalles , lors qu'ils se trouvent entre les mains d'un bon Prince. Le second , c'est qu'ils ont plus de force , plus d'activité , plus de promptitude dans l'exécution.

XXIV. M A I S le Gouvernement Populaire n'en a aucun ; formé par la multitude , il en prend tous les caractères. La Multitude est un mélange de toutes sortes de Gens , un petit nombre d'habiles , assez qui ont du bon sens & des bonnes intentions ; un beaucoup plus grand nombre sur qui on ne sçauroit compter , qui n'ont rien à perdre , & à qui , par conséquent , il n'est par sûr de se confier. D'ailleurs , la Multitude produit toujours la lenteur & le desordre ; le secret & la prévoyance sont des avantages qui lui sont inconnus.

Burlam. Droit Polit. T. II. F XXV.

XXV. CE n'est pas la liberté qui manque dans les Etats Populaires, il n'y en a que trop, elle y dégénère en licence. De là vient qu'ils sont toujours foibles & chancelans. Les émotions du dedans, ou les attaques du dehors, les jettent souvent dans la consternation. C'est leur sort ordinaire d'être la proie de l'ambition de quelques Citoyens, ou de celle des Etrangers, & de passer ainsi de la plus grande liberté dans la plus grande servitude.

XXVI. C'EST ce que l'expérience a justifié chez cent Peuples différens. Aujourd'hui même la Pologne est un exemple parlant des défauts du Gouvernement Populaire, de l'Anarchie & des desordres qui y régner. Elle est le jouet de ses Citoyens & des Etrangers, & très souvent un Champ de carnage, parce que sous l'apparence d'une Monarchie, c'est en effet un Gouvernement beaucoup trop Populaire.

XXVII. IL ne faut que lire les histoires de Florence & de Genes, pour y voir un tableau au vif des malheurs que les Républiques éprouvent de la Multitude, lors qu'elle veut gouverner. Les Républiques anciennes, Athènes en par-

particulier , la plus considérable de celles de la Grèce, mettent cette vérité dans le plus grand jour.

XXVIII. ROME enfin a péri par les mains du Peuple. La Royauté lui avoit donné la naissance : Les Patriciens qui composoient le Senat , en l'affranchissant de la Royauté, l'avoient renduë Maitresse de l'Italie : Le Peuple arracha peu - à peu , par le moyen des Tribuns , toute l'autorité du Sénat. Dès lors on vit la Discipline se relâcher , & faire place à la licence : enfin , cette République fut conduite insensiblement par les mains mêmes du Peuple à la plus basse servitude.

XXIX. ON ne sçauroit donc douter après tant d'expériences , que le Gouvernement Populaire ne soit le plus foible & le plus mauvais des Gouvernemens : certainement si l'on considère quelle est l'éducation du commun Peuple , son assujettissement au travail , son ignorance & sa grossièreté , l'on reconnoitra sans peine qu'il est fait pour être gouverné , & nullement pour gouverner les autres ; que le bon ordre & son propre avantage lui défendent de se charger de ce soin.

XXX. SI donc le Gouvernement de la Multitude, non plus que le Gouver-

nement absolu d'un Seul , n'est point propre à faire le bonheur d'un Peuple , il s'ensuit que les meilleurs Gouvernemens sont ceux qui sont tellement tempérés , qu'en s'éloignant également de la tyrannie & de la licence , ils procurent aux Sujets un bonheur assuré.

XXXI. IL y a en général deux voyes pour trouver ce tempérament.

La premiere consiste à mettre la Souveraineté dans un Conseil tellement composé , & par le nombre & par le choix des personnes , que l'on puisse moralement s'assurer qu'il n'aura d'autres intérêts , que ceux de la Société , & qu'il lui en rendra toujours un bon compte : c'est ce que l'on voit heureusement pratiqué dans la plupart des Républiques.

XXXII. La seconde , c'est de limiter par des Loix fondamentales la Souveraineté du Prince , dans les Etats Monarchiques , ou de ne donner à la Personne qui jouit des honneurs & du titre de la Souveraineté , qu'une partie de l'autorité Souveraine , & de mettre l'autre dans des mains séparées ; par exemple , dans un Conseil , dans un Parlement ; c'est ce qui produit les Monarchies limitées. (I)

XXXIII.

§ (1) Voy. ci-dessus Part. I. C. VII. §. 26. & suivant.

XXXIII A l'égard des Monarchies, il convient, par exemple, que le Pouvoir militaire, le Pouvoir législatif, & le pouvoir de lever des subsides, soient remis en différentes mains, afin qu'on ne puisse pas en abuser facilement. On comprend bien que ces modifications peuvent se faire en différentes manières. La règle générale que la Prudence veut que l'on suive, c'est de limiter assez le pouvoir du Prince pour qu'on n'en ait rien à craindre, mais en même tems de ne pas aller à l'excès, de peur d'affoiblir & d'énerver tout-à-fait le Gouvernement.

XXXIV. EN suivant ce juste milieu, les Peuples jouiront de la plus parfaite liberté, puis qu'ils ont toutes les sûretés morales, que le Prince n'abusera pas de son Pouvoir. Le Prince, d'un autre côté, étant pour ainsi dire, dans la nécessité de faire son devoir, affermit considérablement son autorité, & jouit du plus grand bonheur & de la plus solide gloire. Car comme la félicité des Peuples est la fin du Gouvernement, elle est le fondement le plus assuré du Trône. Voy. ci dessus.

XXXV. C E T T E espèce de Monarchie limitée de Gouvernement mixte,

126 P. II. Ch. II. *De la meilleure forme*
réunit les principaux avantages de la Monarchie absolue, des Gouvernemens Aristocratique & Populaire; & il écarte en même tems les dangers & les inconvéniens qui leur sont particuliers. C'est donc là cet heureux tempéramment que nous cherchions.

XXXVI. C'EST aussi ce que l'expérience de tous les tems a toujours justifié. Tel étoit le Gouvernement de Sparte. LYCURGUE sachant que les trois sortes de Gouvernemens simples avoient chacun de très grands inconvéniens; que la Royauté dégénéroit aisément en Pouvoir arbitraire & tyrannique, que l'Aristocratie dégénéroit en un Gouvernement injuste de quelques Particuliers, & la Démocratie en une domination aveugle & sans règle; LYCURGUE, dis-je, crut devoir faire entrer ces trois sortes de Gouvernemens dans celui de Sparte, & comme les fondre en un seul, en sorte qu'ils se servissent l'un à l'autre de remède & de contrepoids. Ce sage Législateur ne se trompa point, & nulle République n'a conservé si long-tems ses Loix, ses Usages & sa Liberté, que celle de Sparte.

XXXVII. ON peut dire que le
Gou-

Gouvernement des Romains, sous la République, réunissoit en quelque sorte, comme celui de Sparte, les trois espèces d'autorité. Les Consuls tenoient la place des Rois, le Senat formoit le Conseil public, & le Peuple avoit aussi quelque part à l'administration des affaires.

XXXVIII. SI l'on veut des exemples plus modernes, l'Angleterre n'est-elle pas aujourd'hui une preuve sensible de la bonté des Gouvernemens mixtes, des Monarchies tempérées? Y a-t-il une Nation, toutes proportions gardées, qui jouisse au dedans d'une plus grande prospérité & d'une plus grande considération au dehors?

XXXIX. LES Nations du Nord qui s'emparèrent de l'Empire Romain, avoient porté dans les Pais où elles s'établirent, cette espèce de Gouvernement, qui pour cela fut appelé *Gothique*. Elles avoient des Rois, des Seigneurs, des Communes; & l'expérience nous montre que les Etats qui ont retenu cette espèce de Gouvernement, s'en font beaucoup mieux trouvés, que ceux qui ont tout réduit au Gouvernement absolu d'un seul.

XL. POUR les Gouvernemens Aristocratiques, il faut d'abord distinguer l'A-

128 Part.II. Ch.II. *De la meilleure forme*
ristocratie de naissance & l'Elective. L'A-
ristocratie de naissance a plusieurs avan-
tages, mais elle a aussi de grands in-
convéniens; elle inspire de l'orgueil à la
Noblesse qui gouverne, & elle entretient
entre les Grands & le Peuple une sépa-
ration, un mépris, & une jalousie qui
cause de grands maux.

XLI. MAIS l'Aristocratie Elective a
tous les avantages de la premiere, sans
en avoir les défauts: Comme il n'y a
nul privilège d'exclusion, & que la por-
te des Emplois est ouverte à tous les Ci-
toyens, on n'y voit ni orgueil ni sépa-
ration; il y a au contraire une émulation
générale entre tous les Citoyens, qui tour-
ne toute au Bien public, & qui contri-
buë infiniment à conserver la liberté.

XLII. AINSI, si l'on suppose que
dans une Aristocratie Elective, la Sou-
veraineté soit entre les mains d'un Con-
seil assez nombreux, pour renfermer dans
son sein les intérêts les plus importants de
la Nation, & pour n'en avoir jamais d'o-
posés: Si d'ailleurs, ce Conseil est assez
petit pour y maintenir l'ordre, le concert
& le secret, qu'il soit choisi d'entre les
plus sages & les plus vertueux des Ci-
toyens, & enfin que l'autorité de ce
Conseil

Conseil soit limitée & tenuë en règle, en réservant au Peuple quelque portion de la Souveraineté; on ne sçauroit douter qu'un tel Gouvernement ne soit très-propre par lui-même à faire le bonheur d'une Nation.

XLIII. CE qu'il y a de plus délicat dans ces Gouvernemens, c'est de les tempérer de manière qu'en même tems que l'on assure au Peuple sa liberté, en lui donnant quelque part au Gouvernement, on ne pousse pas ses sûretés trop loin, & que le Gouvernement n'approche pas trop du Démocratique. Car les réflexions que nous avons faites ci-devant sur les Gouvernemens Populaires, font assez sentir les inconvéniens qui en résulteroient.

XLIV. CONCLUONS donc, de l'examen que nous venons de faire des différentes Formes de Gouvernement, que les meilleurs Gouvernemens sont ou une Monarchie limitée, ou une Aristocratie tempérée par la Démocratie, par quelques privilèges en faveur de la Généralité du Peuple.

XLV. IL est vrai que dans la réalité, il y a toujours quelque chose à rabattre des avantages que nous avons donnés à ces Gouvernemens; mais c'est la faute

130 Part.II. Ch.II. *De la meilleure forme*
des hommes, & non des établissemens.
La Constitution est la plus parfaite qu'on
puisse imaginer; si les hommes la gâtent
en y apportant leurs défauts & leurs vi-
ces, c'est la nature de toutes les choses
humaines; & puisqu'il faut prendre un
parti, le meilleur sera toujours celui qui,
par lui-même, a le moins d'inconvéniens.

XLVI. ENFIN si l'on demandoit en-
core, quel est entre les Gouvernemens,
le meilleur? Je répondrai, que tous les
bons Gouvernemens ne conviennent pas
également à tous les Peuples, & qu'il
faut avoir égard en cela à l'humeur &
au caractère des Peuples, & à l'étendue
des Etats.

XLVII. Les grands Etats ont peine
à s'accommoder des Gouvernemens Répu-
bliquains, & une Monarchie sagement li-
mitée leur convient mieux: mais pour
les Etats d'une médiocre étendue, le
Gouvernement qui leur est le plus avan-
tageux, c'est une Aristocratie Elective,
mêlée de quelques réserves, en faveur de
la Généralité du Peuple.



C H A P I T R E III.

Des Différentes manières d'acquérir la Souveraineté.

§ I. **L**E seul fondement légitime de toute acquisition de la Souveraineté, c'est le consentement ou la volonté du Peuple. (1) Mais comme ce consentement peut se donner en différentes manières, selon les circonstances qui l'accompagnent, de là vient que l'on distingue différentes manières d'acquérir la Souveraineté.

II. QUELQUEFOIS un Peuple est contraint, par la force des armes, de se soumettre à la domination du Vainqueur; quelquefois aussi le Peuple de son pur mouvement, donne à quelqu'un l'autorité Souveraine; avec une pleine & entière liberté. On peut donc acquérir la Souveraineté ou d'une manière forcée & par violence, ou d'une manière libre & volontaire.

III. CES différentes acquisitions de la

F 6

Sou-

(1) Voyez ci-dessus Part. I, G. 6.

Souveraineté peuvent convenir à leur manière, à toutes sortes de Gouvernemens. Mais comme elles se développent sur-tout par rapport aux Monarchies, ce sera aussi principalement à l'égard des Royaumes, que nous examinerons cette matière.

I. *De la Conquête.*

IV. L'ON acquiert la Souveraineté par la force, ou plutôt l'on s'en empare par la Conquête ou par l'Usurpation.

V. LA Conquête est l'acquisition de la Souveraineté par la supériorité des armes d'un Prince Etranger, qui réduit enfin les vaincus à se soumettre à son Empire. L'usurpation se dit proprement d'une personne naturellement soumise à celui sur lequel on s'empare de la Souveraineté, mais l'usage confond souvent ces deux termes.

VI. IL y a plusieurs remarques à faire sur la Conquête, considérée comme un moyen d'acquérir la Souveraineté.

1°. La Conquête considérée en elle-même, est plutôt l'occasion d'acquérir la Souveraineté, que la Cause immédiate de cette occasion. La cause immédiate de l'acquisition de la Souveraineté, c'est toujours le consentement du Peuple, ou exprès ou tacite: Sans ce consentement l'é-
tat

tat de guerre subsiste toujours entre deux ennemis, & l'on ne sçauroit dire, que l'un soit obligé d'obéir à l'autre. Tout ce qu'il y a, c'est que le consentement du Vaincu est extorqué par la supériorité du Vainqueur.

VII. 2°. TOUTE Conquête légitime suppose, que le Vainqueur ait eû un juste sujet de faire la guerre au Vaincu : sans cela la Conquête n'est pas par elle-même un titre suffisant; car on ne peut pas s'emparer de la Souveraineté d'une Nation par la seule prise de possession, comme d'une chose qui n'est à personne. Ainsi lors qu'Alexandre porta la guerre chez les Peuples les plus éloignez, & qui n'avoient jamais entendu parler de lui, certainement une pareille Conquête n'étoit pas un titre plus légitime d'acquérir la Souveraineté, que le brigandage n'est un moyen légitime de s'enrichir. La qualité & le nombre des personnes ne changent point la nature de l'action, l'injure est la même, le crime est égal.

VIII. M A I S si la Guerre est juste, la Conquête l'est aussi. Car premièrement elle est une suite naturelle de la victoire, & le vaincu qui se rend au Vain-

Vainqueur, ne fait que rachetter sa vie par la perte de sa liberté. D'ailleurs les vaincus s'étant engagés par leur faute dans une guerre injuste, plutôt que d'accorder la juste satisfaction qu'ils devoient, ils sont censés avoir tacitement consenti d'avance aux conditions que le Vainqueur leur imposeroit, pourvu qu'elles n'eussent rien d'injuste ni d'inhumain.

IX. 3°. QUE faut-il penser des Conquêtes injustes ? Peut-elle donner un droit légitime ? Je réponds, qu'il faut distinguer, si l'Usurpateur a changé une République en Monarchie, ou bien s'il a dépossédé le légitime Monarque. Au dernier cas, il est indispensablement obligé de rendre la couronne à celui qu'il en a depouillé ou à ses Héritiers, jusqu'à ce que l'on puisse raisonnablement présumer qu'ils ont renoncé à leurs prétentions ; & c'est ce qu'on présume toujours, lorsqu'il s'est écoulé un tems considérable sans qu'ils aient voulu ou pû faire effort pour recouvrer la Couronne.

X. LE Droit des Gens admet donc une espèce de prescription entre les Rois ou les Peuples libres, par rapport à la Souveraineté. C'est ce que demande l'intérêt

térêt & la tranquillité des Sociétés. Il faut qu'une possession soutenue & paisible de la Souveraineté, la mette une fois hors d'atteinte: autrement il n'y auroit jamais de fin aux disputes touchant les Royaumes & leurs limites, ce qui seroit une source de guerres perpétuelles: à peine y auroit-il aujourd'hui un Souverain qui possédât l'autorité légitimement.

XI. IL est effectivement du devoir des Peuples de résister dans les commencemens à l'Usurpateur, de toutes leurs forces, & de demeurer fidèles à leur Souverain; mais si malgré tous leurs efforts, leur Souverain a du dessous, & qu'il ne soit plus en état de faire valoir son droit, ils ne sont obligés à rien de plus, & ils peuvent pourvoir à leur conservation.

XII. LES Peuples ne sçauroient se passer de Gouvernement, & comme ils ne sont pas tenus de s'exposer à des guerres perpétuelles, pour soutenir les intérêts de leur premier Souverain, ils peuvent rendre légitime, par leur consentement, le droit de l'Usurpateur. Et dans ces circonstances le Souverain dépouillé doit se consoler de la perte de ses Etats, comme d'un malheur.

XIII.

XIII. A l'égard du premier cas, si l'Usurpateur a changé une République en Monarchie, s'il gouverne avec modération & avec équité, il suffit qu'il ait régné paisiblement pendant quelque tems, pour donner lieu de croire que le Peuple s'accommode de sa domination, & pour effacer ainsi ce qu'il y avoit de vicieux dans la manière dont il l'avoit acquise. C'est ce qu'on peut fort bien appliquer au regne d'Auguste. Que si au contraire, le Prince qui s'est rendu Maître du Gouvernement d'une République, l'exerce tyranniquement, s'il maltraite les Citoyens & les opprime, on n'est point alors obligé de lui obéir. Dans ces circonstances la possession la plus longue n'emporte autre chose, qu'une longue continuation d'injustice.

II. De l'Élection des Souverains.

XIV. MAIS la manière la plus légitime d'acquérir la Souveraineté, c'est sans doute celle qui est fondée sur le consentement libre du Peuple; cela se fait ou par voye d'Élection, ou par droit de Succession. C'est pourquoi on distingue les Royaumes en Electifs & en Successifs.

XV. L'ÉLECTION est cet acte, par lequel le Peuple désigne celui qu'il juge

age capable de succéder au Roi défunt, pour gouverner l'Etat ; & sitôt que cette personne a accepté l'offre du Peuple, il est revêtu de la Souveraineté.

XVI. L'ON peut distinguer deux sortes d'Electi^ons, l'une entièrement libre, l'autre gênée ou restreinte à certains regards. La première, lors que l'on peut choisir qui l'on trouve à propos, l'autre quand on est astreint à choisir une Personne qui soit par exemple d'une certaine Nation, d'une certaine Famille, d'une certaine Religion &c. Parmi les anciens Perses, aucun ne pouvoit être Roi, s'il n'avoit été instruit par les Mages (1).

XVII. LE tems qui s'écoule entre la mort du Roi & l'Electi^on de son Successeur, s'appelle Interrégne.

XVIII. PENDANT l'Interrégne l'Etat est, pour ainsi dire, un Corps imparfait qui manque d'un Chef ; mais la Societé Civile n'est pas pour cela anéantie. La Souveraineté retourne alors au Peuple, qui, jusqu'à ce qu'il ait choisi un nouveau Roi, peut l'exercer comme il juge à propos ; il est même le Maître de changer la Forme du Gouvernement.

XIX.

(1) Cicér. de Divinat. Lib. I. Cap. 41.

XIX. MAIS c'est une précaution très-sage pour prévenir les troubles d'un Interrègne, de désigner par avance ceux qui, pendant ce tems là, doivent prendre en main les rênes du Gouvernement: Ainsi en Pologne, c'est l'Archevêque de *Gnesne*, avec les Députés de la grande & de la petite Pologne, qui sont établis pour cela.

XX. ON appelle ceux qui sont revêtus de cet emploi, *Régens du Royaume*: les Romains les nommoient *Interreges*. Ce sont des Magistrats extraordinaires, à tems, & pour ainsi dire provisionels, qui, au nom & en l'autorité du Peuple, exercent jusqu'à l'Élection, les actes de la Souveraineté, en sorte qu'ils sont obligés de rendre compte de leur administration. Voilà qui peut suffire pour l'Élection.

III. *De la Succession à la Couronne.*

XXI. L'AUTRE manière d'acquérir la Souveraineté, c'est le Droit de Succession, par lequel les Princes qui ont une fois acquis la Couronne, la transmettent à leurs Successeurs.

XXII. IL semble d'abord que les Royaumes Electifs l'emportent sur ceux qui

qui sont Héréditaires, en ce que dans les premiers, on peut toujours choisir un Prince de mérite & capable de gouverner; cependant l'expérience fait voir qu'à tout prendre, il est du bien de l'Etat que les Royaumes soient Successifs.

§ XXIII. CAR 1°. On évite par-là de grands inconvéniens, qui naissent des fréquentes Elections, soit à l'égard du dedans, soit à l'égard du dehors. 2°. Il y a moins de disputes & d'incertitude au sujet de ceux qui doivent succéder. 3°. Un Prince dont la Couronne est héréditaire, toutes choses d'ailleurs égales, prendra plus de soin de son Royaume, & ménagera plus ses Sujets, dans l'espérance de laisser la Couronne à ses Enfans, que s'il ne la possédoit que pour lui seul. 4°. Un Royaume où la Succession est réglée, a bien plus de consistance & de force, il peut former de plus grands projets, & en poursuivre l'exécution plus sûrement que s'il étoit Electif. 5°. Enfin la personne du Roi est plus respectable aux Peuples par l'éclat de sa naissance, & ils ont tout lieu d'attendre, qu'il aura les qualités convenables au Trône, par les impressions du noble sang dont il sort, & par l'éducation qu'il aura reçue.

§ XXIV. L'ORDRE de la Succession à la Couronne est réglé ou par la volonté du dernier Roi, ou par celle du Peuple.

XXV. DANS les Royaumes véritablement Patrimoniaux, chaque Roi est en droit de régler la Succession, & de disposer du Royaume comme il le veut, bien entendu pourtant, que le choix qu'il fait de son Successeur, & la manière dont il dispose de l'Etat, ne soit pas manifestement & notablement apposée au bien public, qui, même dans les Royaumes Patrimoniaux, fait toujours la Souveraine Loi.

XXVI. QUE si un tel Roi, prévenu peut-être par la mort, n'a point nommé de Successeur, alors il paroît naturel de suivre, par rapport à la Couronne, les Loix ou les Coutumes établies dans le País à l'égard des Successions particulières, autant du moins que le salut & la constitution de l'Etat peuvent le permettre (2). Mais il est certain que dans ce cas-là, le Prétendant le plus autorisé & le plus puissant l'emportera toujours sur les autres.

XXVII

(2) Voy. Droit de la Nat. & des Gens, Liv. VII Ch. VII. § 2.

XXVII. A l'égard des Royaumes non Patrimoniaux, c'est le Peuple qui règle l'ordre de la Succession: Et quoi-qu'à parler en général, les Peuples soient les Maîtres d'établir la Succession, comme ils veulent, cependant la prudence exige, qu'ils suivent en cela la méthode la plus avantageuse à l'Etat, la plus propre à y maintenir l'ordre & la paix, & à en faire la sûreté.

XXVIII. Les méthodes les plus usitées sont, la Succession purement héréditaire qui suit à peu près les règles du Droit commun: & la Succession Lineale qui reçoit des modifications plus particulières.

XXIX. Le bien de l'Etat demande donc, que la Succession purement héréditaire s'écarte en plusieurs choses des Successions entre Particuliers.

1^o. Le Royaume doit rester indivisible & n'être point partagé entre plusieurs héritiers au même degré; car premièrement cela affoibliroit considérablement l'Etat, qui seroit moins propre à résister aux attaques qu'il peut avoir à souffrir. D'ailleurs les Sujets ayant différens Maîtres ne seront plus étroitement unis entr'eux. Et enfin, cela peut donner lieu à des guerres intestines, comme l'expérience ne l'a que trop justifié.

XXX

XXX. 2°. La Couronne doit demeurer dans la postérité du premier Roi, & ne point passer à ses parens en ligne collatérale, & moins encore à ceux qui n'ont avec lui que des liaisons d'affinité. C'est là, sans doute, l'intention d'un Peuple qui a rendu la Couronne héréditaire dans la famille d'un Prince; ainsi à moins qu'il ne s'en soit expliqué autrement, au défaut des Descendans du premier Roi, le Droit de disposer du Royaume retourne à la Nation.

XXXI. 3°. ON ne doit admettre à la Succession que ceux qui sont nés d'un Mariage conforme aux Loix du País. Il y en a plusieurs raisons. 1°. C'est sans doute l'intention des Peuples, quand ils ont donné la Couronne aux Descendans du Roi. 2°. Les Peuples n'ont point le même respect pour les Enfans Naturels du Roi, que pour ses Enfans légitimes. 3°. Le Pere des Enfans Naturels n'est pas connu d'une manière certaine, n'y ayant pas de manière sûre de constater le Pere d'un Enfant né hors du Mariage: Cependant il est de la dernière importance que l'on n'ait aucun doute sur la naissance de ceux qui doivent régner, pour éviter les contestations qui pourroient naître là-dessus & déchirer le Royaume.

Et

et de-là vient, qu'en plusieurs Païs les Reines accouchent en Public, ou en présence de plusieurs personnes.

XXXII. 4°. LES Enfans adoptifs n'étant pas du Sang Royal, sont aussi exclus de la Couronne, qui doit revenir à la disposition du Peuple dès que la Tige Royale vient à manquer.

XXXIII. 5°. ENTRE ceux qui sont au même degré, soit réellement, soit par représentation, les Mâles sont préférés aux Femmes, parce qu'on les présume plus propres à faire la guerre, & aux autres fonctions du Gouvernement.

XXXIV. 6°. ENTRE plusieurs Mâles ou plusieurs Femmes au même degré, l'Ainé doit succéder. C'est la naissance qui donne ce droit; car la Couronne étant en même tems indivisible & successive, l'Ainé, en vertu de sa Naissance, a un droit de préférence, que le Cadet ne sçauroit lui enlever. Mais il est juste, que l'Ainé donne à ses frères de quoi s'entretenir honnêtement & suivant leur condition: Ce qui leur est attribué pour cela s'appelle un Appanage.

XXXV. 7°. ENFIN, il faut remarquer que la Couronne ne passe pas au Successeur par un effet de la bonne volonté

té du Roi défunt , mais par la volonté du Peuple qui l'a établie dans la famille Royale. Il suit de là que l'hérédité des Biens particuliers du Roi , & celle de la Couronne , sont d'une nature toute différente , & qui n'ont entr'elles aucune liaison nécessaire ; en sorte qu'à la rigueur le Successeur peut accepter la Couronne & refuser l'héritage des Biens particuliers ; & alors il n'est pas tenu d'acquies les dettes attachées à ces Biens particuliers.

XXXVI. MAIS il faut avouer , que l'honneur & l'équité ne permettent guère à un Prince , qui est parvenu à la Couronne , d'user de ce droit rigoureux , & que s'il a à cœur la gloire de sa maison il trouvera dans son économie & dans ses épargnes de quoi satisfaire aux dettes de son Prédecesseur : Bien entendu que cela ne doit pas se faire aux dépens du Trésor public. Telles sont les Règles de la Succession purement héréditaire.

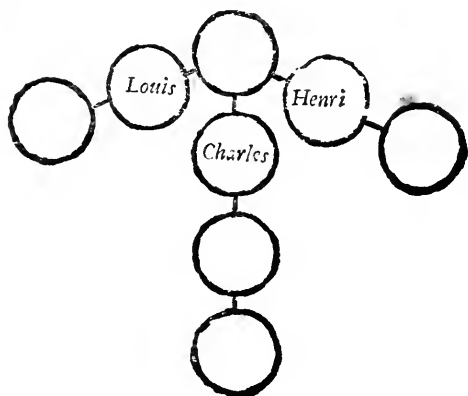
XXXVII. COMME dans la Succession héréditaire, qui appelle à la Couronne le plus proche du dernier Roi, il peut survenir des contestations fort embrouillées sur le degré de proximité, lors que ceux qui restent sont un peu éloignés de la ligne commune ; plusieurs Peuples ont éta

bli la Succession lineale de branche en branche, dont voici les Régles.

1°. Tous ceux qui descendent du premier Roi, font censés faire autant de lignes ou de branches, dont chacune a droit à la Couronne, suivant qu'elle est à un degré plus proche.

2°. Entre ceux de cette ligne qui sont au même degré, le sexe premièrement & ensuite l'âge donne la préférence.

3°. L'on ne passe point d'une ligne à l'autre, tant qu'il reste de la précédente, quand même il y auroit dans une autre ligne des Parens plus proches du dernier Roi. Exemple.



Un Roi laisse trois fils, LOUÏS, CHARLES, HENRY : Le fils de Louïs qui lui a succédé, meurt sans enfans ; il reste de Charles un Petit-fils. Henry vit encore ; celui-ci est Oncle du Roi défunt ; le Petit-fils de Charles n'est que son Cousin issu de Germain ; & cependant ce Petit-fils aura la Couronne, comme lui ayant été transmise par son Grand-Pere, dont la ligne a exclus Henry & ses Descendans jusqu'à-ce qu'elle vienne à s'éteindre.

5°. Chacun a donc droit de succéder à son rang, & il transmet ce droit à ses Descendans, avec le même ordre de Succession, quoi-qu'il n'ait jamais regné lui-même, c'est-à-dire, que le droit des Morts passe aux Vivans, & des Vivans aux Morts.

6°. SI le dernier Roi est mort sans enfans, on prend la Ligne la plus proche de celle du défunt, & ainsi de suite.

XXXVIII. IL y a deux principales sortes de Succession linéale, sçavoir la *Cognatique* & l'*Agnatique* ; ces noms viennent des mots latins *Cognati* & *Agnati* qui dans le Droit Romain signifient ; le premier, les Parens du côté des femmes l'autre, ceux qui sont du côté des Mâles.

XXXIX. LA Succession linéale Cognatique est donc celle qui n'exclut
 poir

point les Femmes de la Succession , mais qui les appelle seulement après les Mâles dans la même Ligne ; en sorte que lorsqu'il ne reste que des Femmes , on ne passe pas pour cette raison à une autre Ligne , mais on revient à elles lorsque les Mâles les plus proches , ou d'ailleurs égaux , viennent à manquer avec tous leurs Descendans. On appelle aussi cette Succession , *Castillane*. Il suit de là que la fille du fils du dernier Roi est préférée au fils de la fille du même Prince , & la fille d'un de ses Frères au fils d'une de ses Sœurs.

XL. LA Succession linéale Agnatique est celle dans laquelle il n'y a que des Mâles issus des Mâles qui succèdent ; en sorte que les Femmes & tous ceux qui sortent d'elles , sont exclus à perpétuité. Elle s'appelle aussi *Françoise*. Cette exclusion des Femmes & de leurs descendans est établie principalement pour empêcher que la Couronne parvienne à une Race Etrangère , par les Mariages des Princesses du Sang Royal.

XLI. TELLES sont les principales espèces de Succession qui sont en usage , & qui peuvent encore être modifiées en différentes manières par la volonté

du Peuple ; mais la prudence veut qu'on préfère celles qui sont sujettes à moins de difficulté, & à cet égard la Succession linéale l'emporte certainement sur la Succession purement héréditaire.

XLII. IL peut s'élever plusieurs questions également curieuses & importantes sur la Succession aux Royaumes. On peut consulter là-dessus GROTIUS (3). Nous nous contenterons d'examiner ici à qui appartient la décision des disputes, qui peuvent survenir entre deux ou plusieurs Prétendants à la Couronne.

1^o. Si le Royaume est Patrimonial, & qu'il s'éleve quelques disputes après la mort du Roi, entre les Prétendants, le meilleur est de s'en rapporter à des Arbitres qui soient de la Famille Royale ; le Bien & la Paix du Royaume le veulent ainsi.

2^o. Mais dans les Royaumes légitimes, si la contestation s'élève du vivant même du Roi, le Roi n'en est pas pour cela Juge compétent ; car il faudroit que le Peuple lui eut donné le pouvoir de régler la Succession selon sa volonté, ce qu'il ne peut faire.

(3) Droit de la G. & de la P., Liv. II. Ch. VI §. 25. & suiv.

que l'on ne suppose pas. C'est donc au Peuple à en décider, ou par lui-même, ou par ses Représentans.

3°. Je dis la même chose si la contestation ne s'élève qu'après la mort du Roi : alors, ou il s'agit de décider, lequel des Prétendans est le plus proche du Roi Défunt ; & c'est une question de fait que le Peuple seul doit décider, parce qu'il est principalement intéressé.

4°. Ou bien l'on dispute, pour sçavoir, quel degré, ou quelle ligne doit avoir la préférence, suivant l'ordre de la Succession que le Peuple a établi, & alors c'est une question de Droit. Or qui peut mieux juger cela que le Peuple lui-même qui a établi l'ordre de Succession ? autrement il n'y auroit que la voye des armes qui pût terminer le différend, ce qui seroit tout-à-fait contraire au bien de la Société.

MAIS pour éviter tout embarras là-dessus, il seroit fort convenable que le Peuple se reservât formellement par une Loi fondamentale, le droit de juger en pareil cas. En voilà assez sur les manières d'acquiescer la Souveraineté.

CHAPITRE IV.

Des différentes manières de perdre la Souveraineté.

§. I. **V**OYONS à présent, comment l'on peut perdre la Souveraineté; c'est ce qui ne sçauroit avoir de grandes difficultés, après les principes que nous venons d'établir sur les manières de l'acquérir.

II. ON peut perdre la Souveraineté par l'abdication, c'est-à-dire par un acte par lequel le Prince Régnant renonce à la Souveraineté, pour ce qui le regarde; & c'est de quoi l'histoire même des derniers siècles nous fournit plusieurs exemples remarquables.

III. COMME la Souveraineté doit son origine à une Convention fondée sur un consentement libre entre le Roi & ses Sujets, si pour quelques raisons spécieuses le Roi trouve à propos de renoncer à sa Souveraineté, le Peuple n'est pas proprement en droit de le contraindre à la retenir.

IV. BIEN entendu que cette abdication

tion ne se fasse pas à contretems ; comme lors que le Royaume tomberoit en Minorité, sur-tout si l'on étoit menacé d'une Guerre, ou que le Prince par sa mauvaise conduite eut jetté l'Etat dans de grands périls, dans lesquels il ne sçauroit l'abandonner, sans le trahir, ou sans le perdre.

V. **M**AIS on peut bien dire, qu'il est très rare qu'un Prince se rencontre dans des circonstances, qui doivent l'engager à renoncer volontairement à la Couronne. Dans quelque situation qu'il se trouve, il peut se charger du fardeau du Gouvernement, en tenant toujours la supériorité du Commandement. Un Roi doit mourir sur le Trône, & c'est toujours une foiblesse indigne de lui, de se dépouiller volontairement de l'autorité, & l'expérience a fait voir plus d'une fois, que l'abdication entraînoit après elle une vie triste & misérable.

VI. IL n'y a donc nul doute qu'un Prince ne puisse renoncer pour soi-même à la Couronne, ou au droit de succéder au Royaume. Mais il y a plus de difficulté à décider, si l'on peut aussi y renoncer pour ses Enfans.

VII. **P**OUR juger sûrement de cette

152 Part.II. Ch.IV. *Des manières de*
question, qui a si fort partagé les Politi-
ques, il faut en établir les Principes.

I°. Toute acquisition d'un Droit sur autrui, & par conséquent de la Souveraineté, suppose le consentement de celui sur qui l'on doit acquérir ce Droit, & l'acceptation de celui qui doit l'acquérir. Aussi long-tems que cette acceptation n'est pas intervenüe, l'intention du premier ne produit pas en faveur de l'autre un Droit absolu & irrévocable; ce n'est qu'une simple destination dont on demeure toujours le Maître.

VIII. 2°. APPLIQUONS ces principes. Ceux de la Famille Royale qui ont accepté la volonté du Peuple, qui leur a déferé la Couronne, ont sans contredit acquis par là un Droit parfait & irrévocable; & dont on ne sçauroit les dépouiller sans leur consentement.

IX. 3°. A l'égard de ceux qui sont encore à naître, comme ils n'ont point accepté la destination du Peuple, ils n'ont encore aucun Droit: Et par conséquent cette destination n'est, par rapport à eux, qu'un acte imparfait, une espérance, & dont le Peuple demeure toujours le Maître.

X. 4°. MAIS, direz-vous, les Ancê-
tres

cêtres de ceux qui sont à naître, ont consenti & stipulé pour eux, ils ont reçu l'engagement du Peuple en leur faveur: Fort bien; mais cela même autorise la renonciation & en fortifie l'effet. Car comme le Droit de ceux qui sont à naître, n'a d'autre fondement que le concours de la volonté du Peuple & de leurs Ancêtres, il est incontestable que ce Droit peut leur être enlevé sans injustice, par ceux-là mêmes, de la seule volonté desquels ils le tenoient.

XI. 5°. LA seule volonté d'un Prince, sans le consentement de la Nation, ne pourroit pas effectivement exclure ses Enfans de la Couronne à laquelle le Peuple les a appelés; de même aussi la seule volonté du Peuple, déstituée du consentement du Prince, ne pourroit pas priver ses Enfans d'une espérance que leur Pere a stipulée du Peuple pour eux, en leur faveur. Mais si ces deux volontés se réunissent, elles pourront sans doute changer ce qu'elles avoient établi.

XII. 6°. IL est vrai que ces renonciations ne doivent pas se faire sans cause, & par un pur motif d'inconstance ou de légèreté. Dans ces circonstances la Raison ne sçauroit les autoriser, & le

Bien de l'Etat ne permet pas que l'on donne atteinte sans nécessité à l'ordre de la Succession.

XIII. 7°. Si au contraire, la Nation se trouve dans des circonstances, que la renonciation d'un Prince ou d'une Princesse soit absolument nécessaire à sa tranquillité & à son bonheur, alors la Loi suprême du Bien public, qui a établi l'ordre de la succession, veut qu'on s'en écarte.

XIV. 8°. A J O U T O N S encore qu'il est du Bien commun des Nations, que des renonciations faites dans ces circonstances soient valides, & que les Parties intéressées ne cherchent pas à les annuler. Car il y a des tems & des conjonctures où elles sont nécessaires pour le Bien de l'Etat; & si ceux avec qui l'on traite croyoient que l'on se moquera ensuite de la renonciation, ils n'auroient garde de s'en contenter. On voit bien qu'il ne pourroit naître de là, que des Guerres toujours sanglantes & cruelles. GROTIUS décide cette question à peu près de la même manière; on peut voir ce qu'il en dit (1).

XV.

(1) Livre II. Chap. 7. §. 26. & Liv. II. Ch. 4. §. 10.

XV. 9°. C O M M E la Guerre ou Conquête est un moyen d'acquérir la Souveraineté, comme nous l'avons vû dans le Chapitre précédent, il est manifeste que c'est aussi un moyen de la perdre. Mais ce que nous avons dit là-dessus, peut suffire quant à présent.

XVI. A l'égard de la tyrannie & de la déposition des Souverains; (car l'une & l'autre sont aussi des manières de perdre la Souveraineté) Comme ces deux choses ont rapport aux devoirs des Sujets envers leurs Souverains, nous en traiterons, après que dans le chapitre suivant nous aurons parlé de ces Devoirs.

C H A P I T R E V.

Des Devoirs des Sujets en général.

§ I. E N suivant le plan que nous nous sommes fait, il faut traiter ici des Devoirs des Sujets. PUFFENDORF nous en donne une idée nette & précise dans le dernier chapitre des *Devoirs de l'Homme & du Citoyen*: Nous le suivrons pied-à-pied.

II. L E S Devoirs des Sujets sont généraux

raux ou particuliers ; les uns & les autres découlent de leur état & de leur condition.

III. TOUTS les Citoyens ont cela de commun, qu'ils sont tous soumis au même Souverain, au même Gouvernement, & qu'ils sont membres d'un même Etat ; c'est de ces relations que dérivent les Devoirs généraux.

IV. ET comme ils occupent, les uns & les autres, différens Emplois, différens Postes dans l'Etat, qu'ils exercent différentes professions ; de là naissent aussi leurs Devoirs particuliers.

V. IL faut encore remarquer que les Devoirs des Sujets, supposent & renferment les Devoirs de l'homme considéré simplement comme membre de la Société humaine en général.

VI. LES Devoirs généraux des Sujets ont pour objet, ou les Conducteurs de l'Etat, ou tout le Corps du Peuple & la Patrie, ou les Particuliers d'entre les Concitoyens.

VII. A l'égard des Conducteurs de l'Etat, des Souverains, tout Sujet leur doit le respect, la fidélité & l'obéissance que demande leur caractère. D'où il suit, qu'il faut être content du Gouvernement
pré-

présent & ne former ni cabales, ni séditions, mais s'attacher aux intérêts de son Prince plus qu'à ceux de tout autre, l'honorer souverainement, penser favorablement & parler avec respect de lui, & de ses actions : on doit même avoir de la vénération pour la mémoire des bons Princes &c.

VIII. **P A R** rapport à tout le Corps de l'Etat, un bon Citoyen se fait une loi inviolable de préférer le Bien public à toute autre chose, de sacrifier gayement ses richesses, sa fortune, tous ses intérêts particuliers, & sa vie même pour la conservation & le Bien de l'Etat ; & d'employer tous ses talens, toute son industrie, pour faire honneur à sa Patrie, & lui procurer quelque avantage.

IX. **E N F I N** le devoir d'un Sujet envers ses Concitoyens consiste à vivre avec eux, autant qu'il lui est possible, en paix & en bonne union, à être doux, complaisant, commode & officieux envers chacun, à ne point causer de trouble par une humeur bourruë ou fâcheuse ; à ne point porter envie ni de préjudice au bonheur des autres &c.

X. **P O U R** les devoirs particuliers des Sujets, ils sont attachés aux différens Emplois,

plois, qu'ils ont dans la Société. Voici là-dessus quelques Règles générales.

1°. On ne doit aspirer à aucun Emploi public, & ne pas même l'accepter si l'on ne se sent pas capable de le remplir dignement. 2°. On ne doit pas se charger de plus d'Emplois que l'on n'en peut remplir. 3°. Il ne faut pas employer de mauvais moyens de les obtenir. 4°. Il y a même quelquefois une espèce de justice à ne pas rechercher certains Emplois, qui ne nous sont pas nécessaires, & qui peuvent être tout aussi bien remplis par d'autres, à qui d'ailleurs ils conviennent mieux. 5°. Enfin, il faut remplir toutes les fonctions des Emplois qu'on a obtenu, avec toute l'application, l'exactitude & la fidélité dont on est capable.

XI. RIEN n'est plus aisé que d'appliquer ces maximes générales aux emplois particuliers de la Société, & d'en tirer des conséquences propres à chacun d'eux; comme par rapport aux Ministres & aux Conseillers d'Etat, aux Ministres de la Religion, aux Docteurs publics, aux Magistrats & Officiers de guerre & aux Soldats, aux Receveurs des Finances, aux Ambassadeurs. &c.

XII. Au

XII. A u reste , les Devoirs particuliers des Sujets finissent avec les Charges publiques d'où ils découlent ; mais pour les Devoirs généraux, ils subsistent aussi long-tems que l'on est Citoyen ou Sujet de l'Etat, & jusqu'à-ce qu'on ait perdu cette qualité. Or on cesse d'être Sujet ou Citoyen d'un Etat, principalement en trois manières. 1°. Lors qu'on va s'établir ailleurs. 2°. Lorsqu'on est banni d'un País pour quelque crime & dépouillé des droits de Citoyen. 3°. Enfin, lors qu'on est réduit à la nécessité de se soumettre à la domination d'un Vainqueur.

XIII. C'EST un Droit Naturel à tous les Peuples libres, que chacun a la liberté de se retirer ailleurs, s'il le juge convenable. En effet, quand on devient membre d'un Etat, on ne renonce pas pour cela entièrement au soin de soi-même & à ses propres affaires ; au contraire, on cherche une protection puissante, à l'abri de laquelle on puisse se procurer les nécessités & les commodités de la vie ; ainsi on ne sçauroit refuser aux Particuliers d'un Etat, la liberté de s'établir ailleurs, pour s'y procurer les avantages qu'ils ne trouvent pas dans leur Patrie.

XIV. IL y a pourtant ici certaines
maxi-

maximes de devoir & de bienséance , dont on ne sçauroit se dispenser.

1°. En général on ne doit pas quitter sa Patrie sans la permission du Souverain , mais le Souverain ne doit pas la refuser sans de très fortes raisons.

2°. Il seroit contre le devoir d'un bon Citoyen d'abandonner sa Patrie à contre-tems , & dans les circonstances où l'Etat a un intérêt particulier que l'on y demeure. (1).

3°. Si les LOIX du Païs où l'on vit, ont réglé quelque chose là-dessus , il faut s'y soumettre de bonne grace , car on y a consenti en devenant membre de l'Etat.

XV. LES Romains ne forçoient personne à demeurer dans leur Etat : & CÆRON (2) louë fort cette maxime ; il l'appelle le fondement le plus ferme de la

(1) Voy. Grot. D. de la G. & de la P. Liv. II. Ch. 4. §. 24.

(2) *O jura præclara atque Divinitus jam inde à principio Romani nominis à majoribus nostris comparata. Ne quis invitus civitate mutetur , neve in civitate maneat invitus ; hæc sunt enim fundamenta firmissima nostræ libertatis , sui quemque juris & retinendi & dimittendi esse Dominum.* Orat. pro L. Corn. Balbo. Cap. XII Adde Leg. 12. §. 9. Digest. de cap. Diminut. & postlim. Lib. XLIX. tit. 15.

la liberté, & qui consiste à pouvoir ou retenir son droit, ou y renoncer, comme on le juge à propos.

XVI. ON demande encore si les Citoyens peuvent sortir de l'Etat en trou-
pés? GROTIUS & PUFFENDORF sont là-
dessus dans un sentiment opposé. (3) Pour
moi, il me semble qu'il ne peut guère
arriver, que les Citoyens sortent en trou-
pe, que dans l'un de ces deux cas; ou
quand le Gouvernement est tyrannique,
ou lors qu'une multitude de gens ne peut
plus subsister dans le Païs; comme si des
Manufacturiers, par exemple, ou d'au-
tres Ouvriers, ne trouvoient plus de quoi
fabriquer ou débiter leurs marchandises.
Dans ces circonstances les Citoyens peu-
vent se retirer comme ils veulent, & ils
y sont autorisés en vertu d'une exception
tacite. Si le Gouvernement est tyranni-
que, c'est au Souverain à changer de
conduite, & aucun Citoyen ne s'est en-
gagé à vivre sous la tyrannie. Si la mi-
sère presse les Citoyens de sortir, c'est là
encore une exception raisonnable aux en-
gagemens les plus exprès; à moins que
le

(3) Vid. *Grot.* ubi sup. & *Puffend.* D. de la N.
& des G. Liv. VIII. Ch. XI. §. 4.

le Souverain ne leur fournisse les moyens de subsister. Mais hors ces cas là, si les Citoyens fortoient en troupes sans cause, & par une espèce de désertion générale, le Souverain peut sans contredit s'y opposer, s'il trouve que l'Etat en souffre un trop grand préjudice.

XVII. ON cesse encore d'être Citoyen d'un Etat, quand on en est banni à perpétuité, en punition de quelque crime; car du moment que l'Etat ne veut plus reconnoître quelqu'un pour un de ses membres, & qu'il le chasse de ses terres, il le tient quitte des engagements où il étoit entant que Citoyen. Les Jurisconsultes appellent cette peine Mort Civile. Au reste, il est évident que l'Etat ou le Souverain, ne peut pas chasser un Citoyen de ses Terres quand il lui plaît, & sans qu'il l'ait mérité par aucun crime.

XVIII. ENFIN, on peut perdre la qualité de Citoyen d'un Etat par l'effet d'une force supérieure de la part d'un ennemi, par lequel on est réduit à la nécessité de se soumettre à sa domination. C'est encore là un cas de nécessité, fondé sur le Droit que chacun a de pourvoir à sa conservation.

C H A P I T R E VI.

*Des Droits inviolables de la Souveraineté ;
de la Déposition des Souverains, de l'Abus de la Souveraineté, & de la Tyrannie.*

§ I. **T**OUT ce que nous avons dit dans le Chapitre précédent, des Devoirs des Sujets à l'égard de leurs Souverains, ne souffre point de difficulté. On convient en général de la règle, que le Souverain est une Personne sacrée & inviolable ; mais on demande si cette prérogative du Souverain est telle, qu'il ne soit jamais permis au Peuple de s'élever contre lui, de le déposséder ou de changer la Forme du Gouvernement ?

II. POUR répondre à cette Question, je remarque d'abord, que la nature & le but du Gouvernement imposent une obligation indispensable à tous les Sujets, de ne point résister au Souverain, mais de le respecter & de lui obéir, tant que le Souverain se sert de son autorité avec justice & avec modération, & qu'il ne passe point les bornes de son pouvoir.

III.

III. C'EST cette obligation à l'obéissance de la part des Sujets, qui fait toute la force de la Société Civile & du Gouvernement, & par conséquent tout le bonheur de l'Etat; quiconque s'élève donc contre le Souverain, quiconque attente à sa Personne & à son autorité, se rend manifestement coupable du plus grand crime que les hommes puissent commettre, puisqu'il porte atteinte aux premiers fondemens du bonheur public, dans lequel est renfermé celui des Particuliers.

IV. MAIS si cette maxime est vraie à l'égard des Particuliers, peut-on aussi l'appliquer au Corps entier de la Nation, de qui le Souverain tient originairement toute son autorité? Si le Peuple trouve à propos de la reprendre ou de changer la Forme du Gouvernement, pourquoi n'en feroit-il pas le Maître? Celui qui fait les Rois ne peut-il pas les déposer?

V. TACHONS d'éclaircir cette difficulté. Je dis donc que le Peuple même, le Corps entier de la Nation, n'a pas le Droit de déposer le Souverain, ou de changer la Forme du Gouvernement, sans aucune raison que celle de son plaisir, & par pure inconstance ou légèreté.

VI. EN général les mêmes raisons qui éta-

établissent la nécessité d'un Gouvernement
d'une autorité Souveraine dans la So-
cété, prouvent aussi qu'il faut que le
Gouvernement soit stable, & que les
Peuples ne soient pas les Maîtres de dé-
poser leurs Souverains toutes les fois que
par caprice ou par légèreté, ils vou-
droient le faire, & qu'ils n'ont aucune
bonne raison pour changer la Forme du
Gouvernement.

VII. EN effet, ce seroit anéantir tout
Gouvernement, que de le faire dépendre
du caprice ou de l'inconstance des Peu-
ples. Il seroit impossible que l'Etat pût
prendre quelque consistance au milieu de
ces révolutions continuelles, qui l'expose-
roient à périr mille fois; car, ou il faut
convenir que les Peuples ne peuvent point
déposséder leurs Souverains, ni changer
la Forme du Gouvernement, sans des
raisons considérables & importantes, ou
il faut leur accorder une liberté sans bor-
nes à cet égard.

VIII. CERTAINEMENT, c'est une
maxime incontestable que ce qui sappe
les fondemens de toute autorité, ce qui
emporte avec soi la ruine de toute Puif-
sance, & par conséquent de toute So-
cété, ne sçauroit être admis comme
un

un principe de raisonnement ou de conduite dans la Politique.

IX. LA Loi de la Convenance est ici de la dernière force. Que diroit-on d'un Mineur qui voudroit sans autre raison que celle de son caprice, se soustraire à son Curateur ou le changer à son gré? Il en est ici tout de même; c'est avec raison que les Politiques comparent les Peuples à des Mineurs; ils ne sont ni les uns ni les autres en état de se gouverner eux-mêmes, il faut qu'ils se donnent des Maîtres, & cette même nécessité leur défend de se soustraire sans raison à leur autorité, ou de changer la Forme du Gouvernement.

X. MAIS ce n'est pas seulement la Loi de la Convenance qui ne permet pas que les Peuples s'élèvent sans raison, contre leurs Souverains, ou contre le Gouvernement; la Loi de la Justice leur défend la même chose.

XI. LE Gouvernement & la Souveraineté s'établissent par une Convention réciproque, entre ceux qui gouvernent & ceux qui sont gouvernés, & la Loi Naturelle de la justice veut que l'on soit fidèle à ses engagements. Il est donc du devoir des Peuples de tenir la parole qu'i

qu'ils ont donnée au Souverain d'observer religieusement leur Contrat aussi longtems que le Souverain s'acquitte de son côté de ses engagemens.

XII. AUTREMENT les Peuples feroient une injustice manifeste au Souverain, en le privant d'un Droit qui lui est légitimement acquis, dont il n'a pas abusé à leur préjudice, & de la perte duquel ils ne sçauroient le dédommager d'ailleurs.

XII. MAIS que faut-il penser d'un Souverain qui, loin de bien user de son autorité, maltraite ses Sujets, qui néglige les intérêts de l'Etat, qui en renverse les Loix fondamentales, qui épuise le Peuple par des Impôts excessifs qu'il consomme en dépenses folles & inutiles &c. La Personne d'un tel Souverain doit-elle être sacrée aux Sujets? Doivent-ils se soustraire à son autorité?

XIV. POUR répondre à cette Question qui est une des plus délicates de la Politique, je remarque d'abord que des Sujets mécontents, mutins ou séditieux, veulent souvent faire passer pour des injustices de leur Souverain, des choses au fond très innocentes. Le Peuple murmure souvent des impôts les plus nécessaires; d'autres cherchent à détruire le Gouver-
ne-

nement, parce qu'ils n'ont point de part aux affaires; En un mot les plaintes des Sujets marquent plus souvent la mauvaise humeur & l'esprit séditieux de ceux qui les font, que des désordres réels du Gouvernement, ou l'injustice de ceux qui gouvernent.

XV. IL seroit à souhaiter pour la gloire des Souverains, que les plaintes des Sujets n'eussent jamais des fondemens plus légitimes: mais l'histoire & l'expérience nous apprennent qu'elles ne sont souvent que trop bien fondées. Dans ces circonstances quel est donc le devoir des Sujets? Doivent-ils tout souffrir patiemment, ou peuvent-ils résister à leur Souverain?

XVI. IL faut encore distinguer un abus extrême de la Souveraineté, qui dégénère manifestement & ouvertement en tyrannie, & qui va à la ruine entière des Sujets, & un abus qui n'est qu'un médiocre & tel qu'on peut l'attribuer à la foiblesse humaine, plutôt qu'à une intention déterminée de ruiner la liberté & le bonheur des Peuples.

XVII AU premier cas, j'estime que les Peuples sont toujours en droit de résister à leur Souverain, & même de reprendre la Souveraineté qu'ils lui ont confiée.

née, dont il abuse avec excès; mais si l'abus n'est que médiocre, il est du devoir des Peuples de souffrir quelque chose, plutôt que de s'élever par la force contre leur Souverain.

XVIII. CETTE distinction est fondée sur la nature de l'homme, & sur la nature & la fin du Gouvernement. Il faut que les Peuples supportent patiemment les injustices légères de leurs Souverains, ou l'abus médiocre qu'ils font de leur pouvoir, parce que c'est là un juste support qui est dû à l'humanité. C'est à cette condition qu'ils l'ont revêtu de l'autorité Suprême. Ils sont hommes comme les autres: c'est-à-dire, sujets à se tromper & à manquer en quelque chose de leur devoir. C'est ce que les Peuples ne peuvent ignorer; c'est sur ce pied-là qu'ils ont traité avec leurs Souverains.

XIX. SI pour les moindres fautes les Peuples étoient en droit de résister à leurs Souverains ou les revoquer, il n'y en a point qui pussent tenir, & la Société en seroit continuellement ébranlée; ce qui seroit directement contre le but & l'établissement même du Gouvernement & de la Souveraineté.

XX. IL est donc juste de souffrir pa-
Burlam. Droit Polit. T. II. H tiem-

170 Part.II. Ch.VI. *Des Droits inviolables*
tiemment les fautes supportables des Souverains & d'avoir égard à l'emploi pénible & élevé, dont ils sont revêtus, pour notre conservation. TACITE (1) dit très-bien : « Il faut supporter le luxe
« & l'avarice des Souverains, comme on
« fait les années de stérilité, les orages &
« les autres déréglemens de la Nature. Il
« y aura des vices tant qu'il y aura des
« hommes, mais le mal n'est pas continuel,
« & on en est dédommagé par le bien qu'il
« arrive de tems en tems.

XXI. M A I S si le Souverain pousse les choses à la dernière extrémité, que sa tyrannie soit insupportable, & qu'il paroisse évidemment qu'il a formé le dessein de ruiner la liberté de ses Sujets, alors on est en droit de se soulever contre lui, & même de lui arracher des mains le Dépôt sacré de la Souveraineté

XXII. C'EST ce que je prouve
1°. Par la nature de la tyrannie, qui par elle-même, dégrade le Souverain d

(1) *Quomodo sterilitatem aut nimios imbres, & cetera naturæ mala, ita luxum vel avaritiam Dominantium tolerare. Vitia erunt, donec homines, si neque hæc continua. & meliorum interventu pensant.*
Hist. Lib. IV. C. 74. N. 4.

sa qualité. La Souveraineté suppose toujours une puissance bienfaisante ; il faut à la vérité donner quelque chose à la faiblesse inséparable de l'humanité ; mais au-delà, & lorsque les Peuples se trouvent réduits à la dernière extrémité, il n'y a plus de différence entre la tyrannie & le brigandage : l'un ne donne pas plus de droit que l'autre, & l'on peut toujours légitimement opposer la force à la violence.

XXIII. 2^o Les hommes ont établi la Société Civile & le Gouvernement pour leur plus grand bien, pour se tirer des troubles & se délivrer des maux de l'Etat de Nature ; mais il est de la dernière évidence que si les Peuples étoient dans l'obligation de tout souffrir de leurs Souverains, & de ne résister jamais à leurs violences, ils se trouveroient réduits dans un état beaucoup plus fâcheux, que n'étoit celui dont ils ont voulu se mettre à couvert, en établissant la Souveraineté. Certainement on ne sçauroit jamais présumer raisonnablement que telle ait été l'intention des hommes.

XXIV. 3^o. Un Peuple même qui s'est soumis à une Souveraineté absolue, n'a pas pour cela perdu le Droit de se mettre en liberté, ou de penser à sa con-

servation, lors qu'il se trouveroit réduit à la dernière misère. La Souveraineté absolue en elle-même, n'est autre chose, que le Pouvoir absolu de faire du bien; or le Pouvoir absolu de faire du bien, ou le Pouvoir absolu de procurer le bien de quelqu'un, & le Pouvoir absolu de le perdre à sa fantaisie, n'ont ensemble aucune liaison. Concluons donc que jamais aucun Peuple n'a eu intention de se soumettre à un Souverain jusqu'à ne pouvoir jamais lui résister, pas même pour sa propre conservation.

XXV. SUPPOSÉ, dit GROTIUS (2), « Qu'on eut demandé à ceux qui
 « les premiers ont formé des Loix Civiles,
 « s'ils prétendoient imposer à tous les
 « Citoyens la dure nécessité de mourir,
 « plutôt que de prendre les armes, pour se
 « défendre contre l'injuste violence de leur
 « Souverain; je ne sçai s'ils auroient ré-
 « pondre qu'oui. Il y a plutôt lieu de
 « croire qu'ils auroient déclaré, qu'on
 « ne devoit pas tout souffrir, si ce n'est
 « tellement disposées, que la résistance
 « causeroit infailliblement de très grands trou-

(2) L. I. Ch. 4. §. 7. N. 2.

troubles dans l'Etat, ou tourneroit à la ruine d'un très grand nombre d'innocens.

XXVI. NOUS avons même prouvé ci-dessus (3), que personne ne peut renoncer à sa liberté jusques là: Ce seroit vendre sa propre vie, celle de ses Enfants, sa Religion; en un mot, tous ses avantages; ce qui certainement n'est pas au pouvoir de l'homme. On peut illustrer cette matière par la comparaison d'un malade & de son Medecin.

XXVII. SI donc un Peuple a toujours le droit de resister à la tyrannie manifeste d'un Prince, même absolu, à plus forte raison aura-t-il le même pouvoir l'égard d'un Prince qui n'a qu'une Souveraineté restreinte & limitée, s'il veut empieter sur ce qui ne lui appartient pas (4).

XXVII. IL faut effectivement souffrir patiemment les caprices & les duretés de nos Maitres, aussi bien que la mauvaise humeur de nos Peres & Meres, mais comme dit SENEQUE, « Quoi-qu'on doive obéir à un Pere en toutes choses, on

H 3

n'est

(3) *Part. I. Ch. 7. N. 22. & suiv.*

(4) *Voy. Grot. Dr. de la G. & de la P., Liv. I. h. IV. §. 8.*

» n'est point tenu de lui obéir, quand ce
 » qu'il commande est tel, qu'en le com-
 » mandant il cesse par là-même d'être Pere

XXIX. MAIS il faut bien remarquer ici, que lorsque nous disons que le Peuple est en droit de résister à un Tyran, ou même de le déposer, on ne doit pas entendre par le Peuple, la vile populace ou la canaille du Païs, ni une Cabale d'un petit nombre de séditieux, mais bien la plus saine partie des Sujets de tous les Ordres du Royaume. Il faut encore, comme nous l'avons dit, que la tyrannie soit notoire & de la dernière évidence

XXX. DIONS encore, qu'à parler à la rigueur, les Sujets ne sont pas obligés d'attendre que le Prince ait entièrement forgé les fers qu'il leur prépare & qu'il les ait mis dans l'impuissance de lui résister. Il suffit pour qu'ils soient en droit de penser à leur conservation & de prendre des sûretés contre leur Souverain que toutes ses démarches tendent manifestement à les opprimer, & qu'il marche pour ainsi dire, Enseignes déployées, à la ruine de l'Etat.

XXXI. CE sont là des vérités de dernière importance ; il est très à propos qu'on les connoisse, non-seulement

pour la sûreté & le bonheur des Nations, mais encore pour l'avantage des Rois qui sont bons & sages.

XXXII. CEUX qui connoissent bien la fragilité de la nature humaine, se défient toujours d'eux-mêmes, & souhaitent uniquement de s'acquitter de leur devoir, ils voyent sans peine que l'on mette des bornes à leur autorité, & qu'on les empêche par ce moyen de faire ce qu'il ne doivent pas. Instruits par la raison & par l'expérience, que les Peuples aiment la paix & l'équité d'un bon Gouvernement, ils ne craindront jamais un soulèvement général, tant qu'ils auront soin de gouverner avec modération, & d'empêcher leurs Officiers de commettre des injustices.

XXXIII. CEPENDANT, les Partisans du Despotisme & de l'obéissance passive, font ici plusieurs difficultés.

Ie. OBJECTION. La revolte contre une Puissance suprême, renferme une contradiction : Car si cette Puissance est Suprême, elle n'a point de Supérieur ; Par qui donc sera-t-elle jugée ? Si le Peuple est toujours Souverain, il n'a pas cédé son Droit ; ou s'il l'a cédé, il n'en est plus le Maître.

REPONSE. Cette difficulté suppose ce qui est en question ; sçavoir, que les Peuples se sont tellement dépouillés de leur liberté, qu'ils aient donné Plein-pouvoir au Souverain, de les traiter bien ou mal, sans s'être réservé en aucun cas le droit de lui résister. C'est ce qu'aucun Peuple n'a jamais fait, ni n'a pu faire. Il n'y a donc ici nulle contradiction ; un Pouvoir donné pour une certaine fin est limité par cette fin même. La puissance suprême n'en reconnoit aucune au-dessus d'elle, tant que le Souverain n'est point déchu de sa qualité ; mais s'il dégénere en Tyran, il ne peut plus se prévaloir d'un Droit qu'il a perdu par sa faute.

XXXIV. 2e. OBJECTION. Mais qui jugera si le Prince s'acquitte bien de ses fonctions, ou s'il gouverne tyranniquement ? Le Peuple peut-il être juge dans sa propre cause ?

REPONSE. C'est sans contredit à ceux qui ont donné à quelqu'un un certain Pouvoir qu'il n'avoit pas par lui-même, à juger si celui qui en est revêtu, s'en sert conformément à la fin pour laquelle il lui a été confié.

XXXV. 3e. OBJECTION. On ne sçauroit sans imprudence donner au Peuple

ple ce Droit de jugement. Les affaires Politiques ne sont point à la portée du commun Peuple, elles sont quelquefois si délicates, que les personnes mêmes les plus éclairées ne sont pas toujours en état d'en juger sûrement.

REPONSE. Dans les cas douteux ou embarrassés, la présomption doit toujours être en faveur du Souverain, & les Sujets n'ont d'autre parti à prendre, que celui de l'obéissance; ils doivent même supporter patiemment un abus médiocre de la Souveraineté; mais dans les cas d'une tyrannie ouverte & manifeste, il n'y a personne qui ne soit en état de juger, si on le maltraite avec excès ou non.

XXXVI. 4e. OBJECTION. Mais n'est-ce pas exposer l'Etat à des révolutions perpétuelles, à l'Anarchie, & à une ruine certaine, que de faire dépendre l'autorité suprême du jugement des Particuliers, & d'accorder aux Peuples la liberté de s'élever quelquefois contre leurs Souverains?

REPONSE. L'ObjECTION auroit quelque force, si nous prétendions que les Peuples fussent en droit de s'élever contre leurs Souverains, ou de changer la Forme du Gouvernement, suivant leur légé-

178 Part.II. Ch.VI. *Des Droits inviolables*
reté, ou leur caprice, ou même pour
un abus médiocre de la Souveraineté;
mais il n'y a rien à craindre, tant que les
Peuples n'useront de ce Droit que nous
leur accordons, qu'avec toutes les pré-
cautions, & dans les circonstances que
nous avons supposées. D'ailleurs l'expé-
rience nous apprend, qu'il est très dif-
ficile de porter un Peuple à changer le
Gouvernement auquel il est accoutumé.
Les Peuples suportent volontiers non-
seulement les fautes légères de ceux qui
les gouvernent, mais même de très-gran-
des.

XXXVII. N O T R E Hypothèse n'est
pas plus propre qu'une autre, à faire naître
des troubles dans l'Etat; car enfin un
Peuple maltraité par un Despotisme tyran-
nique, se rebellera aussi fréquemment qu'un
Peuple qui vit sous certaines Loix, qu'il ne
veut pas souffrir que l'on viole: Que l'on
élève les Rois tant qu'on voudra; qu'on dise
les choses les plus magnifiques de leurs
Personnes sacrées, les Peuples réduits à
la dernière misère fouleront aux pieds ces
belles raisons, dès qu'ils pourront le faire
avec quelque apparence de succès.

XXXVIII. E N F I N, quand même
les Peuples pourroient abuser de la liberté
que

que nous leur donnons, il y auroit encore beaucoup moins d'inconvéniens, que de permettre tout impunément aux Souverains, & de souffrir que toute une Nation périsse, plutôt que de lui accorder le pouvoir de reprimer l'injustice de ses Gouverneurs.

C H A P I T R E VII.

Des Devoirs des Souverains.

I. **I**L y a, pour ainsi dire, un commerce & un retour naturel, des Devoirs des Sujets au Souverain, & du Souverain aux Sujets. Il faut donc après avoir parlé des premiers, dire quelque chose des seconds.

II. TOUT ce que l'on a expliqué jusqu'ici de la nature de la Souveraineté, de sa dernière fin, de son étendue & de ses bornes, fait déjà assez sentir, quels sont les principaux devoirs des Souverains; mais comme cette matière est de la dernière importance, il est nécessaire de dire là-dessus quelque chose de plus particulier, & d'en rassembler ici, comme dans un tableau, les principaux chefs.

III. PLUS la Place que les Souverains occupent, les met au-dessus des autres hommes, plus aussi leurs devoirs sont importants. S'ils peuvent faire beaucoup de bien, ils peuvent aussi faire beaucoup de mal; c'est de leur bonne ou de leur mauvaise conduite que dépend le bonheur ou le malheur d'une Nation, d'un Peuple entier. Quelle heureuse place que celle qui fournit dans tous les instans l'occasion à un homme de faire du bien à tant de milliers d'hommes! Mais aussi quel dangereux poste, que celui qui expose à tous momens à faire le malheur d'un million d'hommes! Il y a plus encore: les biens que font les Princes s'étendent quelquefois jusques dans les lieux les plus éloignés; les maux qu'ils font se multiplient de génération en génération, jusques à la postérité la plus reculée. Cela fait bien sentir l'importance de ces devoirs.

IV. POUR bien connoître les devoirs des Souverains, il ne faut que considérer avec un peu d'attention la nature & le but des Sociétés Civiles, & l'exercice des différentes parties de la Souveraineté.

V. 1°. LE premier devoir général des Princes, & qui est un préalable absolument

ment indispensable, c'est de s'instruire avec soin de tout ce qui est nécessaire, pour avoir une exacte connoissance de leurs engagements: Car une personne ne peut bien s'acquitter d'une chose qu'il ne sçait pas.

VI. CE seroit se tromper grossièrement que de croire que la science du Gouvernement soit une chose facile; rien au contraire n'est plus difficile, si l'on veut s'en bien acquitter. Quelques talens, quelque génie que l'on ait reçu de la Nature, elle demande un homme tout entier; parce que le métier le plus difficile, est de faire dignement celui de Roi. Les Régles générales pour bien gouverner, sont en petit nombre, mais la difficulté est d'en faire une juste application aux tems & aux circonstances, de les modifier à propos; & cela demande les plus grands efforts de l'application & de la prudence humaine.

VII. 2°. UN Prince, qui sera une fois bien convaincu de l'obligation où il est, de s'instruire avec la dernière exactitude, de tout ce qui lui est nécessaire, & de la difficulté qu'il y a de perfectionner cette instruction, commencera d'abord par écarter tous les obstacles qui pourroient s'y opposer; & premièrement, il est absolument nécessaire qu'un Prince ne
s'a-

s'abandonne pas aux plaisirs frivoles, aux vaines occupations & aux divertissemens, qui feroient un grand obstacle à la connoissance & à la pratique de ses Devoirs. Ensuite, il doit mettre tout en usage pour avoir auprès de lui des Personnes sages, prudentes & expérimentées; éloigner au contraire avec soin les flatteurs, les bouffons, & autres gens dont tout le mérite ne consiste que dans des choses frivoles, & entièrement indignes de l'attention d'un Souverain. Les Princes ne doivent pas choisir pour leurs Favoris, les personnes qui sont les plus propres à les divertir, mais ceux qui sont les plus capables de bien conduire l'Etat.

VIII. SUR toutes choses, ils ne sçauroient trop prendre de précautions pour se garantir des flatteurs & de la flatterie. Il n'y a nulle condition humaine qui ait un si grand besoin d'avertissemens vrais & sincères que celle des Rois. Cependant les Princes, gâtés par la flatterie, trouvent sec & austère tout ce qui est libre & ingénu. Ils deviennent si délicats que ce qui n'est pas flatterie, les blesse & les irrite; mais rien n'est plus à craindre pour eux que cette même flatterie, & il n'y a point de malheurs dans lesquels les insinuation

uations empoisonnées des flatteurs, ne puissent les précipiter. Au contraire, un Prince est trop heureux quand il naît un seul homme sous son règne, avec cette générosité qui le porte à lui parler avec franchise : un tel homme est le trésor le plus précieux de l'Etat : Les Princes sages & qui ont à cœur leurs véritables intérêts, doivent se dire continuellement que les flatteurs ne regardent qu'à eux-mêmes, & non à leur Maître, au lieu qu'un Conseiller sincère s'oublie, pour ainsi dire, lui-même, & ne pense qu'à l'avantage de son Prince.

IX. 3^o. IL faut qu'un Prince s'attache avec toute l'application possible à bien connoître la constitution de l'Etat, & le naturel des Sujets. Il ne doit pas s'en tenir là-dessus à une connoissance générale & superficielle; il faut qu'il entre dans le détail, qu'il examine avec soin quelle est la Forme de l'Etat, quel est son établissement, & sa portée; s'il est ancien ou nouveau, successif, ou électif, acquis par les Loix ou par les armes, quelle est son étendue, quelles sont ses forces, quels sont ses voisins, quels moyens & quelles ressources il a par lui-même. Car selon toutes ces circonstances, il faut différemment

ment manier le Sceptre, & lâcher ou serrer les rênes de la domination.

X. 4^e. ENSUITE, les Souverains doivent sur-tout se former aux vertus les plus nécessaires pour soutenir le poids d'un emploi aussi important, & pour régler toute leur conduite d'une manière qui soit digne de leur rang & de leur dignité.

XI. N O U S avons vû ci-devant que la vertu en général, consiste dans cette force de notre ame, qui nous met en état, non seulement de consulter, dans toutes les occasions, la droite raison; mais encore d'en suivre le conseil avec facilité, & de résister avec efficacité à tout ce qui pourroit nous déterminer au contraire. Cette seule idée de la Vertu suffit, pour faire sentir combien elle est nécessaire à tous les hommes. Mais entre tous les hommes il n'y en a point qui aient plus de Devoirs à remplir, & qui soient exposés de plus grandes tentations, que les Souverains; il n'y a aussi personne, à qui le secours de la vertu soit plus nécessaire. D'ailleurs, la Vertu, dans les Princes a encore cet avantage, c'est, qu'elle est le moyen le plus sûr qu'ils puissent mettre en usage, pour rendre leurs Sujets
eux.

eux-mêmes, sages & vertueux; ils n'ont pour cela qu'à se montrer tels eux-mêmes. L'exemple du Prince a plus de force que la Loi: c'est, pour ainsi dire, une Loi vivante, qui a plus de crédit que le commandement. Entrons dans quelque détail.

XII. LES Vertus qui sont les plus nécessaires au Souverain, sont 1°. la *Pieté*, qui est sans contredit le fondement de toutes les autres Vertus: mais il faut que ce soit une Pieté solide, éclairée, exempte de superstition & de bigoterie. Dans le haut degré où se trouvent les Souverains, le seul motif, qui peut avec quelque sûreté, les porter à acquiescer de tous leurs devoirs, c'est la crainte de DIEU. Sans cela ils se laisseroient bien-tôt aller à tout ce que les passions leur inspireroient, & les Peuples deviendroient les victimes innocentes de leur avarice & de leur cruauté. Au contraire, l'on peut tout espérer d'un Prince, qui, rempli des sentimens de la Religion, craint & respecte la Divinité, comme un *Etre Suprême* duquel il dépend, à qui il doit un jour rendre compte de la manière dont il aura gouverné. Rien est plus propre à engager les Princes à

à s'acquitter de leurs devoirs & à les guérir de la prévention dangereuse par laquelle ils croient qu'étant au-dessus des autres hommes, ils peuvent agir en Dominateurs absolus, comme s'ils ne dépendoient de personne, & qu'ils n'eussent point à rendre compte de leur conduite, & à être jugés à leur tour, après avoir jugé les autres.

XIII. 2°. L'AMOUR de la Justice & de l'Équité. Le Souverain est établi principalement pour faire rendre à chacun ce qui lui appartient. Cela doit l'engager, non-seulement à étudier la science de ces grands Jurisconsultes, qui remonte jusqu'à la première Justice, qui fait la règle de la Société humaine, & qui détermine les principes du Gouvernement & de la Politique, mais encore la science du Droit, qui descend aux affaires des Particuliers. On laisse ordinairement cette partie pour l'instruction des Gens de Robe, & on la rejette de celle des Princes, quoiqu'ils aient à donner des arrêts tous les jours, sur la Fortune, sur la Liberté, sur la Vie, sur l'Honneur & la Réputation de leurs Sujets. On parle continuellement aux Princes de la Valeur & de la Liberalité, mais si la Justice ne fert

ert pas de règle à ces deux qualités, elles dégénèrent dans les vices les plus odieux ; sans la Justice, la valeur ne fait plus que détruire, & la libéralité n'est plus qu'une folle dissipation. La Justice tient tout dans l'ordre, elle contient dans ses bornes celui qui la rend, aussi bien que ceux à qui elle est renduë.

XIV. 3°. La *Valeur*: mais il faut qu'elle soit mise en mouvement par la Justice, & conduite par la Prudence. Il faut qu'un Prince sache courir au milieu des plus grands périls, toutes les fois qu'il est utile qu'il le fasse. Il se deshonne encore plus, en évitant les dangers dans les Combats, qu'en n'allant jamais à la Guerre. Il ne faut point que le courage de celui qui commande aux autres, puisse être douteux ; mais aussi il ne faut pas chercher les périls sans nécessité. La Valeur ne peut être une Vertu, qu'autant qu'elle est réglée par la Prudence, autrement c'est un mépris insensé de la vie, c'est une ardeur brutale. La Valeur emportée n'a rien de sûr. Celui qui ne se possède point dans les dangers est plutôt fougueux que brave ; s'il ne fuit point, du moins il se trouble. Il perd la liberté de son esprit qui lui seroit nécessaire, pour

pour donner de bons ordres , pour profiter des occasions & pour renverser les ennemis. Le vrai moien de trouver la gloire, c'est d'attendre tranquillement l'occasion favorable. La Vertu se fait d'autant plus révéler, qu'elle se trouve plus simple , plus modeste , plus ennemie de tout faste. C'est à mesure que la nécessité de s'exposer aux périls augmente, qu'il faut aussi de nouvelles ressources de prévoyance & de courage , qui aillent toujours en augmentant.

XV. 4°. UNE autre Vertu, très-nécessaire aux Princes , c'est d'être fort réservés à découvrir leurs desseins & leurs pensées. Cette vertu est manifestement nécessaire à ceux qui se mêlent du Gouvernement ; elle renferme une sage défiance & une dissimulation innocente.

XVI. 5°. IL faut sur-tout qu'un Prince s'accoutume à modérer ses desirs. Ayant en main dequoi les satisfaire , si une fois il leur lâche la bride , il se portera aux derniers excès ; & à force de détruire ses Peuples , il se détruira enfin lui-même. Pour se former à cette modération , rien n'est plus nécessaire & plus utile que de s'exercer à la patience. C'est la plus nécessaire de toutes les Vertus
pour

pour ceux qui doivent commander. Il faut être patient pour devenir Maître de soi & des autres. L'impatience qui paroît ne force & une vigueur de l'ame, n'est qu'une foiblesse, & une impuissance de souffrir la peine. Celui qui ne sçait pas attendre & souffrir, est comme celui qui ne sçait pas se taire sur un secret. L'un & l'autre manque de fermeté pour se soutenir. Plus un homme impatient a de puissance, plus son impatience lui est funeste. Il n'attend rien, il ne se donne point de tems de rien mesurer, il force toutes choses pour se contenter, il rompt les branches pour cueillir les fruits avant qu'ils soient mûrs, il brise les portes plutôt que d'attendre qu'on les lui ouvre.

XVII. 6°. LA Bonté & la Clémence sont aussi des vertus nécessaires à un Prince; son office est de faire du bien; c'est pour cela qu'il a la Puissance en main, c'est aussi principalement par là qu'il doit se distinguer.

XVIII. 7°. LA Libéralité bien entendue & bien appliquée est d'autant plus essentielle à un Prince, que l'avarice est contraire à celui à qui il ne coûte presque rien d'être libéral. A le bien prendre, un Roi, tant que Roi, n'a rien à

à lui, car il se doit lui-même aux autres; mais personne ne doit être plus soigneux de bien régler l'exercice de cette noble vertu. Cela demande beaucoup de circonspection, & suppose d'ailleurs dans le Prince un juste discernement, un bon goût, qui sache placer à propos & dispenser comme il faut les Bienfaits. Sur tout il en doit faire usage pour récompenser le mérite & la vertu.

XIX. MAIS la Libéralité a ses bornes dans les Princes même les plus opulens. On peut comparer l'Etat à une famille. Le défaut de prévoyance, la dissipation des finances, & l'inclination voluptueuse des Princes, qui en sont les Maîtres font plus de mal que les plus habiles Ministres n'en peuvent réparer.

XX. POUR remplacer les trésors, repandus sans nécessité & souvent d'une manière criminelle, il faut avoir recours à des expédiens ruineux pour les Sujets & pour l'Etat. On perd le cœur de Peuples, & l'on cause des murmures & des mécontentemens toujours dangereux, dont un ennemi peut tirer avantage; ce sont là des inconvéniens dont le simple sens commun devoit faire appercevoir, si l'empportement dans les plaisirs & l'ivresse d

Pou

Pouvoir Souverain n'éteignoit pas seulement dans les Princes le flambeau de la raison. A quelles cruautés, à quelles injustices, les folles profusions de *Néron* le portèrent-elles point? Une sage économie, au contraire, supplée à ce qui manque du côté des revenus, elle maintient les Familles & les Etats, elle les fait prospérer; par elle non seulement les Princes ont de l'argent au besoin, mais encore ils possèdent le cœur de leurs Sujets, ils fournissent volontiers du leur dans les cas imprévus, quand ils voyent qu'on les a ménagés. Le contraire arrive quand un Prince a abusé de ses trésors.

XXI. VOILA une idée générale des vertus les plus nécessaires au Souverain, outre celles qui lui sont communes avec les simples Particuliers, & dont quelques-unes même sont comprises dans celles dont nous venons de parler. **CICERON** suit à peu près les mêmes idées dans le dénombrement qu'il fait des vertus Royales. (1)

XXII.

(1) *Fortem, justum, severum, gravem, magnanimum, largum, beneficum, liberalem dici, hæ sunt Regiæ laudēs.* Orat. pro Rege Dejotaro. Cap. IX.

XXII. C'EST au moyen & par le secours des vertus, dont nous venons de donner une idée, que les Souverains peuvent s'appliquer avec succès aux fonctions de leur Gouvernement, & en remplir les différens devoirs. Disons quelque chose de plus particulier sur l'exercice actuel de ces Devoirs.

XXIII. IL y a une Règle générale qui renferme tous les devoirs du Souverain, & au moyen de laquelle il peut aisément juger de tout ce qu'il doit faire dans toutes les circonstances; c'est que le bien du Peuple doit toujours être pour lui la Souveraine Loi. Cette maxime doit être le principe & le but de toutes ses actions. On ne lui a confié l'autorité Souveraine que dans cette vuë, & son exécution est le fondement de son Droit & de son Pouvoir. Le Prince est proprement l'homme du Public; il doit pour parler ainsi, s'oublier lui-même pour ne penser qu'à l'avantage & au bien de ceux qu'il gouverne. Il ne doit regarder comme avantageux pour lui-même que ce qui l'est pour l'Etat. C'étoit l'idée des Philosophes Payens. Ils définissoient un bon Prince, celui qui travaille à rendre ses Sujets heureux, & un Tyran au
contrai

contraire, celui qui ne se propose que son utilité particulière.

XXIV. L'INTERET même des Souverains demande qu'ils rapportent toutes leurs actions au Bien public; ils gagnent par cette conduite le cœur de leurs Sujets, & celui seul peut faire leur solide bonheur & leur véritable gloire.

XXV. LES Païs où la domination est la plus Despotique sont ceux où les Souverains sont moins puissans. Ils prennent tout, ils possèdent seuls tout l'Etat; mais aussi l'Etat languit, il s'épuise d'hommes & d'argent, & cette première perte est la plus grande & la plus irréparable. On fait semblant de l'adorer, on tremble à ses moindres regards; mais attendez quelque révolution; cette puissance monstrueuse, poussée jusqu'à un excès trop violent, ne sçauroit durer, parce qu'elle n'a aucune ressource dans les cœurs du Peuple. Au premier coup qu'on lui porte, l'Idole tombe & elle est foulée aux pieds. Le Roi qui dans sa prospérité ne trouvoit pas un seul homme qui osât lui dire la vérité, ne trouvera dans son malheur aucun homme qui daigne ni l'excuser ni le défendre contre ses ennemis. Il est donc également & du

Burlam. Droit Polit. T. II. I bon-

bonheur des Peuples & de l'avantage des Souverains, que ces derniers ne suivent d'autre règle dans leur manière de gouverner, que celle du bien public.

XXVI. IL n'est pas difficile de déduire de cette Règle générale les règles particulières. Les fonctions du Gouvernement regardent, ou l'intérieur de l'Etat. les intérêts du dedans, ou ceux du dehors.

A l'égard du dedans, le premier soin du Souverain doit être; 1^o. **DE FORMER SES SUJETS AUX BONNES MOEURS.**

Pour cela il est du devoir du Souverain, non-seulement de prescrire de bonnes Loix, qui enseignent à chacun de quelle manière il doit se conduire, pour procurer le Bien public, mais sur-tout de pourvoir de la manière la plus parfaite à l'instruction publique, à l'éducation de la jeunesse. C'est le seul moyen de faire en sorte, que les Sujets se conforment aux Loix par raison & par habitude, plutôt que par la crainte des peines.

XXVII. LE premier soin d'un Prince doit donc être d'établir des Ecoles publiques, pour l'instruction de la jeunesse.

& pour la former de bonne heure à la sagesse & à la vertu. Les jeunes gens ont l'espérance & la force d'une Nation. Il n'est pas tems de corriger les hommes quand ils se sont corrompus, il vaut infiniment mieux prévenir le mal que d'être réduit à le punir. Le Roi qui est le Pere de tout son Peuple, est encore plus particulièrement le Pere de la jeunesse, qui est, pour ainsi dire, la fleur de la Nation. Et comme c'est dans la fleur que se préparent les fruits, c'est aussi un des principaux devoirs des Souverains, de veiller à l'éducation de la jeunesse, & à l'instruction des Citoyens, pour jeter de bonne heure dans leurs cœurs les principes de la vertu, & pour les y entretenir & les y confirmer. Ce ne sont pas proprement les Loix & les Ordonnances, mais les mœurs, qui servent à régler l'Etat,

Quid leges sine moribus

Vanæ proficiunt ? (2).

Ceux qui ont une mauvaise éducation, ne se font pas scrupule de violer les Loix les plus précises, au lieu que les gens bien élevés se conforment de bon cœur,

I 2 !

&

(2) Horat. Liv. III. Od. XXIV. v. 35. 36.

& comme d'eux mêmes, à tous les établissemens honnêtes. Enfin, rien n'est plus propre à rendre les Citoyens véritablement Gens de bien, que de leur inspirer de bonne heure les principes & les maximes de la Religion Chrétienne, épurée de toutes les inventions humaines. Car la Religion renferme la morale la plus parfaite, & dont les maximes sont par elles-mêmes très capables de produire le bonheur de la Société.

XXVIII. 2^o. LE Souverain doit ÉTABLIR DE BONNES LOIX au sujet des affaires les plus ordinaires, que les Citoyens ont ensemble, mais il faut que ces Loix soient justes, équitables, claires, sans ambiguïté & sans contradiction; utiles, accommodées à l'Etat, & au génie du Peuple, autant du moins que le Bien de l'Etat peut le permettre, & que par leur moyen, on puisse aisément terminer les contestations: D'ailleurs on ne doit pas multiplier les Loix sans nécessité.

XXIX. J'AI dit qu'elles doivent être *proportionnées au naturel & à l'état des Peuples*, & c'est pour cette raison que nous avons dit ci-devant, que le Souverain devoit s'instruire à fond là-dessus; autrement l'on tomberoit nécessairement
dans

ans l'un de ces deux inconvéniens; ou que les Loix ne seront point observées, & qu'il faudra punir une infinité de Gens, sans que l'Etat en tire aucun avantage, ou que l'autorité des Loix sera méprisée, & qui va à la ruine de l'Etat.

XXX. J'AI dit encore, qu'on ne doit pas multiplier les Loix sans nécessité; car cela ne serviroit qu'à tendre des pièges aux Sujets, & à les exposer à des peines inévitables, sans qu'il en revint aucun avantage à la Société. Enfin, il est encore très important de régler ce qui regarde l'administration & les formalités de la Justice, de manière que chacun puisse se faire rendre ce qui lui est dû, sans perdre beaucoup de tems, & sans être obligé de faire de grandes dépenses.

XXXI. 3°. IL ne serviroit de rien de faire de bonnes Loix, si on les laisse violer impunément. Les Souverains doivent donc veiller à leur exécution, & punir les Contrevenans, sans exception de personne, selon la qualité de la faute, & le degré de malice. Il convient même quelquefois de punir d'abord sévèrement. Il y a des circonstances, où c'est une sagesse de faire d'abord des exemples qui arrêtent le cours de l'iniquité. Mais

ce qui est sur-tout nécessaire, ce que la Justice & le Bien exigent absolument, c'est que la sévérité des Loix s'exerce, non-seulement envers les petits & les pauvres, mais aussi envers les Grands & les Riches. Il seroit injuste que le Crédit, la Noblesse, & les Richesses autorisassent à insulter impunément ceux qui sont détitués de ces avantages. Le commun Peuple opprimé est souvent réduit au désespoir, & se porte enfin à se soulever avec une fureur, qui met l'Etat en grand danger.

XXXII. 4°. Les hommes ayant formé des Sociétés Civiles pour se mettre à couvert des insultes & de la malice d'autrui, & pour se procurer toutes les douceurs & tous les agrémens, qui peuvent rendre la vie commode & heureuse, le Souverain est obligé d'empêcher que les Sujets ne se fassent du tort les uns aux autres, d'entretenir une bonne Police qui garantisse du mal, & qui procure les avantages que les hommes peuvent se proposer raisonnablement. Quand les Citoyens ne sont pas tenus en règle, leur voisinage & le commerce continuel qui est entr'eux, leur fournit aisément l'occasion de se nuire les uns aux autres; mais

rie

rien n'est plus contraire à la nature & au but du Gouvernement Civil , que de permettre aux Sujets de se faire justice eux-mêmes, & de tirer raison par voye de fait, du tort qu'ils croiroient avoir reçu. Ajoutons ici un beau passage de Mr. DE LA BRUIERE (3).

» Que me serviroit-il comme à tout le
 » Peuple, que le Prince fut heureux &
 » comblé de gloire pour lui-même &
 » pour les siens, que ma Patrie fut puissante & formidable : Si, triste & inquiet, j'y vivois dans l'oppression ou dans l'indigence : Si, à couvert des courses de l'Ennemi, je me trouvois exposé dans les places ou dans les rues d'une Ville, au fer d'un assassin, & que je craignisse moins, dans l'horreur de la nuit, d'être pillé, ou massacré dans d'épaisses forêts, que dans ses Carrefours ? Si la sûreté, l'ordre & la propreté, ne rendoit pas le séjour des Villes si délicieux, & n'y avoit pas amené avec l'abondance, la douceur de la Société : Si, foible & seul de mon parti, j'avois à souffrir dans ma Métairie, du voisinage

(3) *Caractères & mœurs de ce Siècle*, Ch. X. du Souverain.

» nage d'un Grand, & si l'on avoit moins
 » pourvû à me faire justice de ses entre-
 » prises; si je n'avois pas sous ma main,
 » autant de Maîtres & d'excellens Maî-
 » tres, pour élever mes Enfans dans les
 » Sciences ou dans les Arts, qui feront
 » un jour leur établissement; si, par la
 » facilité du Commerce il m'étoit moins
 » ordinaire de m'habiller de bonnes étof-
 » fes, & de me nourrir de viandes fai-
 » nes, & de les acheter peu: si enfin par
 » les soins du Prince, je n'étois pas aussi
 » content de ma fortune, qu'il doit lui-
 » même par ses vertus l'être de la sienne?

XXXIII. 5^e. LE Prince ne peut ni
 tout voir, ni tout faire par lui-même, il
 lui faut des Aides, des Ministres. Mais
 comme les Ministres Publics tirent du
 Prince toute leur autorité, on lui attri-
 buë, comme à la cause première, tout
 ce qu'ils font de bien ou de mal. A ce
 égard il est donc du devoir des Souverains
 de faire choix de personnes de probité &
 capables des emplois qu'ils leur confient.
 Ils doivent suivre & examiner de près
 leur conduite, & les punir ou les recom-
 penser, suivant qu'ils le méritent. Enfin
 ils ne doivent jamais refuser d'écouter
 eux-mêmes les humbles remontrances &

le

les plaintes de leurs Sujets opprimés & foulés par les Ministres & les Magistrats subalternes.

XXXIV. 6°. A l'égard des Subsidés ou des Impôts, comme les Sujets ne sont obligés de les payer que quand cela est nécessaire, pour fournir aux dépenses de l'Etat, & en tems de paix & en tems de guerre, le Souverain ne doit rien exiger au-delà de ce que demandent les besoins publics, ou du moins quelque avantage considérable de l'Etat, & faire en sorte que les Sujets ne soient incommodés que le moins qu'il est possible, des charges qu'on leur impose. Il faut garder une juste proportion dans la taxe de chaque Particulier, & n'accorder à personne aucune exception ni immunité qui tourne au préjudice ou à l'oppression des autres. Le provenu des Contributions doit être uniquement employé aux besoins de l'Etat, & non en luxe, en débauches, en folles largesses, ou vaines magnificences. Il faut enfin proportionner les Dépenses aux Revenus.

XXXV. 7°. LE Souverain ne peut tirer que des Biens de ses Sujets les Revenus dont il a besoin, & les Richesses des particuliers font la force de l'Etat.

& l'avantage des Familles & des Particuliers. Un Prince ne doit donc rien négliger pour procurer la conservation & l'augmentation des Biens des Particuliers. Pour cela, il doit faire en sorte qu'ils tirent de leurs Terres & de leurs Eaux tout le profit possible, & qu'ils exercent leur industrie. On doit entretenir & favoriser les Arts Mécaniques, & faire fleurir le Négoce. Il faut encore rendre les Citoyens ménagers par de bonnes Loix Somptuaires, qui défendent les dépenses superflues, & principalement celles qui font passer aux Etrangers les Richesses des Habitans du Païs.

XXXVI. 8°. ENFIN il est également de l'intérêt & du Devoir des Souverains, de prendre garde, qu'il ne se forme des Factions & des Cabales, d'où naissent aisément des Séditions & des Guerres Civiles : Sur-tout il doit empêcher qu'aucun de ses Sujets ne dépende, sous quelque prétexte que ce soit, fut-ce sous un prétexte de Religion, d'aucune autre Puissance, soit au dedans, soit au dehors de l'Etat, pour laquelle il ait plus de soumission que pour son légitime Souverain. Voilà en général ce qu'exige la Loi du Bien public pour l'intérieur de l'Etat.

XXXVII.

XXXVII. Pour ce qui regarde le dehors, les principaux Devoirs du Prince sont,

1°. De vivre en paix avec ses Voisins autant qu'il est possible.

2°. De se ménager habilement des Traités & des Alliances, avec ceux dont il est besoin.

3°. De garder fidèlement les Traités qu'il a faits.

4°. De ne pas laisser amolir le courage de ses Sujets, mais au contraire, de l'entretenir & de l'augmenter par une bonne discipline.

5°. De faire de bonne heure & à propos les préparatifs nécessaires pour se mettre en état de défense.

6°. De n'entreprendre aucune Guerre injuste ou téméraire.

7°. Enfin, il doit être très attentif, même en tems de Paix, aux desseins & aux démarches de ses Voisins.

XXXVIII. Nous n'en dirons pas davantage sur la matière des Devoirs des Souverains. Il suffit quant à présent d'en avoir indiqué les Principes généraux, & rassemblé les principaux traits. Ce qui nous reste à dire dans la suite, sur les différentes Parties de la Souveraineté en particulier, en fera assez connoître les détails.

FIN DE LA SECONDE PARTIE.



TROISIEME PARTIE.

Examen plus particulier des Parties essentielles de la Souveraineté, ou des différens Droits du Souverain par rapport à l'intérieur de l'Etat, tels que sont le Pouvoir Législatif, le Pouvoir Souverain en matière de Religion, le Droit d'infliger des Peines, & celui que le Souverain a sur les Biens renfermés dans l'Etat.

CHAPITRE PREMIER.

Du Pouvoir Législatif & des Loix Civiles qui en émanent.

§ I. **N**OUS avons expliqué jusqu'ici tout ce qui regarde la nature de la Souveraineté Civile en général, du Gouvernement & de la Souveraineté qui

qui en est l'ame. Il ne reste pour remplir le Plan que nous nous sommes fait, que d'examiner plus particulièrement les différentes Parties de la Souveraineté, tant celles qui regardent directement l'intérieur de l'Etat, que celles qui ont rapport à l'extérieur, ou aux Etats Etrangers, & qui nous donnera lieu d'expliquer les principales Questions, qui ont rapport à ces matières; & c'est à quoi nous destignons cette troisième Partie & la suivante.

II. ENTRE les Parties essentielles de la Souveraineté, nous avons mis au premier rang le *Pouvoir Législatif*, c'est-à-dire le Pouvoir qu'a le Souverain de donner des Loix à ses Sujets, & de leur prescrire la manière dont ils doivent régler leur conduite, & c'est de ce Pouvoir qu'émanent les *Loix Civiles*. Comme ce Droit du Souverain fait, pour ainsi dire, le fond de la Souveraineté, il est au bon ordre de commencer par l'explication de ce qui le concerne.

III. Nous ne répéterons point ici ce que nous avons dit ailleurs de la nature des Loix en général; mais en supposant les Principes que nous avons établi là-dessus, nous nous contenterons d'examiner la nature & l'étendue du Pouvoir Législatif dans

dans la Société, & celle des Loix Civiles & des Ordonnances du Souverain qui en découlent.

IV. ON appelle donc *Loix Civiles*, toutes celles que le Souverain de la Société impose à ses Sujets. L'assemblage ou le Corps de routes ces Loix, c'est ce qu'on appelle *Droit Civil*. Enfin, la Jurisprudence Civile n'est autre chose que cet Art, au moyen duquel on fait les Loix Civiles, on les explique lorsqu'elles ont quelque obscurité, & par lequel on les applique convenablement aux actions des Citoyens.

V. L'ETABLISSEMENT de la Société Civile devoit être un Etablissement fixe & perpétuel, & qui pourvût d'une manière sûre au bonheur des hommes & à leur tranquillité; pour cela il falloit y établir un ordre constant, & c'est ce qui ne pouvoit se faire que par des Loix fixes & bien déterminées.

VI. Nous avons déjà remarqué ci-devant, qu'il étoit nécessaire que l'on prit des mesures convenables, pour donner aux Loix naturelles tout l'effet qu'elles devoient avoir, afin de rendre les hommes heureux; & c'est ce que l'on exécute au moyen des Loix Civiles.

Car 1°. Elles servent à faire connoître plus particulièrement les Loix Naturelles elles-mêmes.

2°. Elles leur donnent un nouveau degré de force, & en rendent l'observation plus assurée au moyen de leur Sanction, & des peines que le Souverain inflige à ceux qui les méprisent & qui les violent.

3°. D'ailleurs, il y a bien des choses que le Droit Naturel prescrit seulement d'une manière générale & indéterminée; en sorte que le tems, la manière, & l'application aux personnes & aux circonstances, sont laissées au discernement & à la prudence d'un chacun. Cependant il étoit nécessaire au bon ordre & à la tranquillité publique que toutes ces choses fussent réglées, & c'est ce que font les Loix Civiles.

4°. Elles servent aussi à expliquer ce qu'il peut y avoir d'obscur, dans les maximes du Droit Naturel.

5°. Elles modifient en diverses manières l'usage des Droits que chacun a naturellement.

6°. Enfin, elles déterminent les formalités que l'on doit suivre, les précautions que l'on doit prendre, pour rendre efficaces & valables, les différens engagements

mens que les hommes contractent entr'eux, & font voir de quelle manière chacun doit poursuivre son Droit en Justice.

VII. AINSI, pour se faire une juste idée des Loix Civiles, il faut dire, que comme la Société Civile n'est autre chose que la Société Naturelle elle-même, modifiée par l'établissement d'un Souverain qui commande pour y maintenir l'ordre & la paix, de même aussi les Loix Civiles sont les Loix Naturelles elles-mêmes, perfectionnées & modifiées d'une manière convenable à l'Etat de la Société & à ses avantages.

VIII. CELA étant, on peut fort bien distinguer deux sortes de Loix Civiles : les unes sont telles par rapport à leur autorité seulement, & les autres par rapport à leur origine. On rapporte à la première Classe toutes les Loix Naturelles, qui servent de règle dans les Tribunaux Civils, & qui sont, d'ailleurs, confirmées par une nouvelle Sanction du Souverain. Telles sont toutes les Loix qui déterminent quels sont les crimes qui doivent être punis en Justice, quelles sont les obligations pour lesquelles on doit avoir action devant les Tribunaux &c.

Pour les Loix Civiles ainsi appelées à
cause

ause de leur origine, ce sont des Loix arbitraires, qui ont uniquement pour principe la volonté du Souverain, & qui supposent certains établissemens humains: Ou bien, qui roulent sur des choses qui se rapportent au Bien particulier de l'Etat, quoiqu'indifférentes en elles-mêmes & indéterminées par le Droit Naturel. Telles sont les Loix, qui régulent les formalités nécessaires aux Contrats, aux Testamens, la manière de procéder en Justice &c. Bien entendu que tous ces Réglemens doivent tendre au bien de l'Etat & des Particuliers; & ainsi ce sont proprement des Supplémens aux Loix Naturelles elles-mêmes.

IX. IL est très important de bien distinguer dans les Loix Civiles, ce qu'elles ont de naturel & de nécessaire, de ce qui n'est qu'arbitraire. Les maximes du Droit Naturel, sans l'observation desquelles les Citoyens ne sçauroient vivre en paix, doivent nécessairement avoir force de Loi dans les Etats; il ne dépend pas du Prince de les laisser en arrière. Pour les autres règles du Droit Naturel qui n'intéressent pas si essentiellement le bonheur de la Société, il ne convient pas toujours de leur donner force de Loi. L'examen des
ac-

actions contraires à ces maximes seroit souvent d'une discussion très difficile. D'ailleurs cela donneroit lieu à une infinité de Procès. Enfin, il étoit convenable de laisser aux véritables Gens de bien, aux cœurs généreux, l'occasion de se distinguer par la pratique des devoirs, dont la violation n'emporte aucune peine devant le Tribunal humain.

X. CE que l'on vient de dire de la nature des Loix Civiles, est suffisant pour faire comprendre que quoi-que le pouvoir Législatif soit un pouvoir *suprême*, cependant ce n'est pas un Pouvoir *arbitraire* mais qu'au contraire, il se trouve limité en plusieurs manières.

1°. Et comme le Souverain tient originellement la Puissance Législative de la volonté de chaque Membre de la Société, il est bien évident que personne ne peut conférer à autrui plus de Droit qu'il n'en a lui-même, & que par conséquent la Puissance Législative ne peut s'étendre au-delà. Le Souverain ne peut donc ni commander, ni défendre que des choses ou des actions volontaires ou possibles.

2°. D'ailleurs, les Loix Naturelles disposent des actions humaines antécédem-

enment aux Loix Civiles, & les hommes ne sçauroient se soustraire à l'autorité des premières. Donc ces Loix primitives limitent encore le pouvoir du Souverain, & il ne sçauroit rien déterminer arbitrairement au contraire de ce qu'elles commandent ou défendent expressément.

XI. MAIS il faut bien prendre garde de ne pas confondre ici deux choses tout-à-fait distinctes, je veux dire, l'ETAT NATUREL, & les LOIX DE LA NATURE. L'Etat Naturel & primitif de l'homme peut souffrir différens changemens, diverses modifications dont l'homme est le maître, & qui n'ont rien de contraire à ses obligations & à ses devoirs. A cet égard, les Loix Civiles peuvent bien apporter quelques changemens à l'état naturel des hommes, & en conséquence faire quelques Réglemens inconnus au Droit Naturel, sans que pour cela, elles aient rien de contraire aux Loix Naturelles, qui supposent l'Etat de Liberté dans toute son étendue, mais qui permettent pourtant à l'homme de modifier & de restreindre cet état, de la manière qui lui paroît la plus avantageuse.

XII. CEPENDANT, nous sommes bien éloignés d'approuver la pensée de ces
Politique

Politiques, * qui prétendent qu'il n'est pas possible que les Loix Civiles soient contraires au Droit Naturel ; *parce* (disent-ils) *qu'il n'y a rien de Juste ou d'injuste avant leur établissement.* Ce que nous venons de dire, & les principes que nous avons établi dans tout le cours de cet ouvrage, font assez sentir le peu de fondement de cette opinion.

XIII. IL est aussi ridicule de soutenir qu'avant l'établissement des Loix Civiles & de la Société, il n'y eût aucune Règle de Justice à laquelle les hommes fussent assujettis, que si l'on prétendoit que la vérité & la droiture dépendent de la volonté des hommes, & non pas de la nature même des choses. Il auroit même été impossible aux hommes de fonder des Sociétés qui pussent se maintenir, si antécédemment à ces Sociétés, il n'y avoit eu ni Justice, ni Injustice, & si l'on n'avoit été persuadé, qu'il étoit juste de tenir sa parole, ou injuste d'y manquer.

XIV. TELLE est en général l'étendue du Pouvoir Législatif & la nature des Loix Civiles, au moyen desquelles ce Pouvoir se développe. Il en résulte que toute la force des Loix Civiles con-

* *Hobbes*

siste

ste en ces deux choses , sçavoir dans
leur *Justice* & dans leur *Autorité*.

XV. L'Autorité des Loix consiste dans
la force , que leur donne la puissance de
celui , qui étant revêtu du Pouvoir Lé-
gislatif , a droit de faire ces Loix , &
dans l'ordre de Dieu , qui commande de
lui obéir. Pour la Justice des Loix Ci-
viles , elle dépend de leur raport à l'or-
dre de la Société , dont elles sont les
règles , & de leur convenance avec
l'utilité particulière . qui se trouve à les
établir selon que les tems & les lieux le
commandent.

XVI. ET puisque la Souveraineté ,
le Droit de commander , a pour fonde-
ment naturel une *Puissance Bien-faisante* ,
s'ensuit nécessairement que l'*Autorité*
de la *Justice* des Loix , sont deux cara-
ctères essentiels à leur nature , & au
sans lesquels elle ne sçauroit produire
une véritable obligation. La Puissance
Souveraine fait l'autorité de ses Loix ,
sa Bénéficence ne lui permet pas d'en
faire d'injustes.

XVII: QUELQUES certains & inconta-
bles que soient ces Principes géné-
raux , il faut cependant prendre garde de
ne pas abuser dans l'application. Il est
sans

fans doute essentiel à toute Loi, qu'elle soit juste & équitable; mais il ne faut pas conclure de là que les Particuliers soient en droit de refuser d'obéir aux Ordonnances du Souverain, sous prétexte qu'ils ne les trouvent pas tout-à-fait justes. Car outre qu'il faut donner quelque chose à la foiblesse inséparable de l'humanité, le soulèvement contre la Puissance Législative, qui fait toute la sûreté de la Société, va au renversement de la Société. Et les Sujets sont dans l'obligation de souffrir les inconvéniens qui peuvent résulter de quelques Loix injustes, plutôt qu'd'exposer par leur rébellion l'Etat à être renversé.

XVIII. MAIS si l'abus de la Puissance Législative alloit jusqu'à l'excès, & au renversement des Principes fondamentaux des Loix Naturelles, & des Devoirs qu'elles imposent, il n'y a nul doute que dans ces circonstances, les Sujets autorisés par l'exception des Loix Divines, ne fussent en droit, & même dans l'obligation de refuser d'obéir à des Loix de cette nature.

XIX. CE n'est pas assez: Afin que les Loix imposent une véritable obligation, qu'elles soient justes & équitable

faut encore que les Sujets en aient une parfaite connoissance. Cependant les Sujets ne sçauroient connoître, par eux-mêmes, les Loix Civiles, du moins dans ce qu'elles ont d'arbitraire. Elles sont à cet égard, comme des faits que l'on peut ignorer. Le Souverain doit donc publier ces Loix, & il doit exercer la justice, non par des décrets arbitraires & formés sur le champ, mais par des Loix bien stables & dûment notifiées.

XX. Ces principes nous fournissent une réflexion importante pour les Souverains. Puisque la première qualité de la Loi est, qu'elle soit connue, les Souverains doivent les publier de la manière la plus claire. En particulier, il est absolument nécessaire que les Loix soient écrites dans la Langue du País; il seroit même convenable qu'on ne se servit pas d'une Langue étrangère dans les Ecoles de Jurisprudence. Car que peut-on concevoir de plus contradictoire avec le principe qui veut, que les Loix soient parfaitement connues, que de se servir de Loix étrangères, écrites dans une Langue morte, & inconnue au commun des hommes, & de faire enseigner ces Loix dans la même Langue? On ne sçauroit s'empêcher de
le

le dire ; c'est là un reste de barbarie , également contraire à la gloire des Souverains & à l'avantage des Sujets.

XXI. Si donc on suppose les Loix Civiles , accompagnées des conditions dont nous venons de parler , elles ont sans contredit la force d'obliger les Sujets à leur observation. Chaque Particulier est tenu de se soumettre à leurs Réglemens tant qu'ils ne renferment rien de manifestement contraire aux Loix Divines soit Naturelles , soit Révélées ; & cela non-seulement par la crainte des peines qui sont attachées à leur violation , mais encore par principe de conscience , & en vertu d'une maxime même du Droit Naturel , qui ordonne d'obéir aux Souverains en tout ce que l'on peut faire sans crime.

XXII. POUR bien comprendre l'effet des Loix Civiles , il faut remarquer que l'obligation qu'elles imposent , s'étend non-seulement sur les actions extérieures mais encore jusques sur l'intérieur de l'homme , sur les pensées de son esprit & les sentimens de son cœur. Le Souverain en prescrivant des Loix à ses Sujets , propose de les rendre véritablement sages & vertueux : S'il commande une bonne action

tion, il veut que ce soit par principe qu'on l'exécute ; & lors qu'il défend un crime, il ne défend pas seulement l'action extérieure, mais il défend même d'en concevoir la pensée, d'en former le dessein.

XXIII. En effet, l'homme étant par nature, un Etre intelligent & libre, ne se porte à agir qu'en conséquence de ses jugemens, par une détermination de sa volonté, & par un principe intérieur. Or cela étant, le moyen le plus efficace que le Souverain puisse employer, pour procurer le bonheur & la tranquillité publique, c'est de travailler sur l'intérieur, sur le principe des actions humaines, en formant l'Esprit & le Cœur des Sujets à la sagesse & à la vertu.

XXIV. Aussi est-ce dans cette vue, pour cette fin, que sont formés tous les établissemens publics, pour l'éducation de la jeunesse. Toutes les Ecoles publiques & tous les Docteurs qui y enseignent, sont établis pour cela. Le but de tous ces établissemens, c'est d'éclairer les hommes, de les instruire & de leur inspirer de bonne heure les règles d'une vie sage & honnête. Ainsi le Souverain a par l'instruction un moyen très efficace

d'infinuer, dans l'ame de ses Sujets, les idées & les sentimens qu'il veut leur inspirer, & par là son autorité a de très-grandes influences sur les actions intérieures, sur les pensées & les sentimens des hommes, qui se trouvent ainsi soumis à la direction des Loix, autant du moins que la nature de la chose peut le permettre.

XXV. Nous finissons ce Chapitre par l'examen d'une question qui se présente ici-naturellement.

On demande donc, si un Sujet peut exécuter innocemment un Ordre injuste de son Souverain, ou s'il doit plutôt refuser constamment d'obéir, même au péril de perdre la vie? PUFFENDORF semble ne répondre à cette question qu'avec hésitant; mais il se détermine enfin pour le sentiment d'HOBBS, & il dit, « Qu'il faut bien distinguer, si le Souverain nous commande de faire, en notre propre nom, une action injuste, qu'elle soit réputée nôtre; ou bien, s'il nous ordonne de l'exécuter en son nom, & en qualité de simple instrument, & comme une action qu'il repete sienne. Au dernier cas, il prétend que l'on peut sans crainte exécuter l'action ordonnée par »

par le Souverain, qui alors en doit être regardé comme l'unique Auteur, & sur qui toute la faute en doit retomber. C'est ainsi, par exemple, que les Soldats doivent toujours exécuter les ordres de leur Prince, parce qu'ils n'agissent pas en leur propre nom, mais comme instrumens & au nom de leur Maître. Mais au contraire, il n'est jamais permis de faire en son propre nom, une action injuste, directement opposée aux lumières d'une conscience éclairée. C'est ainsi, par exemple, qu'un Juge ne devroit jamais, quelque ordre qu'il en eut du Prince, condamner un innocent, ni un témoin à déposer contre la vérité.

XXVI. MAIS il me semble que cette distinction ne lève pas la difficulté; car de quelque manière qu'on prétende qu'un sujet agisse dans ces cas là, soit en son propre nom, soit au nom du Prince, sa volonté concourt toujours en quelque sorte, à l'action injuste & criminelle qu'il exécute. Ainsi, ou il faut toujours lui imputer en partie l'une & l'autre action, ou l'on ne doit lui en imputer aucune.

XXVII. LE plus sûr est donc, de distinguer ici entre un ordre évidemment

& manifestement injuste, & celui, dont l'injustice n'est que douteuse ou apparente. Quant au premier, il faut soutenir généralement, & sans restriction, que les plus grandes menaces ne doivent jamais porter à faire, même par ordre & au nom du Souverain, une chose qui nous paroît évidemment injuste & criminelle, & qu'encore que l'on soit fort excusable devant le Tribunal humain, d'avoir succombé à une si rude épreuve, on ne l'est pourtant pas devant le Tribunal de DIEU.

XXVIII. AINSI un Parlement, par exemple, à qui un Prince ordonneroit d'enregistrer un Edit manifestement injuste, doit sans contredit refuser de le faire. J'en dis autant d'un Ministre d'Etat, que son Maître voudroit obliger à expédier ou à faire exécuter quelque Ordre plein d'iniquité ou de tyrannie; d'un Ambassadeur à qui son Maître donne des ordres accompagnés d'une injustice manifeste, ou d'un Officier à qui le Roi commanderoit de tuer un homme dont l'innocence est claire comme le jour. Dans ces cas là, il faut montrer un noble courage & résister de toutes ses forces à l'injustice, même au péril de tout ce qui peut nous en arriver. *Il vaut mieux obéir*

DIEU

DIEU qu'aux hommes. Et en promettant au Souverain une fidèle obéissance, on n'a jamais pû le faire que sous la condition qu'il n'ordonneroit jamais rien qui fût manifestement contraire aux Loix de DIEU, soit Naturelles soit Révélées. Il y a là-dessus un beau Passage dans une Tragédie de SOPHOCLE ; « Je ne croyois pas, (dit *Antigone* à *Creon*, Roi de Thebes,) « que les Edits d'un homme mortel tel que vous, eussent tant de force, qu'ils dûssent l'emporter sur les Loix des Dieux mêmes, Loix non écrites à la vérité, mais certaines, & immuables ; car elles ne sont pas d'hier ni d'aujourd'hui, on les trouve établies de tems immémorial, personne ne sçait quand elles ont commencé. Je ne devois donc pas, par la crainte d'aucun homme, m'exposer en les violant, à la punition des Dieux (1).

XXIX. MAIS s'il s'agissoit d'un Orre qui nous parut injuste, mais d'une injustice douteuse, alors le plus sûr, sans contredit, c'est d'obéir. Le Devoir de obéissance étant d'une obligation claire & évidente, il doit l'emporter dans le

K 3

dou-

(1) *Sophocl. Antigon. V. 463. &c.*

doute. Autrement, & si l'obligation où sont les Sujets d'obéir aux Ordres de leur Souverain, leur permettoit de refuser de les exécuter, jusqu'à ce qu'ils fussent pleinement convaincus de leur justice, cela reduiroit manifestement l'autorité du Prince à rien, anéantiroit tout Ordre & le Gouvernement même. Il faudroit que les Soldats, les Huissiers, les Bourreaux entendissent la Politique & la Jurisprudence, sans quoi ils pourroient se dispenser d'obéir, sous le prétexte qu'ils ne seroient pas bien convaincus de la justice des Ordres qu'on leur donne, ce qui mettroit évidemment le Prince hors d'état d'exercer les fonctions du Gouvernement. C'est donc aux Sujets à obéir dans ces circonstances, & si l'action est injuste en elle-même, on ne fauroit raisonnablement leur en rien imputer, mais la faute toute entiere retombe sur le Souverain.

XXX. RASSEMBLONS ici en peu de mots les principales attentions que doit avoir le Souverain dans l'Etablissement des Loix.

1°. Il doit donner toute son attention à ces Régles primitives de Justice, que DIEU lui-même a établies, & faire en sorte que ces Loix y soient parfaitement conformes.

2°. Il faut que les Loix soient de nature à pouvoir être observées & suivies avec facilité. Les Loix d'une exécution trop difficile ne sont propres qu'à compromettre l'autorité des Magistrats, ou à donner lieu à des soulèvemens capables de renverser l'Etat.

3°. Il faut bien se garder de faire des Loix sur des choses inutiles & non nécessaires.

4°. Que les Loix soient telles que les Sujets se portent d'eux-mêmes, plutôt que par nécessité, à leur observation. Pour cela, il ne faut faire que des Loix dont l'utilité soit évidente, ou du moins expliquer & faire connoître aux Sujets les raisons & les motifs qui ont porté à les établir.

5°. L'on ne doit pas facilement se porter à changer les Loix établies, sans une grande nécessité. Les fréquens changemens aux Loix affoiblissent sans contredit leur autorité, & celle du Souverain lui-même.

6°. Le Souverain ne doit pas accorder des dispenses légèrement & sans de très fortes raisons; autrement on affoiblit les Loix & on donne lieu à des jalousies, toujours pernicieuses à l'Etat & aux particuliers.

7°. Il faut faire enforte, que les Loix s'entr'aident les unes les autres, c'est-à-dire, que les unes préparent à l'observation des autres, & qu'elles la rendent plus facile; c'est ainsi, par exemple, que de sages Loix Somptuaires qui mettent des bornes à la dépense, contribuent beaucoup à l'exécution des Loix, qui ordonnent les Impôts & les Contributions publiques.

8°. Un Prince qui veut faire de nouvelles Loix, doit sur-tout être attentif aux circonstances; c'est principalement de là que dépend le succès d'une Loi nouvelle, & la manière dont elle est reçue.

9°. Enfin, le moyen le plus efficace qu'un Prince puisse mettre en œuvre, pour faire observer ses Loix exactement, c'est de s'y assujettir lui-même & de montrer le premier l'exemple, ainsi que nous l'avons déjà remarqué ci-devant.



C H A P I T R E II.

Du droit de juger des Doctrines qui s'enseignent dans l'Etat : Du soin que le Souverain doit prendre de former les Mœurs de ses Sujets.

§ I. **D**ANS l'énumération que nous avons faite ci-devant des Parties essentielles de la Souveraineté, nous avons compris le Droit de juger des Doctrines qui s'enseignent dans l'Etat, & en particulier de tout ce qui peut avoir rapport à la Religion. Ce Droit est un des plus considérables du Souverain, qu'il lui importe le plus de conserver & de ménager, suivant les règles de la Justice & de la Prudence. Tâchons d'en faire sentir la nécessité, d'en bien établir les fondemens, & d'en marquer l'étendue & les bornes.

§ II. LE premier Devoir du Souverain doit être de travailler à former le cœur & l'esprit de ses Sujets. Ce seroit en vain qu'il établiroit les meilleures Loix, qu'il prescriroit des règles de conduite sur toutes les choses qui ont quelque

rapport au bien de la Société, si d'ailleurs il ne prenoit pas les mesures convenables, pour bien faire connoître aux hommes la justice & la nécessité de ces règles, & les avantages que leur observation doit leur procurer.

§ III. EN effet, toutes les actions humaines, ayant pour principe la volonté, & les actes de la volonté dépendant des idées que l'on se fait, du bien & du mal, des récompenses ou des peines, qui doivent suivre l'exécution ou l'omission d'une chose, de sorte que chacun se conduit suivant l'opinion où il est : Il est bien manifeste, que la première attention du Souverain doit être, de faire éclairer l'Esprit de ses Sujets, & de ne rien négliger pour qu'ils soient bien instruits dès leur Enfance, de tous les principes qui peuvent les former à une vie honnête & tranquille, & des Doctrines conformes au but & à l'avantage des Sociétés. C'est-là le moyen le plus efficace de porter les hommes à une obéissance prompte & sûre, & de former insensiblement leurs mœurs : sans cela les Loix ne sont qu'un frein insuffisant pour retenir les hommes dans les bornes de leur devoir. Tant que les hommes n'o-
beis-

beïssent pas aux Loix par principe, leur obéïssance n'est que précaire & n'a rien d'assuré, tout disposés à se soustraire à leur devoir, dès qu'ils croiront pouvoir le faire impunément.

IV. SI donc la manière de penser des hommes, si les idées, & les opinions communément reçues, & auxquelles ils sont accoutumés, ont tant d'influence sur leur conduite; si elles peuvent si fort contribuer au bien ou au malheur de l'Etat, & s'il est du devoir du Souverain de veiller là-dessus & d'y donner tous ses soins, il ne doit rien négliger de tout ce qui peut contribuer à l'éducation de la jeunesse, à l'avancement des Sciences & aux progrès de la Vérité. Mais si cela est ainsi, il faut nécessairement lui accorder le Droit de juger des Doctrines qui s'enseignent publiquement, & de bannir toutes celles qui par elles-mêmes pourroient être opposées au bien & à la tranquillité publique.

V. C'EST donc au Souverain seul, qu'il appartient d'établir des Académies, des Ecoles publiques de toute espèce, & d'autoriser les personnes qui doivent y enseigner; c'est à lui à prendre garde que l'on n'y enseigne rien, sous quelque prétexte que ce soit, qui soit contraire

228 Part.III. Ch.II. *Du Droit de juger*
aux maximes fondamentales du Droit Naturel, aux Principes de la Religion ou de la bonne Politique, en un mot, rien de tout ce qui seroit capable de produire des impressions funestes au bonheur de l'Etat.

VI. **M**AIS les Souverains doivent bien faire attention à la manière de faire usage du Droit dont nous parlons, à ne pas le pousser au-delà de ses véritables bornes, & à ne s'en servir que suivant les Régles de la Justice & de la prudence. Autrement, il pourroit y avoir, & il y a souvent en effet, de grands abus à ce sujet; soit parce que l'on prend mal à propos pour nuisible à l'Etat ce qui dans le fonds ne donne aucune atteinte au bien public, ou même ce qui seroit avantageux à la Société; soit parce que sous ce prétexte les Princes, ou d'eux mêmes, ou à l'instigation de quelques malhonnêtes gens, s'érigent en Inquisiteurs à l'égard des opinions les plus indifférentes & les plus innocentes, pour ne pas dire les plus vraies, sur-tout en matiere de Religion.

VII. **L**ES Princes ne sauroient donc être trop en garde là-dessus, pour ne pas s'en laisser imposer par des esprits mal

mal-faits ou envieux, qui sous le prétexte du bien & de la tranquillité publique ne cherchent que leur intérêt particulier, & qui ne font tous leurs efforts pour rendre suspectes certaines opinions, que dans la vuë de perdre les plus honnêtes gens.

VIII. L'AVANCEMENT des Sciences, les progrès de la Vérité demandent que l'on accorde une honnête liberté à tous ceux qui s'y appliquent, & que l'on ne condamne pas comme criminel un homme, par cela seul, qu'il a sur certaines choses des idées différentes de celles qui sont reçues communément. Il y a plus: la différente manière de penser sur les mêmes sujets, la diversité d'idées & d'opinions, bien loin de traverser les progrès de la vérité, lui est au contraire en elle-même avantageuse, pourvu du moins que les Souverains prennent des mesures convenables, pour obliger les Gens de Lettres à se contenir dans les justes égards, que les hommes se doivent les uns aux autres, & à demeurer dans les bornes de la modération; & que pour cet effet, ils repriment par leur autorité, ceux qui s'échauffent mal à propos dans les disputes, qui s'émancipent
jus-

jusqu'à injurier, à calomnier & à vouloir rendre suspects & odieux, ceux qui ne pensent pas comme eux : Il faut tenir pour constant, que la Vérité est par elle-même très avantageuse aux hommes & à la Société, que nulle opinion véritable n'est contraire à la paix, & que toutes celles qui sont par elles-mêmes contraires à la paix, doivent dès-là être regardées comme fausses. Autrement, il faudroit dire que la Paix & la Concorde repugnent aux Loix Naturelles.

C H A P I T R E III.

Du Pouvoir Souverain en matière de Religion:

§. I. **L**A matière du pouvoir Souverain, par rapport à la Religion, est de la dernière importance. Personne n'ignore les disputes qu'il y a eu de tout tems là-dessus entre l'Empire & le Sacerdoce, & combien les suites en ont été funestes pour la plupart des Etats; ainsi il est également nécessaire & au Souverain & aux Sujets de se faire là-dessus de justes idées.

§ II. JE dis donc , que la Souveraine
 atorité sur les choses de la Religion ,
 doit nécessairement appartenir au Souve-
 ain ; & voici quelles sont mes preuves.

III. JE remarque , 1°. Que si l'inté-
 t de la Société exige que l'on établisse
 es Loix sur les choses humaines , c'est-
 -dire , qui intéressent proprement & di-
 ectement le bonheur temporel , ce mê-
 e intérêt ne sçauroit permettre que l'on
 églice tout-à-fait à cet égard les choses
 ivines , celles qui regardent la Reli-
 ion , & qu'on les laisse sans aucune Ré-
 le. C'est ce qui a été reconnu de tout
 ms , & chez tous les Peuples , & c'est
 l'origine du Droit Civil , proprement
 nsi nommé , & du Droit Sacré ou Ec-
 ésastique. Toutes les Nations policées
 nt établi chez elles cette double Juris-
 rudence.

IV. MAIS si les choses de la Reli-
 ion ont besoin à divers égards de la dis-
 ensation humaine , ce n'est qu'au Sou-
 erain seul que le droit d'en disposer en
 ernier ressort peut appartenir.

Première Preuve. C'est ce qui se prouve
 une manière incontestable par la nature
 même de la Souveraineté , qui n'est au-
 re chose que le droit de commander en
 der-

dernier ressort dans la Société, & qui par conséquent ne souffre rien non seulement qui soit au-dessus d'elle, mais même qui ne lui soit assujetti, & qui embrasse dans son étendue, tout ce qui peut intéresser le bonheur de l'Etat, & le *Sacré* comme le *Prophane*.

V. LA nature de la Souveraineté ne sçauroit permettre que l'on soustraie à son autorité quoi que ce soit, de tout ce qui est susceptible de la direction humaine. Car ce que l'on voudroit soustraire de l'autorité du Souverain, ou l'on le laissera dans l'indépendance, ou bien on l'assujettira à l'autorité de quelque autre personne différente du Souverain même.

VI. Si l'on n'établit aucune Règle dans les choses de la Religion, ce seroit les jeter dans une confusion, dans un desordre tout-à-fait opposé au bien de la Société, incompatible avec la nature même de la Religion, & directement contraire aux vûes de DIEU, qui en est l'Auteur. Que si on prend le parti de soumettre ces mêmes choses à quelque autorité indépendante de celle du Souverain, on tombe dans un nouvel inconvénient; puis qu'alors on établit dans une seule & même Société, deux Puissances

nces Souveraines & indépendantes l'une de l'autre, ce qui est également incompatible avec la nature de la Souveraineté & contradictoire avec soi-même.

VII. EN effet s'il y avoit plusieurs souverains, ils pourroient aussi donner des ordres contraires; mais qui ne voit que ces ordres opposés par rapport à un même sujet, choquent manifestement la nature des choses? qu'ils ne sçauroient avoir leur effet, ni produire une véritable obligation: Comment seroit-il possible, par exemple, qu'un même homme recevant en même tems des ordres opposés de la part de deux Supérieurs, comme de se rendre au Camp & d'aller au Temple, soit dans l'obligation d'obéir à tous deux? si l'on dit qu'il n'est pas obligé d'obéir à tous les deux, il y aura donc quelque subordination de l'un à l'autre; l'Inférieur cédera au Supérieur, & il ne sera pas vrai de dire, qu'ils étoient tous les deux Souverains & Indépendans. On peut fort bien appliquer ici les paroles de JESUS - CHRIST lui-même. *Nul ne peut servir deux Maîtres, & tout Royaume divisé contre soi-même périra nécessairement.*

VIII. *Seconde Preuve.* JE tire
ma

ma seconde preuve de la fin de la Société Civile , & de la Souveraineté. La fin de la Souveraineté , c'est sans doute le bonheur des Peuples , la conservation de l'Etat. Or comme la Religion peut en diverses manières ou nuire ou servir à la Société , il s'ensuit que le Souverain a Droit sur la Religion , du moins autant qu'elle peut relever du Commandement humain ; celui qui a droit à la *fin* , a sans contredit droit aux *moyens* qui y conduisent.

IX. OR , que la Religion puisse nuire ou servir à l'Etat en différentes manières , c'est ce que nous avons prouvé ci - devant , dans le premier volume de cet Ouvrage.

1°. Tous les hommes ont toujours reconnu que la Divinité fait principalement dépendre ses Graces , par rapport à un Etat , du soin que le Souverain prend de la faire servir & honorer.

2°. La Religion peut par elle même contribuer beaucoup à rendre les hommes plus obéissans aux Loix , plus attachés à leur Patrie , plus équitables entr'eux.

3°. Les Dogmes même & les Cérémonies de la Religion influent considérablement sur les mœurs , & sur la félicité

ité publique. Les idées que les hommes ont eues de la Divinité, les ont jetés dans des Cultes monstrueux, & jusqu'à immoler des victimes humaines. Ils ont même pris de ces fausses idées des raisons pour s'autoriser dans le crime, dans la cruauté & dans la licence, comme on peut le voir par la lecture des poètes. Puis donc que la Religion a tant d'influence sur le bonheur ou le malheur de la Société, qui peut douter qu'elle ne soit du ressort du Souverain ?

X. Troisième Preuve. IL y a plus encore, & ce que l'on vient de dire fait voir que c'est une nécessité au Souverain, d'un de ses Devoirs les plus essentiels, de faire de la Religion, qui renferme les intérêts les plus considérables des hommes, le principal objet de ses soins & de son application. Il doit donc travailler à pourvoir au bonheur éternel de ses Sujets, aussi bien qu'au bonheur temporel & présent. C'est une chose qui est du ressort de son autorité.

XI. Quatrième Preuve. EN un mot, c'est une nouvelle preuve, on ne sauroit reconnoître en général que deux Souverains, sçavoir DIEU & le Prince : l'Empire de DIEU, est un Empire éminent

nent, absolu & universel. Les Princes mêmes lui sont soumis. La Souveraineté du Prince tient le second rang, elle est subordonnée à celle de DIEU; mais en telle sorte que le Prince a un plein droit de disposer de toutes les choses qui peuvent intéresser le bonheur de la Société, & qui par leur nature sont susceptibles de la dispensation humaine.

XII. A P R È S avoir ainsi établi le Droit du Souverain sur la Religion, voyons quelle est l'étendue de ce Droit, & quelles en sont les bornes. Il paroitra dans cet examen que ces bornes ne sont point différentes de celles que la Souveraineté souffre en toute autre matière. Nous avons déjà dit que la Souveraineté s'étendoit à tout ce qui étoit susceptible de la direction & du commandement humain; il suit de là que la première borne que l'on doit mettre à l'autorité du Souverain, mais qui ne mérite pas qu'on s'y arrête, c'est qu'il ne peut rien ordonner de tout ce qui est impossible aux hommes par sa nature, soit dans la Religion, soit dans les autres choses, comme par exemple, de marcher dans les airs, de croire des choses contradictoires, &c.

XIII. LA seconde borne, que l'on doit met-

mettre à l'autorité Souveraine, mais qui intéresse pas plus particulièrement la Religion que toute autre chose, est tirée des Loix de DIEU: & il est bien manifeste que l'autorité du Souverain étant subordonnée à celle de DIEU, tout ce que DIEU a déterminé pour quelque Loi, soit *Naturelle*, soit *Positive*, ne sauroit être changé par le Souverain. C'est le fondement de la maxime, *qu'il vaut mieux obéir à DIEU qu'aux hommes.*

XIV. C'EST en conséquence de ces principes, qu'aucune autorité humaine ne peut, par exemple, interdire la prédication de l'Evangile, ou l'usage des Sacramens; qu'elle ne peut établir un nouvel article de foi, ni introduire un nouveau culte. Car DIEU nous ayant donné une Règle de Religion, & nous ayant défendu d'altérer cette Règle, il n'est au pouvoir d'aucun homme de le faire; & ce seroit une extravagance de penser, qu'aucun homme puisse croire ou faire quelque chose, qui pût contribuer à son salut, contre ce que DIEU en a déclaré.

XV. C'EST aussi sur le fondement des limitations que nous avons établies, que le Souverain ne sçauroit s'attribuer légitimement l'Empire sur les consciences, comme

comme s'il étoit dans son pouvoir d'imposer la nécessité de croire tel ou tel article en matière de Religion. La nature même de la chose , & les Loix Divines sont également contraires à cette prétention. Il n'y a donc pas moins de folie que d'impiété, à vouloir contraindre les consciences , & à extorquer, pour ainsi dire, la Religion par la force & par les armes. La peine naturelle de ceux qui sont dans l'erreur , c'est d'être éclairés;† du reste, il faut laisser à DIEU le soin du succès.

XVI. L'AUTORITÉ du Souverain en matière de Religion ne sçauroit donc s'étendre au de-là des bornes que nous lui avons assignées, mais aussi ce sont les seules que l'on puisse prescrire, & je ne pense pas qu'il soit même possible d'en imaginer d'autres. Mais ce qu'il faut sur-tout remarquer, c'est que ces bornes du Pouvoir Souverain en matière de Religion, ne sont en rien différentes de celles qu'il doit reconnoître en toute autre matière; qu'au contraire, ce sont précisément les mêmes, qu'elles conviennent à toutes les parties de la Souveraineté

† *Errantibus pœna est doceri.*

été indifféremment, & qu'elles ne s'appliquent pas moins aux choses communes qu'à cette Religion. Par exemple, il ne seroit pas plus permis à un Pere de négliger la nourriture ou l'éducation de ses Enfans, lors même que le Prince le lui ordonneroit, qu'il ne seroit licite aux Pasteurs de l'Eglise ou aux Chrêtiens, d'abandonner le service de DIEU, si quelque Prince impie le commandoit. C'est que la Loi de DIEU défend également l'un & l'autre, & que l'exception tirée de cette Loi, est une exception invincible, supérieure à toute autorité humaine.

XVII. C E P E N D A N T, quoique le pouvoir du Souverain en matière de Religion, ne puisse pas aller jusqu'à changer les choses que Dieu lui-même a déterminées, on peut pourtant dire que ces choses mêmes sont en quelque manière soumises à l'autorité du Souverain. C'est ainsi, par exemple, que le Souverain a sans contredit le droit d'éloigner les obstacles extérieurs, qui pourroient nuire à l'observation des Loix de Dieu, & de procurer au contraire des facilités à cet égard; c'est même là un de ses premiers Devoirs. De là encore le Droit qui a rapport à l'établissement & aux fonctions

240 Part.III. Ch.III. *Du Pouvoir Souver.*
fonctions du Sacerdoce , & aux circonstances du Culte extérieur , afin que tout cela se fasse avec plus d'ordre , autant du moins que la Loi de Dieu a laissé ces choses à l'arbitrage des hommes. Enfin , il est certain que le Souverain peut encore donner un nouveau degré d'obligation & de force aux Loix Divines , par les Récompenses & les Peines temporelles. On ne sçauroit donc s'empêcher de reconnoître le Droit du Souverain , par rapport à la Religion , & que ce Droit ne sçauroit appartenir à aucun autre sur la Terre.

XVIII. C E P E N D A N T les Défenseurs des droits du Sacerdoce , font ici plusieurs difficultés , qu'il est nécessaire d'éclaircir. Si Dieu , disent-ils , délègue aux hommes l'autorité qu'il a sur l'Eglise , c'est plutôt à ses Ministres & aux Pasteurs de l'Evangile , qu'aux Magistrats. Le Magistrat n'est point de l'essence de l'Eglise : au contraire , Dieu a établi les Pasteurs de son Eglise , il a réglé toutes les fonctions sur leur Ministère , & dans leurs Charges non-seulement ils ne forment pas les Lieutenans des Souverains , mais même ils ne sont pas obligés de leur obéir en toutes choses. Bien plus , ils exercent

exercer leurs fonctions sur le Souverain même, aussi-bien que sur les simples Particuliers, & toute l'Ecriture & l'Histoire de l'Eglise leur attribuent un Droit de Gouvernement.

Réponse. Quand on dit que le Magistrat n'est point de l'essence de l'Eglise, ou pour mieux s'expliquer, que l'Eglise peut subsister, quoiqu'il n'y ait point de Magistrats, cela est vrai; mais on ne sçauoit conclure de là que le Souverain n'ait aucune autorité sur l'Eglise, car on prouveroit par le même raisonnement que les Marchands, les Médecins, & même tous les autres hommes ne dépendent point du Souverain; parce qu'il n'est pas l'essence du Marchand, du Médecin, ni des hommes en général, d'avoir des Magistrats, & qu'ils peuvent subsister sans eux; cependant la Raison & l'Ecriture les assujettissent tous aux Puissances Supérieures.

2°. CE que l'on ajoute ensuite est encore très véritable, que Dieu a établi les Pasteurs, qu'il a Lui-même réglé leurs fonctions, & qu'en cette qualité, ils ne sont pas les Lieutenans des Puissances humaines. Mais il est aisé de se convaincre par des exemples, qu'on ne

Burlam. Droit Polit. T.II. L peut

peut tirer de là aucune conséquence au préjudice de l'autorité Souveraine. La fonction de Médecin vient de Dieu, comme Auteur de la Nature; & celle de Pasteur vient aussi de Lui, comme Auteur de la Religion; cependant cela n'empêche pas que la profession de Médecin ne soit dans le dépendance du Souverain: on en peut dire autant de l'Agriculture, du Commerce & de tous les Arts. Il y a plus; les Juges mêmes, quoiqu'ils tiennent leurs charges du Souverain, & qu'ils en occupent la place, ne reçoivent pourtant pas de lui toutes les règles qu'ils doivent suivre: c'est Dieu Lui-même qui leur ordonne de ne prendre aucun présent de corruption, de ne rien faire par haine ni par faveur, &c. Il n'en faut pas davantage pour faire sentir combien c'est une conséquence peu juste, de prétendre que, parce qu'une chose a été établie de Dieu, elle soit indépendante du Souverain.

XX. 3°. MAIS, dit-on, les Pasteurs ne sont pas toujours obligés d'obéir au Souverain; nous en sommes convenu nous-mêmes ci-dessus, mais nous avons remarqué que cela ne peut avoir lieu que dans les choses qui choquent direc-

ement la Loi de DIEU, & nous avons
ait voir, que ce Droit appartient indif-
éremment à toute personne, & dans les
hofes communes auffi bien que dans la
Religion, & que par conféquent cela
ôte rien à la Souveraineté du Prince.

XXI. 4°. O N ne fçauroit nier non
lus, que les fonctions Pastorales ne s'é-
endent aux Rois mêmes, non feulement
omme membres de l'Eglife, mais en-
articulier comme Rois; Mais cela en-
ore ne prouve rien, car quelle fonc-
on y a-t-il qui ne regarde pas la Per-
onne du Souverain? En particulier le
Médecin exerce-t-il moins fa profeflion
ur le Prince, que fur tout autre? Ne
i prescrit-il pas également le régime
& les remèdes néceffaires à la fanté?
office de Confeiller ne s'étend-il pas
a Souverain, & qui plus eft, en qua-
té de Souverain? Cependant a-t-on ja-
mais penfé à fouffraire ces perfonnes à
autorité Souveraine?

XXII. 5°. M A I S enfin, ajoute-t-on,
eft il pas certain que l'Ecriture & l'Hif-
oire ancienne attribuent par tout aux Paf-
eurs le Gouvernement de l'Eglife? Ce-
eft très vrai encore; mais il ne faut

244. Part.III.Ch.III. *Du Pouvoir Souver.*
qu'examiner quelle est la nature du Gouvernement, qui convient aux Ministres de la Religion, pour reconnoître qu'il ne choque & ne diminue en rien l'autorité du Souverain & la prééminence de son Gouvernement.

XXIII. IL y a un Gouvernement de *simple direction*, & un Gouvernement *d'autorité*. Le premier consiste à donner Conseil, ou à instruire des Régles qu'il faut suivre; mais il ne suppose aucune autorité dans celui qui gouverne; & il ne gêne en rien la liberté de ceux qui sont gouvernés, si ce n'est, en tant que les Loix, dont on les instruit, obligent par elles-mêmes. Tel est le Gouvernement des Médecins par rapport à la santé, des Jurisconsultes par rapport aux affaires Civiles, & des Conseillers d'Etat à l'égard de la Politique. Les avis de toutes ces personnes n'obligent point dans les choses indifférentes; & dans les choses nécessaires, ils n'obligent pas eux-mêmes mais seulement entant qu'ils nous instruisent des Loix établies par la Nature ou par le Souverain, & c'est cette espèce de Gouvernement qui convient aux Pasteurs.

XXIV. MAIS il y a aussi un Gouvernement

ernement de *Jurisdiction & d'Autorité*, qui contient en soi le Droit des Réglements, & qui oblige véritablement ceux qui y sont soumis. Ce Gouvernement qui aît d'une autorité Souveraine, oblige par éminence de l'autorité même, qui donne droit & pouvoir de contraindre. Mais ce qu'il faut sur-tout remarquer, c'est que la véritable autorité est inséparable du droit d'obliger & de contraindre; c'en sont les effets naturels, auxquels seuls on peut la reconnoître. C'est cette dernière espèce de Gouvernement que nous attribuons au Souverain, & de laquelle nous pensons qu'elle ne convient point aux Pasteurs de l'Evangile. †

XXV. IL faut donc dire que le Gouvernement qui convient aux Pasteurs, est un Gouvernement de conseil, d'instruction, de persuasion, & dont la force & l'autorité consiste toute entière dans la parole de DIEU, qu'ils doivent enseigner aux Peuples, & nullement dans une autorité personnelle. Leur pouvoir est de

L 3 déclara-

† Voy. Evang. selon St. Luc Ch. XII. v. 14. 3.
 1^{re} Ep: aux Cor. Ch. X. v. 4. Ephes. Ch. VI. v. 17.
 Philip. III. v. 20.

246 Part.III.Ch.IV. *Du Pouvoir du Souv.*
déclarer les ordres de DIEU, leur com-
mission ne va pas au-delà.

XXVI. SI l'on compare à présent
ces différentes espèces de Gouverne-
ment, on reconnoîtra sans peine, qu'ils
ne sont point opposés l'un à l'autre, dans
les choses mêmes de la Religion. Le
Gouvernement de simple direction, que
nous donnons aux Pasteurs, n'a rien qui
puisse choquer l'autorité Souveraine; au
contraire, elle peut s'en servir utilement
& comme d'une aide: ainsi il n'y a point
de contradiction à dire, que le Souve-
rain gouverne les Pasteurs, & qu'il est
lui-même gouverné, pourvu qu'on ait
égard aux divers genres du Gouverne-
ment. Tels sont les principes généraux
de cette matière importante; il est aisé
d'en faire l'application aux détails, ou aux
cas particuliers.

C H A P I T R E IV.

*Du Pouvoir du Souverain sur la Vie &
les Biens de ses Sujets, pour la
punition des Crimes.*

§. I. **L**E but principal de la Societé
Civile & du Gouvernement
c'est

c'est de mettre en sûreté tous les avantages naturels des hommes, & en particulier leur vie. Cependant cette fin même demande nécessairement que le Souverain ait quelque droit sur la vie des Sujets, & cela, ou d'une *manière indirecte* pour la défense de l'Etat, ou d'une *manière directe* pour la punition des Crimes.

II. LE Pouvoir du Souverain sur la vie des Sujets, par rapport à la défense de l'Etat, regarde le Droit de la Guerre, & nous en parlerons ci-après. Nous traiterons ici que du Droit d'infliger des Peinés.

III. LA première question qui se présente, c'est de sçavoir quelle est l'origine & le fondement de cette partie du Pouvoir souverain, & la chose n'est pas sans quelque difficulté. La Peine, dit-on, est un mal que l'on souffre malgré soi : on ne sçauroit se punir soi-même, & par conséquent il semble que les Particuliers n'ont pû transférer au Souverain un droit qu'ils n'avoient pas eux-mêmes sur eux.

IV. QUELQUES Jurisconsultes prétendent, que lorsque le Souverain inflige des peines à ses Sujets, il le fait en

vertu de leur propre consentement ; parce que se soumettant à son Empire, ils ont promis d'acquiescer à tout ce qu'il feroit à leur égard, & qu'en particulier un Sujet, qui se détermine volontairement à commettre un crime, consent par cela même à porter la peine établie contre un tel crime, & qui lui est d'ailleurs parfaitement connuë.

V. MAIS il semble, qu'il est assez difficile d'établir le Droit du Souverain sur une présomption de cette nature, sur-tout par rapport aux peines afflictives, qui tendent au dernier supplice ; aussi n'est-il pas nécessaire d'avoir recours à ce prétendu consentement des Coupables à souffrir la peine, pour établir le Droit du Souverain. Il vaut mieux dire que le Droit qu'a le Souverain, de punir les Malfaiteurs, tire sa source de celui qu'avoit originairement chaque Particulier dans la Société de Nature, de punir les crimes commis contre lui-même, ou contre les membres de la Société, cédé & remis au Souverain.

VI. ET en effet, le Droit de faire exécuter les Loix Naturelles, & de punir ceux qui les violent, appartient originairement à la Société humaine, &

à chaque Particulier , par rapport à tout autre ; autrement les Loix que la Nature & la Raïson imposent à l'homme , seroient entièrement inutiles dans l'Etat de nature si personne n'avoit le pouvoir de les faire exécuter , & d'en punir la violation.

VII. QUICONQUE viole les Loix de la Nature , témoigne par là , qu'il foule aux pieds les maximes de la Raïson & de l'Equité que DIEU a prescrites pour la sûreté commune , & ainsi il devient un ennemi dangereux du Genre-humain. Comme donc chacun est incontestablement en droit de pourvoir à sa conservation & à celle de la Société , il peut sans doute infliger à un tel homme des peines capables de produire en lui du repentir , & de l'empêcher de commettre à l'avenir de pareilles fautes , ou même d'intimider les autres par son exemple : En un mot , les mêmes Loix Naturelles qui défendent le crime , donnent aussi le droit d'en poursuivre l'auteur , & de le punir dans une juste proportion.

VIII. IL est vrai que dans l'Etat de Nature ces sortes de châtimens ne s'insinuent pas avec autorité , & il pourroit arriver que le coupable se mit à couvert

des peines qu'il a à craindre de la part des autres hommes, ou même qu'il repoussât leurs efforts avec avantage : Mais le Droit de punir, n'est pour cela ni moins réel, ni moins bien fondé. La difficulté de le faire valoir ne l'anéantit pas ; c'étoit là un des inconvéniens de l'Etat primitif auquel les hommes ont apporté un remède efficace par l'Etablissement d'un Souverain.

IX. EN suivant ces principes, il est aisé de comprendre que le Droit qu'a le Souverain de punir les crimes, n'est autre que ce Droit Naturel, que la Société humaine & chaque Particulier avoient originellement, de faire exécuter les Loix de la Nature & de veiller à leur propre sûreté, cédé & remis au Souverain, qui au moyen de l'autorité dont il est revêtu, l'exerce d'une manière sûre, & à laquelle il est très difficile que les scélérats puissent se soustraire. Au reste, que l'on appelle ce Droit Naturel de punir les crimes, *Droit de Vengeance*, ou qu'on le rapporte à une espèce de *Droit de Guerre*, c'est une chose indifférente : & il ne change point de nature pour cela.

X. TELS sont les vrais fondemen
di

du Droit du Souverain, à l'égard des Peines. Cela posé, je définis la peine, un mal, dont le Souverain menace ceux de ses Sujets, qui seroient disposés à violer ses Loix, & qu'il leur inflige actuellement & dans une juste proportion lorsqu'ils les violent, indépendamment de la réparation du dommage, dans la vue de quelque bien à venir, & en dernier ressort, pour la sûreté & la tranquillité de la Société.

XI. JE dis 1°. Que la peine est un mal, & ce mal peut être de différente nature, selon qu'il affecte la Vie, le Corps, l'Estime ou les Biens: D'ailleurs il est indifférent que ce mal consiste dans quelque travail gênant & pénible, ou bien à souffrir quelque chose de fâcheux.

XII. J'AJOUTE en second lieu, Que c'est le Souverain qui dispense les Peines; non que toute peine en général suppose la Souveraineté, mais parce que nous traitons ici du droit de punir dans la Société Civile, & comme étant une branche du Pouvoir Souverain. C'est donc le Souverain seul qui peut infliger des peines dans la Société Civile, & les Particuliers ne sçauroient se faire justice à eux-mêmes, sans se rendre coupables d'un

attentat contre les Droits du Souverain.

XIII. JE dis ensuite 3°. *Dont le Souverain menace &c.* pour marquer les premières intentions du Souverain. Il menace d'abord, puis il punit, si la menace n'est pas suffisante pour empêcher le crime. Il paroît encore de là que la peine suppose toujours le crime, & que par conséquent on ne doit pas mettre au rang des peines proprement ainsi nommées, tous les maux auxquels les hommes se trouvent exposés, sans avoir commis antécédemment quelque crime.

XIV. J'AJOUTE 4°. Que la peine est infligée *indépendamment de la réparation du dommage*, pour faire voir que ce sont deux choses distinctes, & qu'il ne faut pas confondre. Tout crime emporte avec soi deux obligations; la première de réparer le tort que l'on a fait; la seconde de souffrir la peine, & le Delinquant doit satisfaire à l'une & à l'autre. Il faut encore remarquer là-dessus, que le droit de punir dans la Société Civile, passe entièrement au Magistrat, qui en conséquence peut, s'il l'estime convenable, & de sa pure autorité, faire grace au coupable; mais il n'en est pas de même du droit d'exiger la satisfaction ou la réparation
du

un dommage: le Magistrat ne sçauroit en dispenser l'offenseur, & la personne lésée conserve toujours son droit, en sorte qu'on n'a fait tort si l'on empêche qu'elle n'obtienne la satisfaction qui lui est dûë.

XV. ENFIN 5°. En disant, *que la peine est infligée dans la vuë de quelque bien*, nous indiquons par là le but, que le Souverain doit se proposer dans l'institution des peines, & c'est ce que nous expliquerons plus particulièrement tout à l'heure. Entrons dans quelque détail.

XVI. LE Souverain comme tel, est non seulement en droit, mais encore il est obligé de punir le crime. L'usage des peines, bien loin d'avoir quelque chose de contraire à l'équité, est absolument nécessaire au repos public. Le Pouvoir Souverain seroit inutile, s'il n'étoit revêtu du Droit, & armé des forces suffisantes pour intimider les méchans par la crainte de quelque mal, & pour le leur faire souffrir actuellement, lorsqu'ils troublent la Société par leurs désordres. Il falloit même que ce Pouvoir pût aller jusqu'à faire souffrir le plus grand de tous les maux naturels, je veux dire la *Mort*, pour reprimer avec efficace l'audace la plus déterminée, & balancer ainsi les diffé-

différens degrés de la malice humaine par un contrepoids assez puissant.

XVII. TEL est le Droit du Souverain ; mais si le Souverain a droit de punir , il faut que le coupable soit dans quelque obligation à cet égard , car on ne sçauroit concevoir de Droit sans une obligation qui y réponde. Mais en quoi consiste cette obligation du coupable ? Est-il obligé d'aller se dénoncer lui-même de gayeté de cœur , & s'exposer volontairement à subir la peine ? Je réponds que cela n'est pas nécessaire pour le but qu'on s'est proposé dans l'établissement des peines , & qu'on ne sçauroit raisonnablement exiger de l'homme qu'il se trahisse ainsi lui-même ; mais cela n'empêche pas qu'il n'y ait quelque obligation.

XVIII. 1^o. IL est certain que lorsqu'il s'agit d'une simple peine pécuniaire , à laquelle on a été légitimement condamné , on doit la payer sans attendre que le Magistrat nous y force ; non seulement la Prudence l'exige de nous , mais encore les Règles de la Justice , qui veulent que l'on répare le dommage & qu'on obéisse à un Juge légitime .

XIX 2^o. IL y a plus de difficulté pour ce qui regarde les peines afflictives ,
&

& sur-tout celles qui s'étendent au dernier supplice. L'instinct naturel, qui attache l'homme à la vie, & le sentiment qui le porte à fuir l'infamie, ne permettent pas que l'on mette un Criminel dans l'obligation de s'accuser lui même volontairement & de se présenter au Supplice de gaieté de cœur; & aussi le Bien public & les Droits de celui qui a en main la Puissance du Glaive, ne le demandent pas.

XX. 3^o. C'est par une conséquence du même principe, qu'un Criminel peut innocemment chercher son salut dans la fuite, & qu'il n'est pas précisément tenu de rester dans la prison, s'il s'apperçoit que les portes en sont ouvertes, ou qu'il peut les forcer aisément; mais il ne lui seroit pas permis de chercher à se procurer la liberté par quelque nouveau crime, comme en égorgeant ses Gardes, ou en tuant ceux qui sont envoyez pour le saisir de lui.

XXI. 4^o. **M A I S** enfin, si l'on suppose que le Criminel est connu, qu'il a été pris, qu'il n'a pû s'évader de la prison, & qu'après un mûr examen il se trouve convaincu du crime, & condamné en conséquence à en subir la peine; alors il est sans contredit obligé de subir cette

cette peine, de reconnoître que c'est avec justice qu'il y est condamné, qu'on ne lui fait en cela aucun tort, & qu'il ne sçau-roit raisonnablement se plaindre que de lui-même; beaucoup moins encore pour-roit-il avoir recours aux voyes de fait pour se soustraire à son suplice, & s'opposer au Magistrat dans l'exercice de son droit. Voilà en quoi consiste proprement l'obligation d'un Criminel à l'égard de la peine. Voyons à présent plus particulière-ment quel but le Souverain doit se proposer en infligeant les Peines.

XXII. EN général, il est certain que le Souverain ne doit jamais punir qu'en vuë de quelque utilité. Faire souffrir quelque mal à quelqu'un, seulement parce qu'il en a fait lui-même, & ne faire attention qu'au passé, c'est une pure cruauté, condamnée par la Raison. Car enfin, il est impossible d'empêcher que le mal qui a été fait, n'ait été fait. En un mot, le Droit de punir est une partie de la Souveraineté. La Souveraineté est fondée en dernier ressort sur une Puissance bien-faisante. D'où il résulte que lors même que le Souverain fait usage du Droit du Glaive, il doit toujours se proposer quelque avantage, quelque bien

venir, conformément à ce qu'exigent
e lui les fondemens de son autorité.

XXIII. LE principal & dernier but
es Peines, est donc la sûreté & la tran-
quillité de la Société; mais comme il
eut y avoir différens moyens de parve-
ir à ce but, suivant les circonstances
différentes, le Souverain se propose aussi
n infligeant les peines, différentes vuës
articulieres & subalternes, qui sont tou-
es subordonnées au but principal dont
ous venons de parler, & qui s'y rap-
ortent toutes en dernier ressort. Ce que
ous venons de dire s'accorde fort bien
vec ce que remarque GROTIUS (I).
Dans les punitions; *dit-il*, on a en vuë
ou le bien du Coupable même, ou
l'avantage de celui qui avoit intérêt
que le crime ne fut pas commis, ou
l'utilité de tous généralement. «

XXIV. AINSI le Souverain se propo-
e quelquefois de corriger le Coupable,
& de lui faire perdre l'envie de retom-
er dans le crime, en guérissant le mal
ar son contraire, & en ôtant au crime
a douceur qui sert d'attrait au vice, par
amertume de la douleur. Cette puni-
tion,

(I) Liv. II. Ch. 20. §. 6. N. 2.

tion, si le Coupable en profite, tourne par cela même à l'utilité publique. Que s'il persévère dans le crime, le Souverain a recours à des remèdes plus violens, & même à la mort.

XXV. QUELQUEFOIS le Souverain se propose d'ôter aux Coupables les moyens de commettre de nouveaux crimes, comme en leur enlevant les armes dont ils pourroient se servir, en les enfermant dans une prison, en les chassant du Païs, ou même en les mettant à mort. Il pourroit en même tems à la sûreté publique, non-seulement de la part des Criminels eux-mêmes, mais encore à l'égard de ceux qui seroient portés à en faire autant, en les intimidant par ces exemples: Aussi rien n'est plus convenable au but des Peines que de les infliger publiquement, & avec l'appareil le plus propre à faire impression sur l'esprit du commun Peuple.

XXVI. TOUTES ces fins particulières des peines, doivent donc toujours être subordonnées & rapportées à la fin principale & dernière, qui est la sûreté publique; & le Souverain doit mettre en usage les unes ou les autres comme des moyens de parvenir au but principal; en
force

orte qu'il ne doit avoir recours aux Peines les plus rigoureuses, que lorsque celles qui sont moindres sont insuffisantes, pour procurer la tranquillité publique.

XXVII. ON demande ensuite, si toutes les actions contraires aux Loix peuvent être légitimement punies? *Réponse.* Le but même des Peines & la constitution de la nature humaine, font voir, qu'il peut y avoir des actes vicieux en eux-mêmes, qu'il n'est pourtant pas convenable de punir dans les Tribunaux humains.

XXVIII. ET 1°. Les Actes purement intérieurs, les simples pensées, qui ne se manifestent par aucun acte extérieur, préjudiciable à la Société; par exemple, l'idée agréable qu'on se fait d'une mauvaise action, le désir de la commettre, le dessein que l'on en forme sans en venir à l'exécution &c., tout cela n'est point sujet aux peines humaines, quand même il arriveroit ensuite par hazard, que les hommes en auroient connoissance.

XXIX. IL faut pourtant faire là-dessus ces deux ou trois Remarques. La première est, que si ces sortes d'actes vicieux ne sont pas sujets aux peines humaines, c'est parce que la foiblesse humaine ne permet pas, pour le bien même

260 Part.III.Ch.IV. *Du Pouvoir du Souv.*
me de la Société, que l'on traite l'homme à toute rigueur. Il faut avoir un juste support pour l'humanité, dans les choses, qui, quoique mauvaises en elles-mêmes, n'intéressent pas considérablement l'ordre & la tranquillité publique. Ma seconde remarque, c'est que quoique les actes purement intérieurs, ne soient pas assujettis aux Peines Civiles, il n'en faut pas conclure pour cela que ces actes ne soient pas soumis à la direction des Loix Civiles. Nous avons établi le contraire ci-dessus (2). Enfin il est incontestable que les Loix Naturelles condamnent formellement ces sortes d'actions, & qu'elles sont punies de DIEU.

XXX. 2°. Il seroit trop rigoureux de punir toutes les fautes les plus légères, que la fragilité de la nature humaine ne permet pas d'éviter entièrement, quelque attention que l'on ait à son devoir; C'est encore là une suite de cette tolérance que l'on doit à l'humanité.

XXXI. 3°. ENFIN, il faut nécessairement laisser impunis les vices communs, qui sont une suite de la corruption générale, comme l'ambition, l'inhumanité,

(2) Chap. I. §. 22. & suiv.

manité, l'ingratitude, l'hypocrisie, l'envie, l'orgueil, la colère &c.; car un Souverain qui voudroit punir rigoureusement tous ces vices & autres semblables, seroit réduit à regner dans un désert: Il faut se contenter de punir ces vices, quand ils portent les hommes à des excès énormes & éclatans.

XXXII. IL n'est pas même nécessaire de punir toujours sans remission les crimes d'ailleurs punissables, & il y a des cas où le Souverain peut faire grace, & c'est de quoi il faut juger par le but même des peines.

XXXIII. LE *Bien public* est le grand but des peines; si donc il y a des circonstances, où, en faisant grace, on procure autant ou plus d'utilité qu'en punissant, alors rien n'oblige précisément à punir, & le Souverain doit même user de Clémence; ainsi si le crime est caché, qu'il ne soit connu que de très peu de gens, il n'est pas toujours nécessaire, quelquefois même il seroit dangereux de le publier en le punissant. Car plusieurs s'abstiennent de faire du mal plutôt par l'ignorance du vice, que par la connoissance & l'amour de la Vertu. CICE-
RON remarque sur ce que SOLON n'avoit point fait de Loix contre le *Parricide*,
que

que l'on a regardé ce silence du Législateur, comme un grand trait de prudence, en ce qu'il ne défendit point une chose dont on n'avoit point vû encore d'exemple, de peur que s'il en parloit il ne semblât avoir dessein d'en faire prendre envie, plutôt que d'en détourner ceux à qui il donnoit des Loix.

On peut aussi considérer les services personnels que le coupable a rendus à l'Etat, ou quelqu'un de sa famille, & s'il peut encore actuellement lui être d'une grande utilité, en sorte que l'impression que feroit la vue de son supplice, ne produiroit pas autant de bien, qu'il est capable lui même d'en faire. Ainsi, si l'on est sur Mer, & que le Pilote ait commis quelque crime, & qu'il n'y ait d'ailleurs sur le Vaisseau aucune personne capable de le conduire, ce seroit vouloir perdre tous ceux du Vaisseau que de le punir. On peut aussi appliquer cet exemple à un Général d'Armée.

Enfin, l'utilité qui est la mesure des peines, demande quelquefois que l'on fasse grâce à cause du grand nombre de coupables. La prudence du Gouvernement veut que l'on prenne garde à ne pas exécuter, d'une manière qui détrui-

ruine l'Etat, la Justice qui est établie pour la conservation de la Société.

XXXIV. Tous les crimes ne sont pas égaux, & il est de la Justice que l'on garde une juste proportion, entre le crime & la peine. On peut juger de la grandeur d'un crime en général, par son objet, par l'intention & la malice du coupable, & enfin par le préjudice qui en revient à la Société; & c'est à cette dernière conséquence que les deux autres rapportent en dernier ressort.

XXXV. SELON que l'objet est plus ou moins noble, c'est-à-dire, que les personnes offensées sont plus ou moins considérables, l'action est aussi plus ou moins criminelle. Il faut mettre au premier rang les crimes qui intéressent la Société humaine en général, puis ceux qui troublent l'ordre de la Société Civile, enfin ceux qui regardent les particuliers. Et ceux-ci sont plus ou moins atroces, selon que le bien dont ils dépouillent est plus ou moins considérable. Ainsi celui qui tuë son Pere, commet un homicide plus criminel, que s'il avoit tué un étranger: Celui qui injurie un Magistrat, est plus coupable que s'il avoit injurié son valet. Un Voleur qui tuë les passans, est plus

plus criminel que celui qui se contente de les détrouffer.

XXXVI. LE degré plus ou moins grand de malice, contribué aussi beaucoup à l'énormité du crime, & il se déduit de plusieurs circonstances.

1°. Des motifs qui ont porté au crime & auxquels il étoit plus ou moins facile de résister : ainsi celui qui tue ou vole de sang froid, est plus coupable que celui qui succombe à la tentation, par la violence de quelque grande passion.

2°. Du caractère particulier du Coupable, qui, outre les raisons générales devoit encore le tenir dans le devoir. Plus un homme a de naissance, dit JUVENAL, plus il est élevé en dignité » & plus le crime qu'il commet est » énorme. (3) Cela a lieu sur-tout à l'égard des Princes, & d'autant plus que » les suites de leurs mauvaises actions » sont très-pernicieuses à l'Etat, par le » grand nombre de Gens qui cherchent » à les imiter; c'est la Remarque judicieuse

(3) *Omne animi vitium tanto conspectius in Crimen habet, quanto major, qui peccat, habetur.* Juv. Sat. VIII. v. 140. 141.

cieuse que fait CICERON (4) On peut aussi appliquer la même Remarque aux Magistrats, & aux Ecclésiastiques.

3°. Il faut aussi considérer les circonstances du temps & du lieu, dans lequel le crime a été commis, & la manière dont on a commis le crime, les instrumens dont on s'est servi &c.

4°. Enfin, l'on examine encor si le coupable est dans l'habitude de commettre des crimes, & s'il ne l'a fait que rarement; s'il l'a commis le premier, ou s'il a été séduit par d'autres. &c.

XXXVII. L'ON comprend bien, que le différent concours de ces circonstances intéresse plus ou moins le bonheur & la tranquillité de la Société, & par conséquent augmente ou diminue l'atrocité des crimes.

XXXVIII. IL y a donc des crimes
Burlam. Droit Polit. T.II. M plus

(4) De Leg. Lib. III. Cap. Nec enim tantum ali est peccare Principes, quamquam est magnum et per se ipsum malum, quantum illud, quod multi imitatores Principum existunt: Quò periculosius de Republica merentur vitiosi Principes, quod non solum vitia concipiunt ipsi, sed ea insunt in civitatem. Neque solum obsunt, quod ipsi corrumpuntur, sed etiam quod corrumpunt, plùque exemplo, quam peccato nocent.

plus ou moins grands les uns que les autres, & par conséquent ils ne méritent pas tous une même peine, mais le genre & le degré précis des peines dépend du Souverain. Voici les principales Rég'es qu'il doit suivre là-dessus.

10. Le degré de la Peine doit toujours être proportionné au but que l'on se propose, c'est-à-dire, pour reprimer la malice des méchans, & pour procurer la tranquillité & la sûreté intérieure de l'Etat: C'est sur ce principe qu'il faut augmenter ou diminuer la rigueur de la punition; La peine est trop rigoureuse si l'on peut par des moyens plus doux obtenir les fins que l'on se propose en punissant, & elle est au contraire trop modérée lors qu'elle n'est pas assez considérable pour produire ces effets, & que les méchans s'en moquent, bien loin de la redouter.

2º. Suivant ce principe, on peut punir chaque crime en particulier, suivant que le demande l'utilité publique, sans considérer, s'il y a une égale ou moindre peine établie pour un autre crime qui, en lui-même, paroît ou moindre ou plus grand: Ainsi le vol, par exemple, est en lui-même beaucoup moins criminel que l'homicide; cependant les V

eurs peuvent sans injustice être punis de mort en certains cas, aussi bien que les Meurtriers.

3°. L'Egalité, que le Souverain doit toujours observer dans l'exercice de la justice, consiste à punir également ceux qui ont également péché, & à ne pas pardonner à une personne, sans de très fortes raisons, un crime pour lequel d'autres ont été punis.

4°. Il faut encore remarquer, qu'on ne peut pas multiplier le genre & le degré des Peines à l'infini; & comme n'y a point de plus grande peine que la mort, c'est une nécessité que certains crimes, quoique inégaux en eux-mêmes, soient également punis du dernier Supplice. Tout ce qu'il y a, c'est que la mort peut être plus ou moins terrible, selon que l'on emploie, pour ôter la vie, une voie courte & douce, ou des tourmens lents & cruels.

5°. On doit, autant qu'il est possible, pencher vers le côté le plus doux, quand n'y a pas de fortes raisons au contraire: c'est la seconde partie de la *Clemence*. La première consiste à exempter entièrement de la peine, lors que le bien de l'Etat peut le permettre; c'est aussi une

268 Part.III.Ch.IV. Du Pouvoir du Souv.
des Régles du Droit Romain (5).

6°. Au contraire, il est quelquefois nécessaire & convenable d'exagérer la peine; il faut faire un exemple qui intimide les méchans, lors qu'on ne peut empêcher le mal que par des remèdes violens (6).

7°. La même Peine ne fait pas les mêmes Impressions sur toutes sortes de Gens, & n'a pas par conséquent la même force pour les détourner du crime: On doit considérer, & dans les Loix pénales & dans leur application, la personne même du coupable, son sexe, son état & sa condition, ses forces & autres semblables qualités, qui rendent la peine plus ou moins sensible. Telle amende, par exemple, incommodera un homme pauvre, qui ne fera rien pour un Riche. Telle marque d'ignominie sera très mortifiante pour une personne d'un rang honorable, qui passera pour une bagatelle dans l'esprit d'un homme de bas lieu.

Le

(5) *In pœnalibus causis benignius interpretandum est.* L. 105. §. 2. ff. de Reg. Jur. Vid. sup. §. 33.

(6) *Nomnunquam evenit, ut aliquorum malefactorum supplicia exacerbantur, quoties rimis multarum personarum grassantibus exemplo opus sit.* L. 10. §. 10. ff. de Pœnis.

Les hommes ont plus de force pour supporter un châtiment que les femmes; les hommes faits plus que les jeunes gens &c. Remarquons encore, qu'il est également de la Justice & de la Prudence du Gouvernement, de suivre toujours, dans l'infliction des Peines, l'ordre des Jugemens & de la Procédure Judiciaire. Cela est nécessaire non-seulement pour ne point commettre d'injustice dans une chose aussi importante, mais encore afin que le Souverain soit à l'abri de tout soupçon d'injustice & de partialité. Cependant il y a quelquefois des circonstances extraordinaires & pressantes, où le bien de l'Etat & la sûreté publique ne permettent pas d'observer exactement toutes les formalités de la Procédure criminelle; & pourvu que, dans ces circonstances, le crime soit bien averé, le Souverain peut juger sommairement & punir sans délai le criminel, dont on ne pourroit pas différer le châtiment sans un péril éminent pour l'Etat. Enfin, c'est encore une règle de Prudence, que si l'on ne peut punir un Coupable sans exposer l'Etat à un très grand péril, non-seulement le Souverain doit faire grace, mais encore il doit le faire de manière qu'il paroisse

que c'est un effet de la Clémence , plutôt que de la nécessité.

XXXIX. Tout ce que l'on vient de dire regarde les peines infligées à quelqu'un pour un crime, dont il est le propre & unique Auteur. A l'égard des crimes commis par plusieurs, voici quelques remarques qui pourront servir de principes sur cette matière.

1°. Il est certain que ceux qui sont véritablement complices des crimes de quelqu'un, peuvent & doivent être punis, à proportion de la part qu'ils y ont, & selon qu'ils doivent être considérés comme Causes principales, Subalternes ou Collatérales: En ces cas là, ils souffrent plutôt pour leur crime propre que pour le crime d'autrui.

2°. Pour ce qui est des crimes commis par un Corps ou par une Communauté, ceux-là seuls sont véritablement coupables qui y ont donné un consentement actuel, & ceux qui ont été d'un avis contraire sont absolument innocens: C'est ainsi qu'Alexandre le Grand ayant ordonné de vendre tous les Thebains, après les avoir vaincus, en excepta ceux qui dans la délibération publique s'étoient opposés à la rupture de l'Alliance avec les Macédoniens.

3°. Ensuite, en matière de crimes commis par une multitude, la raison d'État & l'humanité veulent, que l'on punisse sur-tout ceux qui en sont les principaux Auteurs, & que l'on fasse grace aux autres. La sévérité du Souverain, pour les uns, reprimera l'audace des plus déterminés, & sa clémence pour les autres lui gagnera le cœur de la multitude. (7)

4°. Si les principaux Auteurs se sont mis à couvert par la fuite ou autrement, ou bien, si tous ont une part égale au crime, il faut avoir recours à la Décimation, ou à quelque autre moyen pour en punir quelques-uns. Par là, tous seront intimidés & retenus par la crainte, & il n'y en aura pourtant que peu de punis.

XL. Du reste, c'est une Règle certaine & inviolable, que personne ne peut être légitimement puni pour un crime d'autrui, auquel il n'a aucune part. Tout mérite & démérite est entièrement personnel & incommunicable; on n'a droit de punir que ceux qui l'ont mérité.

XLI. IL arrive cependant quelque-
M 4 fois,

(7) *Vid.* Quintil. *Declam.* XI. Cap. 7. p. m.
37.

fois , que des personnes innocentes souffrent à l'occasion du crime d'autrui ; mais il faut faire à ce sujet deux Remarques.

I^{re}. C'est que tout ce qui cause quelque chagrin , quelque douleur , ou quelque perte à quelqu'un , n'est pas toujours une peine proprement dite ; par exemple , lorsque des Sujets souffrent quelques peines à cause du crime de leur Prince , ce n'est pas pour eux une peine , c'est un malheur.

La seconde Remarque , c'est que ces sortes de maux , ces peines indirectes , si l'on veut les nommer ainsi , sont inséparables de la constitution des choses humaines ; elles en sont une suite nécessaire.

XLII. AINSI , s'il arrive que l'on confisque les Biens d'un homme , ses Enfants en souffrent à la vérité ; mais ce n'est pas là une peine par rapport à eux , puisque ces Biens ne doivent leur appartenir qu'en supposant que leur Pere les conservât jusqu'à sa mort : En un mot , ou il faudroit abolir presque entièrement l'usage des Peines , ou il faut reconnoître que ces sortes d'inconvéniens , inséparables de la constitution des choses humaines , & des relations particulières que les hommes ont les uns avec les autres ,
n'ont

n'ont par eux-mêmes rien d'injuste.

XLIII. ENFIN il faut remarquer, qu'il y a des crimes si atroces, & qui intéressent si essentiellement la Société, que le Bien public autorise le Souverain à prendre contre ces attentats, les précautions les plus fortes, & même si cela est nécessaire, jusques à faire tomber en quelque sorte sur les personnes les plus chères au coupable, une partie de la peine de son crime: C'est ainsi que les enfans d'un Traître ou d'un criminel d'Etat peuvent être exclus des charges & des honneurs. Le Pere est sans doute puni par là, puisqu'il se voit la cause que les Personnes qui lui sont les plus chères, sont réduites à vivre dans l'obscurité; mais ce n'est pas proprement une peine par rapport aux Enfans; car le Souverain ayant droit de donner des Emplois publics à qui bon lui semble, il peut en exclure toutes les fois que le Bien public le demande, des gens même qui n'ont rien fait pour s'en rendre indignes. Je conviens que c'est une chose dure à la vérité, mais la nécessité l'autorise, afin que la tendresse d'un Pere pour ses Enfans, le rende plus attentif à ne rien entreprendre contre l'Etat. Bien entendu

274 Part.III.Ch.V. *Du Pouvoir des Souv.*
aussi que l'Equité doit toujours être l'a-
me de ces jugemens, & les modifier sui-
vant les circonstances.

XLIV. Je ne pense pas que l'on puisse avec justice pousser les choses au-delà de ces bornes, & aussi le bien public ne l'exige pas. C'est donc une véritable injustice que l'usage établi chez plusieurs Nations, de bannir ou même de mettre à mort les enfans d'un Tyran ou d'un Traître, & quelquesfois tous les autres Parens, quoi-qu'ils n'eussent aucune part à ses crimes. Ce que nous avons dit, suffit aussi pour faire comprendre ce que l'on doit penser de la fameuse Loi d'ARCADIUS, † Empereur Chrétien.

C H A P I T R E V.

Du Pouvoir des Souverains sur les Biens renfermés dans les Terres de leur Domination.

§ I. **L**E Droit du Souverain sur les Biens renfermés dans l'Etat, regarde ou les *Biens Particuliers* ou les *Biens publics*.

II.

† Cod. ad L. Jul. Maj. L. IX. tit. 8. Leg. 5.

II. On peut établir en deux manières, le Droit du Souverain sur les Biens des Citoyens; car ce Droit peut être fondé ou sur la nature même de la Souveraineté, ou sur la manière dont on l'a acquise.

III. Si l'on suppose, qu'un Souverain possède primitivement avec un plein droit de propriété, tous les biens renfermés dans l'Etat, & qu'il se soit fait lui-même, pour ainsi dire, des Sujets, qui tiennent originairement leurs biens de sa Liberalité, alors il est certain que le Souverain a un droit aussi absolu sur ces biens, que celui qu'a chaque Pere de famille sur son Patrimoine, & que les Sujets n'en peuvent jouir & disposer, qu'autant & de la manière que le Souverain le veut & le leur permet. Dans ces circonstances, tant que le Souverain n'a rien relâché de son Droit, par des concessions irrévocables, ses Sujets ne possèdent leurs biens que d'une manière précaire, & sous le bon plaisir du Souverain, aussi long-tems qu'il leur en laisse la possession; ils peuvent seulement en tirer ce qui leur est nécessaire pour leur nourriture & pour les autres besoins de la vie; alors donc la Souveraineté se

se trouve accompagnée d'un Droit de propriété absoluë.

IV. MAIS 1^o. cette manière d'établir le Droit du Souverain sur les Biens des Sujets, ne sçauroit être d'un grand usage; si cela a lieu quelquefois, ce n'a été que chez les Peuples de l'Orient, propres à subir le joug d'une Domination absolument Despotique.

2^o. L'Expérience nous apprend que ce Domaine absolu du Souverain sur les Biens des Sujets ne tourne pas à l'avantage des Etats. Un Voyageur moderne remarque, que les Païs où il a lieu, quelques beaux & fertiles qu'ils soient par eux-mêmes, deviennent tous les jours plus deserts, plus pauvres & plus barbares, ou que du moins, ils ne sont pas dans un Etat aussi florissant que la plupart des Royaumes de nôtre Europe, où les Sujets possèdent leurs Biens en propriété & à l'exclusion même de leurs Princes.

3^o. La Souveraineté n'exige point par elle-même, que l'on donne au Prince ce Droit absolu de propriété sur les Biens des Sujets: La propriété des Particuliers est antérieure à la formation des Etats, & il n'y a nulle raison qui puisse nous porter à supposer que les Particuliers
ayent

ayent entièrement cédé au Souverain le Droit qu'ils avoient sur leurs Biens; au contraire, c'est pour s'assurer une possession paisible & tranquille dans ces mêmes Biens, qu'ils ont établi parmi eux le Gouvernement & la Souveraineté.

4^e. Disons encore, que lors même que l'on supposeroit une Souveraineté, acquise par les armes & absolüe, une telle Souveraineté n'emporteroit point par elle-même un Droit de propriété sur tous les Biens des Sujets: J'en dis autant d'une Souveraineté Patrimoniale, qui donne le Droit d'aliéner la Couronne; car ce Droit du Souverain n'empêche pas que les Sujets ne possèdent leurs biens en propre.

V. CONCLUONS donc, qu'à parler en général, il faut tenir pour constant que le Droit du Prince sur les biens des Sujets, n'est point un Droit de propriété; que ce Droit est fondé sur la Nature même & la fin de la Souveraineté, qui lui donne le pouvoir d'en disposer en différentes manières, pour le bien même des particuliers & de l'Etat, sans ôter pour cela aux Sujets leur Droit de propriété, excepté dans les cas où cela est absolument nécessaire à l'utilité publique.

VI. C'EST LA supposé, le Prince entant
que

que Souverain , a Droit sur les Biens de ses Sujets, principalement en trois manières.

La première consiste à regler par de sages Loix , l'usage que chacun doit faire de ses biens , conformément à l'avantage de l'Etat , & à celui des Particuliers.

La seconde , à exiger des subsides & des Impots.

La troisième enfin , à user des Droits du Domaine éminent.

VII. IL faut rapporter au premier Chef, les *Loix Somptuaires*, par lesquelles on prescrit des bornes aux dépenses non nécessaires, qui ruinent les familles & appauvrissent par conséquent l'Etat. Rien n'est plus important pour le bonheur d'un Etat, rien n'est plus digne de l'attention du Souverain , que d'obliger les Sujets à l'œconomie, à l'épargne & au travail.

Quand le luxe a une fois gagné une Nation, il devient un mal presque incurable ; Comme la trop grande autorité empoisonne les Rois , le Luxe empoisonne toute une Nation ; On s'accoutume à regarder comme nécessaires les choses les plus superflues , & ce sont tous les jours de nouvelles nécessités qu'on invente. Ainsi les Familles se ruinent , & les

es Particuliers se mettent dans l'impuissance de contribuer aux dépenses nécessaires pour le Bien public. Un Particulier, par exemple, qui ne dépense que trois cinquièmes de ses Revenus, en donnant un cinquième pour les Contributions publiques, ne s'incommodera pas, puisqu'il augmente encore son capital d'un cinquième; mais s'il dépensoit tout son revenu, ou il ne pourroit pas payer les impôts, ou il seroit obligé de prendre sur son capital.

Non seulement les richesses des Particuliers se dissipent mal à propos par le luxe; mais ce qui est encore un nouvel inconvénient, elles sortent pour l'ordinaire du Pays, & passent de l'Etat chez les Etrangers, chez qui l'on va chercher les choses qui flatent la vanité & le luxe.

L'appauvrissement des Particuliers produit encore un autre mal pour l'Etat, c'est qu'il empêche les Mariages; au contraire l'on se porte beaucoup plus aisément au mariage, lors qu'il ne faut pas faire de trop grandes dépenses pour soutenir une famille.

C'est aussi ce que l'Empereur AUGUSTE comprit parfaitement: car voulant
corri-

corriger les mœurs des Romains , entre
diverses Loix qu'il fit ou qu'il renouvela,
il rétablit en même tems & la Loi Somp-
tuaire , & celle qui imposoit aux Romains
la nécessité de se marier.

Le luxe une fois introduit devient
bientôt un mal général ; sa contagion se
répand insensiblement depuis les premiers
de l'Etat , jusques sur les derniers du Peu-
ple. Les proches Parens du Roi veulent
imiter sa magnificence , les Grands celle
des Parens du Roi ; les Gens médiocres
veulent égaler les Grands , & les Petits
veulent passer pour médiocres ; Ainsi tout
le monde fait plus qu'il ne peut , chacun
se ruïne , & toutes les conditions se con-
fondent.

L'histoire nous apprend une chose très
remarquable , c'est que le luxe a été ,
dans tous les tems , une des causes qui ont
le plus contribué à la décadence & à la
ruïne des Etats même les plus puissants ;
c'est que le luxe amollit insensiblement
le courage & ruïne la vertu. SÜETONE
nous rapporte que JULES CESAR n'en-
treprit de se rendre Maître de la Liber-
té de sa Patrie , que parce qu'il ne sça-
voit comment soutenir les dépenses pro-
digieuses qu'il faisoit. Bien des Gens
n'en-

Entrèrent dans son Parti, que parce qu'ils n'avoient plus de quoi fournir au luxe dans lequel ils étoient engagés, & qu'ils espéroient gagner dans la Guerre Civile, de quoi soutenir leur premier état. (1)

Remarquons enfin, que pour rendre les Loix Somptuaires plus efficaces, les Princes & les Magistrats doivent par l'exemple de leur propre modération, faire exemple à ceux qui aiment une dépense fastueuse, & encourager les sages, qui se réjouiront d'être autorisés dans une sage économie & une honnête frugalité.

VIII. IL faut encore rapporter à ce droit qu'a le Souverain, de régler l'usage que les Particuliers doivent faire de leurs Biens, les Loix contre le Jeu, contre les Prodiges en général, celles qui mettent des bornes aux Donations, aux Legs, aux Testamens, & enfin, les Loix contre l'Oisiveté & ceux qui laissent dépérir leurs biens, faute de travail & de culture.

IX. IL est important en particulier, de faire tout ce qu'il est possible pour ban-

(1) *Viđ. Sall. ad Cæs. r. de Rep. ordinand.*

bannir l'Oisiveté, cette source féconde de mille maux. Le manque d'occupation utile & honnête, est la source d'une infinité de désordres: L'Esprit humain étant d'une nature aussi agissante qu'il est, ne sçauroit demeurer dans l'inaction, & s'il n'est occupé de quelque chose de bon, il s'applique inévitablement au mal: c'est ce que l'expérience a justifié dans tous les tems. Il seroit donc à souhaiter qu'il y eut des Loix contre l'oisiveté; pour prévenir ses mauvaises suites, & qu'il ne fut permis à personne de vivre sans avoir quelque occupation honnête ou de l'Esprit ou du Corps. Sur-tout, il ne doit pas être permis à la Jeunesse, qui aspire aux Emplois Politiques, Ecclésiastiques ou Militaires, de passer dans une honteuse oisiveté, le tems de leur vie le plus propre à l'Etude de la Morale, de la Politique & de la Religion. Il est aisé de sentir qu'un Prince sage peut tirer de ces réflexions des leçons importantes pour le Gouvernement.

X. La seconde manière dont le Prince peut disposer des Biens des Sujets, c'est en exigeant d'eux des Impôts ou des Subsidés. Que le Souverain ait ce Droit, c'est ce qui paroitra incontestable,

si l'on considère que les Impôts ne sont autre chose qu'une contribution que les Particuliers payent à l'Etat, pour la conservation, & la défense de leur vie & de leurs biens; Contribution absolument nécessaire pour les dépenses, tant ordinaires qu'extraordinaires, que demande le soin du Gouvernement, & auxquelles le Souverain ne peut ni ne doit fournir de son propre fonds: Il faut donc qu'il ait pour cela le droit de prendre une partie des Biens de ses Sujets.

XI. TACITE nous rapporte à ce sujet un fait très remarquable. Il dit, « que **NERON** délibéra un jour d'abolir tous les Impôts & de faire ce Présent magnifique au Peuple Romain, mais le Sénat modéra son ardeur: Et après avoir loué son généreux dessein, il représenta à l'Empereur, que l'Empire tomberoit inévitablement, si l'on venoit à supprimer ses fondemens; que la plupart des Impôts avoient été établis par les Consuls & par les Tribuns, dans le tems même de la plus grande liberté de la République, & que c'étoit le seul moyen de fournir aux dépenses qu'exigeoit le soin d'un si grand Empire.

XII. RIEN n'est donc pour l'ordinaire

re plus injuste & plus déraisonnable que les plaintes de la Populace, qui attribue le plus souvent aux Impots la principale cause de sa misère, sans faire attention qu'ils sont au contraire le principe de la conservation & de la tranquillité de tous les Sujets de l'Etat, & qu'ils ne sçauroient refuser de les payer, sans trahir eux-mêmes leurs intérêts.

XIII. C E P E N D A N T le but & la prudence du Gouvernement Civil veut non-seulement, que l'on ne surcharge pas les Peuples, à cet égard, au-delà de ce qu'ils peuvent faire; mais encore qu'on lève les Tributs & les Impots d'une manière aussi imperceptible, aussi douce, aussi tranquille qu'il est possible.

XIV. E T 1^o., il ne faut pas charger inégalement les Citoyens, pour ne leur pas donner un sujet légitime de se plaindre. Un fardeau que tous supportent également, est beaucoup plus léger pour chacun en particulier; mais si plusieurs retirent l'épaule, il devient beaucoup plus pesant, & même insupportable aux autres. Comme tous les Sujets jouissent également de la protection du Gouvernement & de la sûreté qu'il leur procure, il est juste aussi qu'ils contribuent tous à son entre-

retien dans une juste égalité.

XV. 2°. MAIS il faut bien remarquer que cette égalité ne consiste pas à payer des sommes égales, mais à porter également les Charges imposées pour le bien de l'Etat, c'est-à-dire, qu'il doit y avoir une juste proportion entre les Charges que l'on supporte & les avantages dont on jouit; car quoique tous jouissent également de la Paix, les avantages qu'ils en retirent ne sont pas égaux.

XVI. 3°. IL faut donc imposer des Taxes à chacun, conformément à ses Revenus, tant pour l'ordinaire que pour l'extraordinaire.

XVII. 4°. L'EXPERIENCE a fait voir qu'un des meilleurs moyens de tirer des subsides du Peuple, étoit de mettre quelques Impôts sur les choses qui se consomment tous les jours dans l'usage de la vie.

XVIII. 5°. A L'EGARD des Marchandises qui entrent dans le Païs, il faut remarquer, que si elles ne sont pas nécessaires & qu'elles ne servent qu'au Luxe, on peut fort bien y mettre de grands impôts.

XIX. 6°. LORSQUE les Marchandises étrangères consistent en des choses qui peuvent

vent croître ou être fabriquées dans le Païs si les habitans y veulent employer leurs soins & leur industrie, on peut raisonnablement en réhausser les Droits d'Entrée.

XX. 7°. POUR ce qui est des Marchandises que l'on transporte chez l'Etranger, s'il est de l'intérêt de l'Etat qu'elles ne sortent pas du Païs, on peut les charger d'Impôts; mais au contraire, s'il est de l'avantage public qu'elles sortent, on doit alors diminuer ou en lever absolument les Droits de Sortie. Il y a même des Païs où, par une sage Politique, d'on fait quelque gratification aux Sujets qui transportent hors du Territoire des Marchandises qui y sont en trop grande abondance & au-delà des besoins des Habitans.

XXI. 8°. ENFIN, dans l'application de toutes ces maximes, il faut que le Souverain fasse toujours attention au bien du Commerce, & qu'il prenne toutes les mesures les plus propres pour le favoriser & le faire fleurir.

XXII. IL n'est pas nécessaire de remarquer que le Droit du Souverain à l'égard des Subsidés & des Impôts, étant fondé sur les besoins de l'Etat, il n'en doit

doit jamais exiger que proportionnellement à ces mêmes besoins, & qu'il ne doit en employer le provenu que dans les mêmes vuës, & ne pas les détourner à des usages particuliers.

§ XXIII. IL doit aussi être attentif à la conduite des officiers, qu'il charge de l'Exaction; pour prévenir & empêcher leurs duretés & leurs vexations ordinaires. TACITE nous rapporte à ce sujet une Ordonnance très sage de l'Empereur NBRON, & qui ordonna que les Magistrats de Rome & des Provinces recevroient les plaintes contre les Fermiers des Impôts publics, à toute heure, & qu'ils les régleroient sur le champ.

XXIV. LE *Domaine Eminent*, qui est, comme nous l'avons dit, la troisième partie du Pouvoir Souverain, sur les biens des Sujets, consiste dans le Droit qu'a le Souverain de se servir dans un besoin pressant, de tout ce que possèdent les Sujets.

XXV. AINSI, par exemple, si l'on veut fortifier une Ville, on prend les Jardins, les Terres & les Maisons des Particuliers, qui se trouvent situées dans l'endroit même, où il faut faire des Remparts

parts ou des Fossés. Dans un siège, l'on abbat & l'on ruine souvent des Maisons & des Campagnes, lorsque sans cela l'on en seroit incommodé, ou que l'ennemi en retireroit quelque avantage contre nous.

§ XXI. IL y a de grandes disputes entre les Politiques au sujet de ce *Domaine Eminent* : Quelques uns le condamnent absolument & ne veulent point l'admettre ; mais la dispute roule plus sur le mot que sur la chose : Il est toujours incontestable que la nature même de la Souveraineté autorise le Prince à se servir dans le cas de nécessité, des biens que possèdent les Sujets, puisqu'en lui conférant l'autorité Souveraine, on lui a donné en même tems le pouvoir de faire & d'exiger tout ce qui est nécessaire, pour la conservation & l'avantage de l'Etat. Que l'on appelle ce Droit, *Domaine Eminent*, ou de quelque autre manière, la chose est tout-à-fait indifférente, pourvu que l'on convienne du Droit lui-même.

XXVII. POUR dire quelque chose de plus particulier de ce *Domaine Eminent* du Souverain, il faut remarquer que c'est effectivement une maxime de l'Equité naturelle

turelle, que quand il s'agit de fournir ce qui est nécessaire à l'Etat & pour l'entretien d'une chose commune à plusieurs, chacun doit y contribuer à proportion de l'intérêt qu'il y a.

XXVIII. MAIS comme il arrive quelquefois, que les besoins pressans de l'Etat, & les circonstances particulières, ne permettent pas que l'on suive cette Règle à la lettre, c'est une nécessité que le Souverain puisse s'en écarter, & qu'il soit en droit de priver les Particuliers des choses qu'ils possèdent, mais dont l'Etat ne sçauroit se passer dans les circonstances où il se trouve : Ainsi le Droit dont il s'agit n'a lieu que dans une nécessité d'Etat, à laquelle on ne doit pas donner trop d'étendue, mais qu'il faut, au contraire, tempérer autant qu'il est possible par les Régles de l'Equité.

XXIX. IL est donc juste dans ces cas là, que les Propriétaires soient dédommagés par leurs Concitoyens, ou par le Trésor public, de ce qui excède leur contingent, autant du moins que la chose est possible. Que si les Citoyens eux-mêmes se sont exposés volontairement à souffrir cette perte, comme s'ils avoient bâti des Maisons, dans un lieu où elles

290 Part.III.Ch.V. *Du Pouvoir des Souv.*
ne ſçauroient ſubſiſter en tems de Guerre,
alors l'Etat n'eſt pas obligé à la rigueur
à les indamner, & ils peuvent raiſonna-
blement être cenſés conſentir eux-mêmes
à cette perte. Voilà qui peut ſuffire pour
les Droits du Souverain ſur les Biens des
Particuliers.

XXX. MAIS outre les Droits du Sou-
verain dont nous venons de parler, il a
originaiement le pouvoir de diſpoſer de
certains lieux, qu'on appelle *Biens publics*,
parce qu'ils appartiennent à l'Etat, con-
ſidéré comme tel; mais tous ces Biens
publics, ne ſont pas d'une même eſpèce,
& le Droit Souverain à cet égard varie
auſſi.

XXXI. IL y a des Biens qui ſont deſ-
tinés à l'entretien du Roi & de la Famille
Royale, & d'autres qui doivent ſervir aux
dépenses néceſſaires pour la conſervation
de l'Etat. Les premiers s'appellent le *Fiſc*
ou le *Domaine de la Couronne*, & les au-
tres *Tréſor Public*, ou le *Domaine de*
l'Etat.

XXXII. A L'E'GARD des premiers,
le Roi en a l'uſufruit plein & entier; en
forte qu'il peut diſpoſer abſolument &
ſa fantaſie des revenus qu'il en tire, &
que les épargnes même qu'il en peu
faire

faire, entrent dans son Patrimoine particulier, à moins que les Loix du Royaume ne l'eussent réglé autrement. Pour les autres Biens publics, il n'en a que la simple administration, dans laquelle il doit se proposer uniquement le Bien commun & y apporter autant de soin & de fidélité, qu'un Tuteur à l'égard des Biens de son Pupille.

XXXIII. Au moyen de cette distinction & de ces principes, on peut juger qui doivent appartenir les acquisitions que fait un Souverain pendant son règne. Car si ces acquisitions proviennent des biens destinés aux besoins de l'Etat, elles doivent sans doute appartenir au Domaine de l'Etat, & non pas au Patrimoine particulier du Roi. Mais si un Roi a entrepris & soutenu une Guerre à ses propres dépends, & sans exposer ni charger l'Etat en aucune manière, il peut légitimement s'approprier les acquisitions qu'il a faites dans une telle expedition.

XXXIV IL s'ensuit encore des principes que nous avons établis, que le Roi ne sçauroit, sans le consentement du Peuple ou de ses représentans, aliéner quoi que ce soit, ni du Domaine de l'Etat, ni même de celui de la Couronne, dont

il n'a que l'Usufruit. Mais il faut bien distinguer ici le fonds même des Biens, ou le Domaine de l'Etat, & les Revenus qu'ils produisent. Le Roi peut disposer des Revenus comme il le trouve à propos, quoiqu'il ne puisse pas aliéner le fonds.

§ XXXV. UN Prince même, qui a le Droit de mettre des Impôts, quand il le trouve à propos, pour de bonnes raisons, peut dans un besoin engager une partie du Domaine. Car c'est la même chose par rapport au Peuple, de donner de l'argent pour empêcher qu'on n'engage quelque chose, ou de le racheter après qu'on a été contraint de l'engager.

XXXVI. AU reste, tout ce que l'on vient de dire, se doit entendre en supposant que les choses ne se trouveront point autrement réglées par les Loix fondamentales de l'Etat.

XXXVII. POUR ce qui est de l'aliénation du Royaume même, ou de quelque'une de ses parties, tous les Principes que nous avons établis ci-devant, font assez comprendre ce que l'on en doit penser; & 1^o. s'il peut y avoir des Royaumes véritablement *Patrimoniaux*, il est

est incontestable, que le Souverain peut aliéner un tel Royaume, & à plus forte raison quelqu'une de ses parties.†

§ XXXVIII. 2°. HORS ce cas-là, & si le Royaume n'est point possédé comme un Patrimoine, le Roi ne sçauroit de sa seule autorité en ceder ou en aliéner quoique ce soit; il faut pour cela que le consentement du Peuple y intervienne. La Souveraineté ne sçauroit par elle même importer le Droit d'aliénation; & comme les Sujets ne peuvent dépouiller le Roi de la Couronne malgré lui, le Roi n'est pas non plus en pouvoir de substituer à sa place un autre Souverain sans leur consentement.

XXXIX. 3°. MAIS s'il s'agit d'aliéner seulement une partie du Royaume, outre l'approbation du Roi & celle des Peuples, il faut en particulier que le Peuple du País que l'on veut aliéner y consente lui-même, & même ce dernier consentement paroît le plus nécessaire. Ce seroit inutilement que les autres Provinces qui constituent le Royaume consentiroient à l'aliénation de celle-ci, si elle-même s'y opposoit.

N 3

soit.

† *Grotius*, Liv. II. Chap. 6.

soit. Le Droit de la pluralité des suffrages ne s'étend pas jusques à retrancher du Corps de l'Etat, ceux qui n'ont pas violé leurs engagements & les Loix de la Société.

XL. ET en effet, il est bien évident que ceux qui sont entrés en Société Civile, se sont joints ensemble pour former un Corps d'Etat perpétuel, un seul & même Gouvernement, aussi long-tems du moins qu'ils voudroient demeurer dans les Terres de l'Etat; & c'est en vuë des avantages qui leur revenoient en commun de leur union reciproque, qu'ils ont formé l'Etat; c'est là le fondement de leurs Conventions à cet égard. Ainsi en vertu d'une telle Convention, on ne scauroit les priver malgré eux du Droit qui leur est acquis de faire partie d'un certain Corps Politique, à moins qu'ils ne s'en fussent rendus indignes par quelque crime qui méritât qu'ils en fussent retranchés. Il y a plus, *l'obligation* répond ici au *Droit*. L'Etat, en vertu de la même Convention, a acquis un Droit sur chacune de ses parties, par lequel aucune de ses parties ne peut se soumettre à un Gouvernement étranger, ni se soustraire à celui de l'Etat,

XLI. 4^o. C E P E N D A N T il faut remarquer qu'il y a deux exceptions générales à ajouter aux Principes que nous venons d'établir, & qui toutes deux sont fondées sur le Droit & les privilèges que donne la nécessité. La première, c'est que quoique le Corps de l'Etat n'ait pas le Droit d'aliéner une de ses parties, en sorte qu'elle soit obligée bon gré, mal gré, de se soumettre à un nouveau Maître, cela n'empêche pas que l'Etat ne puisse abandonner légitimement une de ses parties, lors-qu'il se verroit évidemment en danger de péril s'il vouloit continuer à être uni avec elle.

XLII. I L est vrai que même dans ces circonstances, le Corps de l'Etat ou le Souverain, ne peut pas forcer directement une de ses Villes ou de ses Provinces à passer sous une autre Domination. Il peut seulement en retirer ses troupes, ou l'abandonner; mais elle demeure en droit de se défendre par elle-même, si elle le peut; de sorte que si la Partie abandonnée se sent assez forte pour résister à l'Ennemi, rien n'empêche qu'elle ne lui fasse tête; & si elle peut suffire, qu'elle ne s'érige en Corps d'Etat séparé; ainsi le Vainqueur ne devient

vient légitime Souverain de ce Païs-là que par le consentement des Habitans , ou par le serment de fidélité qu'ils lui prêtent.

XLIII. ON peut dire à proprement parler , que le Corps d'Etat ou le Souverain n'aliène point , en ce cas-là , la partie dont il s'agit ; il ne fait que renoncer à une Société , dont les engagements finissent en vertu d'une explication tacite qui naît de la nécessité. Après tout , ce seroit en vain que le Corps voudroit s'obstiner à conserver ou à défendre cette Partie , puisqu'on le suppose hors d'état de se conserver & de se défendre lui-même : c'est donc un pur malheur , dont la Partie abandonnée doit se consoler.

XLIV. 5°. MAIS si tel est le Droit du Corps , par rapport à la Partie , la Partie a aussi dans les mêmes circonstances , le même Droit à l'égard du Corps ; ainsi on ne sçauroit raisonnablement blâmer une Ville , qui , après s'être défendue autant qu'elle a pû , aime mieux se rendre à l'Ennemi , que de se voir pillée & mise à feu & à sang.

XLV. EN effet , chacun a un Droit Naturel primitif , de pourvoir à sa conservation par tous les moyens imaginables , & c'est principalement pour en venir

out d'une manière plus sûre , que les hommes ont formé des Sociétés Civiles. Si donc l'Etat est dans l'impuissance de secourir & de protéger quelques-uns de ses Citoyens , ceux-ci alors se trouvent dégagés de l'obligation , où ils étoient envers lui , & ils rentrent dans leur droit primitif , de se pourvoir à eux - mêmes , indépendamment de l'Etat , & de la manière qu'ils jugent la plus convenable ; ainsi les choses se trouvent dans l'égalité de part & d'autre , & le sentiment de ROTIUS qui veut établir le contraire , & qui refuse au Corps de l'Etat à l'égard de la partie , le droit qu'il accorde à la partie à l'égard du Corps , ne sçauroit se soutenir.

§ XLVI. FINISSONS ce Chapitre par deux Remarques.

La première , c'est que la maxime que quelques Politiques pressent si fort , que les Biens réunis à la Couronne sont absolument inaliénables , n'est vraie qu'aux limites & dans l'étendue des principes que nous avons établis. Ce que ces mêmes Politiques ajoutent , qu'une aliénation suivie d'une possession paisible , pendant le plus long espace de tems , n'empêche pas qu'on ne puisse toujours

redemander ce qui a appartenu à la Couronne , & le reprendre de vive force à la première occasion , est tout - à - fait infoutenable.

La seconde Remarque , c'est que , puisqu'il n'est pas permis à un Roi , indépendamment de la volonté du Peuple ou de ses Représentans, d'aliéner le Royaume ou une Partie, il ne lui est pas permis non plus de le rendre feudataire de quelqu'autre Prince , car c'est là tout évidemment une espèce d'aliénation.

*Fin de la troisieme partie du Droit
Politique.*





S U I T E
D E S
P R I N C I P E S
D U
D R O I T P O L I T I Q U E .
T O M E T R O I S I E M E
C O N T E N A N T
L A Q U A T R I E M E P A R T I E .

Nouvelle Edition revue & corrigée.



A GENEVE ET A COPPENHAGUE;
Chez CL. & ANT. PHILIBERT.

M. DCC. LXIV.

De
S
le
&
B

S U I T E

DES PRINCIPES

D U

DROIT POLITIQUE.

QUATRIEME PARTIE.

Dans laquelle on traite des différens Droits de la Souveraineté, à l'égard des Etats Etrangers; du Droit de la Guerre & de tout ce qui y a rapport; des Traités Publics & du Droit des Ambassadeurs.

CHAPITRE PREMIER.

*de la Guerre en général, & premièrement
du Droit du Souverain sur les
Sujets à cet égard.*

I. **T**OUT ce que l'on a dit jusqu'ici des Parties essentielles de la Souveraineté, regarde proprement & directement le Gouvernement intérieur

de l'Etat : Mais comme le bonheur & la prospérité d'une Nation demande non-seulement, que l'on y maintienne l'ordre & la paix au dedans, mais encore que l'on puisse se mettre à couvert des insultes des Ennemis du dehors, & le procurer de la part des autres Etats tous les secours utiles que l'on en peut tirer, nous devons passer à présent à l'examen de ces parties de la Souveraineté, qui regardent directement la sûreté & les avantages extérieurs de l'Etat, & traiter les questions les plus essentielles qui y ont rapport.

II. POUR reprendre les choses dès leur origine, il faut d'abord remarquer ici que le Genre-humain s'étant partagé en diverses Sociétés particulières, que l'on appelle *Etats* ou *Nations*, & ces différents Corps Politiques formant entr'eux une espèce de Société, ils se trouvent aussi soumis à ces Loix primitives & générales, que DIEU lui-même a donné à tous les hommes, & qu'en conséquence ils sont obligés de pratiquer entr'eux certains devoirs.

§ III. C'EST le système ou l'assemblage de ces Loix, que l'on appelle proprement le *Droit des Gens* ou la *Loi de*

Nations: Et ces Loix ne sont autre chose dans le fonds que les Loix Naturelles mêmes, que les hommes, considérés comme membres de la Société humaine en général, doivent pratiquer les uns envers les autres; ou pour dire la chose en d'autres termes, le Droit des Gens n'est autre chose que la Loi générale de la *Sociabilité*, appliquée non aux Particuliers qui composent la Société, mais aux hommes considérés comme formant entr'eux différens Corps, que l'on appelle *E tats* ou *Nations*.

IV. L'ÉTAT naturel des Nations, les uns à l'égard des autres, est sans doute un Etat de Société & de Paix: Tel est l'Etat naturel & primitif de l'homme, par rapport à tout autre homme, & quelque modification particulière que les hommes puissent apporter à leur état primitif, ils ne sçauroient sans blesser leurs devoirs, donner atteinte à cet état de Paix & de Société dans lequel ils se trouvent naturellement, & que les Loix Naturelles recommandent si fort.

V. DE là découlent plusieurs Loix du Droit des Gens; par exemple, que toutes les Nations doivent se regarder comme naturellement égales & indépendantes

les unes des autres, & se traiter comme telles dans l'occasion. Qu'elles ne doivent se faire aucun mal, & au contraire, réparer celui qu'elles pourroient avoir fait. De là encore le Droit qui leur appartient de travailler à leur conservation & à leur bonheur, & d'employer la force & les armes, contre ceux qui se déclarent leurs ennemis. La fidélité dans les *Traités* & les *Alliances*, & les égards que l'on doit aux *Ambassadeurs* viennent aussi du même principe. Telle est l'idée que l'on doit se faire du Droit des Gens en général.

VI. Nous ne nous proposons pas d'entrer ici dans le détail de toutes les questions de Politique, que peut présenter le Droit des Gens. Nous nous contenterons d'examiner ces trois matières, qui étant les plus considérables, renferment presque toutes les autres. Je veux dire le *Droit de la Guerre*, celui des *Traités* & des *Alliances*, & celui des *Ambassadeurs*.

VII. LA matière du Droit de la Guerre est également importante & étendue elle mérite par conséquent d'être traitée avec quelque exactitude. Nous avons déjà remarqué ci-dessus que c'est une maxime fondamentale du Droit de l'

Nature & des Gens, que les Particuliers & les Etats doivent vivre entr'eux, dans un Etat d'union & de Societé; qu'ils ne doivent se faire aucun mal ni se causer aucun dommage, & qu'au contraire, chacun doit exercer envers autrui les Devoirs de l'humanité.

VIII. LORSQUE les hommes pratiquent ces devoirs les uns envers les autres, on dit qu'ils sont dans un état de Paix. Cet état est sans doute le plus conforme à la nature humaine, le plus capable de la conserver, celui dont l'établissement & le maintien est le but principal des Loix de la Nature.

IX. L'ETAT opposé à cet état d'union & de Paix est ce qu'on appelle la *Guerre*, qui, dans le sens le plus général, n'est autre chose que l'état de ceux qui tâchent de vider leurs différends par les voies de la force, considérés comme tels. J'ai dit que c'est-là le sens le plus général; car dans un sens plus réservé, l'usage ordinaire a restreint la signification du mot de *Guerre*, à celle qui se fait entre des Puissances Souveraines †.

X. QUOIQUE l'état de la Paix & d'une Bienveillance mutuelle, soit sans

† Vid. *infr.* Chap. III.

doute le plus naturel à l'homme & le plus convenable aux Loix qu'il doit suivre, la Guerre ne laisse pas d'être permise dans de certaines circonstances, & quelquefois même d'être nécessaire, soit à l'égard des Particuliers, soit à l'égard des Nations. C'est ce que nous avons déjà suffisamment prouvé dans la seconde partie de cet Ouvrage, en établissant les Droits que la nature donne à l'homme pour sa propre conservation, & les moyens qu'il peut légitimement employer pour cela. Tous les principes que nous avons établis là dessus à l'égard des Particuliers, conviennent également & même à plus forte raison aux Nations.

XI. LA Loi de Dieu ne recommande pas moins au Corps des Nations de travailler à leur conservation, qu'aux hommes en particulier: Il est donc juste qu'elles puissent employer la force contre ceux qui se déclarant leurs Ennemis, violent envers elles la Loi de Sociabilité, leur refusent ce qui leur est dû, cherchent à leur enlever leurs avantages & à les détruire. Il est donc du bien même de la Société, que l'on puisse réprimer efficacement la malice & les efforts de ceux qui en renversent les fondemens;

demens; sans cela le Genre-humain deviendrait la victime du Brigandage & de la Licence, & le Droit de faire la Guerre est à proprement parler le moyen le plus puissant de maintenir la Paix entre les hommes.

XII, IL faut donc tenir pour constant, que le Souverain, entre les mains duquel on a remis l'intérêt de toute la Société, a le Droit de faire la Guerre: Mais si cela est ainsi, il faut par une conséquence nécessaire, lui donner en même tems le Droit d'employer tous les moyens nécessaires pour cela. En particulier il faut lui accorder le pouvoir de lever des Troupes, d'enrôler des soldats, & de les obliger à remplir toutes les fonctions les plus périlleuses, & même au péril de leur vie: & c'est là une branche du Droit de Vie & de Mort, qui appartient incontestablement au Souverain.

XIII. MAIS comme la force & la valeur des Troupes dépend en bonne partie de l'habitude où elles sont des Exercices Militaires, le Souverain doit, même en tems de paix, former les Citoyens à ces exercices, afin qu'ils soient plus propres dans l'occasion à supporter les fatigues de la Guerre, & à en remplir les différentes fonctions.

XIV. L'OBLIGATION où sont à cet égard les Sujets , est si rigoureuse & d'une si grande force , qu'il n'y a , à parler à la rigueur , aucun Citoyen qui puisse s'exempter de prendre les armes dans l'occasion ; & le refus de le faire seroit un juste sujet de ne plus tolérer dans la Société , ceux qui voudroient se dispenser de cette charge : Si donc pour l'ordinaire il y a dans les Etats quelques Citoyens que l'on exempté des Exercices Militaires , cette immunité n'est point un privilège qui leur appartienne de Droit , c'est une tolérance qui n'a de force qu'autant que l'on a d'ailleurs assez de Troupes pour la défense de l'Etat , & que les personnes à qui on l'accorde remplissent quelques autres fonctions utiles & nécessaires ; mais à cela près & dans un besoin , tous ceux qui sont en état doivent marcher à la Guerre , & personne ne sçauroit s'en dispenser légitimement.

XV. C'EST par une conséquence des mêmes principes que la Discipline Militaire est très rigoureuse ; la plus petite négligence , la moindre faute est souvent de la dernière conséquence , & pour cela peut être punie très rigoureusement. Les autres Juges pardonnent quelque chose

chose à la foiblesse humaine ou à la violence des passions , mais dans un Conseil de Guerre on n'a pas tant d'indulgence , & on punit souvent du dernier supplice un Soldat à qui la crainte d'une mort prochaine fait abandonner son Poste.

XVI. IL est donc du devoir de ceux qui sont une fois enrolés de tenir ferme dans le Poste où le Général les a placés , & de combattre vaillamment, lors même qu'ils courent vraisemblablement risque d'y perdre la vie : Vaincre ou mourir, est la Loi de ces fortes de combats : Et il vaut sans contredit mieux perdre la vie glorieusement , en tâchant de l'ôter à l'ennemi , que de périr tout seul avec lâcheté. On peut juger par là de ce qu'on doit penser de ces Capitaines de Vaisseaux , qui par l'ordre de leur Supérieur se font sauter en l'air , plutôt que de tomber entre les mains de l'ennemi : En effet, supposé que le nombre des Vaisseaux soit égal de part & d'autre , si un de nos Vaisseaux vient à être pris, l'ennemi en aura deux de plus que nous, au lieu que si un des nôtres périt , il n'en aura qu'un de plus ; & même si le Vaisseau qui veut se rendre maître du nôtre , périt avec

nous, comme cela arrive souvent, les forces demeureront dans l'égalité.

XVII. P O U R ce qui est de la question, si les Citoyens sont obligés de prendre les armes & de servir dans une Guerre injuste, il faut en juger par les principes que nous avons établis ci-dessus sur la fin du Chapitre premier qui traite du *Pouvoir Législatif*.

XVIII. T E L L E S sont les obligations des Sujets par rapport à la Guerre & à la défense de l'Etat; mais cette Partie de la Souveraineté très importante en elle-même, demande aussi de grands ménagemens de la part du Souverain, pour être exercée d'une manière avantageuse à l'Etat. Indiquons ici les principales maximes de la Politique à cet égard.

XIX. E T premièrement il est bien évident que la principale force d'un Etat à l'égard de la Guerre, consiste dans le nombre de ses habitans; les Souverains ne doivent donc rien négliger de tout ce qui peut contribuer à l'entretenir & à l'augmenter.

XX. E N T R E tous les moyens que l'on peut mettre en usage pour cela, il y en a trois entr'autres, qui sont d'une très grande efficace. Le premier, c'est de

de recevoir sans peine & avec facilité tous les Etrangers d'un bon caractère, qui veulent s'établir chez nous, de leur procurer la jouissance de toutes les douceurs du Gouvernement, & de leur faire part des avantages de la Liberté Civile. Ainsi l'Etat se remplit de Citoyens qui apportent avec eux les Arts, le Commerce & les Richesses, & dans lesquels on peut trouver dans le besoin un nombre considérable de bons Soldats.

XXI. UNE autre chose, & qui va au même but, c'est de favoriser & d'encourager les Mariages, qui sont la pépinière de l'Etat, & de faire à cet égard de bonnes Loix. La douceur du Gouvernement peut entr'autres choses contribuer à porter les Citoyens à se marier. Des Sujets surchargés de Tailles & d'Impôts, qui peuvent à peine par leur travail trouver de quoi satisfaire aux nécessités de la vie & aux charges publiques, ne se portent pas volontiers au mariage, dans la crainte qu'eux & leurs Enfants ne soient réduits à mourir de faim.

XXII. ENFIN, un autre moyen très-propre à entretenir & à augmenter le nombre des Habitans, c'est la Liberté de Conscience. La Religion est un des plus

grands avantages de l'homme; tous les hommes l'envifagent fur ce pied-là : Tout ce qui va à leur ôter la liberté à cet égard , leur paroît infuportable. Ils ne fçauroient s'accoutumer qu'avec peine à un Gouvernement qui les tyrannife là-deffus. La France, l'Efpagne & la Hollande , nous préfentent aujourd'hui des preuves fenfibles de la vérité de ces Remarques : Les perfécutions ont fait perdre à la première une très grande partie de fes Habitans , ce qui l'a confidérablement affoiblie : La féconde fe trouve prefque dépeuplée aujourd'hui , & cette dépopulation eft caufée principalement par cet établiffement barbare & tyrannique , que l'on appelle l'*Inquifition* ; Etabliffement également outrageux à la Divinité & pernicieux à la Société humaine , & qui a fait d'un des plus beaux Païs de l'Europe , une efpèce de Désert. La troifième enfin , au moyen d'une entière Liberté de confcience qu'elle offre à tout le monde , s'eft confidérablement augmentée au milieu même des Guerres & des difgraces : Elle s'eft élevée , pour ainfi dire , fur les débris des autres Nations , & elle jouit d'un crédit & d'une profpérité dont elle eft redevable au nombre de fes

Ha-

Habitans
fois la
cheffes
XX
tans d
force ;
que le
heure
xe , la
les for
affoibli
Prince
de bon
litaire
nes m
gneu
qu'il ét
procure
former
ne per
firs leu
& amol
XXI
plus eff
pes , c
& la D
foin &
porter u
les Solda

Habitans, qui lui ont apporté tout à la fois la Force, le Commerce & les Richesses.

XXIII. Le grand nombre des Habitans d'un Païs en fait donc la principale force; mais il faut d'ailleurs pour cela, que les Citoyens soient formés de bonne heure au travail & à la vertu. Le luxe, la mollesse & les plaisirs énervent les forces du Corps, en même tems qu'ils affoiblissent le courage. Il faut donc qu'un Prince, qui veut trouver dans ses Sujets de bonnes Troupes & mettre l'Etat Militaire sur un bon pied, prenne de bonnes mesures à cet égard, qu'il veille soigneusement à l'éducation de la Jeunesse, qu'il établisse une bonne Discipline, qu'il procure à ses Sujets les moyens de se former aux exercices du corps, & qu'il ne permette pas que le luxe & les plaisirs leur donnent des mœurs effeminées & amoindissent leur courage.

XXIV. ENFIN, un des moyens le plus efficace pour avoir de bonnes Troupes, c'est de leur faire observer l'ordre & la Discipline militaire, avec tout le soin & l'exactitude possible, sur tout d'apporter une attention particulière à ce que les Soldats soient payés exactement, de
faire

faire prendre soin de ceux qui sont malades, & de leur fournir les secours dont ils ont besoin; & enfin d'entretenir parmi eux la connoissance de la Religion & des devoirs qu'elle prescrit, en leur procurant les moyens de s'instruire là-dessus. Telles sont les principales maximes que la bonne Politique présente aux Souverains, & au moyen desquelles ils peuvent raisonnablement espérer de trouver toujours dans le Corps des Citoyens de bonnes Troupes, disposées à combattre vaillamment dans l'occasion pour la défense de la Patrie.

C H A P I T R E II.

Des Causes de la Guerre.

§ I. **S**I la Guerre est quelquefois permise & même nécessaire, ainsi que nous venons de l'établir, ce n'est que pour de justes raisons, & seulement à condition, que celui qui l'entreprend se propose d'en venir par ce moyen à une paix solide & durable. La Guerre peut donc être ou juste ou injuste, selon la cause qui l'a produite.

II. LA

II. LA Guerre est juste si elle se fait pour de justes raisons; elle est injuste si elle est sans cause, ou du moins sans une cause juste & suffisante.

III. POUR rendre la chose plus sensible, on peut distinguer avec GROTIUS entre les raisons justificatives & les motifs de la Guerre. Les premières sont celles qui rendent en effet, ou qui paroissent rendre la Guerre juste, par rapport à l'ennemi; en sorte qu'on croit ne lui faire aucun tort en prenant les armes contre lui: Les motifs, ce sont les vuës d'intérêt qui nous déterminent à déclarer la Guerre; Ainsi dans la Guerre d'*Alexandre* contre *Darius*, la raison justificative dont le premier se servoit, étoit, qu'il vouloit venger les injures que les Grecs avoient reçues des Perses. Les motifs étoient, l'ambition, la vanité & l'avarice de ce Conquérant, qui se portoit d'autant plus volontiers à prendre les armes, que les expéditions de *XENOPHON* & d'*AGESILAS* lui faisoient concevoir une grande espérance de réussir aisément. La raison justificative de la seconde Guerre Punique, fut le démêlé au sujet de la Ville de Sagonte. Le motif en étoit l'indignation des Carthaginois,

de

de ce que les Romains leur avoient extorqué des conditions onéreuses , dans le tems que la fortune ne leur étoit pas favorable , & l'encouragement que leur donnoit le bon succès de leurs armes en Espagne.

IV. DANS une Guerre innocente à tous égards & parfaitement juste , il faut non-seulement que la raison justificative soit légitime , mais encore qu'elle se confonde avec le motif , c'est-à-dire , que l'on n'entreprenne la Guerre que par la nécessité où l'on se voit réduit de se défendre contre les insultes d'autrui , de se faire rendre ce qui nous est inviolablement dû , ou d'obtenir la réparation d'une injure manifeste.

V. AINSI une Guerre peut être vicieuse ou injuste à l'égard de ses causes en quatre manières.

1°. Lorsqu'on l'entreprend sans aucune raison justificative , ni aucun motif d'utilité tant soit peu apparente ; mais seulement par une fureur insensée & brutale , qui fait aimer le sang & le carnage pour lui-même. Mais on peut douter raisonnablement , si l'on peut trouver aucun exemple d'une Guerre si barbare.

VI. 2°. LORSQU'ON attaque les au-

tres

ex- tres uniquement pour son propre intérêt,
s le sans qu'ils nous aient fait aucun tort,
s fa c'est-à-dire, lors que l'on manque de
don- causes justificatives ; & ces sortes de
a Ef- Guerres sont, par rapport à l'Agresseur,
de véritables Brigandages.

te à VII. 3°. LORSQU'ON qu'on a des
fauf motifs fondés sur des causes justificatives,
ative mais qui n'ont qu'une équité apparente,
con- & qui étant bien examinées, se trouvent
que au fond illégitimes.

par ba VIII. 4°. ENFIN on peut encore di-
e dé- re, que la Guerre est injuste, lors qu'ayant
de fa de bonnes raisons justificatives, on l'en-
table- treprend cependant par d'autres motifs,
d'un- qui n'ont aucun rapport avec le tort que
tre vi l'on a reçu, comme pour acquérir une
cause vaine gloire, pour étendre sa Domina-
tion &c.

aucun IX. DE ces quatre sortes de Guerres,
d'un dont l'entreprise renferme quelque injus-
seule tice, la troisième & la dernière sont très-
rurale communes ; car il n'y a guères de Na-
ge pe tions assez barbares pour prendre les ar-
raison mes sans alléguer quelque espèce de rai-
auci sons justificatives. Il n'est pas bien diffi-
cile de découvrir l'injustice de la troisième : Pour la quatrième, quoique peut-
être très-commune, elle n'est pas tant in-
juste

juste en elle-même, que par rapport aux vûes & aux dispositions de celui qui la fait : Mais il est bien difficile de l'en convaincre, les motifs étant d'ordinaire impénétrables, où du moins la plupart des gens prenant beaucoup de soin pour les cacher. †

X. O N peut conclure des principes que nous venons d'établir, que toute Guerre juste doit se faire ou pour nous conserver, & pour nous défendre contre les insultes de ceux qui tâchent de nous faire du mal, dans nos personnes, ou de nous enlever ou de détruire ce qui nous appartient, ou pour contraindre les autres à nous rendre ce qu'ils nous doivent en vertu d'un Droit parfait que l'on a de l'exiger d'eux; ou enfin, pour obtenir la réparation du dommage qu'ils nous ont causé injustement, & pour leur faire donner des suretés, à l'abri desquelles on n'ait rien à craindre de leur part pour l'avenir.

XI. O N comprend assez par là, quels peuvent être les sujets de la Guerre. Mais pour donner plus de jour à cette matière,

† Voyez l'explication de ces Principes dans *Buddée. Jurisprud. Hist. Specim. §. 82. & suiv.*

re , indiquons ici quelques exemples des principales causes injustes d'une Guerre.

I°. Ainsi par exemple, pour avoir un juste sujet de Guerre, il ne suffit pas que l'on craigne la puissance d'un voisin, qui va en s'augmentant; tout ce que l'on peut faire dans ces circonstances, c'est de chercher à se procurer des sûretés innocemment, & à se mettre en bon état de défense; mais les actes d'hostilité ne sont permis, que lors qu'ils sont nécessaires, & ils ne sont nullement nécessaires, aussi longtems qu'on n'est point assuré d'une certitude morale, que celui que l'on craint, a non-seulement le pouvoir, mais encore la volonté de nous attaquer. On ne peut pas, par exemple, déclarer la Guerre avec justice à un Voisin, par la seule raison qu'il fait bâtir sur ses terres des Citadelles, ou travailler à quelques Fortifications dont il pourroit quelque jour se servir contre nous.

XII. 2°. LA seule utilité ne donne pas non plus le même droit que la nécessité, & elle ne suffit pas pour rendre une Guerre légitime: C'est ainsi par exemple, qu'on ne peut pas prendre les armes légitimement, pour s'emparer de quelque endroit, qui est à notre bien-être,

ce ,

ce, & propre à couvrir nos frontières.

XIII. 3°. IL faut dire la même chose de l'envie de changer de demeure, & de quitter des marais, des déserts, pour s'établir dans un Païs plus fertile.

4°. Il n'est pas moins injuste d'attenter sur les Droits & la Liberté d'un Peuple, sous prétexte qu'il n'a ni autant d'esprit, ni des mœurs aussi policées que nous. C'étoit donc mal à propos que les Grecs traitoient les Barbares, comme des Gens qui étoient naturellement leurs Ennemis, à cause de la diversité de leurs mœurs, & peut-être parce qu'ils ne paroissoient pas avoir autant d'esprit qu'eux.

XIV. 5°. CE seroit aussi une Guerre manifestement injuste, que de prendre les armes contre un Peuple pour le réduire sous son obéissance, sous le prétexte qu'il conviendrait à ce Peuple de nous avoir pour Maître. De cela seul, qu'une chose est avantageuse à quelqu'un, il ne s'ensuit pas de là qu'on puisse le contraindre à s'y soumettre. Quiconque a l'usage de la Raison doit avoir la liberté de choisir lui-même ce qu'il croit lui être avantageux.

XV. IL faut encore remarquer ici que les Devoirs que les Nations doivent

prati

pratiquer les unes envers les autres, ne sont pas tous d'une même obligation, & que leur manquement à cet égard ne donne pas toujours un juste sujet de Guerre. Il y a par rapport aux Nations, tout comme par rapport aux Particuliers, les devoirs d'une obligation rigoureuse & parfaite, dont la violation emporte un tort & une injure proprement dite, & des Devoirs d'une obligation imparfaite, qui ne produisent pour autrui qu'un Droit imparfait & non rigoureux. Et comme on ne peut pas, de Citoyen à Citoyen, avoir recours aux Juges, pour se faire rendre ce qui nous est dû de cette seconde manière, on ne peut pas non plus, de Puissance à Puissance, y contraindre par les armes.

XVI. IL faut pourtant excepter de cette Règle les cas de nécessité dans lesquels le *Droit imparfait* se change en *Droit parfait*; de sorte qu'alors le refus de celui qui ne veut pas s'acquitter envers nous de ce qui nous est dû, nous fournit un juste sujet de Guerre: Mais hors de là, toute Guerre entreprise pour cause d'un refus de ce à quoi on n'est tenu que par les Loix de l'humanité, est une Guerre injuste.

XVII.

XVII. P O U R faire l'application de ces principes, exposons quelques exemples. Le Droit de passer sur les Terres d'autrui est effectivement fondé sur l'humanité, lors qu'on ne veut se servir de cette permission que pour un sujet légitime, comme si des Gens chassés de leur Païs veulent s'établir ailleurs; ou si l'on entreprend une Guerre juste, & que pour la faire, il soit nécessaire de passer sur le Territoire d'un Peuple neutre &c. Mais ce n'est là qu'un devoir d'humanité qui n'est pas dû à autrui, en vertu d'un Droit parfait & rigoureux, & dont le refus ne sçauroit autoriser une Nation à employer la force des armes pour l'obtenir.

XVIII. C E P E N D A N T *Grotius*, en examinant cette question, prétend, non-seulement » qu'on est obligé d'accorder » le Passage sur les Terres à une petite » troupe de Gens sans armes, & dont » par conséquent on n'a rien à craindre; » mais encore qu'on ne sçauroit le refuser à une armée nombreuse, nonobstant » la juste appréhension que l'on peut avoir » que ce passage ne nous cause quelque » mal considérable, ou de sa part, ou de » la part de ceux contre qui elle marche, » pourvu néanmoins, ajoute *Grotius*,

I^o. » Que

1°. Que l'on demande ce passage pour un juste sujet, & 2°. Que l'on le demande premièrement avant que d'entreprendre de passer par force.

XIX. CET Auteur prétend donc, que dans ces circonstances, le refus autorise à en venir aux voyes de fait, & que l'on peut légitimement se procurer par la force ce que l'on n'a pas pû obtenir de bonne grace, & cela lors même qu'il y auroit d'ailleurs d'autres chemins par où l'on pourroit passer. Il ajoute que ce que l'on pourroit avoir à craindre en permettant le passage à un grand nombre de Gens armés, n'est pas une raison suffisante pour s'en dispenser, parce qu'à cet égard on peut prendre de bonnes précautions. Ce que l'on peut craindre d'ailleurs de la part de celui contre qui marche l'autre, n'est pas non plus un juste sujet de refus, si ce dernier a un juste sujet de faire la guerre.

XX. GROTIUS fonde son sentiment sur cette raison; c'est que l'établissement de la propriété ne s'est fait, que sous la réserve tacite du Droit de se servir dans le besoin du bien d'autrui, tant que cela se pourroit faire, sans que le Propriétaire

taire en reçut aucune incommodité.

XXI. MAIS je ne sçaurois entrer dans le sentiment de cet Illustre Politique; car 1°. Quoique l'on puisse dire, il est incontestable que le droit de passer sur le Territoire d'autrui, n'est point un Droit parfait & dont on puisse exiger l'exécution à la rigueur; Si un Particulier n'est point obligé de laisser passer un autre Particulier sur ses Terres, à plus forte raison une Nation peut-elle refuser le passage à l'armée d'une autre, tant qu'il n'y a point de convention entr'elles là-dessus.

XXII. 2°. LES grands inconvénients qui peuvent suivre d'une telle permission autorisent ici le refus: En effet, en accordant le passage, on court risque de faire de son propre Païs, le Theatre de la Guerre: D'ailleurs si celui à qui l'on accorde le passage est repoussé, & a enfin du dessous, quelques justes raisons qu'il ait de faire la Guerre à son Ennemi, celui-ci ne se vengera-t-il point de ce qu'il n'a pas tenu à nous que son Ennemi ne l'accablât? Comme l'on suppose ici que l'on vit sur le pied d'Ami, avec l'un & l'autre des Princes qui se font la Guerre, on ne sçauroit favoriser l'un au préjudice de l'autre.

l'autre
nous
manque
qualité
ici e
préten
de ren
mière
der; e
difficul
jours fa
juste ou
vouloir
bitre de
leurs di
XXII
craindre
à qui l'
sans de
d'accord
lent que
mais que
le prendr
lent nous
ment, &
irréparab
la mai
entation
es violen
Burlam

l'autre, sans donner sujet au dernier de nous regarder comme ses Ennemis, sans manquer par là à ce qu'on lui doit en qualité d'Ami. En vain distingueroit-on ici entre une Guerre juste, & injuste, prétendant que la dernière donne droit de refuser le passage, mais que la première met dans l'obligation de l'accorder; cette distinction n'enlève point la difficulté; car outre qu'il n'est pas toujours facile de décider si une Guerre est juste ou injuste, il y a de la témérité à vouloir se rendre, pour ainsi dire, l'arbitre de deux ennemis, & à se mêler de leurs différends.

XXIII. 3°. MAIS n'a-t-on rien à craindre de la part des Troupes mêmes qui l'on accorde le passage? Les Partisans de l'opinion contraire en tombent d'accord, & c'est pour cela qu'ils veulent que l'on prenne bien ses précautions; mais quelques précautions que l'on puisse prendre, il n'y en a point qui puissent nous mettre à l'abri de tout événement, & il y a des maux & des pertes réparables. Des Gens qui ont les armes à la main se laissent aller aisément à la tentation d'en abuser, & de commettre des violences, sur-tout s'ils sont en grand

Burlam. D. Polit. T. III. B nom-

nombre, & qu'ils trouvent l'occasion de faire quelque gain considérable. Combien de fois n'a-t-on pas vû des Armées étrangères, ravager & s'approprier même les Etats d'un Peuple qui les avoit appellés à son secours, sans que les Traités & les Sermens les plus solennels ayent été capables de les détourner d'une si noire perfidie? † Que ne doit-on pas appréhender de ceux qui ne sont pas dans des engagemens si étroits?

XXIV. 4°. DISONS encore, & c'est ici une remarque importante en Politique, que presque tous les Etats ont ceci de commun, c'est que plus on avance dans le cœur du Païs, plus on pénètre dans l'intérieur, & plus on le trouve foible & defarmé. Les Cartaginois, ailleurs invincibles, furent vaincus près de Cartage par AGATOCLES & par SCIPION. HANNIBAL disoit qu'on ne pouvoit surmonter les Romains que dans l'Italie. c'est donc une chose bien périlleuse que de laisser épier ces mystères à une multitude d'étrangers, qui ayant les armes à la main, peuvent profiter de notre

† Voyés *Just.* Liv. IV. Chap. 4. & 8. & *Tite Live.* Liv. VII. Chap. 38.

foiblesse & nous faire repentir de notre imprudence.

XXV. 5^o. AJOUTEZ à cela, que dans un Etat il y a presque toujours des Esprits mutins & remuans, qui sont capables de solliciter l'Etranger, ou contre leur Souverain même, ou enfin contre leurs Voisins. Toutes ces raisons font assez sentir que quelques précautions qu'on puisse prendre, elles ne sçauroient mettre à l'abri des plus grands dangers.

6^o. ENFIN, on peut encore ajouter à tout ce que l'on vient de dire, l'exemple d'une infinité de Peuples, qui ont été très mal récompensés de la facilité qu'ils ont eüe, de laisser passer des Troupes étrangères par leur Païs.

XXVI. FINISSONS l'examen de cette question par deux remarques. La première, c'est qu'il paroît par tout ce que l'on vient de dire, que c'est ici une affaire de prudence, & que quoique l'on ne soit pas obligé de donner passage à une armée étrangère, & que le plus sûr soit de le refuser, cependant si l'on ne se sent pas assez fort pour résister à la violence de celui qui veut passer, à quelque prix que ce soit, ou que par là on s'attire infailliblement sur les bras

une facheuse Guerre, il faut sans contre-dit accorder alors le passage; & la nécessité où l'on se trouve réduit doit être une justification suffisante auprès du Prince chez qui la Guerre va être portée au travers de nos Etats.

XXVII. MA seconde remarque; c'est que si l'on suppose d'un côté, une justice & une nécessité évidente dans la Guerre, que veut entreprendre celui qui demande le passage par notre territoire; & de l'autre, que l'on n'ait rien à craindre soi-même de la part de celui contre qui on marche, on se trouve alors dans une obligation indispensable de donner passage; car si la Loi de Nature oblige chacun à secourir ceux qu'on voit manifestement opprimés, quand on peut le faire sans beaucoup de péril & avec espérance de succès, à plus forte raison ne doit-on porter aucun obstacle à ce qu'ils entreprennent pour se défendre.

XXVIII. C'EST en suivant les mêmes principes que nous venons d'établir, qu'il faut juger du Droit de transporter ses marchandises par le Territoire d'autrui. Ce n'est tout de même qu'un Droit imparfait & un Devoir d'humanité, qui nous oblige de l'accorder aux autres, dont

l'obli

l'obligation n'est pas rigoureuse & dont le refus ne sçauroit donner un juste sujet de Guerre.

XXIX. A la vérité, les Loix de l'humanité obligent indispensablement à laisser passer des Marchandises étrangères, qui sont absolument nécessaires à la vie, que notre voisin ne peut pas se procurer par lui-même, & que nous ne pouvons pas nous-mêmes lui fournir; mais à cela près, on peut avoir de bonnes raisons d'empêcher que des Marchandises étrangères ne passent sur nôtre territoire pour aller ailleurs. Un trop grand abord d'Etrangers est quelquefois préjudiciable à l'Etat; & d'ailleurs, pourquoi un Souverain ne pourroit-il pas à ses propres Sujets, le gain que feroient les Etrangers, à la faveur du passage qu'il leur accorderoit?

XXX. BIEN entendu qu'il n'y a rien de contraire à l'humanité, d'imposer quelques Droits d'entrée ou de sortie sur les Marchandises des Etrangers, à qui l'on accorde le passage. C'est un juste dédommagement des fraix que l'on est obligé de faire pour l'entretien des Chemins publics, des Ports, des Ponts &c.

XXXI. IL faut raisonner de la même

me manière sur le Commerce en général entre les différens Etats. J'en dis autant du Droit de prendre des femmes chez ses Voisins ; un refus de leur part ne sçauroit autoriser à leur déclarer la Guerre.

XXXII. AJOUTONS ici quelque chose des Guerres entreprises pour cause de Religion. La Loi Naturelle qui permet à l'homme de défendre sa vie, ses biens & tous les autres avantages dont il jouit, contre les attaques d'un Agresseur injuste, lui accorde sans contredit, le pouvoir de se défendre contre ceux qui voudroient, pour ainsi dire, lui enlever par force sa Religion en l'empêchant de faire profession de celle qu'il croit la meilleure, ou en le contraignant d'embrasser celle qu'il croit être fausse.

XXXIII. EN effet, la Religion est un des plus grands biens de l'homme ; elle renferme ses intérêts les plus considérables ; quiconque cherche à le traverser à cet égard, se déclare son Ennemi, & par conséquent, on peut justement se servir contre lui de la force des armes, pour repousser l'injure, & se mettre à couvert du mal qu'il veut nous faire. Il est donc permis & même juste de prendre les armes, lorsqu'on se

voit

voit attaqué pour cause de Religion.

XXXIV. MAIS s'il est permis de se défendre pour cause de Religion, il n'est pas permis de faire la Guerre pour étendre celle dont nous faisons profession, & pour contraindre ceux qui ont à cet égard des sentimens & des pratiques différentes: L'un est une suite nécessaire de l'autre: il n'est pas permis d'attaquer celui qui est en droit de se défendre. Si la Guerre défensive est juste, l'Offensive est nécessairement criminelle. La nature même de la Religion, ne permet pas que l'on employe des moyens violens pour sa propagation; elle consiste dans les sentimens intérieurs de l'ame. Le Droit des hommes à cet égard par rapport aux autres, c'est de les éclairer, de les instruire & d'employer pour cela la voie d'une douce & forte persuasion. Il faut persuader les hommes & non les égorger; en agir autrement, c'est exercer contr'eux un brigandage d'autant plus criminel, qu'on cherche à s'autoriser par le prétexte le plus saint. Il n'y a donc pas moins de folie que d'impiété dans un pareil procédé.

XXXV. EN particulier, rien n'est plus

plus contraire à l'esprit du Christianisme, que d'employer la force des armes pour sa propagation. JESUS - CHRIST notre Divin Maître a enseigné les hommes & n'a point usé de violence contr'eux. Les Apôtres ont constamment suivi son exemple, & l'énumération que fait S. PAUL, des armes qu'il employe pour la Conversion des hommes, est une belle leçon pour les Chrétiens †.

XXXVI. BIEN loin qu'une simple différence de sentimens en matière de Religion, fournisse un juste sujet de poursuivre par les armes, ou d'inquiéter le moins du monde, ceux que l'on croit dans l'erreur, il est certain au contraire, que ceux qui en usent ainsi, fournissent aux autres hommes un juste sujet de leur faire la guerre & de défendre ceux qu'ils oppriment injustement. On propose là-dessus cette Question à examiner, sçavoir ; *Si les Princes Protestans ne pourroient pas en bonne conscience se liguier pour détruire l'Inquisition, & pour obliger les Puissances qui la souffrent dans leurs Etats, à désarmer cette Cabale, sous laquelle le*
Chris-

† Voy. II. Corinth. Ch. VI. v. 4. & suiv., & Chap. X. v. 4.

Christi
qui, J
piété,
& la
Quoi
tain,
té des
funeste
qui v
Terre
sent si
du bea
avoir d
vété,
dance l
Sujets.
XXX
marques
de la
comme
re, qui
mal, qu
de, il e
de confu
avant qu
te suje
faut pel
les le b
blableme

Christianisme gémit depuis si longtems, & qui, sous un faux prétexte de zèle & de pitié, exerce la Tyrannie la plus horrible & la plus contraire à la Nature humaine? Quoi-qu'il en soit, il est du moins certain, que jamais Heros n'auroit dompté des Monstres plus furieux, ni plus funestes au Genre-Humain, que celui qui viendrait à bout de purger la Terre de ces ames scélérates, qui abusent si impudemment & si cruellement du beau prétexte de la Religion, pour avoir dequoi vivre dans une molle oisiveté, & pour tenir dans leur dépendance les Souverains aussi bien que les Sujets.

XXXVII. VOILA les principales Remarques qui se présentent sur les Causes de la Guerre. Disons à présent que comme on ne doit entreprendre la Guerre, qui par elle-même est un très grand mal, que pour parvenir à une paix solide, il est encore d'une nécessité absolue, de consulter les Regles de la Prudence, avant que de l'entreprendre, quelque juste sujet que l'on en ait d'ailleurs. Il faut peser exactement avant toutes choses le bien ou le mal, qui peut vraisemblablement nous en revenir; car s'il y a

lieu de craindre en faisant la Guerre, qu'on n'attire sur soi ou sur les siens, des maux plus grands que le bien qu'on en pourroit espérer, il vaut mieux sans doute diffimuler l'injure que de s'exposer à des maux plus considérables que celui-là même, dont on veut poursuivre la réparation par les Armes.

XXXVIII. DANS ces circonstances, on peut légitimement entreprendre la Guerre, non-seulement pour soi-même, mais encore pour autrui; pourvu, 1^o. Que celui en faveur de qui on s'engage, ait un juste sujet de prendre les armes, & que d'ailleurs on ait avec lui quelque liaison, qui nous autorise à traiter en Ennemis des personnes qui ne nous ont fait à nous-mêmes aucun tort.

XXXIX. OR entre ceux que l'on peut, & l'on doit même défendre, il faut mettre au premier rang ceux qui dépendent du Défenseur, c'est-à-dire les Sujets de l'Etat; car c'est principalement en vuë de cette protection, que les hommes auparavant indépendans, sont entrés dans des Sociétés Civiles: C'est ainsi, que les *Gabaonites* s'étant soumis à la domination du Peuple d'Israël, ce Peuple prit les armes pour eux sous la conduite de Josué.

Les

Les R
te ma
vérité
la max
dellu
garde
ques-
tirer un
de l'Et
de pren
térêt d
Partie;
plus el
XL,
les All
pressé
secours
mis sou
reconn
simplem
ou bien
XL
doit être
Guerre
ger inn
quelqu
manifest
peut r
défendre

Les Romains en ont usé souvent de cette manière : Bien entendu que les Souverains doivent observer dans ces cas-là, la maxime que nous venons d'établir ci-dessus § XXXVII. Ils doivent prendre garde en prenant les armes pour quelques-uns de leurs Sujets, de ne pas attirer un mal plus fâcheux sur tout le Corps de l'Etat : Le devoir du Souverain regarde premièrement & principalement l'intérêt du *Tout*, plutôt que celui d'une *Partie*; & plus une *Partie* est grande, plus elle approche du *Tout*.

XL, 2^o. APRES les Sujets, viennent les Alliez, auxquels on s'est engagé expressément par un Traité de donner du secours dans le besoin, soit qu'ils se soient mis sous notre protection, comme se reconnoissant Inférieurs, soit qu'on ait simplement stipulé du secours d'une part, ou bien de part & d'autre.

XLI. BIEN entendu que la Guerre doit être de la part de nôtre Allié une Guerre juste; car on ne sçauroit s'engager innocemment à donner du secours à quelqu'un, dans une Guerre qui seroit manifestement injuste : Ajoutons que l'on peut même sans préjudice du Traité, défendre ses Sujets préférablement à ses

Alliez, quand il n'y a pas moyen de les secourir les uns & les autres en même temps; car les engagements d'un Etat envers ses Citoyens, l'emportent toujours sur ceux où il entre envers tout Etranger.

XLII. P O U R ce que dit G R O T I U S que l'on n'est pas obligé de donner du secours à un Allié, lorsqu'il n'y a aucune espérance de bon succès, il faut l'entendre de cette manière. Que si l'on voit évidemment que nos forces, jointes ensemble, ne sont pas en état de tenir tête à notre Ennemi, & que notre Allié pouvant s'accorder avec lui à des conditions supportables, ne laisse pas de vouloir courir à une ruine certaine, nous ne sommes point obligés par le Traité d'Alliance à nous exposer à périr sans ressource, en voulant secourir ses foibles efforts; car d'ailleurs les Alliances deviendroient inutiles, si en vertu de cette union on n'étoit pas obligé de s'exposer à quelque péril, ou à quelque perte pour secourir un Allié.

XLIII. E N F I N, on demande encore, si plusieurs de nos Alliez ont besoin de notre secours, lequel doit être secouru le premier & préférablement
aux

aux
lorsque
injulten
faut se
la Ca
lui dor
contre
tre un
qu'il n'
se expr
de pre
tre le
tort.
Alliez
nemi
guerre
particul
du seco
aux Tr
moyen
alors il f
plus an
XLI
ceux av
veillan
tiennent
qu'on r
cours
l'amitié

aux autres ? GROTIUS répond, que lorsque deux Alliés se font la guerre injustement de part & d'autre, il ne faut secourir aucun des deux ; mais si la Cause d'un Allié est légitime, il faut lui donner du secours, non - seulement contre des Etrangers, mais encore contre un autre de nos Alliés, à moins qu'il n'y ait dans le Traité quelque clause expresse, qui ne nous permette pas de prendre la défense du premier contre le dernier, quoi - que celui - ci ait tort. Que si enfin, plusieurs de nos Alliez se liguent ensemble contre un Ennemi commun, ou bien s'ils font la guerre séparément contre des Ennemis particuliers, il faut leur donner à tous du secours également & conformément aux Traités ; mais lors - qu'il n'y a pas moyen de les assister tous en même tems, alors il faut donner la préférence à l'Allié le plus ancien.

XLIV. 3^o. Les Amis, c'est - à dire ceux avec qui on est uni par une bienveillance & une affection particulière, tiennent ici le troisiéme rang. Car quoi qu'on ne leur ait pas promis certains secours déterminés par un Traité formel, l'amitié emporte par elle - même un engagement -

gagement reciproque de se secourir, autant que le permettent des obligations plus étroites, & cela avec plus d'empressement que ne le demande la simple liaison de l'humanité.

XLV. JE dis que l'on peut prendre les Armes pour ses Amis qui font une Guerre juste, car on n'est pas à cet égard dans une obligation rigoureuse; & cela se doit entendre sous cette condition, si on peut le faire aisément & sans s'incommoder beaucoup soi-même.

XLVI. 4^e D I S O N S enfin, que la seule liaison d'humanité qui est entre les hommes, en conséquence de leur nature commune & de la Société, & qui forme la liaison la plus étendue, suffit pour autoriser à secourir ceux qui sont opprimés injustement; pourvu du moins que l'injustice soit considérable & manifeste; & que l'Offensé nous appelle lui-même à son secours; en sorte que nous agissons plutôt en son nom que de nôtre chef; sur quoi néanmoins il faut encore faire cette remarque, c'est qu'à la vérité, l'on a le Droit de secourir les opprimés, par la seule raison de l'humanité; mais que l'on n'est pourtant pas dans une obligation rigoureuse à cet égard. Ce n'est ici qu'un
de-

devoir
n'oblig
en prat
un mal
d'ailleurs
sa cons
XLV
une G
Prince,
de leur
cipe de
n'est pe
est mor
eux-m
dre les
Tyran
pes que
XLV
tablisse
verain
sur ses
les punir
doive se
lui; ma
ce Droit
être ex
les Suj
ou que
neuse; al

devoir d'une obligation imparfaite , & qui n'oblige qu'autant qu'on peut le mettre en pratique , sans se causer à soi-même un mal considérable : Car toutes choses d'ailleurs égales , l'on doit même préférer la conservation à celle d'autrui.

XLVII. MAIS peut-on entreprendre une Guerre en faveur des Sujets d'un Prince , pour les délivrer de l'oppression de leur Souverain , & par le seul principe de l'humanité ? Je réponds que cela n'est permis que dans les cas où la Tyrannie est montée à un tel point , que les Sujets eux-mêmes peuvent légitimement prendre les armes pour secouer le joug d'un Tyran qui les opprime , selon les principes que nous avons établis ci-devant.

XLVIII. IL est vrai que depuis l'établissement des Sociétés Civiles , le Souverain a acquis un Droit tout particulier sur ses Sujets , en vertu duquel il peut les punir sans qu'aucune autre Puissance doive se mêler de ce qui se passe chez lui ; mais il n'est pas moins certain que ce Droit a ses bornes & qu'il ne peut être exercé légitimement , que lors que les Sujets sont véritablement coupables , ou que du moins leur innocence est douteuse ; alors la présomption doit être ef-

fec-

fectivement en faveur du Souverain, & une Puissance Etrangere n'a pas le droit de se mêler de ce qui se passe dans un autre Etat.

XLIX. Mais enfin, si la Tyrannie est venuë à son comble, si l'oppression est toute manifeste, comme lors qu'un **BUSIRIS** ou un **PHALARIS** maltraitent leurs Sujets à outrance & d'une manière à être condamnée par toute personne raisonnable, on ne sçauroit refuser à ces Sujets ainsi opprimés, la protection des Loix de la Société humaine. Tout homme entant qu'homme, a droit d'exiger que les autres le secourent dans le besoin, & chacun y est obligé, lors qu'il le peut, par les loix de l'humanité. Or il est certain qu'on ne renonce point à ces Loix, & même qu'on ne peut y renoncer en entrant dans une Société Civile: Cette Société ne sçauroit s'établir au préjudice des Loix de l'humanité; on peut bien être censé s'être engagé à ne pas implorer le secours des Etrangers pour de légères injures, ou même pour des grandes qui ne tombent que sur peu de personnes.

Mais lorsque tous les Sujets, ou une grande partie, gémissent sous l'oppression d'un Tyran, les Sujets d'un côté rentrent dans tous les Droits de la Liberté
Natu-

Naturelle, qui les autorise à chercher du secours où ils peuvent en trouver; & de l'autre, ceux qui sont en état de leur en donner sans s'incommoder eux-mêmes considérablement, peuvent non-seulement, mais doivent travailler de toutes leurs forces à délivrer les opprimés, par cette seule raison qu'ils sont hommes & Membres de la Société humaine dont les Sociétés Civiles font partie.

L. A la vérité, il paroît par l'Histoire ancienne & par l'Histoire moderne, que le desir d'envahir les Etats d'autrui se couvre souvent de semblables prétextes; mais le mauvais usage que les hommes font d'une chose, n'empêche pas toujours qu'elle ne soit juste en elle-même: Les Corsaires vont sur Mer aussi-bien que tout autre Navigateur; les Brigands portent l'Epée comme toute autre personne. Voilà qui peut suffire sur les différentes Causes de la Guerre.



C H A P I T R E III.

Des différentes espèces de Guerre.

§ I. **O**UTRE la distinction de la Guerre, en celle qui est juste & celle qui est injuste, dont nous venons de parler, il y en a plusieurs autres qu'il est à propos de considérer ici : Et premièrement, on distingue la Guerre en *Guerre Offensive* & en *Guerre Défensive*.

II. **L**ES Guerres Défensives sont celles que l'on entreprend pour se conserver, & se défendre contre les insultes de ceux qui tâchent de nous faire du mal en nôtre personne, ou de nous enlever & de détruire ce qui nous appartient. Les Offensives sont celles au contraire, qui se font pour contraindre les autres à nous rendre ce qu'ils nous doivent, en vertu d'un Droit parfait que l'on a de l'exiger d'eux, ou pour obtenir la réparation du dommage qu'ils nous ont causé injustement, & pour leur faire donner des sûretés, à l'abri desquelles on n'ait plus rien à craindre de leur part pour l'avenir.

III.
de ne f
la préce
Défensiv
toute G
aujourd
res pur
Gens qu
te doit
n'est pas
Offensiv
n'en spa
Guerres
me lori
un Princ
IV. a
plus, q
à un au
re Offen
lui fasse
soit tou
beaucou
mer une
tant pas
qu'on a
Prince,
donc on
une tel
Guerre

III. 1°. IL faut donc prendre garde de ne pas confondre cette distinction avec la précédente, comme si toute Guerre Défensive étoit juste, & qu'au contraire toute Guerre Offensive fut injuste. C'est aujourd'hui la coutume d'excuser les Guerres purement Défensives. Il y a des Gens qui croient que toute Guerre injuste doit être appelée Offensive, ce qui n'est pas vrai; car s'il y a des Guerres Offensives qui soient justes, comme on n'en sçauroit douter, il y a donc des Guerres Défensives qui sont injustes, comme lorsque nous nous défendons contre un Prince qui a raison de nous attaquer.

IV. 2°. IL ne faut pas croire non plus, que celui qui le premier fait tort à un autre, commence par là une Guerre Offensive, & que l'autre qui veut qu'on lui fasse justice pour le tort qu'il a reçu, soit toujours sur la Défensive. Il y a beaucoup d'injustices qui peuvent allumer une Guerre, & qui ne font pourtant pas la Guerre même, comme lorsqu'on a maltraité les Ambassadeurs d'un Prince, qu'on a pillé ses Sujets &c. Si donc on prend les armes pour venger une telle injustice, on commence une Guerre Offensive, mais une Guerre juste ;
&

& le Prince qui a fait tort , & qui ne veut par le reparer , fait une Guerre Défensive, mais injuste. La Guerre Offensive n'est donc injuste que lorsqu'elle est entreprise sans une cause legitime , & alors la Guerre Défensive, qui dans d'autres occasions pourroit être injuste, devient juste.

V. IL faut donc dire en général , que le premier qui prend les armes , soit qu'il le fasse justement ou injustement, commence une Guerre Offensive; & que celui qui s'oppose au premier, soit qu'il ait ou qu'il n'ait pas raison de le faire , commence une Guerre Défensive. Ceux qui regardent le mot de Guerre Offensive comme un terme odieux , & qui renferme toujours quelque chose d'injuste , & qui considèrent au contraire la Guerre Défensive comme inséparable de l'équité, brouillent toutes les idées, & embarrassent une matière qui paroît d'elle-même assez claire. Il en est ici des Princes comme des Particuliers : Le Demandeur qui commence un Procès, a quelquefois tort, mais aussi quelquefois raison : Il en est tout de même du Défendeur ; on a tort de ne vouloir pas payer une somme qui est justement due , comme on a raison de se défendre de payer ce qu'on ne doit pas.

VI.
disting
en Gu
Il app
fait c
Puiss
c'est
Particu
enfin la
fait d'un
de l'aut
VII.
Division
Guerre
plus éte
toute pri
der une q
nière de
rant à t
distinction
l'usage
la signifi
celle qui
véritables.
Particul
Guerre
Nature
du Dro
état, p

VI. EN troisième lieu, GROTIUS distingue la Guerre, en Guerre *Privée*, en Guerre *Publique*, & en Guerre *Mixte*. Il appelle Guerre *Publique*, celle qui se fait de part & d'autre par autorité d'une Puissance Civile ; la Guerre *Privée*, c'est celle qui se fait de Particulier à Particulier & sans autorité publique ; & enfin la Guerre *Mixte*, est celle qui se fait d'un côté par autorité publique, & de l'autre par de simples Particuliers.

VII. ON peut remarquer sur cette Division, que si l'on prend le mot de Guerre dans le sens le plus général & le plus étendu, & que l'on entende par là, toute prise d'armes qui a pour but de vider une querelle, par opposition à la manière de vider un différend, en recourant à un Juge commun, alors cette distinction pourra être admise ; mais l'usage semble s'y opposer, & il restreint la signification du mot de Guerre, à celle qui se fait entre des Puissances Souveraines. Dans une Société Civile les particuliers n'ont pas le droit de faire la guerre, & pour ce qui est de l'état de nature, nous avons déjà parlé ailleurs du Droit que les Hommes ont dans cet état, pour la conservation & pour la défense

fenſe de leurs Perſonnes & de leurs Biens; ainſi comme nous ne traitons ici que des Droits des Souverains les uns à l'égard des autres, c'eſt proprement & uniquement de la *Guerre Publique*, dont nous avons à parler.

VIII. 4°. On diſtingue encore la Guerre, en Guerre *ſolemnelle ſelon le Droit des Gens*, & en Guerre *non ſolemnelle*. Il faut deux choſes pour qu'une Guerre ſoit ſolemnelle; la première, qu'elle ſe faſſe par autorité du Souverain; la ſeconde, qu'elle ſoit accompagnée de certaines formalités, comme une déclaration ſolemnelle &c.; mais c'eſt ce dont nous parlerons plus amplement dans la ſuite. La Guerre non ſolemnelle, eſt celle qui ſe fait ou ſans avoir été déclarée dans les formes, ou ſimplement contre des Particuliers. Nous nous contenterons d'indiquer ici cette diviſion, renvoyant à l'examiner plus particulièrement, & à voir quels en peuvent être les effets, lorsque nous traiterons de ce qui a accoutumé de précéder la Guerre.

IX. EXAMINONS cependant ici une queſtion, qui a rapport à la matière. C'eſt de ſçavoir ſi un Magiſtrat, proprement ainſi nommé, a comme tel, le

pou-

pouvoir de faire la Guerre de son chef? GROTIUS répond ici, qu'à en juger indépendamment des Loix Civiles, tout Magistrat semble avoir autant de droit en cas de résistance, de prendre les armes pour exercer sa Jurisdiction, & faire exécuter les ordres, que pour défendre le Peuple qui est confié à ses soins. PUFFENDORF, au contraire, prend la négative, & critique la pensée de GROTIUS.

X. MAIS il est aisé de concilier ces deux Auteurs; il n'y a proprement entre eux qu'une dispute de mots; GROTIUS attache au mot une idée plus vague & plus générale †. En conséquence, lorsqu'un Magistrat subalterne prend les armes pour maintenir son autorité, & pour mettre à la raison ceux qui refusent de s'y soumettre, il est censé le faire avec l'approbation du Souverain, qui, en lui confiant une partie du Gouvernement de l'Etat, l'a revêtu en même tems, du pouvoir nécessaire pour l'exercer; & ainsi, s'agit uniquement de sçavoir, si tout Magistrat, comme tel, a ici besoin d'un ordre exprès du Souverain; en sorte que la constitution des Sociétés Civiles en général

† *Vid. sup. §. 7.*

néral le requière ainsi , indépendamment des Loix Civiles de chaque Etat.

XI. OR, dans cet état des choses , si un Magistrat peut user de la voye des armes , pour mettre à la raison une ou deux personnes , ou dix ou vingt , qui ne veulent pas lui obéir , ou qui veulent l'empêcher d'exercer sa Jurisdiction , pourquoy ne pourroit-il pas se servir du même moyen contre mille &c. ? Plus le nombre sera grand , & plus il aura besoin de force , pour vaincre leur résistance ; or c'est ce que GROTIUS comprend sous le nom de Guerre.

XII. PUFFENDORF convient de tout cela dans le fonds ; mais il prétend que ce pouvoir coactif , qui appartient au Magistrat , sur les Sujets desobéissans , ne fait pas une partie du Droit de la Guerre , toute Guerre se faisant entre des égaux , ou du moins entre ceux qui prétendent l'être : L'idée de PUFFENDORF est sans doute plus régulière & plus convenable à l'usage , mais il est bien évident que la différence qu'il y a entre lui & GROTIUS , ne consiste que dans l'étendue plus ou moins grande que l'un & l'autre donnent au mot de Guerre.

XIII. Si l'on dit qu'il peut être dangereux

ger
Ma
mais
la fa
teus
au P
treind
nécess
Magi
XI
preme
contre
du Po
Souver
à l'éter
est inc
gitimen
d'hostili
dre for
raisonabl
des cir
rencontr
XV
Général
on avec
peut ag
aussi bi
manière
mais il r
Burlan

gereux de laisser tout ce Pouvoir à un Magistrat subalterne, cela peut être vrai, mais cela prouve seulement qu'il est de la sagesse & de la prudence des Législateurs, de mettre des bornes à cet égard au Pouvoir des Magistrats, pour restreindre ce qui autrement seroit une suite nécessaire du but même pour lequel le Magistrat est établi.

XIV. A l'égard de la Guerre, proprement ainsi nommée, & qui se fait contre un Ennemi Etranger : Pour juger du Pouvoir des Magistrats ou Officiers des Souverains, il ne faut que faire attention à l'étendue de leur commission. Car il est incontestable qu'ils ne sçauroient légitimement entreprendre quelque acte d'hostilité de leur chef, & sans un ordre formel du Souverain, du moins raisonnablement presumé, en conséquence des circonstances dans lesquelles ils se rencontrent.

XV. **A I N S I**, par exemple, un Général d'armée envoyé à une expédition avec Plein-pouvoir de son Maître, peut agir contre l'ennemi Offensivement aussi bien que Défensivement, & de la manière qu'il jugera la plus avantageuse ; mais il ne sçauroit ni entreprendre une

Burlam. D. Polit. T. III, C nou-

nouvelle Guerre, ni faire la Paix de son chef. Que si son pouvoir est limité, il ne doit jamais passer les bornes qui lui ont été prescrites, à moins que d'y être inévitablement réduit, par la nécessité de se défendre; car tout ce qu'il fait pour cela est censé fait de l'aveu même & par l'ordre du Souverain: Ainsi, supposé qu'un Amiral eut ordre de se tenir sur la Défensive, il ne lui est pas pour cela défendu de poursuivre & de foudroyer la Flotte ennemie, pour la disperser ou pour la détruire, s'il vient à en être attaqué, mais seulement il lui est défendu de l'aller chercher lui-même le premier.

XVI. EN général, les Gouverneurs des Provinces & des Villes, s'ils ont des Troupes à leur disposition, peuvent se défendre de leur propre autorité, contre un Ennemi qui les attaque; mais ils ne doivent jamais porter la Guerre dans quelque autre Païs, sans un ordre exprès de leurs Souverains.

XVII. CE fut en vertu de ce privilège que donne la nécessité, que LUCIUS PINARIUS, Gouverneur d'*Enna en Sicile* pour les Romains, sachant avec certitude que les Habitans tramoient de se ranger sous l'obéissance de Cartha-
ge,

ge, fit main basse sur eux, & sauva ainsi la place : mais hors ces cas-là, les habitans d'une Ville n'ont nul droit de prendre les armes, pour se venger des injures dont le Prince néglige lui-même de tirer raison.

XVIII. UNE simple présomption de la volonté du Souverain ne seroit pas même suffisante pour disculper un Gouverneur ou tel autre officier qui entreprendroit la Guerre, hors des cas de nécessité, sans aucun ordre, ni général ni particulier. Car ce n'est pas assez de voir dans telle ou telle situation des choses, quel parti on a lieu de croire que prendroit le Souverain, si on le consultoit ; mais il faut plutôt considérer en général, ce qu'il faudroit qu'on fit sans le consulter, lorsqu'on a le tems ou que l'affaire est douteuse ; or sans contredit, le Souverain ne consentira jamais, que ses Ministres puissent, toutes les fois qu'il jugeront à propos, entreprendre sans son ordre une affaire aussi capitale, & d'une aussi grande importance qu'est la Guerre Offensive, dont il est ici question.

XIX. AINSI, dans ces circonstances, quelque parti que le Souverain lui-même ait trouvé à propos de prendre, s'il avoit

été consulté, & quelque succès qu'ait pu avoir la Guerre entreprise sans les ordres, il est toujours libre au Souverain, de ratifier ou non l'entreprise de son Ministre. S'il la ratifie, cette approbation rend la Guerre solennelle par un effet retroactif; de sorte que tout le Corps de l'Etat en est alors responsable : mais si le Souverain desavouë l'action du Gouverneur, les actes d'hostilité que celui-ci a commencé d'exercer, doivent passer pour de purs Brigandages, dont la faute ne réjaillit en aucune manière sur l'Etat, pourvu que d'ailleurs on livre le Gouverneur ou qu'on le punisse suivant les Loix du Païs, en procurant autant qu'il est possible, la reparation du dommage qu'il a causé.

XX. Au reste, on peut remarquer ici que dans les Sociétés Civiles, lorsque quelqu'un des Citoyens a fait du mal à quelque Etranger, on s'en prend quelquefois à tout le Corps de l'Etat, ou à celui qui en est le Chef, en telle sorte que l'on peut lui déclarer la Guerre pour cela; mais pour donner lieu à cette espèce d'imputation, il faut nécessairement supposer l'une de ces deux choses; ou que les Souverains ont souffert que l'on fit tort

l'Etranger, ou qu'ils donnent retraite au Coupable.

XXI. SUR le premier cas, il faut poser pour maxime, qu'un Souverain, qui ayant connoissance des crimes de ses Sujets, comme par exemple, qu'ils exercent la Piraterie sur les Etrangers, & qui, d'ailleurs pouvant & devant l'empêcher, ne le fait pas, se rend lui-même coupable, parce qu'il a consenti à l'action mauvaise qu'il laisse commettre, & fournit par conséquent un juste sujet de guerre.

XXII. LES deux conditions, dont on vient de parler, je veux dire la connoissance & la tolérance du Souverain, sont absolument nécessaires, & l'une ne suffit pas sans l'autre; Or on présume qu'un Souverain sçait tout ce que ses Sujets font tous les jours, d'une manière ouverte & sans se cacher; pour le Pouvoir d'empêcher le mal, on le présume aussi toujours, à moins que le Prince ne prouve clairement son impuissance.

XXIII. L'AUTRE manière dont un Souverain se rend coupable par rapport au crime d'autrui, c'est lorsqu'il donne une retraite au coupable, & qu'il empêche ainsi qu'on ne le punisse. PUF-

FENDORF prétend là dessus que si l'on est tenu de livrer le coupable qui s'est réfugié chez nous, c'est plutôt en vertu de quelque Traité fait là dessus, qu'en conséquence d'une obligation commune & indispensable.

XXIV. MAIS il me semble que c'est sans des raisons suffisantes que PUFFENDORF a abandonné à cet égard le sentiment de GROTIUS, qui paroît mieux établi. Voici donc à quoi se réduisent les principes de ce dernier Auteur sur cette question.

1°. Depuis l'Etablissement des Sociétés Civiles, on a effectivement accordé à chaque Souverain qu'il seroit le seul qui eut Droit de punir, comme il trouveroit à propos, les fautes de ses Sujets, qui intéressent proprement le Corps dont ils sont Membres.

XXV. 2°. MAIS on ne leur a pas laissé un Droit si absolu & si particulier à l'égard des Crimes, qui intéressent en quelque façon la Société humaine; en telle sorte que, par rapport à ces crimes, les autres Etats ou leurs Chefs ont droit d'en poursuivre la punition.

XXVI. 3°. A plus forte raison ont-ils ce Droit, lorsqu'il s'agit des crimes, par

par lesquels ils sont offensés d'une manière directe, & à l'égard desquels ils ont un Droit de punition, pour le maintien de leur Société ou de leur honneur; ainsi dans ces circonstances, l'Etat ou le Chef de l'Etat, chez qui un Coupable étranger se retire, ne doit apporter en tant qu'en lui est, aucun empêchement à l'exécution qui appartient à toute autre Puissance.

XXVII. 4°. Or comme un Prince ne permet pas ordinairement qu'un autre Prince envoie sur ses Terres des Gens armés, pour se saisir des Criminels qu'il veut punir, (& cela aussi seroit sujet à de fâcheux inconvéniens) il faut nécessairement que le Souverain sur les Terres duquel se trouve un Coupable atteint & convaincu, fasse de deux choses l'une, ou qu'il punisse lui-même le Coupable à la requisition du Souverain offensé, ou qu'il le remette entre les mains de celui-ci, pour qu'il le punisse, ainsi qu'il le trouvera à propos; & c'est ce qu'on appelle *livrer*, & dont on trouve tant d'exemples dans l'Histoire.

XXVIII. 5°. Les Principes que l'on vient d'établir, touchant l'obligation de punir ou de livrer, regardent non

seulement les Coupables qui ont toujours été Sujets de l'Etat dans les Terres duquel ils se trouvent, mais encore ceux qui après avoir commis quelque crime, sont venus se réfugier dans le Païs.

XXIX. 6°. ENFIN, il faut encore remarquer que le Droit qu'ont les Puissances Souveraines, de demander qu'on leur livre les Criminels qui se sont fauvés de leurs Terres, n'a lieu, suivant l'usage établi depuis plusieurs Siècles dans la plus grande Partie de l'Europe, qu'en matière de crime d'Etat, ou d'une énormité extrême. Pour les crimes moins considérables, on les dissimule de part & d'autre, à moins qu'on n'en soit autrement convenu par quelque Traité particulier.

XXX. OUTRE toutes les espèces de Guerre dont on a parlé jusqu'ici, on peut encore les distinguer en Guerres *Pleines & Parfaites*, & en Guerres *Imparfaites*. La Guerre pleine & parfaite, est celle qui rompt entièrement & à tous égards l'Etat de Paix & de Société, & qui donne lieu à tous les actes d'hostilité, quels qu'ils puissent être. La Guerre *imparfaite* est au contraire, celle qui ne rompt pas la Paix à tous égards, mais

pour

pour ce
de Paix
XXX
ce de G
némen
propo
par les
imparfa
verains
ou leurs
arrêtant
des Suj
égard q
parer, c
cet égar
justice,
réfuser
l'état
XX
les Re
un Dr
sur un
traire,
sont
des S
pothe
de l'
ment
que,

pour de certaines choses seulement, l'Etat de Paix subsistant quant au surplus.

XXX.I C'EST à cette dernière espèce de Guerre que l'on rapporte communément les Représailles, dont il est à propos de traiter ici. On entend donc par les Représailles, cette espèce de Guerre imparfaite, ces actes d'hostilité que les Souverains exercent les uns contre les autres, ou leurs Sujets par leur consentement, en arrêtant ou les Personnes ou les Effets des Sujets d'un Etat, qui a commis à notre égard quelque injustice, qu'il refuse de réparer, afin de nous procurer des sûretés à cet égard, & pour l'engager à nous rendre justice, & au cas qu'il persiste à nous la refuser. de nous la faire à nous mêmes, l'état de Paix subsistant quant au surplus.

XXXII. GROTIUS prétend que les Représailles ne sont point fondées sur un Droit Naturel & de nécessité; mais sur une espèce de Droit des Gens arbitraire, par lequel la plupart des Nations sont convenues entr'elles, que les biens des Sujets d'un Etat seroient comme hypothéqués, pour ce que l'Etat ou le Chef de l'Etat pourroient devoir, soit directement & par eux-mêmes, soit entant que, faute de rendre bonne justice, ils

58 Part. IV. Ch. III. *Des Différentes*
seroient rendus responsables du fait d'autrui.

XXXIII. MAIS ce n'est point ici un Droit arbitraire fondé sur un prétendu Droit des Gens, dont on ne sçauroit prouver l'existence, & dans lequel tout se réduit à un usage plus ou moins étendu; mais qui par lui-même n'a jamais force de Loi: Le Droit dont il s'agit ici est une suite de la Constitution des Sociétés Civiles & une application des maximes du Droit Naturel à cette constitution.

XXXIV. DANS l'Indépendance de l'Etat de Nature, & avant qu'il y eut aucun Gouvernement, personne ne pouvoit s'en prendre qu'à ceux-là mêmes, de qui il avoit reçu du tort, ou à leurs complices; parce que personne n'avoit alors avec d'autres une liaison en vertu de laquelle il pût être censé participer en quelque manière à ce qu'ils faisoient, même sans sa participation.

XXXV. MAIS depuis qu'on eut formé des Sociétés Civiles, c'est-à-dire, des Corps dont tous les membres s'unissent ensemble pour leur défense commune, il a nécessairement résulté de là une commodité d'intérêts & de volonté, qui fait

fait que comme la Société, ou les Puissances qui la gouvernent, s'engagent à se défendre chacun, contre les insultes de tout autre, soit Citoyen, soit Etranger, chacun aussi peut être censé s'être engagé à répondre de ce que fait ou doit faire la Société dont il est membre, ou les Puissances qui la gouvernent.

§ XXXVI. AUCUN établissement humain, aucune liaison où l'on entre, ne sçauroit dispenser de l'obligation de cette Loi générale de la nature, qui veut que le dommage que l'on a causé à autrui soit réparé, à moins que ceux qui sont exposés à en souffrir, n'aient manifestement renoncé au droit d'exiger cette réparation: Et lorsque ces sortes d'établissements empêchent à certains égards, que ceux qui ont été lésés, ne puissent obtenir aussi aisément la satisfaction qui leur est due, qu'ils l'auroient fait sans cela, il faut réparer cette difficulté en fournissant aux intéressés toutes les autres voyes possibles de se faire eux-mêmes raison.

XXXVII. OR il est certain, que les Sociétés ou les Puissances qui les gouvernent, par cela même qu'Elles sont armées des forces de tout le Corps, sont quelquefois encouragées à se moquer im-

punément des Etrangers, qui viennent leur demander quelque chose qu'elles leur doivent, & que chaque Sujet contribué d'une manière ou d'autre à les mettre en état d'en user ainsi; de sorte que par là il peut être censé y consentir en quelque sorte: Que s'il n'y consent pas en effet, il n'y a pas après tout d'autre manière de faciliter aux Etrangers lezés, la poursuite de leurs Droits, devenuë difficile par la réunion des forces de tout le Corps, que de les autoriser à s'en prendre à tous ceux qui en font partie.

§ XXXVIII. CONCLUONS donc que par une suite même de la Constitution des Sociétés Civiles, chaque Sujet demeurant tel, est responsable par rapport aux Etrangers, de ce que fait, ou doit faire la Société ou le Souverain qui la gouverne, sauf à lui demander un dédommagement lorsqu'il y a de la faute ou de l'injustice de la part des Supérieurs: Que si quelquefois on est frustré de ce dédommagement, il faut regarder cela comme un des inconvéniens que la Constitution des affaires humaines rend inévitables, dans tout établissement humain. Si l'on joint à toutes ces raisons, les raisons

sons même
GROTIUS,
n'est pas
consentement
fonder le
§ XX
des actes
même sou
& parais
a que le S
légitimem
le faire q
XL.
que le :
fait, &
soit mani
de quelq
justice et
ce, il
leux d'
s'exposé
Guerre
plus en
d'avoir
ordinar
il faut
de ce
quoi f
ou nou

sons même de Convenance que rapporte GROTIUS, on conviendra aisément, qu'il n'est pas nécessaire de supposer ici un consentement tacite des Peuples, pour fonder le Droit de Représailles.

§ XXXIX. LES Représailles étant des actes d'hostilité & qui dégénèrent même souvent dans une Guerre pleine & parfaite; il est bien évident qu'il n'y a que le Souverain qui puisse les exercer légitimement, & que les Sujets ne peuvent le faire que de son ordre & par son autorité.

XL. D'AILLEURS, il est nécessaire, que le tort ou l'injustice que l'on nous fait, & qui occasionne les Représailles, soit manifeste & évident, & qu'il s'agisse de quelque intérêt considérable. Si l'injustice est douteuse ou de peu de conséquence, il seroit également injuste & périlleux d'en venir à cette extrémité, & de s'exposer ainsi à tous les maux d'une Guerre ouverte: On ne doit pas non plus en venir aux Représailles avant que d'avoir tâché d'obtenir raison par les voyes ordinaires, du tort qui nous a été fait; il faut s'adresser pour cela au Magistrat de celui qui nous a fait injustice; après quoi si le Magistrat ne nous écoute point, ou nous refuse satisfaction, on peut, pour
se

se la procurer , user de Représailles.

XLII. EN un mot, il n'est pas permis d'en venir aux Représailles que lorsque tous les moyens ordinaires d'obtenir ce qui nous est dû, viennent à nous manquer; en telle sorte, par exemple, que si un Magistrat subalterne nous avoit refusé la justice que nous demandons, il ne nous feroit pas encore permis d'user de Représailles avant que de nous être adressés au Souverain de ce Magistrat même, qui peut-être nous rendra Justice. Dans ces circonstances on peut donc ou arrêter les Sujets d'un Etat, si l'on arrête nos gens chez eux, ou saisir leurs Biens & leurs Effets; mais quelque juste sujet qu'on ait d'user de Représailles, on ne peut jamais directement, pour cette seule raison, faire mourir ceux dont on s'est saisi; on doit seulement les garder sans les maltraiter, jusqu'à-ce que l'on ait obtenu satisfaction; de sorte que pendant tout ce tems-là ils sont comme en ôtage.

XLII. P O U R les Biens saisis par Droit de Représailles, il faut en avoir soin, jusqu'à-ce que le tems auquel on doit nous faire satisfaction soit expiré, après quoi on peut les adjuger au Créancier,

ou

ou les ven
te, en ven
ce qui est
XLIII
qu'il n'est
qu'à l'ég
nommés,
ce qui est
passer, c
demeurer
n'ont pas
l'Etat, d
tems &
que l'on
du tort
toyen ori
fus que l
dre just
les Amb
sacrées,
ne & e
Femmes
de Lett
leur acc
l'ont d
que T
présail
XL
disting

ou les vendre pour l'acquit de la dette, en rendant à celui à qui on les a pris, ce qui reste, tous fraix déduits.

XLIII. REMARQUONS encore qu'il n'est permis d'user de Représailles, qu'à l'égard des Sujets proprement ainsi nommés, & de leurs biens; car pour ce qui est des Etrangers qui ne font que passer, ou qui viennent seulement pour demeurer quelque tems dans le País, ils n'ont pas une assez grande liaison avec l'Etat, dont ils ne sont membres qu'à tems & d'une manière imparfaite, pour que l'on puisse se dédommager sur eux, du tort qu'on a reçu de quelque Citoyen originaire & perpétuel, & du refus que le Souverain a fait de nous rendre justice. Il faut encore excepter ici les Ambassadeurs qui sont des Personnes sacrées, même pendant une Guerre pleine & entière; mais pour ce qui est des Femmes, des Ecclésiastiques, des Gens de Lettres &c., le Droit Naturel ne leur accorde ici aucun privilège, s'ils ne l'ont d'ailleurs acquis en vertu de quelque Traité. Cela peut suffire sur les Représailles.

XLIV. ENFIN quelques Politiques distinguent encore des Guerres, qui se font

font entre deux ou plusieurs Souverains , & celles des Sujets contre les Puissances ; mais il est aisé de sentir que lorsque des Sujets prennent les armes contre leur Souverain , ils le font ou pour de justes raisons & suivant les principes que nous avons établis ci-dessus , ou sans en avoir un sujet légitime ; au dernier cas , c'est plutôt une Révolte , ou soulèvement , qu'une Guerre proprement ainsi nommée ; mais si les Sujets ont de justes raisons de résister à leur Souverain , c'est une véritable Guerre , puisqu'il n'y a plus alors ni Souverain ni Sujets , & que tout lien de Dépendance & d'obligation vient à cesser. Les deux partis opposés sont alors dans l'état de Nature & d'Égalité ; ils tâchent de se faire raison par leurs propres forces , c'est donc une véritable Guerre ; & voilà qui peut suffire sur les différentes espèces de Guerres.

C H A P I T R E IV.

Des choses qui doivent précéder la Guerre.

§ I. **Q**UELQUE juste sujet qu'on ait de faire la Guerre , cependant comme elle entraîne après soi & d'une

d'une ma-
maux & m-
il est certain
ter d'abord.
mir à une e-
peut être
même.

II. V o-
La Prudence
servent d-

1^o. En-

Guerre e-
qu'il s'agi-
séquence
maler ou
droit, lon-
dérable

2^o. Il

que app-
ce seroit
véritable
té de c-
& à se

pour en

3^o.

ritable

c'est-à

aucun

à qu-

une manière inévitable, une infinité de maux & même souvent des injustices, est certain que l'on ne doit pas se porter d'abord, ni trop facilement, à en venir à une extrémité dangereuse, & qui peut être très funeste au Vainqueur lui-même.

II. VOICI donc les ménagemens que la Prudence veut que les Souverains observent dans ces circonstances.

1°. En supposant que le sujet de la guerre est juste en lui-même, il faut qu'il s'agisse d'une chose de grande conséquence pour nous; il vaut mieux différer ou relâcher quelque chose de son droit, lorsque la chose n'est pas considérable, que d'en venir aux armes.

2°. Il faut que l'on ait au moins quelque apparence probable de réussir, car ce seroit une témérité criminelle, une véritable folie, que de s'exposer de gaieté de cœur à une destruction certaine, & à se jeter dans un plus grand mal, pour en éviter un moindre.

3°. Enfin, il faut qu'il y ait une véritable nécessité à prendre les armes, c'est-à-dire, que l'on ne puisse employer aucun moyen plus doux, pour obtenir ce que nous demandons, ou pour nous met-

mettre à couvert des maux qui nous menacent.

III. NON-SEULEMENT ce sont là des principes de prudence , mais la maxime générale de la sociabilité & de l'amour de la paix , veut que nous en usions de cette manière ; maxime qui n'a pas moins de force par rapport aux Nations , que par rapport aux Particuliers : C'est donc une nécessité au Souverain de suivre ces maximes : La justice du Gouvernement les y oblige par une suite de la nature même & du but de l'autorité ; ils doivent toujours prendre un soin particulier de l'Etat & de leurs Sujets , & par conséquent ne les exposer à tous les maux que la Guerre entraîne après soi , qu'à la dernière extrémité , & lorsqu'il ne reste plus d'autre ressource que celle des armes.

IV. CE n'est donc pas assez , que la Guerre soit juste en elle même par rapport à l'Ennemi ; il faut encore qu'elle le soit par rapport à nous-mêmes & à nos Sujets. PLUTARQUE nous rapporte là-dessus que » parmi les anciens » Romains , lorsque les Prêtres nommés » *Féciaux* avoient conclu que l'on pou- » voit justement entreprendre la Guerre ,
le

le Sénat
tagaux de
V. Or
les différen
venir aux
paux. L
amiable
que démi
remarque
ote manie
par la d
d'autre
l'homme
bêtes ,
que qu
voye ut
VI. L
différend
Juge co
les ma
gent ,
termine
assurém
ment l
aussi e
par d
VI
peut
est l

le Sénat examinoit encore s'il étoit avantageux de s'y engager.

V. OR entre les moyens de terminer les différends entre les Nations sans en venir aux armes, il y en a trois principaux. Le premier est une conférence amiable entre les Parties qui ont quelque démêlé, & là-dessus C I C E R O N remarque fort judicieusement, » que cette manière de terminer un différend, » par la discussion des raisons de part & » d'autre, convient particulièrement à » l'homme, que la force appartient aux » bêtes, & qu'il ne faut y avoir recours » que quand on ne peut employer l'autre » voye utilement.

VI. LE second moyen de terminer un différend entre ceux qui n'ont point un Juge commun, c'est un compromis entre les mains d'Arbitres; les Grands négligent, pour l'ordinaire, cette manière de terminer les difficultés, mais elle mérite assurément d'être suivie par ceux qui aiment la Justice & la Paix, & elle l'a aussi été par plusieurs Grands Princes & par des Peuples illustres.

VII. ENFIN, le troisième que l'on peut quelquefois employer avec succès, c'est la voye du sort. J'ai dit, que l'on
peut

peut quelquefois employer cette voye ; car il n'est pas assurément toujours permis de remettre à la décision du sort l'issue d'un différend ou d'une Guerre. On n'a plein pouvoir de prendre cette voye, comme on le juge à propos, que quand il s'agit d'une chose sur laquelle on a un plein Droit, & à laquelle on peut renoncer ; Mais en général l'obligation où est le Souverain, de conserver la vie, l'honneur, ou la Religion des Citoyens, & autres choses semblables, comme aussi l'obligation où il est de maintenir l'honneur de l'Etat, ces obligations sont trop fortes & trop considérables, pour que le Souverain puisse renoncer à l'usage des moyens les plus naturels & les plus apparens, pour sa propre conservation & pour celle des autres, & employer d'abord la voye du sort, qui est, de sa nature, entièrement incertaine.

VIII. M A I S à cela près, si, tout bien compté, celui qui a été injustement attaqué se trouve si foible, qu'il ne voye aucune apparence de pouvoir résister à l'ennemi, rien n'empêche, ce semble, qu'il n'offre de vider le différend par la voye du sort, pour éviter ainsi un péril certain en s'exposant à un danger incertain ; car c'est alors le moindre de deux maux inévitables.

IX. I.
qui a
font les
liers que
usage pour
doient
deux Per
che que
malheurs
rapporte
de Gen
d'autre
exemples
celui d'En
de Paris
X. C
avoir,
l'intérêt
ces fort
côté q
lang h
neurs c
dire a
qu'il v
une G
seul
par u
même
taillie
où l'o

IX. IL y a encore un autre moyen qui a quelque rapport avec le fort; ce sont les combats singuliers ou particuliers que l'on a mis plusieurs fois en usage pour terminer les différends qui étoient prêts à causer la Guerre entre deux Peuples: Et en effet, rien n'empêche que pour prévenir la Guerre & les malheurs qu'elle entraîne, on ne s'en rapporte au combat entre un certain nombre de Gens, dont on est convenu de part & d'autre. L'Histoire nous fournit plusieurs exemples de ces sortes de combats, comme celui d'*Enée* & de *Turnus*, de *Menelas* & de *Pâris*, des *Horaces* & des *Curiaces*.

X. C'EST une question importante de sçavoir, si l'on fait bien d'exposer ainsi l'intérêt de tout un Etat, au hazard de ces sortes de combats: Il semble d'un côté que par ce moyen on épargne le sang humain, & qu'on abrège les malheurs de la Guerre; de l'autre, on peut dire avec quelque apparence de raison, qu'il vaut mieux s'engager même dans une Guerre sanglante, que de risquer d'un seul coup la liberté & le salut de l'Etat par un coup décisif, d'autant mieux que même après avoir perdu une ou deux Batailles, on peut se relever par une troisième où l'on sera victorieux.

XII.

XI. CEPENDANT on peut dire , que si l'on n'a d'ailleurs aucune apparence de bon succès, ou qu'il ne s'agisse pas de la liberté ou du salut de l'Etat, il semble que rien n'empêche que l'on n'embrasse ce parti, comme le moindre de deux maux auxquels on est inévitablement exposé.

XII. GROTIUS en examinant cette question, prétend que ces sortes de combats ne sont pas conformes à la justice intérieure, quoi-qu'ils soient approuvés par un Droit des Gens externe, & que les Particuliers ne peuvent pas s'exposer volontairement à de pareils combats sans péché, quoique ces mêmes combats puissent être innocemment permis par l'Etat ou par le Souverain, pour éviter de plus grands maux; mais on a bien remarqué que les raisons dont se sert ce grand Homme pour appuyer son sentiment, ou ne prouvent rien, ou prouvent en même tems, qu'il n'est jamais permis d'exposer sa vie dans un combat, quel qu'il soit.

XIII. ON peut même dire que **GROTIUS** n'est pas bien d'accord avec lui-même, puisqu'il permet ces sortes de combats, lorsque sans cela, il y a toutes les apparences du monde que celui dont

la

la cause est injuste fera victorieux, & fera ainsi périr un grand nombre de personnes innocentes: Car cette exception fait voir que la chose en elle-même n'est point mauvaise, & que tout le mal qu'il peut y avoir ici, consiste à exposer sa vie ou celle des autres au hazard du combat, sans nécessité. Le désir de finir ou de prévenir la Guerre qui a toujours de si facheuses suites, même pour le Parti victorieux, est si louable, qu'il peut excuser, sinon justifier entièrement, ceux qui s'engageroient ou qui engageroient même imprudemment les autres dans un combat de cette nature. Quoiqu'il en soit, il est du moins certain, qu'en ce cas-là, ceux qui combattent par ordre de l'Etat sont tout-à-fait innocens; car ils ne sont pas plus obligés d'examiner si l'Etat agit prudemment, ou non, que quand on les envoie à un assaut, ou à une bataille rangée.

XIV. REMARQUONS cependant, que c'étoit une folle superstition, que celle de ces Peuples, qui regardoient les combats singuliers, comme un moyen légitime de terminer tous les différends, même entre des Particuliers, & qui s'imaginoient que la divinité faisoit toujours triom-

trionpher le parti le plus juste, & qui pour cela appelloient ces sortes de Combats des *Jugemens de Dieu*.

XV. ENFIN, si après avoir fait tous ses efforts pour terminer les différends à l'amiable, il ne reste plus aucune espérance, & que l'on se voye contraint pour dernière ressource, d'entreprendre la Guerre, l'on doit encore avant que de le faire, la déclarer formellement à l'Ennemi.

XVI. CETTE déclaration de Guerre considérée en elle-même & indépendamment des formalités particulières de chaque Peuple, n'est pas simplement du Droit des Gens, à prendre ce mot dans le sens de GROTIUS, mais du Droit même Naturel. En effet, la prudence & l'équité naturelle demandent également qu'avant que de prendre les armes contre quelqu'un, on ait tenté toutes sortes de voyes de douceur avant que d'en venir à cette extrémité. Il faut donc sommer celui de qui on a reçu quelque tort, de nous en faire quelque satisfaction au plutôt, pour voir s'il ne voudroit pas penser à lui-même, & nous éviter la nécessité de poursuivre notre Droit par la voye des armes.

XVII.

XVII. IL s'ensuit de ce que nous venons de dire , que la déclaration de Guerre n'a lieu què dans les Guerres Offensives; car lorsque l'on est actuellement attaqué, cela seul nous donne lieu de croire, que l'Ennemi a bien résolu de ne point entendre parler d'accommodement.

XVIII. IL s'ensuit encore, que l'on ne doit pas commencer les actes d'hostilité, immédiatement après avoir déclaré la Guerre, mais qu'il faut attendre du moins autant que l'on peut, sans se causer à soi-même du préjudice, que celui qui nous a fait du tort ait refusé hautement de nous satisfaire, & se soit mis en devoir de nous attendre de pied ferme, & cela encore même qu'il n'y ait pas beaucoup d'espérance qu'il se dispose à nous donner satisfaction. Autrement la déclaration de la Guerre ne seroit plus qu'une vaine cérémonie, & on ne doit rien négliger pour faire voir à tout le monde & à l'Ennemi même, que ce n'est qu'à la dernière extrémité que l'on prend les armes, pour obtenir ou maintenir ses justes Droits, après avoir tenté toute autre sorte de voyes & lui avoir donné tout le tems de revenir à lui-même.

XIX. ON distingue la Déclaration de
Burlam. Droit Polit. T. III, D Guer-

Guerre en *Déclaration conditionnelle* & en *Déclaration pure & simple*. La *Déclaration conditionnelle* est celle qui est jointe avec la demande solennelle de la chose qui nous est due, & sous cette condition, que si on ne nous satisfait pas, nous nous ferons raison par les armes. La *Déclaration pure & simple*, est celle qui ne renferme aucune condition, mais par laquelle on renonce purement à l'amitié & à la Société de celui à qui on déclare la Guerre; mais la *Déclaration de Guerre*, de quelque manière qu'elle se fasse, est par sa nature conditionnelle. † On doit toujours être disposé à recevoir une satisfaction raisonnable, du moment que l'Ennemi l'offre, & c'est ce qui fait que quelques personnes rejettent cette distinction de la *Déclaration de Guerre*. Mais elle peut pourtant se soutenir, en supposant que celui à qui on déclare la Guerre purement & simplement, a déjà assez témoigné, qu'il n'avoit aucun dessein de nous épargner la nécessité d'en venir aux mains avec lui. Jusques-là donc, la *Déclaration* peut bien du moins, quant à la forme, être pure & simple, sans préjudice des dispositions où l'on doit
tou-

† *Vid. sup. n. 18.*

toujours être, supposé que l'Ennemi revint à lui-même, ce qui regarde la fin de la Guerre, plutôt que les commencemens, auxquels se rapporte la distinction des Déclarations, en pures & en conditionnelles.

XX. A U reste, du moment que la Guerre a été déclarée à un Souverain, non-seulement elle est censée déclarée en même tems à tous les Sujets, qui avec lui ne font qu'une seule Personne Morale, mais encore à tous ceux qui dans la suite peuvent se joindre à lui, & qui ne doivent être regardés par rapport à l'Ennemi principal, que comme des secours ou des accessoires.

XXI. P O U R ce qui est des formalités que les différentes Nations observent dans les Déclarations de Guerre, elles sont toutes arbitraires par elles-mêmes. Il est donc indifférent qu'on le fasse par des Envoyés, par des Hérauts ou par des Lettres, que ce soit à la Personne même du Souverain ou aux Sujets, pourvû néanmoins que le Prince ne puisse pas l'ignorer.

XXII. A l'égard des raisons pour lesquelles les Peuples ont trouvé à propos que la Guerre, pour être légitime &

solemnelle, fut précédée d'une Déclaration, & du but qu'ils se sont proposés en cela, GROTIUS prétend, que c'est afin qu'on pût être d'autant mieux assuré que la Guerre étoit entreprise, non par une autorité privée, mais par l'ordre de l'un ou de l'autre Peuple, ou de leurs Souverains.

XXIII. MAIS cette raison de GROTIUS paroît peu suffisante, car est-on plus assuré que la Guerre se fait par autorité publique, lorsqu'un Héraut, par exemple, vient de la déclarer avec certaines cérémonies, qu'on ne le feroit lorsqu'on verroit sur les frontières une armée commandée par quelqu'un des principaux de l'Etat, & prête à entrer dans notre Pais? Ne pourroit-il pas au contraire arriver plus aisément, qu'une personne ou quelque peu de personnes s'érigeassent de leur chef en Hérauts, que non pas qu'un homme levât de son autorité une armée, & la menât sur la Frontière à l'insçu du Souverain?

XXIV. LA vérité est, que le but principal des Déclarations de Guerre, ou du moins ce qui en a fait établir l'usage, c'est afin de faire connoître à tout le monde que l'on a un juste sujet de prendre
les

les armées
même,
encore q
raisons d
Princes
se respec
tes, &
laquelle
non comp
leur
ait en p
Romains
qui que
témoin
qu'ils d
ne vo
la Ju
XXV
quer ici
Décl
fication
ait en t
e qui
appren
tre rep
mie, &
lures l'a

les armes, & de témoigner à l'Ennemi même, qu'il n'a tenu & qu'il ne tient encore qu'à lui de l'éviter. Les Déclarations de Guerre, les Manifestes que les Princes publient, sont à cet égard un juste respect qu'ils ont les uns pour les autres, & pour la Société en général, à laquelle ils rendent ainsi en quelque façon compte de leur conduite, pour obtenir leur approbation : C'est ce qui paroît en particulier par la manière dont les Romains faisoient cette Déclaration ; celui que l'on envoyoit pour cela prenoit à témoins les Dieux, que le Peuple à qui ils déclaroient la Guerre étoit injuste, en ne voulant point faire ce que le Droit & la Justice demandoient.

XXV. ENFIN, il faut encore remarquer ici, que l'on ne doit pas confondre la *Déclaration* de la Guerre avec la *Publication* de la Guerre : Cette dernière se fait en faveur des Sujets mêmes du Prince qui déclare la Guerre, & pour leur apprendre que telle ou telle Nation doit être regardée dans la suite comme Ennemie, & qu'ils doivent prendre leurs mesures là-dessus.

C H A P I T R E V.

*Règles pour connoître ce qui est permis
dans la Guerre.*

§ I. **C**E n'est pas assez pour qu'une Guerre se fasse avec justice, quelle soit entreprise par un juste sujet, & que l'on y observe d'ailleurs les autres choses dont nous avons parlé jusqu'ici; mais il faut de plus, qu'en la faisant, on reste dans les termes de la Justice, de l'Humanité, & qu'on ne pousse pas les actes d'hostilité au-delà de leurs bornes.

II. G R O T I U S, en traitant cette matière, établit d'abord *trois Règles* générales, qui sont autant de principes, & qui servent à faire comprendre quelle est l'étendue des Droits de la Guerre & jusques où ils peuvent être portés.

III. L A *premiere*, c'est que tout ce qui a une liaison moralement nécessaire avec le but de la Guerre, est permis, & rien davantage: En effet, il seroit tout-à-fait inutile d'avoir droit de faire une chose, si l'on ne pouvoit se servir des moyens nécessaires pour en venir à bout;
mais

mais aussi il ne seroit pas juste, que sous prétexte de défendre son Droit, on se crut tout permis, & qu'on se portât aux dernières extrémités.

IV. *Seconde Règle.* LE Droit qu'on a contre un Ennemi, & que l'on poursuit par les armes, ne doit pas être considéré uniquement par rapport au sujet qui fait commencer la Guerre, mais encore par rapport aux nouvelles causes qui surviennent dans la suite & pendant le cours de la Guerre: Tout de même qu'en Justice une des Parties acquiert souvent un nouveau Droit pendant le cours du Procès. C'est-là le fondement du Droit que l'on a d'agir contre ceux qui se joignent à notre Ennemi pendant le cours de la Guerre, soit qu'ils dépendent de lui ou non.

V. ENFIN, la troisième Règle, c'est qu'il y a bien des choses qui, quoi qu'illicites d'ailleurs, deviennent permises dans la Guerre, parce qu'elles en sont des suites inévitables, & qu'elles arrivent contre notre intention & sans un dessein formel: Autrement, il n'y auroit jamais moyen de faire la Guerre sans injustice, & les actions les plus innocentes devroient souvent être regardées comme injustes,

puisqu'il y en a peu, d'où il ne puisse par occasion provenir quelque mal contre l'intention de l'Agent.

VI. AINSI, par exemple, pour avoir ce qui nous appartient, on a droit de prendre une chose qui vaut davantage, si l'on ne peut pas prendre précisément autant qu'il nous est dû, sous l'obligation néanmoins de rendre la valeur de ce qui est au-delà de la dette. On peut aussi canonner un Vaisseau plein de Corsaires, quoique dans ce Vaisseau il se trouve quelques femmes, quelques enfans ou d'autres personnes innocentes, qui courent risque d'être enveloppées dans la ruine de ceux que l'on veut, & que l'on peut faire périr avec justice.

VII. TELLE est l'étendue du Droit, que l'on a contre un Ennemi, en vertu de l'Etat de Guerre. Cet état anéantissant par lui-même l'état de Société, quiconque se déclare notre Ennemi nous autorise par là à agir contre lui par des actes d'hostilité poussés à l'infini, & aussi loin qu'on le juge à propos, & cela non-seulement jusqu'à ce qu'on se soit mis à couvert des dangers dont on est menacé, ou qu'on ait recouvré ce qui nous avoit été enlevé injustement, ou que l'on se

ce qu
se soit
mais en
ne de b
n'est d
plus de
requ.
VIII.
ici, que
vrayes en
Guerre,
moins de
que l'on
ou tels
accès cor
de s'en
dignes d
me d'un
tant qu
sente &
permet
que l'o
principe
IX.
me qu
ment
dent
sont
comm
tant

se soit fait rendre ce qui nous étoit dû, mais encore jusqu'à ce qu'on nous ait donné de bonnes sûretés pour l'avenir : Il n'est donc pas toujours injuste de rendre plus de mal qu'on n'en avoit effectivement reçu.

VIII. MAIS il faut encore remarquer ici, que quoique ces maximes soient vraies en vertu du Droit rigoureux de la Guerre, la Loi de l'humanité met néanmoins des bornes à ce Droit; elle veut que l'on considère non-seulement, si tels ou tels actes d'hostilité peuvent être exercés contre un Ennemi, sans qu'il ait lieu de s'en plaindre; mais encore s'ils sont dignes d'un Vainqueur humain, ou même d'un Vainqueur généreux. Ainsi autant qu'il est possible, & que notre défense & notre sûreté pour l'avenir nous le permettent, il faut tempérer les maux que l'on a faits à un Ennemi, par les principes de l'humanité.

IX. POUR ce qui est des voyes même que l'on peut employer légitimement contre un Ennemi, il est bien évident que la Terreur & la Force ouverte sont le caractère propre de la Guerre, comme aussi la voye la plus commune dont on se sert; mais il n'est pas moins

permis d'employer la ruse & l'artifice contre un Ennemi, pourvû qu'on le fasse sans perfidie & sans manquer à ce qu'on a promis; ainsi l'on peut tromper l'Ennemi par des fausses nouvelles & des discours inventés à plaisir, mais on ne doit jamais violer ce à quoi on s'est engagé envers lui, par quelque promesse ou par quelque convention, comme nous le ferons voir plus particulièrement dans la suite.

X. ON peut juger par là du Droit des *Stratagêmes*, & l'on ne sauroit raisonnablement douter que l'on ne puisse innocemment employer la ruse & l'artifice à l'égard de celui contre lequel on peut tourner toutes ses forces: les premiers moyens ont même cet avantage sur les derniers, qu'ils sont ordinairement suivis de moins de maux, & que l'on conserve par-là la vie à bien des innocens.

XI. IL est vrai que quelques Nations ont quelquefois rejeté l'usage des ruses & des tromperies dans la Guerre, mais ce n'étoit pas que l'on y trouvât de l'injustice, c'est par une espèce de grandeur d'ame bien ou mal entendue, & souvent par la confiance qu'elles avoient en leurs propres forces. Les Romains presque
jusques

jusques à la fin de la seconde Guerre Punique se faisoient un point d'honneur de n'user d'aucune ruse de Guerre.

XII. TELS sont les principes au moyen desquels on peut juger jusques à quel degré on peut pousser les actes d'hostilité ; ajoutons là dessus que la plupart des Nations n'ont mis aucunes bornes aux Droits que la Loi Naturelle donne d'agir contre un Ennemi ; & pour dire la vérité , il est bien difficile de déterminer précisément jusqu'où il suffit de porter les actes d'hostilité , dans les Guerres même les plus légitimes , pour se défendre ; & pour obtenir la réparation du dommage , ou pour se procurer les sûretés nécessaires pour l'avenir ; d'autant plus que ceux qui entrent en Guerre se donnent eux-mêmes l'un & l'autre , & par une espèce de convention tacite , une liberté entière de tempérer ou d'augmenter la fureur des armes , & d'exercer toutes sortes d'actes d'hostilité , selon que chacun le trouve à propos.

XIII. ET si les Généraux d'armée punissent ceux qui ont porté les actes d'hostilité au-delà des ordres précis qu'ils avoient donnés , ce n'est pas tant parce qu'ils ont fait par-là du tort à l'ennemi , mais prin-

cipalement pour avoir violé les ordres de leur Commandant, & afin de maintenir la Discipline qui demande beaucoup de sévérité.

XIV. C'EST encore par une conséquence de ces principes, que ceux qui dans une Guerre Publique & Solemnelle, ont poussé le carnage & les pilleries au-delà de ce que la Loi Naturelle permet, ne passent pas d'ordinaire dans le monde pour des meurtriers ou pour des voleurs, & ne sont pas punis comme tels. Il est établi entre les Nations qu'il faut laisser cela à la conscience de ceux qui se font la Guerre, plutôt que de s'attirer des querelles fâcheuses, en s'ingérant de condamner l'une ou l'autre des Parties.

XV. ON peut même dire, que l'usage où sont les Nations là-dessus est fondé sur des principes naturels. En effet, supposons que dans l'Indépendance de l'Etat de Nature, trente Chefs de famille, habitans d'une même contrée, se fussent ligués pour attaquer ou pour repousser d'autres Chefs de famille unis ensemble, je dis que ni pendant cette Guerre, ni après qu'elle est finie, ceux de la même contrée ou d'ailleurs, qui n'étoient point

point entrés dans la ligue d'une part ni d'une autre, ne devoient & ne pouvoient point punir comme Meurtriers ou voleurs, aucun de ceux des deux Partis qui pourroient venir à tomber entre leurs mains.

XVI. ILS ne le pourroient pas pendant la Guerre, car ce feroit époufer la querelle de l'un des deux Partis, & par cela même qu'ils font demeurés neutres, ils ont clairement renoncé au Droit de se mêler de ce qui pourroit se passer dans cette Guerre; bien moins le pourroient-ils encore après la Guerre finie; puisque la Guerre ne pouvant finir fans quelque accommodement ou quelque Traité de Paix, les Intéressés eux-mêmes se sont réciproquement tenus quittes de tous les maux qu'il s'étoient faits.

XVII. LE bien de la Société vouloit aussi, que l'on suivit ces maximes. Car si ceux qui demeurent Neutres étoient autorisés à connoître des actes d'hostilité exercés dans une Guerre Etrangère, & en conséquence à punir ceux qu'ils jugeroient en avoir commis d'injustes, & à prendre les armes pour ce sujet, au lieu d'une Guerre, il s'en élèveroit nécessairement plusieurs, & ce seroit une source fécon-

féconde de querelles & de troubles. Plus les Guerres devenoient fréquentes, & plus il étoit nécessaire pour la tranquillité du Genre-humain, qu'on n'épousât pas légèrement la querelle d'autrui. L'établissement même des Sociétés Civiles n'a fait que rendre plus nécessaire la pratique de ces maximes, parce que les Guerres sont devenues dès lors sinon plus fréquentes, du moins plus étendues & accompagnées d'un grand nombre de maux.

XVIII. REMARQUONS enfin que tous les actes d'hostilité, que l'on peut exercer légitimement contre un Ennemi, peuvent être exercés & sur nos propres Terres, & sur celles de l'Ennemi, & sur une Terre qui n'appartient à personne, & sur Mer.

XIX. IL n'en est pas de même en Païs Neutre, c'est-à-dire, dans ceux dont le Souverain n'a pris aucun parti entre ceux qui sont en Guerre. Dans ces Terres, on ne sçauroit légitimement exercer aucun acte d'hostilité, ni sur les personnes mêmes des Ennemis, ni sur leurs biens; cela non point en vertu de quelque droit de l'ennemi même, mais par un juste respect pour le Souverain du Païs, qui n'ayant pris parti ni pour ni

con-

contre nous, nous met dans la nécessité de respecter sa juridiction, & de ne commettre aucune violence sur ses Terres. Ajoutez que par cela seul que le Souverain du País est demeuré neutre, il s'est engagé tacitement à ne permettre sur son Territoire aucun acte d'hostilité de part ni d'autre.

CHAPITRE VI.

*Des Droits que donne la Guerre sur les
Personnes des Ennemis, de leur Eten-
duë & de leurs Bornes.*

§ I. **V**OYONS maintenant dans quel-
que détail les différens Droits,
que la Guerre donne sur les Personnes
& sur les Biens des Ennemis, & com-
mençons par les premiers.

1°. Donc il est certain que l'on peut
innocemment tuer un Ennemi, je dis in-
nocemment, non-seulement aux termes
de la Justice extérieure, & qui passe
pour telle chez toutes les Nations, mais
encore selon la Justice intérieure & les
Loix de la Conscience : Et en effet, le
but de la Guerre demande nécessairement
que

que l'on ait ce pouvoir, autrement ce feroit en vain que l'on prendroit les armes & que les Loix de la Nature le permettroient.

II. SI l'on ne consultoit ici que l'usage des Nations, & ce que GROTIUS appelle le *Droit des Gens*, cette licence de tuer l'Ennemi s'étendrait bien loin; on pourroit dire qu'elle n'a point de bornes, & qu'elle peut être exercée jusques sur les personnes innocentes. Cependant, quoiqu'il soit incontestable que la Guerre entraine après elle une infinité de maux, qui considérés en eux-mêmes sont des injustices & des véritables cruautés, mais qui dans de certaines circonstances doivent plutôt être envisagés comme des malheurs inévitables, il est vrai néanmoins que le Droit que donne la Guerre sur la personne, & la vie de l'Ennemi, a des bornes, & qu'il y a ici des tempéramens à observer, que l'on ne sçauroit négliger sans crime.

III. EN général, il faut toujours avoir égard aux principes que nous avons établis dans le chapitre précédent, pour juger du degré auquel on peut porter les actes d'hostilité. Le pouvoir que l'on a d'ôter la vie à l'Ennemi, ne va donc pas
jus-

jusques à
nir au but
en faisant
la réparati
& de bon
épargnant
contestable
veulent
IV. I
tion de c
il est très
possible,
due & le
mais au
que l'on
que l'on
rêts bien
de ces
V. I
regard
lement
différen
vent si
qu'ils
ponds
Sujets
la les
exerce
m ven

jusques à l'infini, & si l'on peut parvenir au but légitime que l'on se propose en faisant la guerre, si l'on peut obtenir la réparation du tort qu'on nous a fait, & de bonnes sûretés pour l'avenir, en épargnant la vie de l'Ennemi, il est incontestable que la justice & l'humanité veulent qu'on en use de cette manière.

IV. IL est vrai que dans l'application de ces maximes aux cas particuliers, il est très difficile, pour ne pas dire impossible, de marquer précisément l'étendue & les bornes qu'on doit leur donner; mais au moins, il est toujours certain que l'on doit tâcher d'en approcher autant que l'on peut, & sans blesser nos intérêts bien entendus. Faisons l'application de ces principes aux cas particuliers.

V. 1^o. LE Droit de tuer l'Ennemi ne regarde-t-il que ceux qui portent actuellement les armes, ou bien s'étend-il indifféremment sur tous ceux qui se trouvent sur les Terres de l'Ennemi, soit qu'ils soient Sujets ou Etrangers? Je réponds qu'à l'égard de tous ceux qui sont Sujets, la chose est incontestable; Ce sont là les Ennemis principaux, & l'on peut exercer sur eux tous les actes d'hostilité en vertu de l'état de Guerre.

VI.

VI. P O U R ce qui est des Etrangers, ceux qui, lorsque la Guerre est commencée, vont, le sachant, dans le Païs de notre Ennemi, peuvent avec justice être regardés comme tels; mais pour ceux qui étoient déjà venus dans le Païs ennemi avant la Guerre, la Justice & l'humanité veulent qu'on leur accorde quelque tems pour se retirer; que s'ils n'en veulent pas profiter, on se trouve par là autorisé à les traiter comme nos Ennemis mêmes.

VII. 2°. A l'égard des Vieillards, des Femmes & des Enfans, il est certain que le Droit de la Guerre n'exige pas par lui-même, que l'on pousse les hostilités jusqu'à les tuer, & que par conséquent c'est une pure cruauté d'en user ainsi. Je dis que le but de la Guerre n'exige pas cela par lui-même; car si les Femmes par exemple exercent elles-mêmes des actes d'hostilité, si oubliant la foiblesse de leur sexe, elles prennent les armes contre l'Ennemi, alors on est sans contredit en droit de se servir contr'elles de celui que donne la Guerre: Disons encore que lorsque le feu de l'action emporte le Soldat comme malgré lui, & non-obstant les ordres des Supérieurs, à commettre ces

ces actes
ple, à la
résistance
don plus
des mal
tables de
cunes pu
VIII.
ser de la
niers de
fordinair
roupable
aire; c
de néce
notre pr
nous po
de ces
crimine
IX.
la Guerre
ne du
& que
nécessi
& de
Prison
dema
dent,
Fem
à auc

ces actes d'inhumanité, comme par exemple, à la prise d'une Ville, qui par sa résistance, a irrité les Troupes, alors on doit plutôt regarder ces maux-là comme des malheurs & comme des suites inévitables de la Guerre, que comme des crimes punissables.

VIII. 3^o, IL faut à peu près raisonner de la même manière sur les Prisonniers de Guerre; on ne sçauroit pour l'ordinaire les faire mourir sans se rendre coupable de cruauté: Je dis pour l'ordinaire; car il peut se rencontrer des cas de nécessité si pressans, que le soin de notre propre conservation nous oblige à nous porter à des extrêmités, qui hors de ces circonstances seroient tout-à-fait criminelles.

IX. EN général, les Loix même de la Guerre demandent, que l'on s'abstienne du carnage autant qu'il est possible, & que l'on ne répande pas du sang sans nécessité; l'on ne doit pas directement & de propos délibéré ôter la vie ni aux Prisonniers de Guerre, ni à ceux qui demandent quartier, ni à ceux qui se rendent, moins encore aux Vieillards, aux Femmes & aux Enfans, & en général, à aucun de ceux qui ne sont ni d'un âge
ni

d'une profession à porter les armes, & qui n'ont d'autre part à la Guerre que de se trouver dans le País ou dans le parti Ennemi. L'on comprend bien encore que les Droits de la Guerre ne s'étendent pas jusqu'à autoriser les outrages faits à l'honneur des Femmes; car cela ne fait rien ni à notre défense, ni à nôtre sûreté, ni au maintien de nos droits, & ne peut servir qu'à satisfaire la brutalité du Soldat: On fera bien de consulter sur cette matière GROTIUS Liv. III. Chap. 2.

X. MAIS dans les cas où il est permis d'ôter la vie à l'Ennemi, peut-on se servir pour cela de toutes sortes de moyens indifféremment? Je réponds qu'à considérer la chose en elle même & d'une manière abstraite, il n'importe de quelle manière on ôte la vie à un Ennemi, que ce soit de vive force ou par ruse & par stratagème, par le fer, ou par le poison.

XI. CEPENDANT il est certain que suivant les idées & les coutumes reçues chez les Peuples civilisés, on regarde comme une lâcheté criminelle, non-seulement de faire donner à l'Ennemi quelque breuvage mortel, mais encore d'empoisonner les Puits, les Sources, les Flèches

ches & les Dards, les Bales, les autres choses dont on se sert contre lui: Or il suffit que cet usage de regarder ces moyens comme criminels soit reçu chez les Nations avec lesquelles on a quelque chose à démêler, pour que l'on soit censé s'y soumettre, lors qu'en commençant la Guerre on ne déclare point qu'on peut avoir la liberté d'en user autrement, & la laisser en même tems à son Ennemi.

XII. L'ON peut supposer avec d'autant plus de fondement cette convention tacite, que l'humanité & l'intérêt des deux Parties la demandent également, sur-tout depuis que les Guerres sont devenuës si fréquentes, qu'elles sont si souvent entreprises pour de légers sujets, & que l'esprit humain ingénieux à inventer les moyens de nuire, a si fort multiplié ceux qui sont autorisés par l'usage, & regardés comme honnêtes. Il est d'ailleurs incontestable que quand on peut venir au même but, par des moyens plus doux & plus humains, & qui conservent la vie à plusieurs personnes, en particulier à celles dont la conservation intéresse particulièrement la Société humaine, l'humanité veut que l'on suive cette route.

XIII.

XIII. C E sont donc là de justes précautions que les hommes doivent suivre pour leur propre avantage. Il est de l'avantage commun du Genre humain que les périls ne s'augmentent pas à l'infini; en particulier la Société y est intéressée par rapport à la conservation de la vie des Rois, des Généraux d'armée & d'autres Personnes considérables, du salut desquelles dépend pour l'ordinaire celui des Sociétés; car si la vie de ces Personnes est plus en sûreté que celle des autres, quand on ne l'attaque que par les armes, elles ont d'un autre côté beaucoup plus à craindre du poison &c., & elles seroient tous les jours exposées à périr de cette manière, si un usage bien établi ne les mettoit à couvert de ce côté-là.

XIV. A J O U T O N S enfin, que toutes les Nations qui se sont piquées de générosité, ont toujours suivi ces maximes; & les Consuls Romains, dans une Lettre qu'ils écrivirent à *Pyrrhus*, disoient qu'il étoit de l'intérêt de toutes les Nations qu'on ne donnât point de tels exemples.

XV. O N demande encore, si l'on peut légitimement faire assassiner un Ennemi? Je réponds, 1^o. que celui qui se

se sert pour cela du Ministère de quelqu'un des siens, le peut en toute Justice. Lors qu'on peut tuer un Ennemi, il n'importe que ceux qu'on employe pour cela soient en grand ou en petit nombre : Six - cent Lacédémoniens étant entrés avec **LEONIDAS** dans le camp de l'Ennemi, allèrent droit à la Tente du Roi de Perse : or ils auroient pû sans doute le faire, quoi-qu'ils eussent été en plus petit nombre. L'entreprise fameuse de **MUCIUS SCEVOLA** est louée par tous ceux qui en ont parlé ; & **PORSENNA** lui - même, celui à qui on vouloit ôter la vie, ne trouve rien que de beau dans ce dessein.

XVI. **MAIS** il n'est pas si aisé de déterminer, si l'on peut pour cela employer des assassins, qui en se chargeant de cette commission commettent eux-mêmes un acte de perfidie, comme sont les Sujets par rapport à leur Souverain, les Soldats par rapport à leur Général : A cet égard il semble qu'il faut d'abord distinguer ici deux questions différentes. L'une, si l'on fait du tort à l'Ennemi même contre lequel on se sert de Traîtres : L'autre, si, supposé qu'on ne lui

fasse

fasse aucun tort, on commet néanmoins une mauvaise action.

XVII. 3°. **P**OUR la première question; à considérer la chose en elle-même & suivant le Droit rigoureux de la Guerre, il semble qu'en supposant la Guerre juste, on ne fait aucun tort à l'ennemi, soit qu'on profite de l'occasion d'un Traître qui vient s'offrir de lui-même, soit qu'on la recherche soi-même, & qu'on se la procure.

XVIII. **L'**ETAT de Guerre où l'ennemi s'est mis, & où il ne tenoit qu'à lui de ne pas se mettre, donne par lui-même toute permission contre lui, en sorte qu'il n'a aucun lieu de se plaindre, quoi-qu'on fasse. D'ailleurs on n'est pas plus obligé, à parler à la rigueur, de respecter le Droit qu'un Ennemi a sur ses Sujets, & la fidélité qu'ils lui doivent en cette qualité, que leurs vies, dont on peut incontestablement les dépouiller par Droit de Guerre.

XIX. **C**EPENDANT, je crois que cela ne suffit pas pour rendre un assassinat, fait dans ces circonstances, tout-à-fait innocent; un Souverain qui aura la conscience tant soit peu délicate, & qui
fera

sera bien convaincu de la justice de ses armes, n'ira point chercher des voyes de trahison pour vaincre son ennemi, & n'embranchera pas facilement celles qui se présenteront d'elles-mêmes. La juste confiance qu'il aura dans la protection du Ciel, l'horreur pour la perfidie d'autrui, la crainte de s'en rendre complice & de donner un mauvais exemple, qui pourroit retomber sur lui-même & sur les autres, lui feront mépriser & rejeter tous les avantages qu'il pourroit se promettre de tels moyens.

XX 5^e. AJOUTONS encore que de tels moyens ne sçauroient toujours être regardés comme une chose entièrement innocente par rapport à celui qui les met en usage: L'état d'hostilité qui dispense du commerce des bons offices, & qui autorise à nuire, ne rompt pas pour cela tout lien d'humanité, & n'empêche point qu'on ne doive, autant qu'on le peut, éviter de donner lieu à quelque mauvaise action de l'Ennemi ou de quelqu'un des siens, sur-tout de ceux qui par eux-mêmes n'ont eu aucune part à ce qui fait le sujet de la Guerre. Or tout traître commet sans contredit une action également honteuse & criminelle.

Burlam. D. Polit. T. III. E XXI.

XXI. 6°. IL faut donc dire avec **GROTIUS**, qu'on ne peut jamais en conscience séduire ou solliciter à la trahison les Sujets de l'ennemi, puisque c'est les porter positivement & directement à commettre un crime abominable, & auquel sans cela ils n'auroient peut-être jamais pensé d'eux-mêmes.

XXII. 7°. AUTRE chose est, quand on ne fait que profiter de l'occasion & des dispositions que l'on voit dans une personne qui n'a pas eu besoin d'être sollicitée à la trahison; or il me semble que la tache de la perfidie ne tombe pas sur celui qui la trouve toute formée dans le cœur du Traître, surtout si l'on considère que d'Ennemi à Ennemi, la chose à l'égard de laquelle on met à profit les mauvaises dispositions d'autrui, est de telle nature, qu'on peut la faire innocemment & légitimement soi-même.

XXIII. MAIS quoiqu'il en soit, par les raisons que l'on a alleguées ci-dessus, on ne peut guères se prévaloir d'une trahison qui s'offre, que dans un cas extraordinaire & dans une espece de nécessité: Et quoi - que l'usage de plusieurs Nations n'ait rien d'obligatoire

par

par lui-même, cependant dès-là que les Peuples avec qui on a quelque chose à démêler, regardent comme illicite l'acceptation même des offres d'une certaine espèce de perfidie, comme celle d'affaiblir son Prince ou son Général, on est raisonnablement censé s'y soumettre tacitement.

XXIV. 9°. REMARQUONS que le Droit des Gens met ici quelque différence entre un Ennemi véritablement tel, & un Rebelle, un Chef de Brigands ou de Corsaires : Les Princes les plus pieux ne font point de difficulté de proposer de grandes récompenses à ceux qui voudront trahir de telles personnes, & la haine que méritent de la part de tous les hommes ces sortes de Gens, fait qu'on ne trouve pas mauvais qu'un Prince mette en usage contr'eux toutes sortes de voyes.

XXV. ENFIN il est permis de tuer l'Ennemi par-tout, excepté sur les Terres d'un peuple neutre; car les voyes de fait ne sont pas permises dans une Société Civile, où l'on doit implorer le secours du Souverain. Dans le tems de la seconde Guerre Punique, sept Galères des Carthaginois étant dans un Port de la

domination de Syphax, alors Prince neutre entre les Romains & les Carthaginois, Scipion tira vers ce même Port avec deux Galères seulement, que les Carthaginois auroient pû aisément défaire, avant qu'elles entraissent dans le Port, & ils s'y disposoient effectivement; mais un coup de vent ayant jetté les deux Galères Romaines dans le Port sans donner le tems aux Carthaginois de lever l'ancre, ils n'osèrent plus remuer, parce qu'ils étoient en Pais neutre.

XXVI. IL est naturel de dire ici quelque chose des Prisonniers de Guerre. C'étoit un usage presque universellement établi autrefois, que tous ceux qui étoient pris dans une Guerre juste & solennelle, soit qu'ils se fussent rendus eux-mêmes, ou qu'ils eussent été pris de vive force, devenoient esclaves, du moment qu'ils étoient conduits dans quelque lieu de la dépendance du Vainqueur, ou dont il étoit le Maître; Et cela s'étendoit à tous ceux qui étoient pris, même à ceux qui se trouvoient malheureusement sur les Terres de l'Ennemi dans le tems que la Guerre s'étoit élevée tout d'un coup.

XXVII. BIEN-PLUS, non-seulement ceux qui étoient faits Prisonniers

de

de Guerre, mais encore leurs Descendans à perpétuité, étoient réduits à la même condition, c'est-à-dire, ceux qui naissoient d'une Mère Esclave.

XXVIII. Les effets d'un tel esclavage n'avoient point de bornes, tout étoit permis à un Maître à l'égard de son Esclave, il avoit sur lui droit de vie & de mort, & tout ce que l'Esclave possédoit ou pouvoit acquérir dans la suite, appartenoit de droit au Maître.

XXIX. Il y a quelque apparence, que le but & la raison pour laquelle les Nations avoient établi cet usage de faire des Esclaves dans la Guerre, étoit principalement de porter les hommes à s'abstenir du carnage, par l'espérance des avantages qu'on retiroit de la possession des Esclaves: Aussi les Historiens remarquent-ils que les Guerres Civiles étoient beaucoup plus cruelles que les autres, en ce que le plus souvent on tuoit les Prisonniers, parce qu'on n'en pouvoit pas faire des Esclaves.

XXX. Tous les Chrétiens généralement ont trouvé à propos d'abolir entre eux l'usage de rendre Esclaves les Prisonniers de Guerre; on se contente aujourd'hui de garder les Prisonniers jusqu'à

ce qu'on ait payé leur rançon, dont l'estimation dépend du Vainqueur, à moins qu'il n'y ait quelque convention qui la fixe. Voilà ce qu'il y a de plus essentiel à remarquer touchant les Droits que donne la Guerre sur les personnes des Ennemis.

C H A P I T R E VII.

Des Droits que donne la Guerre sur les Biens des Ennemis.

§ I. **A**L'EGARD des Biens de l'Ennemi, il est incontestable que l'état de Guerre permet de les lui enlever, de les ravager, de les endommager & même de les détruire entièrement; car comme le remarque fort bien C I C E R O N, il n'est du-tout point contraire à la Nature, de dépouiller de son bien une personne, à qui l'on peut ôter la vie avec justice; & toutes ces sortes de maux que l'on peut causer à l'Ennemi, en ravageant ainsi ses Terres & ses Biens, c'est ce qu'on appelle le *Dégat*.

II. C E Droit de Dégat, s'étend en général sur toutes les choses qui appartiennent à l'Ennemi, & le Droit des Gens

Gens, proprement ainsi nommé, n'en excepte pas même les choses sacrées, c'est-à-dire, celles qui sont consacrées au vrai Dieu, ou aux fausses Divinitez, dont les hommes font l'objet de leur Culte Religieux.

III. IL est vrai qu'à cet égard, les mœurs & les coutumes des Nations ne s'accordent pas parfaitement; les unes s'étant permis le Dégat des choses Sacrées & Religieuses, & les autres l'ayant envisagé comme une profanation criminelle: Mais quels que puissent être l'usage & les mœurs des Nations, c'est ce qui ne sauroit jamais faire la Règle primitive du Droit: c'est pourquoi pour s'assurer du Droit que donne la Guerre à cet égard, il faut recourir aux Principes du Droit de la Nature & des Gens.

IV. JE remarque donc que les choses Sacrées ne sont pas dans le fond d'une nature différente des autres choses, que l'on appelle Prophanes. Elles ne diffèrent de celles-ci, que par la destination que les hommes en ont fait pour servir au Culte de la Religion. Mais cette destination ne donne pas aux choses la qualité de Saintes & de Sacrées, comme un caractère intrinsèque & ineffaçable dont

104 P.IV.Ch.VII. *Des Droits de la Guerre*
personne ne puisse les dépouiller.

V. CEs choses ainsi sacrées appartiennent toujours au Public ou au Souverain, & rien n'empêche que le Souverain qui les a destinées au Culte Religieux, ne change dans la suite cette destination & ne les applique à d'autres usages; car elles sont de son Domaine, ainsi que toutes les autres choses publiques.

VI. C'EST donc une superstition grossière de croire que par la consécration ou destination de ces choses au service de Dieu, elles changent, pour ainsi dire, de Maître, & qu'elles n'appartiennent pas aux hommes; qu'elles soient tout-à-fait & absolument soustraites du commerce, & que la propriété en passe des hommes à Dieu. Superstition dangereuse qui doit son origine à l'esprit ambitieux des Ministres de la Religion.

VII. IL faut donc considérer les choses Sacrées comme des choses Publiques, qui appartiennent à l'Etat ou au Souverain. Toute la Liberté que donne le Droit de la Guerre sur les choses qui appartiennent à l'Etat, elle la donne aussi par rapport aux choses Sacrées: Elles peuvent donc être endommagées ou détruites par l'Ennemi, du moins autant que le
de-

demande le but légitime de la Guerre ; mais cette modification , cette limitation que nous mettons au dégat des choses Sacrées ou Religieuses ne leur est pas particulière.

VIII. EN général il est bien évident , qu'il n'est pas permis de faire le Dégat pour le Dégat même , mais qu'il n'est juste & innocent que lorsqu'il peut avoir quelque rapport à la fin de la Guerre , c'est-à-dire , lorsqu'il nous en revient à nous mêmes quelque avantage direct , en nous appropriant le Bien des Ennemis , ou que du moins en les ravageant & les détruisant , nous l'affoiblissions en quelque manière. Ce seroit une fureur également insensée & criminelle que de faire du mal à autrui , sans qu'il nous en revint à nous mêmes aucun bien ni directement ni indirectement : Il n'arrive guères , par exemple , qu'il soit nécessaire après la prise d'une Ville , de ruiner les Temples , les Statues ou les autres Bâtimens Publics ou particuliers : Il faut donc pour l'ordinaire les épargner , aussi bien que les Tombeaux & les Sépulcres.

IX. Disons même que par rapport aux choses Sacrées , ceux qui croient qu'elles renferment quelque chose

de Divin & d'inviolable , font mal , à la vérité , d'y toucher en aucune manière ; mais c'est seulement parce qu'ils agissent contre leur propre conscience. Enfin on peut remarquer encore une autre raison qui pouvoit justifier les Payens du reproche de Sacrilege , lors même qu'ils pilloient les Temples des Dieux , qu'ils reconnoissoient pour tels ; c'est qu'ils s'imaginoient que lorsqu'une Ville venoit à être prise , les Dieux qu'on y adoroit abandonnoient en même tems leurs Temples & leurs Autels , sur-tout après qu'ils les avoient évoqués , & toutes les choses sacrées , avec certaines cérémonies : C'est ce qu'a fort bien développé feu Mr. COCCÆIUS dans sa *Dissertation de Evocatione Sacrorum*.

X. AJOUTONS enfin sur cette matière , les sages réflexions que fait GROTIUS pour engager les Généraux d'armées à garder à l'égard du Dégat , une juste modération , par le fruit qui peut leur en revenir à eux-mêmes. Et premièrement , dit-il , » on ôtera par là à l'Ennemi une » des plus puissantes armes , je veux dire » le desespoir. De plus , en usant de la » modération dont il s'agit , on donne » lieu de croire que l'on a grande espérance

» rance de remporter la victoire, & la
» clemence par elle-même est très pro-
» pre à dompter & à gagner les Esprits.
» C'est ce que l'on pourroit prouver par
» plusieurs faits considérables.

XI. OUTRE le pouvoir que donne la Guerre de gâter & de détruire les Biens de l'Ennemi, elle donne encore le Droit d'acquérir, de s'approprier & de retenir en conscience les choses que l'on a prises sur l'Ennemi, jusqu'à la concurrence de la somme qui nous est due, y compris les fraix de la Guerre, à laquelle l'Ennemi nous a engagé, pour n'avoir pas voulu nous satisfaire, & même ce que l'on juge à propos de garder, comme une sûreté pour l'avenir.

XII. SELON les Régles du Droit des Gens, non-seulement ceux qui ont pris les armes pour un juste sujet, mais encore tous ceux qui font la Guerre, acquièrent la propriété de ce qu'ils prennent à l'Ennemi, & cela sans règle ni mesure, du moins quant aux effets extérieurs, dont le Droit de propriété est accompagné, c'est-à-dire, que les Nations neutres doivent regarder les deux Partis qui font en Guerre comme propriétaires légitimes de ce qu'ils peuvent

acquérir l'un sur l'autre, par la force des armes, l'état même de Neutralité ne leur permettant pas de prendre parti, & de traiter l'un ou l'autre de ceux qui sont en Guerre, comme un Usurpateur, selon les principes que nous avons établis ci-dessus.

XIII. CELA est vrai généralement, tant à l'égard des choses Mobiliaries que des Immeubles, pendant qu'elles sont entre les mains de celui qui les a acquises par Droit de Guerre; mais si des mains du Vainqueur elles sont déjà passées entre les mains d'un Tiers, rien n'empêche, si ce sont des Immeubles, que celui sur lequel elles ont été prises ne tâche de les revendiquer sur ce Tiers qui les tient de son Ennemi à quelque titre que ce soit, car il a autant de Droit contre le Possesseur, que contre son Ennemi même.

XIV. J'AI dit, *si ce sont des Immeubles*; car pour ce qui est des choses Mobiliaries, comme elles peuvent passer aisément par le commerce entre les mains des Sujets d'un Etat neutre, sans que ceux qui les acquièrent sachent souvent que ce sont des choses prises à la Guerre, la tranquillité des Peuples, le Bien
du

du Commerce, & l'état même de neutralité, demandent qu'elles soient toujours réputées de bonne prise & appartenir de plein droit à celui de qui on les tient; mais il n'en est pas de même des Immeubles, ils sont immobiles de leur nature; & ceux à qui un Etat, qui les a pris sur son Ennemi, veut les céder, ne peuvent pas ignorer la manière dont il les possède.

XV. ON demande, quand est-ce que les choses prises par Droit de Guerre sont censées véritablement prises & appartenir à celui qui s'en est mis en possession? GROTIUS répond en Jurisconsulte, qu'on est censé avoir pris par Droit de Guerre les choses Mobiliaries, du moment qu'elles sont à couvert de la poursuite de l'Ennemi, ou qu'on s'en est rendu Maître de telle manière, que l'Ennemi à qui on les a enlevées, doive vraisemblablement avoir perdu l'espérance de les recouvrer. C'est ainsi, dit-il, que les Vaisseaux & les autres choses dont l'on s'empare sur Mer ne sont censées prises, que lors qu'on les a amenées dans quelque Port ou quelque Havre de notre dépendance, ou bien dans l'endroit de

110 P.VI.Ch.VII. *Des Droits de la Guerre*
de la Mer, où se tient une Flotte entière
que l'on y a envoyée; car ce n'est qu'a-
lors que l'Ennemi commence à desespé-
rer de les recouvrer.

XVI. MAIS, pour moi, il me semble
que cette manière de répondre à la ques-
tion est tout-à-fait arbitraire, & qu'elle
n'a aucun fondement naturel. Je ne vois
pas pourquoi les prises qu'une des par-
ties a faites sur l'autre ne lui appartiennent
pas, du moment même qu'il les a fai-
tes; car enfin, un Ennemi se trouve dans
les circonstances nécessaires pour acq-
quérir la propriété, dans le moment même
de la capture: Il a l'intention d'acquérir
une cause ou un titre d'acquisition juste,
sçavoir le Droit de la Guerre, & il pos-
sède actuellement la chose; & si le prin-
cipe que suppose GROTIUS avoit lieu, &
que les choses prises sur l'Ennemi ne fus-
sent censées bien prises, que lorsqu'elles
sont transportées en lieu de sûreté, il
s'ensuivroit que le butin qu'une petite
Troupe de soldats auroit fait sur l'Enne-
mi, pourroit lui être enlevé par une
Troupe plus forte du même parti, comme
appartenant encore à l'Ennemi sur qui il a
été fait, supposé que cette seconde Trou-
pe

pe attaquât la première, avant que celle-ci eut transporté son butin en lieu de sûreté.

XVII. CETTE dernière circonstance est donc tout-à-fait indifférente à la question dont il s'agit : la difficulté plus ou moins grande que peut rencontrer l'Ennemi dépouillé, à recouvrer ce qu'on lui a enlevé, n'empêche point que ce qui a été pris, n'appartienne actuellement au Vainqueur. Tout Ennemi comme tel, & tant qu'il demeure tel, conserve toujours la volonté de recouvrer ce que l'autre lui a pris; l'impuissance où il se trouve pour l'heure, ne fait que le réduire à la nécessité d'attendre un tems plus favorable qu'il cherche & qu'il souhaite toujours. Ainsi, par rapport à lui, la chose ne doit pas être plus censée prise lors qu'elle est en lieu de sûreté, que quand il est encore en état de la poursuivre : Tout ce qu'il y a, c'est que dans ce dernier cas la possession du Vainqueur n'est pas aussi assurée que dans le premier, & la vérité est que cette distinction n'a été inventée que pour établir les Règles du Droit de *Postliminie*, ou la manière dont les Sujets de l'Etat, à qui l'on a pris quelque chose dans la

Guer-

Guerre, rentrent dans leurs droits, plutôt que pour déterminer le tems de l'acquisition des choses prises d'Ennemi à Ennemi.

XVIII. VOILA ce qu'il me semble que le Droit Naturel décide sur cette question. GROTIUS remarque encore que par l'usage établi de son tems entre les Peuples de l'Europe, il suffit que ces choses aient été ving-quatre heures au pouvoir de celui qui les a prises sur l'Ennemi, pour qu'elles soient censées lui appartenir. Mr. DE THOU dans son Histoire sur l'an. 1595. nous donne un exemple que cela se pratiquoit ainsi sur terre. La Ville de Liere en Brabant, ayant été prise & reprise dans le même jour, le butin fait sur les Habitans leur fut rendu, parce qu'il n'avoit pas été ving-quatre heures entre les mains des ennemis; mais cette Règle fut changée ensuite par rapport aux Provinces-Unies, & en général on peut remarquer que chaque Souverain peut établir là-dessus telle Règle qu'il juge à propos, & faire à ce sujet des Concordats avec les autres Souverains; Il y en a eu plusieurs faits en différens tems, entre les Hollandois & les Espagnols, les Portugais

gais & les Etats du Nord.

XIX. GROTIUS applique aussi ces principes aux Terres; elles ne sont pas censées prises du moment qu'on les occupe, mais il faut pour cela qu'elles soient environnées de Fortifications durables, enforte que l'Ennemi ne puisse y entrer ouvertement qu'en forçant ces Retranchemens: Mais on peut encore appliquer à ce cas-ci les réflexions que nous avons faites ci-dessus. Un Terrain appartient à l'Ennemi dès qu'il en est le maître, & aussi long-tems qu'il en demeure en possession: le plus ou le moins de précautions qu'il peut prendre pour s'en assurer ne fait rien à cela.

XX. MAIS quoi-qu'il en soit, il faut bien remarquer ici, que pendant tout le tems de la Guerre, le Droit qu'on acquiert sur les choses dont on a dépouillé l'Ennemi, n'est valable que par rapport à un Tiers neutre; car l'Ennemi lui-même peut reprendre ce qu'il a perdu, toutes les fois qu'il en trouve le moyen, jusqu'à-ce que par un Traité de Paix, il ait renoncé à toutes prétentions.

XXI. IL est certain encore, que pour pouvoir s'approprier une chose par Droit de Guerre, il faut qu'elle appartienne à l'En-

l'Ennemi; car celles qui appartiennent à des Gens qui ne sont ni ses Sujets, ni animés du même esprit que lui contre nous, ne sçauroient être prises par Droit de Guerre, encore même qu'elles se trouvent sur les Terres de l'Ennemi; mais si des Etrangers neutres fournissent à nôtre Ennemi quelque chose, & cela à dessein de le mettre en état de nous nuire, ils peuvent alors être regardés comme étant du parti de notre Ennemi, & par conséquent leurs effets sont sujets à être pris par Droit de Guerre.

XXII. IL faut pourtant remarquer à ce sujet que dans le doute, la présomption est toujours, que ce que l'on trouve en Païs Ennemi ou dans un de ses Vaisseaux, est censé lui appartenir; car outre que cette présomption est très naturelle, si la maxime contraire avoit lieu, elle fourniroit l'occasion à une infinité de fraudes; mais cette présomption, quelque raisonnable qu'elle soit en elle-même, peut être détruite par des preuves contraires.

XXIII. LES Vaisseaux appartenans à des Amis ne sont pas non plus de bonne prise, à cause de quelques Effets des ennemis qui s'y trouvent, à moins qu'ils n'y

n'y ayent été mis par le consentement du Maître du Vaisseau, qui par là semble violer la neutralité ou l'amitié, & nous donner un juste Droit de le traiter comme Ennemi.

XXIV. MAIS il faut en général remarquer sur toutes ces questions, qu'il est de la prudence & de la sagesse des Souverains de s'entendre entr'eux sur ces différens cas, par des Concordats précis, afin d'éviter les disputes qui en peuvent naître.

XXV. REMARQUONS encore, que c'est une conséquence des principes que nous venons d'établir, que quand on a pris sur l'Ennemi des choses, dont il avoit dépouillé lui-même quelqu'autre, par Droit de Guerre, l'ancien Possesseur qui les a ainsi perduës, ne peut point les réclamer entre nos mains.

XXVI. UNE autre question que l'on fait ici, c'est de sçavoir, si les choses prises dans une Guerre Publique & Solemnelle appartiennent à l'Etat, ou aux Particuliers qui en sont membres, ou à ceux qui en ont fait eux-mêmes le butin? Je réponds, que comme c'est au Souverain seul qu'appartient le Droit de faire la Guerre, & que c'est toujours par son au-
torité

torité qu'elle se fait , c'est aussi à lui qu'est acquis originairement & premièrement tout le butin , qui que ce soit qui le fasse.

XXVII. CEPENDANT, comme il n'y a point de Citoyen à qui la Guerre ne soit onereuse, il est de l'équité & de l'humanité du Souverain, de faire en sorte que chacun se ressente des avantages qui en peuvent revenir : Pour cet effet, ou l'on peut donner à ceux que l'on fait marcher en campagne, une paye des Deniers Publics, ou partager entr'eux le butin : Pour ce qui est des Troupes Etrangères, le Souverain n'est tenu que de leur payer exactement leur solde; ce qui est au-delà est pure libéralité.

XXVIII. GROTIUS qui examine fort au long cette question, distingue les actes d'hostilité véritablement publics, & les actes particuliers d'hostilité faits d'autorité privée, à l'occasion d'une Guerre publique. Par les derniers, selon lui, les Particuliers acquièrent eux-mêmes premièrement & directement, ce qu'ils prennent sur l'Ennemi; au lieu que par les premiers, tout ce que l'on prend est au profit du Peuple ou du Souverain : Mais on a eu raison de critiquer cette décision; toute Guerre publique se faisant
par

par autorité du Peuple ou du Chef du Peuple, c'est de lui aussi que vient originellement tout le Droit que des Particuliers peuvent avoir sur les choses prises à l'Ennemi: Il faut toujours ici un consentement ou expres ou tacite du Souverain.

XXIX. REMARQUONS encore sur cette question, que GROTIUS en la traitant, a confondu deux choses différentes. La première dont il s'agit, ne se rapporte point au Droit des Gens, proprement ainsi nommé; car de quelque manière qu'on entende ce Droit, & sur quoi qu'on le fonde, il doit regarder les affaires que les Peuples ont à démêler ensemble; or, que le Butin appartienne au Souverain qui fait la Guerre, ou aux Généraux d'armées, ou aux Soldats, ou à toute autre personne qui a pris quelque chose sur l'Ennemi, cela ne fait rien, ni à l'Ennemi même, ni aux autres Peuples. Si ce qui est pris est de bonne prise, il importe fort peu à l'Ennemi, entre les mains de qui il demeure. Pour ce qui est des Peuples neutres, il suffit que ceux d'entr'eux qui ont acheté, ou acquis de quelque autre manière une chose mobilière, acquise à la Guerre, ne puissent point

point être inquiétés ou recherchés là-dessus. La vérité est que les Réglemens & les usages qu'il y a sur ce sujet ne sont point de Droit Public, & leur conformité dans plusieurs Païs n'emporte autre chose qu'un Droit Civil, commun à plusieurs Peuples séparément.

XXX. P O U R ce qui regarde en particulier l'acquisition de *choses Incorporelles* par Droit de Guerre, il faut remarquer, qu'on n'en devient Maître que quand on est en possession du sujet même auquel elles sont attachées; or elles accompagnent ou les choses ou les personnes. On attache souvent, par exemple, aux fonds de Terres, aux Rivières, aux Ports, aux Villes, certains droits qui les suivent toujours, à quelques Possesseurs qu'elles parviennent, ou plutôt ceux qui les possèdent ont par cela seul certains Droits sur d'autres choses ou sur d'autres personnes.

XXXI. L E S Droits qui conviennent directement & immédiatement à une personne, regardent ou d'autres personnes ou seulement certaines choses : Ceux qu'une personne a sur une autre personne, ne s'acquièrent que par le consentement de celle-ci, qui est censée n'avoir voulu don-

donner pouvoir sur elle qu'à une certaine personne déterminée, & non à une autre; ainsi lors qu'on a pris le Roi du Peuple, avec qui on est en Guerre, on n'est pas, pour cela seul, Maître de son Royaume.

XXXII. MAIS à l'égard des Droits personnels sur les choses, il ne suffit pas de s'être saisi de la personne de l'ennemi, pour avoir acquis tous ses Biens, à moins qu'on ne s'empare en effet de ces Biens mêmes dans l'occasion. On peut voir là-dessus l'exemple que donnent GROTIUS & PUFFENDORF, de la Donation que fit ALEXANDRE LE GRAND aux Thessaliens, après avoir détruit la Ville de Thèbes, d'un Contract par lequel les Thessaliens reconnoissoient devoir aux Thebains cent Talens.

XXXIII. Tels sont les Droits que donne la Guerre sur les Biens de l'Ennemi. Au reste, GROTIUS prétend que le Droit en vertu duquel on acquiert les choses prises sur l'Ennemi, est tellement propre & particulier aux Guerres publiques, faites dans les formes, qu'il n'a aucun lieu dans les autres, comme dans les Guerres Civiles &c. Et qu'en particulier dans les Guerres Civiles, il ne se
fait

130 P.IV.Ch.VII. *Des Droits de la Guerre*
fait aucun changement de Maître, qu'en vertu de la Sentence d'un Juge.

XXXIV. Mais on peut remarquer là-dessus, que dans la plupart des Guerres Civiles, on ne reconnoit point de Juge commun. Si l'Etat est Monarchique, la dispute roule, ou sur la succession à la Couronne, ou sur ce qu'une partie de l'Etat prétend que le Roi a abusé de son pouvoir d'une manière qui autorise les Sujets à prendre les armes contre lui.

XXXV. Au premier cas, la nature même du sujet pour lequel on en est venu à la Guerre, fait que les deux Partis forment alors comme deux Corps distincts, jusqu'à ce qu'ils viennent à convenir d'un Chef par quelque Traité: Ainsi, par rapport aux deux Partis qui étoient en Guerre, c'est d'un tel Traité que dépend le Droit que l'on peut avoir sur ce qui a été pris de part & d'autre, & rien n'empêche que la chose ne soit laissée sur le pied, & de la même manière qu'elle a lieu dans les Guerres publiques, entre deux Etats toujours distincts.

XXXVI. POUR les autres Peuples qui n'avoient point été mêlés dans la Guerre, ils ne sont pas plus autorisés à examiner

miner la validité des acquisitions, que lorsqu'il s'agit d'une Guerre faite entre deux Etats.

XXXVII. L'AUTRE cas, je veux dire le soulèvement d'une partie considérable de l'Etat, contre le Prince Régnant, ne peut guères arriver que quand un Roi y a donné lieu par sa tyrannie ou par la violation des Loix fondamentales; ainsi le Gouvernement est alors dissous, & le Corps se trouve actuellement divisé en deux corps distincts & indépendans, de sorte qu'il faut en juger de même que du premier.

XXXVIII. A plus forte raison, cela a-t-il lieu dans les Guerres Civiles d'un Etat Républicain. où la Guerre détruit d'abord par elle-même la Souveraineté, qui ne subsiste que par l'union du Corps.

XXXIX. GROTIUS semble avoir pris ses idées là-dessus de l'ancien Droit Romain: mais le Droit Romain vouloit que les Prisonniers faits dans une Guerre Civile ne pussent point être réduits à l'Esclavage. C'est, comme le remarque le Jurisconsulte ULP IEN, † parce que
Burlam. D. Polit. T.III. F l'on

Pon regardoit la Guerre Civile, comme n'étant pas proprement une Guerre, mais une *Difension Civile*; car une véritable Guerre se fait entre ceux qui sont Ennemis & animés d'un esprit Ennemi qui les porte à chercher la ruine de l'Etat l'un de l'autre; au lieu que dans une Guerre Civile, quelque nuisible qu'elle soit le plus souvent à l'Etat, l'un veut se sauver d'une manière & l'autre d'une autre; ainsi ils ne sont point Ennemis: chacun des deux partis demeure toujours Citoyen de l'Etat ainsi divisé.

XL. MAIS tout cela est une pure supposition, ou une *fiction de Droit*, qui n'empêche pas que tout ce que nous avons dit ne soit vrai, & n'ait lieu le plus souvent; & si parmi les Romains on ne pouvoit s'approprier, comme véritablement Esclaves, les Prisonniers faits dans une Guerre Civile, c'étoit en vertu d'une Loi particulière reçue parmi eux, & non pas à cause du défaut des conditions ou des formalités que demande, selon GROTIUS, une Guerre publique & solennelle selon le Droit des Gens.

XLII. ENFIN, pour ce qui est des Guerres des Brigands & des Corsai

res

res, si elles ne sont pas suivies des effets dont nous avons parlé, si elles ne donnent pas à ces Corsaires le Droit de s'approprier ce qu'ils ont pris, c'est parce que ce sont des Voleurs, des Ennemis du Genre-humain, & par conséquent des Gens dont tous les actes d'hostilité sont manifestement injustes, ce qui autorise toutes les Nations à les traiter en Ennemis; au lieu que dans les autres sortes de Guerres il est souvent assez difficile de juger de quel côté est le bon Droit, de sorte que la chose demeure & doit demeurer indécise par rapport à ceux qui n'ont pris aucun parti.

C H A P I T R E V I I I.

Du Droit de Souveraineté que l'on acquiert sur les Vaincus.

§ I. **O**UTRE tous les effets de la Guerre dont nous avons parlé jusqu'ici, il y en a encore un qui est le plus considérable, & dont il nous reste à traiter; je veux dire le Droit de Souveraineté que l'on acquiert sur les Vaincus. Nous avons déjà fait cette remarque ci-

devant, en expliquant les différentes manières dont on peut acquérir la Souveraineté, c'est qu'en général on peut l'acquérir ou d'une manière violente & par Droit de Conquête &c.

II. MAIS il faut bien prendre garde, que la Guerre ou la Conquête, considérée en elle-même, n'est pas proprement la cause de cette acquisition; elle n'est pas la source ou l'origine immédiate de la Souveraineté, c'est toujours le consentement du Peuple ou exprès ou tacite; sans ce consentement l'Etat de Guerre subsiste toujours, on ne sçauroit concevoir comment on pourroit être dans l'obligation d'obéir à celui à qui on n'a rien promis: La Guerre n'est donc à proprement parler, que l'occasion de l'acquisition de la Souveraineté, & les Vaincus aiment mieux se soumettre au Vainqueur que s'exposer à une entière destruction.

III. D'AILLEURS l'acquisition de la Souveraineté par Droit de Conquête ne peut, à parler à la rigueur, passer pour légitime, à moins que la Guerre ne soit juste en elle-même, & que le but légitime que l'on se propose, n'autorise le Vainqueur à pousser les actes d'hostilité jusqu'à acquérir la Souveraineté sur le

Vain-

Vaincus, c'est-à-dire, qu'il faut que nôtre Ennemi n'ait pas d'autre moyen de s'aquiter envers nous de ce qu'il nous doit, de nous dédommager, ou que notre propre sûreté exige que nous le réduisions absolument dans nôtre dépendance. Dans ces circonstances, il est certain que la résistance d'un Ennemi vaincu, autorise à pousser les actes contre lui, jusqu'à-ce qu'il soit entièrement réduit sous nôtre puissance, & que l'on peut sans injustice profiter de la supériorité que donne la victoire, pour lui extorquer un consentement qu'il nous devroit donner volontiers & de lui-même.

IV. TELS sont les véritables principes sur lesquels est établie l'acquisition de la Souveraineté par Droit de conquête, d'où l'on peut conclure, que si l'on jugeoit sur ces fondemens, des différentes acquisitions de cette nature, la plupart ne se trouveroient pas trop bien établies; car il est encore assez rare que les Vaincus soient effectivement réduits à cette extrémité, que de ne pouvoir dédommager ou satisfaire aux justes prétentions du Vainqueur, autrement qu'en se donnant à lui & se soumettant à son Empire.

V. DIONS néanmoins que l'intérêt & la tranquillité des Peuples, exigent que

l'on s'éloigne un peu de la rigueur des principes que nous venons d'établir : A la vérité si celui qui a contraint l'autre par la supériorité de ses Armes, à se soumettre à son Empire, avoit entrepris une Guerre manifestement injuste, ou si le prétexte sur lequel elle est fondée, est un prétexte visiblement frivole au jugement de toute personne tant soit peu raisonnable, j'avouë qu'une Souveraineté acquise dans ces circonstances me paroîtroit visiblement injuste, & je ne vois pas pourquoi le vaincu seroit plus obligé de tenir un pareil Traité, qu'un homme qui après être tombé entre les mains des Brigands, seroit tenu de leur aller porter exactement ou de payer à leur requisition, l'argent qu'il leur auroit promis pour racheter sa vie ou sa liberté.

VI. MAIS si le Vainqueur avoit entrepris la Guerre pour quelque sujet apparent, quoique peut-être dans le fond il ne fut pas juste à toute rigueur, l'intérêt commun du Genre-humain demande que l'on observe exactement les engagements où l'on est entré envers lui, quoiqu'extorqués par une crainte qui étoit injuste en elle même, du moins aussi longtems qu'il ne survient pas de nouveau sujet qui

qui puisse valablement exempter de tenir sa promesse ; car le Droit de nature qui veut que les Sociétés, aussi bien que les Particuliers, travaillent à leur conservation, fait par cela seul regarder, non pas comme proprement justes les actes d'hostilité de la part d'un Vainqueur injuste, mais l'engagement d'un Traité exprès ou tacite comme ne laissant pas que d'être néanmoins valide ; en sorte que le Vaincu ne peut se dispenser de le tenir, sous prétexte de la crainte injuste qui en est la cause, comme il le pourroit d'ailleurs, sans la considération de l'avantage qui en revient au Genre-humain.

VII. CES considérations deviennent encore plus fortes, si l'on suppose que le Vainqueur ou les siens, jouissent paisiblement de la Souveraineté qu'il a acquise par Droit de Conquête, & que d'ailleurs, il gouverne les Peuples vaincus comme un Vainqueur humain & généreux. Dans ces circonstances une longue possession accompagnée d'un Gouvernement équitable, peut légitimer la Conquête la plus injuste dans ses commencemens & dans son principe.

VIII. QUELQUES Jurisconsultes moder-

nes expliquent la chose un peu autrement. Ils soutiennent que dans une Guerre juste, le Vainqueur acquiert sur les vaincus un plein Droit de Souveraineté par le Droit de la Victoire, indépendamment d'une convention, & cela encore même que le Vainqueur ait obtenu toute la satisfaction & tout le dédommagement qu'il pouvoit desirer.

IX. LA principale raison dont ces Docteurs se servent pour prouver leur sentiment, c'est que sans cela le Vainqueur ne pourroit pas être assuré de posséder sûrement & paisiblement ce qu'il a pris, ou qu'il a forcé l'Ennemi de lui donner pour ses justes prétentions, puisque les Vaincus pourroient le reprendre par le même Droit de Guerre.

X. MAIS cette raison prouve seulement que le Vainqueur qui s'est emparé du Païs de l'Ennemi, peut y commander pendant qu'il le tient, & ne s'en défaire que quand il a par devers lui de bonnes sûretés, qu'il obtiendra ou qu'il possèdera sans crainte, ce qui est nécessaire pour la satisfaction & pour les dédommagemens qu'il a droit d'exiger par les voyes de la force; mais le but d'une Guerre juste ne demande pas toujours par

par lui-même, qu'on acquière sur les Vaincus & en vertu de la victoire un Droit de Souveraineté absoluë & perpétuelle ; c'est seulement une occasion favorable de l'acquérir, & il faut toujours pour cela un consentement ou exprès ou tacite des Vaincus. Autrement, l'état de Guerre subsistant encore, la Souveraineté du Vainqueur n'a d'autre titre que la force, & ne dure qu'aussi longtems que les Peuples conquis sont dans l'impuissance de secouer le joug.

XI. TOUT ce qu'il y a, c'est que les Puissances neutres, par cela même qu'elles le sont, peuvent & doivent regarder le Conquérant comme légitime Possesseur de la Souveraineté, quand même Elles croiroient la Guerre injuste de sa part.

XII. LA Souveraineté ainsi acquise par Droit de Guerre, ou de Conquête, est pour l'ordinaire une Souveraineté absoluë, mais quelquefois aussi les Vaincus stipulent du Vainqueur des conditions, qui mettent quelques limites à la Souveraineté qu'il acquiert sur eux. Quoiqu'il en soit, il est certain que la Conquête n'autorise jamais à gouverner tyranniquement les Peuples conquis,

puisque, comme nous l'avons vû ci-devant, la Souveraineté la plus absolüe ne donne aucun Droit de maltraiter ceux qui se sont rendus; & la nature même de la chose, & les Loix Naturelles conspirent également à mettre le Vainqueur dans l'obligation de gouverner ceux qu'il a subjugués, avec modération & d'une manière équitable.

XIII. IL y a donc divers ménagemens, dont on doit user dans l'exercice de l'Empire que l'on acquiert sur les Vaincus; telle étoit, par exemple, cette sage modération des anciens Romains qui confondoient, pour ainsi dire, les Vaincus avec les Vainqueurs, en se hâtant de les incorporer avec eux & de leur faire part de leur liberté & de leurs avantages. Politique doublement salutaire, qui en même tems qu'elle rendoit plus douce la condition des Vaincus, affermissoit considérablement la domination & l'Empire des Romains; *Quel Empire aurions-nous aujourd'hui, disoit SENEQUE, si les Vaincus n'eussent été mêlés avec les Vainqueurs par l'effet d'une sage Politique?* ROMULUS notre Fondateur fut bien sage à l'égard de la plupart des Peuples qu'il subjuga, de faire dans un même jour des Citoyens de ses Ennemis.

XIV. U N E autre modération dans la victoire , consiste à laisser aux Rois ou aux Peuples vaincus la Souveraineté dont ils jouissent , & à ne point changer la forme de leur Gouvernement: Rien ne peut mieux assurer au Vainqueur sa Conquête : L'Histoire ancienne , & sur-tout celle des Romains , nous en fournit plusieurs exemples.

XV. M A I S si le Vainqueur ne peut pas , sans danger pour lui-même , accorder toutes ces douceurs aux Vaincus , on peut prendre alors différens tempéramens , comme de laisser aux Vaincus , on à leurs Rois , quelque partie de la Souveraineté. Lors même que l'on dépouille entièrement les Vaincus de leur Souveraineté , on peut encore leur laisser , pour ce qui regarde leurs affaires particulières & les publiques de peu d'importance , leurs Loix , leurs Coûtumes & leurs Magistrats.

XVI. I L faut sur-tout ne point ôter aux Vaincus l'exercice libre de leur Religion , à moins qu'ils ne vinssent à être persuadés de la vérité de celle dont le Vainqueur fait profession : Non-seulement cette complaisance est par elle-même très agréable aux Vaincus ; mais le

Vainqueur est absolument cbligé de l'avoir pour eux, il ne sçauroit les violenter à cet égard sans tyrannie. Ce n'est pas que le Vainqueur ne doive tâcher d'amener les Peuples vaincus à la vraie Religion, mais il ne doit employer pour cela que les moyens proportionnés à la nature de la chose & au but qu'il a en vuë, & qui n'ayent en eux-mêmes rien de violent & de contraire à l'humanité.

XVII. REMARQUONS enfin, que ce n'est pas seulement l'humanité, qui veut que l'on observe tout ce que nous venons de dire à l'égard des Peuples que l'on a subjugués, mais encore la prudence & l'intérêt même du Vainqueur le demandent ainsi; c'est une maxime importante de la Politique, qu'il est plus difficile de garder les Provinces que de les conquérir. Les Conquêtes ne demandent que la force; mais il n'y a que la Justice qui les conserve. Voilà ce qu'il y avoit de principal à remarquer sur les différens effets de la Guerre, & sur les questions les plus essentielles qui y ont rapport; mais comme nous avons eu déjà occasion de parler ci-devant de la Neutralité, il ne sera pas hors de propos d'en

d'en dire ici quelque chose de plus précis.

De la Neutralité.

S I. IL y a une *Neutralité générale* & une *Neutralité particulière*. La *Neutralité générale*, c'est lors que sans être allié d'aucun des deux Ennemis qui sont en Guerre, on est tout disposé à rendre également à l'un & à l'autre, les devoirs auxquels chaque Peuple est naturellement tenu envers les autres.

II. LA *Neutralité particulière*, c'est lors qu'on s'est particulièrement engagé à être neutre par quelque convention ou expression tacite.

III. La dernière sorte de *Neutralité* est. ou pleine & entière lorsque l'on agit également à tous égards envers l'une & l'autre Partie; ou limitée, en sorte que l'on favorise une Partie plus que l'autre, à l'égard de certaines choses ou de certaines actions.

IV. On ne sçauroit légitimement contraindre personne à entrer dans une *Neutralité particulière*, parce qu'il est libre à chacun de faire ou de ne pas faire des *Traités* ou des *Alliances*, ou qu'on ne peut du moins y être tenu, qu'en vertu d'une obligation imparfaite; mais celui
qui

qui a entrepris une Guerre juste, peut obliger les autres Peuples à garder exactement la Neutralité générale, c'est-à-dire, à ne pas favoriser son Ennemi plus que lui-même.

§ V. VOICI donc à quoi se réduisent les Devoirs des Peuples Neutres. Ils sont obligés de pratiquer également envers l'un & l'autre de ceux qui se font la Guerre, les Loix du Droit Naturel, tant absolues que conditionnelles, & soit qu'elles imposent une obligation parfaite ou seulement imparfaite.

VI. S'ILS rendent à l'un d'eux quelque service d'humanité, ils ne doivent pas le refuser à l'autre, à moins qu'il n'y ait quelque raison manifeste qui les engage à faire en faveur de l'un quelque chose que l'autre n'auroit d'ailleurs aucun droit d'exiger.

VII. MAIS ils ne sont tenus à rendre les services d'humanité à aucune des deux Parties, lorsqu'ils s'exposeroient à de grands dangers en les refusant à l'autre, qui a autant de Droit de les exiger.

VIII. ILS ne doivent fournir, ni à l'un ni à l'autre, les choses qui servent à exercer les actes d'hostilité, à moins qu'ils n'y soient autorisés par quelque en-

engagement particulier; & pour celles qui ne sont d'aucun usage à la Guerre, si on les fournit à l'un, il faut aussi les fournir à l'autre.

§ IX. ILS doivent travailler de tout leur possible à faire en sorte qu'on en vienne à un accommodement, que la Partie lésée obtienne satisfaction, & que la Guerre finisse au plutôt.

X. QUE s'ils se sont engagés en particulier à quelque chose, ils doivent l'exécuter ponctuellement.

XI. D'AUTRE côté, il faut que ceux qui sont en Guerre, observent exactement envers les Peuples Neutres, les Loix de la Sociabilité, qu'ils n'exercent contr'eux aucun acte d'hostilité, & qu'ils ne souffrent pas qu'on les pille, ou qu'on ravage leur Païs.

XII. Ils peuvent pourtant dans une extrême nécessité, s'emparer d'une Place située en Païs Neutre, bien entendu qu'aussitôt que le péril sera passé, on la rendra à son Maître, en lui payant le dommage qu'il en a reçu.



C H A P I T R E IX.

Des Traités publics en général.

§ I. **L**A matière des Traités publics fait une partie considérable du Droit des Gens, & mérite que l'on en développe les principes & les règles avec quelque exactitude. Nous entendons ici par les Traités Publics, les Conventions qui ne peuvent être faites, qu'en vertu d'une Autorité publique, ou que les Souverains considérés comme tels, font les uns avec les autres, sur des choses qui intéressent directement le bien de l'Etat; c'est ce qui distingue ces Conventions, non seulement de celles que les Particuliers font entr'eux, mais encore des Contrats que les Rois font au sujet de leurs affaires particulières.

II. CE que nous avons remarqué ci-devant sur la nécessité qu'il y avoit d'introduire l'usage des Conventions entre les hommes, & les avantages qui leur en reviennent, tout cela trouve son application à l'égard des Nations & des différens Etats: Les Nations peuvent au
moyen

moyen des Traités s'unir ensemble par une Société plus particulière, qui leur assure réciproquement des secours utiles, soit pour les besoins & les commodités de la vie, soit pour pourvoir d'une manière efficace à leur sûreté en cas de Guerre.

III. CELA étant, les Souverains ne sont pas moins obligés que les Particuliers, de tenir inviolablement leur parole, & d'être fidèles à leurs engagements. Le droit des Gens fait de cette maxime un devoir indispensable; car il est aisé de sentir, que sans cela, non-seulement les Traités Publics ne seroient d'aucune utilité aux Nations, mais que d'ailleurs leur violation les jetteroit dans un état de défiance & de Guerre continuelle, c'est-à-dire, dans l'état le plus fâcheux. L'obligation où sont les Souverains à cet égard, est donc d'autant plus forte, que la violation de ce devoir a des suites plus dangereuses, & qui intéressent le bonheur d'une infinité de Particuliers. La sainteté du serment, qui accompagne pour l'ordinaire des Traités Publics, est encore une nouvelle raison pour engager les Princes à les observer avec la dernière fidélité, & certainement rien n'est plus

plus honteux pour les Souverains, qui punissent si rigoureusement ceux de leurs Sujets qui manquent à leurs engagements, que de se jouer eux-mêmes des Traités & de la bonne foi, & de ne les regarder que comme un moyen de se duper les uns les autres.

La parole Royale doit donc être inviolable & sacrée; mais il y a tout lieu de craindre, que si les Princes ne sont pas plus attentifs là-dessus, bientôt cette expression ne dégénère dans un sens tout opposé, & de la même manière qu'anciennement, la Bonne foi Carthaginoise (*Punica Fides*,) se prenoit pour la *Perfidie*.

IV. IL faut encore remarquer ici que tous les principes que nous avons établis ci-devant sur la validité des Conventions en général, conviennent aux Traités Publics, aussi bien qu'aux contrats des particuliers; il faut donc dans les uns comme dans les autres, un consentement sérieux déclaré convenablement, exempt d'erreur, de *dol*, de *violence*.

V. Si les Traités faits dans ces circonstances, sont obligatoires entre les Etats ou les Souverains qui les ont faits, ils le sont aussi par rapport aux Sujets de chaque Prince en particulier : Ils sont obli-

obligatoires comme Conventions entre les Puissances Contractantes; mais ils ont force de Loi à l'égard des Sujets considérés comme tels, & il est bien manifeste que deux Souverains qui font ensemble un Traité, imposent par là à leurs Sujets, l'obligation d'agir d'une manière conforme au Traité, & de ne rien faire qui y soit contraire.

VI. L'ON fait plusieurs distinctions des Traités Publics. Et 1^o., il y en a qui roulent sur des choses auxquelles on étoit déjà obligé par le Droit Naturel, & d'autres par lesquelles on s'engage à quelque chose de plus.

VII. IL faut mettre au premier rang, tous les Traités, par lesquels on s'engage purement & simplement à ne point se faire du mal les uns aux autres, & à se rendre au contraire les devoirs de l'humanité. Parmi les Peuples civilisés qui font profession de suivre les Loix Naturelles, ces sortes de Traités ne sont pas nécessaires: Le seul devoir suffit sans un engagement formel; mais chez les Anciens, ces sortes de Traités étoient regardées comme nécessaires, l'opinion commune étant que l'on n'étoit tenu d'observer les Loix de l'humanité, qu'envers ses
Con-

Concitoyens, & que l'on pouvoit regarder & traiter les Etrangers sur le pied d'Ennemis, à moins que l'on n'eut pris avec eux quelque engagement contraire; c'est dequoi l'on trouve plusieurs preuves dans les Historiens. La profession de Brigand ou de Pirate n'avoit rien de honteux chez plusieurs Nations, & le mot de *hostis* dont on se servoit en Latin, pour dire un Ennemi, ne signifioit au commencement qu'un Etranger.

VIII. L'ON raporte à la seconde classe tous les Traités par lesquels deux Peuples entrent l'un à l'égard de l'autre, dans quelque obligation nouvelle, ou plus particulière, comme lorsqu'ils s'engagent formellement à des choses auxquelles ils n'étoient tenus qu'en vertu d'une obligation imparfaite, ou même auxquelles ils n'étoient nullement obligés auparavant.

IX. LES Traités par lesquels on s'engage à quelque chose de plus, qu'à ce qui étoit dû en vertu du Droit Naturel commun à tous les hommes, sont encore de deux sortes; sçavoir ou *égaux* ou *inégaux*.

3^o. Et les uns & les autres se font encore ou pendant la Guerre, ou en pleine Paix.

X. LES Traités égaux sont ceux que l'on contracte avec une entière égalité de part & d'autre : c'est - à - dire, dans lesquels non - seulement on promet de part & d'autre, des choses égales, ou purement & simplement, ou à proportion des forces de chacun des Contractans, mais on s'y engage encore sur le même pied; en sorte que l'une des Parties ne se reconnoit inférieure à l'autre en quoi que ce soit.

XI. CES sortes de Traités se font, ou en vuë du *Commerce* ou de la *Guerre*, ou d'autres choses. A l'égard du Commerce, par exemple, en stipulant que les Sujets de part & d'autre seront francs de tous Impôts & de tous Droits d'entrée & de sortie, ou qu'on n'exigera jamais d'eux davantage que des gens mêmes du País &c. Dans les Alliances Egales qui concernent la Guerre, on stipule, par exemple, que chacun fournira à l'autre une égale quantité de Troupes, de Vaisseaux ou d'autres choses; & cela en toutes sortes de Guerres, tant offensives que défensives, ou dans les défensives seulement &c. Enfin les Alliances d'Egalité peuvent encore rouler sur d'autres choses, comme lorsqu'on s'engage à

à n'avoir point de Placé forte sur les Frontières l'un de l'autre, à ne point accorder de protection ou donner retraite aux Sujets l'un de l'autre, en cas de crime ou de désobéissance, ou même à les faire saisir & à les renvoyer, à ne point donner passage aux Ennemis l'un de l'autre.

XII. CE que l'on vient de dire fait assez comprendre ce que c'est que les Traitez inégaux, dans lesquels ce que l'on promet de part & d'autre, n'est pas égal, ou bien qui rendent l'un des Alliez inférieur à l'autre. L'inégalité des choses stipulées est tantôt du côté de la Puissance la plus considérable, comme si elle promet du secours à l'autre sans en stipuler aucun de lui, ou du côté de la Puissance inférieure en dignité, comme lorsqu'elle s'engage à faire en faveur de la Puissance supérieure, plus que celle-ci ne promet de son côté.

XIII. TOUTES les conditions des Alliances inégales ne sont pas de même nature; les unes sont telles, que quoiqu'onéreuses à l'Allié inférieur, elles laissent pourtant la souveraineté dans son entier; d'autres au contraire, donnent quelque atteinte à l'indépendance & à la

Sou

Souveraineté de l'Allié inférieur, & la diminuent en quelque chose.

Ainsi dans le Traité des Romains avec les Carthaginois, après la seconde Guerre Punique, il étoit porté; Que les Carthaginois ne pourroient faire la Guerre à personne, ni au dedans ni au dehors de l'Afrique, sans le consentement du Peuple Romain; ce qui tout évidemment, donnoit atteinte à la Souveraineté de Carthage, & la mettoit sous la dépendance de Rome.

Mais la Souveraineté de l'Allié inférieur demeure en son entier, quoiqu'il s'engage par exemple à payer l'armée de l'autre, à lui rembourser les fraix de la Guerre, à raser les Fortifications de quelque Place, à donner des ôtages, à tenir pour amis ou pour ennemis tous les amis ou ennemis de l'autre, à n'avoir point de Places fortes à certains endroits, à ne point faire voile en certaines Mers, à reconnoître la prééminence de l'autre, & à lui témoigner dans l'occasion quelque déférence &c.

XIV. C E P E N D A N T quoi-que ces conditions & d'autres semblables ne donnent point atteinte à la Souveraineté, il faut convenir que ces sortes de Traités d'iné-

d'inégalité ont souvent beaucoup de délicatesse, & que si le Prince qui est au dessus de l'autre en dignité, le surpasse aussi beaucoup en force & en puissance il est à craindre que le premier n'acquiesce peu à peu une domination proprement ainsi nommée, sur - tout si le Traité est perpétuel.

XV. L'ON fait encore une autre division des Traités Publics; & c'est qu'il y en a de *réels* & de *personnels*. Les Traités Personnels sont ceux que l'on fait avec un Roi considéré personnellement, en sorte que le Traité expire avec lui. Les Traités Réels sont au contraire, ceux où l'on ne traite pas tant avec le Roi ou avec les Chefs du Peuple, qu'avec tout le Corps de l'Etat, & qui par conséquent subsistent après la mort de ceux qui les ont faits, & obligent leurs Successeurs.

XVI. POUR sçavoir à présent à laquelle de ces deux classes il faut rapporter tel Traité: Voici les principales Règles que l'on peut établir.

1^o. Il faut d'abord faire attention à la teneur même du Traité, à ses clauses, & aux vues que se sont proposées les Parties Contractantes. *Utrum autem*

in rem, aut in personam factum est, non minus ex verbis, quàm ex mente convenientium æstimandum est. (1) Ainsi s'il y a une clause expresse que le Traité est fait à perpétuité, ou pour un certain nombre d'années, ou pour le bien de l'Etat, ou avec le Roi pour lui & ses Successeurs, on voit assez par là que le Traité est Réel.

2°. Tout Traité avec une République est réel de sa nature, parce que le Sujet avec lequel on contracte est une chose permanente.

3°. Encore même que le Gouvernement vienne à être changé de Républicain en Monarchique, le Traité ne laisse pas de subsister, parce que le Corps est toujours le même; il y a seulement un autre Chef.

4°. Il faut pourtant faire ici une exception, c'est lorsqu'il paroît que la Constitution du Gouvernement Républicain a été la véritable cause & le fondement du Traité, comme si deux Républiques avoient contracté une Alliance pour la conservation de leur Gouvernement & de leur Liberté.

5°. Dans un doute, tout Traité Public fait avec un Roi, doit être tenu pour

Burlam. D. Polit. T.III. G Réel

Réel, parce que dans le doute un Roi est censé agir comme Chef de l'Etat & pour le bien de l'Etat.

6°. D'où il s'ensuit que comme après le changement du Gouvernement Démocratique en Monarchique, un Traité ne laisse pas de subsister avec le nouveau Roi; de même si le Gouvernement devient Républicain, de Monarchique qu'il étoit, le Traité fait avec le Roi n'expire pas pour cela, à moins qu'il ne fut manifestement personnel.

7°. Tout Traité de Paix est réel de sa nature, & doit être gardé par les Successeurs; car aussi-tôt que l'on a exécuté ponctuellement les conditions du Traité, la Paix efface entièrement les injures qui avoient allumé la Guerre, & rétablit les Nations dans l'état où elles doivent être naturellement.

8°. Si l'une des Parties ayant déjà exécuté quelque chose à quoi elle étoit tenue par le Traité, l'autre vient de mourir avant que d'avoir exécuté de son côté ses engagements, le Successeur du Roi défunt est obligé ou de dédommager entièrement l'autre partie de ce qu'elle a fait ou donné, ou d'exécuter lui-même ce à quoi son Prédecesseur s'étoit engagé

9°. Que s'il n'y a encore rien d'exécuté de part ni d'autre, ou si ce qui a été fait de part & d'autre est égal, alors si le Traité tend directement à l'avantage personnel du Roi ou de sa famille, il est clair qu'aussi-tôt qu'il vient à mourir, ou que sa famille est éteinte, le Traité finit de lui même.

10°. Enfin il faut remarquer, qu'il a comme passé en coutume, que les Successeurs doivent renouveler, du moins en termes généraux, les Traités manifestement reconnus pour Réels, afin qu'ils soient plus fortement obligés à les observer, & qu'ils ne s'en croient pas dispensés, sous prétexte qu'ils ont d'autres idées touchant les intérêts de l'Etat, que celles qu'avoient leurs Prédécesseurs.

XVII. L'on fait encore cette question, sçavoir, s'il est permis de faire des Traités & des Alliances avec ceux qui ne professent pas la véritable Religion? Je réponds que par le Droit de Nature, il n'y a point de difficulté là-dessus. Le Droit de faire des Traités est commun à tous les hommes, & n'a rien d'opposé aux principes de la vraie Religion, qui bien loin de condamner la prudence &

148 Part.IV. Ch.IX. *Des Traitez Publics*
l'humanité, recommande fortement l'une
& l'autre.

XVIII. POUR bien juger des Causes,
qui mettent fin aux Traités Publics, il
ne faut que faire attention aux Régles des
Conventions en général.

1°. Ainsi un Traité conclu pour un
certain terme, expire au bout du terme
dont on est convenu.

2°. Un Traité expiré n'est point cen-
sé tacitement renouvelé; car une nou-
velle obligation ne se présume pas aisé-
ment.

3°. Lors donc qu'après le terme ex-
piré on exerce encore quelques actes qui
paroissent conformes aux engagements du
Traité précédent, ils doivent passer plu-
tôt pour de simples marques d'amitié &
de bienveillance, que pour un renou-
vellement tacite du Traité.

4°. A quoi pourtant il faut mettre
cette exception; à moins que les choses
que l'on a faites depuis l'expiration du
Traité ne puissent souffrir d'autre inter-
prétation que celle d'un renouvellement
tacite de la Convention précédente. Par
exemple; si un Allié s'est engagé à don-
ner à l'autre une certaine somme par an,
& qu'après le terme de l'Alliance expi-
rée :

rée, on fasse le payement de la même somme pour l'année suivante, l'Alliance se renouvelle par là tacitement pour cette année.

5°. C'est une suite de la nature de toutes les Conventions en général, que si l'une des Parties viole les engagements dans lesquels elle étoit entrée par le Traité, l'autre est dispensée de tenir les siens & peut les regarder comme rompus; car pour l'ordinaire tous les articles d'un Traité ont force de condition, dont le défaut le rend nul.

6°. Cela est ainsi pour l'ordinaire, c'est-à-dire en cas que l'on ne soit pas convenu autrement, car on met quelquefois cette clause, que la violation de quelqu'un des articles du Traité ne le rompra pas entièrement, afin que l'une des Parties ne puisse pas se dédire de ses engagements pour la moindre offense, bien entendu que celui qui par le fait de l'autre, souffre quelque dommage, doit être indemnisé de manière ou d'autre.

XIX. IL n'y a que le Souverain qui puisse faire des Alliances & des Traités ou par lui-même, ou par ses Officiers & ses Ministres. Les Traitez faits par des Ministres, n'obligent le Souverain & l'Etat, que lorsque les Ministres ont

été dûement autorisés , & qu'ils n'ont rien fait que conformément à leurs ordres & à leur pouvoir. Il faut remarquer à ce sujet que chez les Romains on appelloit *Fœdus*, *Pacte public*, *Convention solennelle*, un Traité fait par ordre de la Puissance Souveraine, ou qui avoit été ratifié; mais lorsque des Personnes Publiques avoient promis sans ordre de la Puissance Souveraine, quelque chose qui intéressoit le Souverain, c'est ce qu'on appelloit *Sponsio*, une *simple promesse*.

XX. EN général il est certain, que lorsque des Ministres font sans ordre de leur Souverain quelque Traité concernant les Affaires publiques, le Souverain n'est pas obligé de le tenir, & même le Ministre qui a traité sans ordre peut être puni suivant l'exigence du cas: Cependant il peut y avoir des circonstances dans lesquelles un Souverain est tenu, ou par les Règles de la prudence, ou même par celles de la Justice & de l'Équité, à ratifier un Traité, quoi-que fait & conclu sans ordre.

XXI. LORSQU'UN Souverain vient à être informé d'un Traité conclu par un de ses Ministres, sans son ordre, son silence seul n'emporte pas une *Ratification*.

à moins qu'il ne soit d'ailleurs accompagné de quelque Acte, ou de quelque autre circonstance qui ne puisse vraisemblablement souffrir d'autre explication; & à plus forte raison, si l'accord n'a été fait que sous cette condition, que le Souverain le ratifiât, il n'est valable & obligatoire que lorsque le Souverain l'a ratifié d'une manière formelle & expresse.

CHAPITRE X.

*Des Conventions que l'on fait avec
un Ennemi.*

§ I. **E**NTRE les Conventions Publiques, celles qui supposent *l'état de Guerre*, & que l'on fait avec un Ennemi, méritent une attention particulière. Il y en a de deux sortes, les unes qui laissent *subsister l'état de Guerre*, & qui ne font que tempérer les Actes d'hostilité: Les autres, qui les font *cesser entièrement*. Mais avant que de traiter des unes & des autres, il faut dire quelque chose en général sur la validité de ces Conventions.

Si l'on doit garder la Foi entre Ennemis?

II. CETTE question est sans doute

une des plus belles & des plus importantes du Droit des Gens. GROTIUS & PUFFENDORF ne sont pas d'accord sur cette matière. Le premier soutient généralement que toutes les Conventions que l'on fait avec un Ennemi doivent être gardées avec une fidélité inviolable : Mais PUFFENDORF trouve là-dessus quelque difficulté , à l'égard de ces Conventions qui laissent subsister l'état de Guerre. Tâchons d'établir des principes au moyen desquels on puisse se déterminer sûrement sur ces deux opinions.

III. JE remarque 1^o. Que quoique la Guerre détruise par elle-même l'Etat de Société entre deux Nations, il ne faut pas conclure de là que la Guerre ne soit assujettie à aucune Loi, & que tout Droit & toute obligation cessent absolument entre deux Ennemis.

2^o. Au contraire, tout le monde convient qu'il y a un Droit de la Guerre obligatoire par lui-même entre Ennemis & de l'observation duquel ils ne sçauroient se dispenser, sans manquer à leur Devoir. C'est ce que nous avons prouvé nous-mêmes ci-devant, soit en faisant voir qu'il y a des Guerres *justes* & *injustes*, & que même dans les Guerres

les plus justes il n'est pas permis de pousser les actes d'hostilité à l'infini ; mais qu'il faut nécessairement rester dans certaines bornes , & que par conséquent il y a des choses *injustes & illicites*, même à l'égard d'un Ennemi. Puis donc que la Guerre n'anéantit pas par elle-même toutes les Loix de la Société , on ne sauroit conclure de cela seul , que deux Nations se font la Guerre , qu'elles soient par cela même dispensées d'être fidèles à leur parole , & de garder les engagements qu'elles ont pris l'une avec l'autre , pendant le cours de la Guerre.

3°. La Guerre étant en elle-même un très grand mal , il est de l'intérêt commun des Nations de ne pas se priver volontairement des moyens que la prudence leur présente pour en modérer les rigueurs , & en adoucir les effets ; Il est au contraire de leur devoir , de chercher à se les procurer & à s'en assurer les effets ; autant du moins que cela ne peut porter aucun préjudice au but légitime de la Guerre. Mais il n'y a que la *Foi publique* , qui puisse procurer à deux Ennemis , pendant qu'ils ont encore les armes à la main , le doux repos d'une Trêve ; c'est elle seule qui peut assurer aux Vil-

les renduës, les Droits qu'elles se sont réservées. Que gagneroient les Peuples, ou plutôt combien n'y auroit-il pas à perdre pour eux, s'ils se croyoient autorisés à ne faire aucun cas de la parole donnée à l'Ennemi, & s'ils ne considéroient les Conventions faites dans ces circonstances, que comme des moyens de se duper les uns les autres ? Certainement on ne sçauroit penser que la Loi de Nature puisse approuver des maximes aussi manifestement opposées au bien commun du Genre-humain. D'ailleurs, on ne doit jamais faire la Guerre pour la Guerre même, mais seulement par nécessité pour obtenir une satisfaction juste & raisonnable, & une bonne Paix; d'où il suit nécessairement, que le Droit que donne la Guerre d'Ennemi à Ennemi, ne sçauroit aller jusqu'à rendre les Guerres éternelles, à les perpétuer à l'infini, & à mettre un obstacle invincible au rétablissement de la Paix.

4°. C'est cependant ce qui arriveroit nécessairement, si le Droit Naturel n'imposoit pas une obligation indispensable de tenir ce dont on est volontairement convenu avec un Ennemi, pendant le cours de la Guerre; soit que ces Con-
ven-

ventions tendent seulement à suspendre ou à modérer les actes d'hostilité, soit quelles aient pour but de les faire cesser entièrement & de rétablir la Paix.

Car enfin, il n'y a que deux voyes pour parvenir à la Paix. La première est la destruction totale & entière de notre Ennemi, la seconde est de faire avec lui un Traité. Si donc les Traités & les Conventions faites entre Ennemis n'étoient pas en eux-mêmes sacrés & inviolables, il ne resteroit d'autre moyen pour se procurer une Paix solide, que de pousser la Guerre à l'infini & à toute outrance, jusques à la destruction entière & totale de nos Ennemis. Mais qui ne voit qu'un principe qui va nécessairement à la destruction du Genre-humain & des Sociétés, & qui d'ailleurs n'a rien de nécessaire, est directement contraire au Droit de la Nature & des Gens, dont le grand but est la conservation & le bonheur de la Société humaine en général, & des Sociétés Civiles en particulier.

5°. On ne sçauroit mettre ici aucune différence entre les différens Traités que l'on peut faire avec un Ennemi; l'obligation que le Droit Naturel impose de les observer inviolablement, regarde aussi

bien ceux qui laissent subsister l'état de Guerre, que ceux qui tendent à rétablir la Paix. Il n'y a point de milieu, il faut établir pour Règle générale, que toute convention avec un Ennemi est obligatoire, ou qu'il n'y en a aucune qui soit véritablement telle.

En effet, s'il étoit permis, par exemple, de rompre de gayeté de cœur une Trêve bien conclüe, d'arrêter sans raison des Gens à qui l'on auroit donné des Passeports &c. Quel mal y auroit-il de tromper l'Ennemi sous prétexte de parler de Paix? Quand on entre en négociation pour ce dernier sujet, on ne cesse pas dès lors d'être Ennemi, ce n'est proprement qu'une espèce de Trêve dont on convient, pour voir s'il y auroit moyen de s'accommoder; si les négociations n'ont pas un heureux succès, ce n'est pas une nouvelle Guerre que l'on commence, puisque les différends pour lesquels on avoit pris les armes, n'ont point encore été terminés; on ne fait que continuer les actes d'hostilité que l'on avoit un peu suspendus; ainsi on ne pourroit pas plus compter sur la bonne foi de l'Ennemi à l'égard des Conventions, qui vont à rétablir la Paix, que par rapport à celles
don

dont le but est seulement de suspendre ou de modérer les actes d'hostilité; donc les défiances seroient continuelles, les Guerres se perpétueroient à l'infini, & on ne parviendroit jamais à une paix solide.

6°. Plus l'ambition & l'avarice ont rendu les Guerres fréquentes, quoique non nécessaires, plus les Principes que nous venons d'établir sont indispensables pour le repos & l'intérêt du Genre-humain: C'est donc avec raison que CICE-
RON prétend qu'il y a un Droit de Guerre que l'on doit observer entre Ennemis, comme encore, que l'Ennemi conserve certains Droits malgré la Guerre (1).

Ce n'est pas assez de dire, comme fait PUFFENDORF, que l'usage, reçu parmi les Nations civilisées, a établi en faveur de la gloire des armes, pour l'honneur des Guerriers, & pour l'intérêt du Genre-humain, que l'on doit tenir pour valides, toutes les Conventions faites avec l'Ennemi. Il falloit ajouter de plus, que cela est indispensable, que
la

(1) *Est autem etiam Jus bellicum, fidesque jurisjurandi sæpe cum hoste servanda.* Off. Lib. IV. Cap. 29.

la Justice le veut ainsi, qu'il ne dépend nullement des Nations d'établir les choses sur un autre pied, & qu'elles ne peuvent sans crime s'écarter des Règles, que le Droit Naturel leur prescrit à cet égard pour leur avantage commun.

IV. IL ne sera pas difficile, au moyen des Principes que nous venons d'établir, de répondre aux raisonnemens par lesquels PUFFENDORF prétend faire voir, que toutes les conventions faites avec un Ennemi ne sont pas obligatoires par elles-mêmes.

Nous nous contenterons de remarquer
1°. Que les raisons dont il se sert ne prouvent rien, parce qu'elles prouvent trop &c. Et 2°. que tout ce que l'on en peut conclure raisonnablement, c'est que l'on doit agir avec prudence, & bien prendre ses précautions avant que de donner parole, ou d'entrer dans quelque engagement avec un Ennemi, parce que les hommes sont sujets à manquer de force pour leur propre intérêt, sur-tout lorsqu'ils ont à faire à des gens dont ils sont haïs, ou qu'ils haïssent eux-mêmes.

V. MAIS, dira-t-on, n'est-ce pas un Principe incontestable du Droit Naturel que toute Convention, tout Traité

extorqué par une violence injuste, est nul de lui même? & que par conséquent celui qui a été forcé à le faire malgré lui, peut innocemment ne pas tenir sa parole, s'il estime qu'il puisse le faire avec sûreté.

La violence & la force ouverte sont le caractère distinctif de la Guerre; & pour l'ordinaire c'est le Vainqueur, soit qu'il fasse une Guerre juste ou injuste, qui impose au Vaincu la nécessité de traiter avec lui, & qui le contraint par la supériorité de ses Armes à accepter les conditions qu'il lui propose : Comment donc est-il possible que le Droit de la Nature & des Gens déclare sacrés & inviolables des Traités faits dans ces circonstances ?

Je réponds, que quelque vrai que soit en lui-même le principe sur lequel cette objection est fondée, on ne peut pas cependant l'appliquer dans toute son étendue à la question dont il s'agit.

L'intérêt commun du Genre-humain demande que l'on mette ici quelque différence entre les Conventions extorquées par crainte, de Particulier à Particulier, & celles auxquelles un Prince ou un Peuple Souverain est contraint par la supériorité

riorité des Armes d'un Vainqueur, quoique ce soit en conséquence d'une Guerre injuste. Le Droit des Gens fait donc ici une exception à la Règle générale du Droit Naturel, qui annule les Conventions par l'exception d'une crainte injuste; ou si l'on veut, le Droit des Gens tient pour juste de part & d'autre, la crainte qui porte deux Ennemis à traiter ensemble pendant le cours de la Guerre; car autrement, il n'y auroit aucun moyen ni d'en tempérer les fureurs, ni de la terminer entièrement, comme nous l'avons montré ci-dessus.

VI. MAIS pour ne rien laisser en arrière d'essentiel sur cette question, il est nécessaire d'ajouter quelques éclaircissements à ce que nous venons de dire.

Et premièrement, j'estime qu'il faut distinguer ici, si celui qui par la supériorité de ses Armes, a contraint son Ennemi à traiter avec lui, avoit entrepris la Guerre sans aucun sujet, ou s'il pouvoit en alléguer quelque raison spécieuse. Si le Vainqueur avoit entrepris la Guerre pour quelque sujet apparent quoiqu'injuste ou insuffisant dans le fonds à l'examiner à la rigueur, alors il est sans contredit de l'intérêt du Genre hu-

mai

main, que le Droit des Gens déclare valides & obligatoires les Traités conclus dans ces circonstances, enforte que les Vaincus ne puissent se dispenser de les tenir, sous prétexte de la crainte injuste qui en est la cause.

Mais si l'on suppose que la Guerre ait été entreprise sans aucun sujet, ou bien que le sujet qu'on allégué soit manifestement frivole ou injuste, comme quand un Alexandre va chercher à subjuguier des Peuples éloignés, qui n'avoient jamais entendu parler de lui &c., une telle Guerre étant un vrai Brigandage, l'avoué qu'il ne me paroît pas que le Vaincu soit plus obligé de tenir le Traité auquel on l'a contraint, que ne le seroit un particulier qui auroit promis à des brigands une somme d'argent, pour racheter sa vie ou sa liberté.

VII. D I S O N S encore, & c'est ici un autre éclaircissement nécessaire, que même dans le cas où l'on supposeroit la Guerre entreprise pour quelque sujet apparent & raisonnable, si le Traité que le Vainqueur impose au Vaincu, renferme en lui-même des conditions d'une injustice qui aille jusqu'à la barbarie, & qui soient tout à fait contraires à l'humanité,

on

on ne sauroit dans ces circonstances refuser au Vaincu le Droit de se soustraire à ses engagements, & de recommencer la Guerre pour s'affranchir s'il le peut des conditions dures & inhumaines auxquelles on l'a voulu assujettir, en abusant de la victoire contre les Droits de l'humanité. La Guerre la plus juste n'autorise pas le Vainqueur à ne garder aucune mesure, aucune modération à l'égard des Vaincus, & il ne sauroit se plaindre raisonnablement de l'infraction d'un Traité dont les conditions sont injustes & elles mêmes, & d'ailleurs pleines de barbarie & de cruauté.

VIII. L'HISTOIRE Romaine nous fournit à ce sujet un exemple très remarquable, & qu'il ne sera pas hors de propos de rapporter ici.

Les Privernates avoient été subjugués plusieurs fois par les Romains, & ils s'étoient rebellés autant de fois; leur Ville fut enfin reprise par le Consul Plautius. Réduits à l'extrémité, ils envoyèrent des Ambassadeurs à Rome pour demander la Paix. Un des Sénateurs leur ayant demandé quelle punition ils croyoient mériter? L'un d'eux lui répondit, *celle que méritent ceux qui se croient dignes*

gnes de vivre en liberté. Alors le Consul leur demanda, s'il avoit lieu de se proposer qu'ils observeroient la Paix, en cas qu'on leur pardonnât leur faute? *La Paix sera perpétuelle entre nous*, repartit l'Ambassadeur, *& nous l'observerons fidèlement si les conditions que vous nous imposerez, sont justes & raisonnables; mais elles sont dures & fâcheuses, cette Paix ne sera pas de longue durée, & nous l'aurons bien-tôt rompue.*

Quoi-que quelques-uns des Sénateurs fussent choqués de cette réponse, cependant la plupart l'approuvèrent, disant, qu'elle étoit digne d'un homme, & d'un homme libre. En reconnoissant quelle étoit la force des Droits de l'humanité, ils s'écrièrent que ceux là seuls étoient dignes d'être faits Citoyens de Rome, qui n'estimoient rien en comparaison de la liberté. Ainsi ceux qu'on mençoit d'abord de punition furent admis au Droit de Bourgeoisie & obtinrent les conditions qu'ils demandoient, & le généreux refus que firent les Privernates d'observer ces conditions d'un Traité dur & inhumain, les fit juger dignes de devenir compagnons de ceux qui étoient alors le Peuple du monde le plus brave & le plus vertueux.

Con-

Concluons donc qu'il faut garder à un juste milieu, & dire, que l'on doit inviolablement observer les Traités fait avec un Ennemi, sans que l'exception d'une crainte injuste puisse autoriser à manquer à la foi qu'on lui a donnée, moins que la Guerre ne fut manifestement un vrai Brigandage de sa part ou que d'ailleurs les conditions qu'il nous impose ne fussent de la dernière injustice, pleines de barbarie & de cruauté.

IX. ENFIN, il y a encore un cas dans lequel on peut sans perfidie se dispenser de tenir ce qu'on a promis à l'Ennemi; c'est lors qu'une certaine condition, qu'on avoit supposée comme base de l'engagement, vient à manquer; c'est là une suite de la nature même des Conventions. C'est en conséquence de ce principe, que l'infidélité de l'une des Parties Contractantes libère l'autre car dans la règle & pour l'ordinaire tous les articles d'un même Traité sont renfermés l'un dans l'autre en forme de condition, & comme si l'on avoit dit formellement : *Je ferai telle chose, pourvu que de votre côté vous fassiez ceci &c.*

CHA

* Voyez cy-dessus.

C H A P I T R E X I.

*Des Conventions que l'on fait avec un
Ennemi pendant le Cours de la
Guerre.*

I. **E**NTRE les Conventions qui
laissent subsister l'état de Guerre,
de des principales, c'est la Trêve.

La Trêve est une Convention par la-
quelle on s'engage à suspendre pour quel-
que tems les actes d'hostilité, sans que
par cela la Guerre finisse, mais l'état
de Guerre subsistant toujours.

II. LA Trêve n'est donc point une
Paix, puisque la Guerre subsiste. Mais
si l'on est convenu, par exemple, de
certaines contributions pendant la Guer-
re comme on n'accorde ces contribu-
tions que pour se racheter des actes d'hos-
tilité, elles doivent cesser pendant la Trê-
ve puisqu'alors ces actes ne sont pas
permis; & au contraire, si l'on a parlé
de quelque chose comme devant avoir
lieu en tems de Paix, l'intervalle de la
Trêve ne sera point compris là-dedans.

III. TOUTE Trêve laissant subsister
l'état

166 P.IV.Ch.XI. *Des Conventions faites*
l'état de Guerre, c'est encore une conséquence, qu'après le terme expiré, il n'est pas besoin d'une nouvelle déclaration de Guerre; la raison en est, que ce n'est pas une nouvelle Guerre que l'on commence, c'est la même que l'on continuë.

§ IV. CE Principe, que la Guerre que l'on recommence après une Trêve n'est pas une nouvelle Guerre, peut s'appliquer à divers autres cas. Dans un Traité de Paix conclu entre l'Evêque & le Prince de Trente & les Venitiens, avoit été convenu *que chacun seroit remis en possession de ce qu'il possédoit avant précédente & dernière Guerre.*

Au commencement de cette Guerre l'Evêque avoit pris un Château des Venitiens, que ceux-ci reprirent depuis. L'Evêque refusoit de le céder, sous prétexte qu'il avoit été repris après plusieurs Trêves qui s'étoient faites pendant le cours de cette Guerre. La question devoit décider évidemment en faveur des Venitiens.

V. ON peut faire des Trêves de plusieurs sortes.

1°. Quelquefois pendant la Trêve les Armées ne laissent pas de demeurer tous les jours

ours sur pied avec tout l'appareil de la Guerre, & ces sortes de Trêves sont ordinairement de courte durée ; quelquefois aussi l'on met bas les armes, & chacune se retire chez soi, & alors elles sont de plus longue durée.

2°. Il y a une *Trêve générale* pour tous les Païs de l'un & de l'autre Peuple, & une *Trêve particulière* restreinte à certains Lieux, comme par exemple, sur Mer, & non pas sur Terre &c.

3°. Enfin, il y a une Trêve absolüe, déterminée & générale, & une Trêve limitée & déterminée à certaines choses ; par exemple, pour enterrer les morts : ou bien si une Ville assiégée a obtenu une Trêve seulement pour être à l'abri de certaines attaques, ou par rapport à certains actes d'hostilité, comme pour le ravage de la campagne.

§ VI. IL faut remarquer encore qu'à proprement parler, une Trêve ne se fait que par une Convention expresse, & qu'il est très-difficile d'établir une Trêve sur le fondement d'une Convention tacite, à moins que les faits ne soient tels qu'eux-mêmes & dans leurs circonstances, qu'ils ne puissent être rapportés à un autre principe, qu'à un dessein bien sincère

168 P.IV.Ch.XI. *Des Conventions faites*
cère de suspendre pour un tems les acte
d'hostilité.

Ainsi, de cela seul qu'on s'est abstenu
pour quelque tems d'exercer des acte
d'hostilité, l'Ennemi auroit tort d'e
conclure que l'on consent à une Trêve.

VII. LA nature de la Trêve fait asse
connoître quels en sont les effets.

1°. En général, si la Trêve est gé
nérale & absoluë, tout acte d'hostilité do
cesser, tant à l'égard des personnes qu
l'égard des choses; mais cela n'empêch
pas que l'on ne puisse pendant la Trêve
lever de nouvelles Troupes, faire de
Magazins, reparer des Fortifications &c
à moins qu'il n'y ait quelque Conventio
formelle au contraire; car ces sortes d'ac
tes ne sont pas en eux-mêmes des acte
d'hostilité, mais des précautions défens
ves, & que l'on peut prendre même e
pleine Paix.

2°. Ce seroit aussi une chose contrai
à la Trêve que de s'emparer d'une Pl
ce occupée par l'Ennemi, en corrompa
la Garnison. Il est bien évident que l'o
ne peut pas non plus innocemment s'en
parer pendant la Trêve, des lieux qu
l'Ennemi a abandonnés, mais qui lui ap
partiennent.

partiennent, soit qu'il ait cessé de les garder avant la Trêve, soit après.

3°. Par conséquent, il faut rendre les choses appartenantes à l'Ennemi, qui pendant la Trêve sont par quelque hazard tombées entre nos mains, encore même qu'elles nous eussent appartenu auparavant.

4°. Pendant la Trêve, il est permis d'aller & de venir de part & d'autre, mais sans aucun train ou aucun appareil, d'où il puisse y avoir quelque chose à craindre.

VIII. A cette occasion on demande si ceux qui par quelque accident imprévu & insurmontable, se trouvent malheureusement sur les Terres de l'Ennemi après la Trêve expirée, peuvent être retenus prisonniers, ou si l'on doit leur accorder la liberté de se retirer? GROTIUS & PUFFENDORF après lui, décident que l'on peut à la rigueur du Droit, les retenir prisonniers de guerre; mais, ajoute GROTIUS, il est sans doute plus humain & plus généreux de se relâcher d'un tel Droit: Pour moi, il me semble que c'est une suite du Traité de Trêve, que l'on laisse aller ces gens en liberté; car puisqu'en vertu de la Trêve, on étoit

obligé de laisser aller & venir en liberté pendant tout le tems de la Trêve, on doit aussi leur accorder la même permission après la Trêve même, s'il paroît manifestement qu'une force majeure ou un cas imprévu les a empêchés d'en profiter durant l'espace réglé : Autrement, comme ces sortes d'accidens peuvent arriver tous les jours, une telle permission deviendrait souvent un piège pour faire tomber bien des gens entre les mains de l'Ennemi. Tels sont les principaux effets d'une Trêve absoluë & générale.

IX. POUR ce qui est d'une Trêve particulière ou déterminée à certaines choses, ses effets sont proportionnés à la Convention, & limités par la nature particulière de l'accord.

1^o. Ainsi, si l'on a accordé une Trêve seulement pour enterrer les morts, on n'est pas pour cela en Droit d'entreprendre tranquillement quelque chose de nouveau, qui apporte quelque changement à l'état des choses : On ne peut pas, par exemple, pendant ce tems-là se retirer dans un Port plus sûr ni se retrancher &c. ; car premièrement, celui qui a accordé une courte Trêve pour enterrer les morts ne l'a accordée que pour cela, &

il n'y a nulle raison de l'étendre au-delà du cas dont on est convenu ; d'où il s'enfuit que si celui à qui on l'a accordé vouloit en profiter pour se retrancher, par exemple, ou pour quelque autre chose, l'autre seroit en Droit de l'empêcher par la voye des armes. Le premier ne sçauroit s'en plaindre, car on ne sçauroit prétendre raisonnablement qu'une Trêve conclüe pour enterrer les morts, & restreinte à ce seul acte, donne Droit d'entreprendre & de faire tranquillement quelque autre chose. Tout ce à quoi elle oblige celui qui l'a accordée, c'est à ne point s'opposer par la force à l'enterrement des morts ; il n'est tenu à rien de plus ; cependant PUFFENDORF est dans un sentiment contraire. (1)

2°. C'est en conséquence des mêmes principes que si l'on suppose que par la Trêve on ait seulement mis les *personnes* couvert des actes d'hostilité, & non pas les *choses*, en ce cas là, si pour défendre ses Biens on fait du mal aux personnes, on n'agit point contre l'engagement de la Trêve ; car par cela même

H 2

qu'on

(1) Voy. Droit de la Nature & des Gens L. III, C. 7. §. 9.

qu'on a accordé de part & d'autre une sûreté pour les personnes, on s'est aussi réservé le Droit de défendre ses Biens du dégat ou du pillage; ainsi la sûreté des personnes n'est point générale, mais seulement pour ceux qui vont & viennent sans dessein de rien prendre à l'Ennemi avec qui on a fait cette Trêve limitée.

X. TOUTE Trêve oblige les Parties contractantes, du moment que l'accord est fait & conclu; mais à l'égard des Sujets de part & d'autre, ils ne sont dans quelque obligation à cet égard, que quand la Trêve leur a été solennellement notifiée. Il suit de là que si avant cette notification, les Sujets commettent quelque acte d'hostilité ou font quelque chose contre la Trêve, ils ne seront sujets à aucune punition; cependant les Puissances qui auront conclu la Trêve, doivent dédommager ceux qui auront souffert & rétablir les choses dans le premier état autant que faire se pourra.

XI. ENFIN, si la Trêve vient à être violée d'un côté, il est certainement libre à l'autre des Parties de prendre le armes & de recommencer la Guerre sans aucune Déclaration préalable; Que si l'on est convenu d'une peine payable par

celui qui violeroit la Trêve, si celui-ci offre la peine, ou s'il l'avoit subie, l'autre n'est pas en droit de recommencer les actes d'hostilité avant le terme expiré, bien entendu qu'outre la peine stipulée, la Partie lésée est en droit de demander un dédommagement de ce qu'elle a souffert pour l'infraction de la Trêve. Mais il faut bien remarquer que les actions des Particuliers ne rompent point la Trêve, à moins que le Souverain n'y ait quelque part, ou par un ordre donné, ou par une approbation; & le Souverain est censé approuver ce qui a été fait, s'il ne veut ni punir ni livrer le Coupable, ou s'il refuse de rendre les choses prises pendant la suspension d'armes.

XII. Les Sauf-conduits sont aussi des conventions faites entre Ennemis, & qui méritent qu'on en dise quelque chose. On entend par là un privilège accordé à quelqu'un des Ennemis, sans qu'il y ait cessation d'armes, & par lequel on lui accorde la liberté d'aller & de revenir en sûreté.

XIII. Toutes les questions que l'on propose sur les Sauf-conduits peuvent se décider, ou par la nature même des Sauf-conduits accordés, ou par les règles

174 P.IV ChXI. *Des Conventions faites*
générales de la bonne interprétation.

1°. Un Sauf-conduit donné pour des Gens de Guerre, regarde non-seulement les Officiers subalternes, mais encore ceux qui commandent en Chef: C'est l'usage naturel & ordinaire des termes qui le veut ainsi.

2°. Si l'on permet à quelqu'un d'aller dans un certain endroit, on est aussi censé lui avoir permis de s'en retourner, autrement la première permission se trouveroit souvent inutile. Il pourroit cependant y avoir des cas où l'un n'emporteroit pas l'autre.

3°. Si l'on a accordé à quelqu'un la liberté de venir, il ne peut pas pour l'ordinaire employer quelqu'autre à sa place. Et au contraire, celui qui a eu permission d'envoyer quelqu'un ne peut pas venir lui-même, car ce sont deux choses différentes, & la permission doit naturellement être restreinte à la personne même à qui elle est accordée, car peut-être ne l'auroit-on pas accordée à un autre.

4°. Un Père à qui l'on a accordé un Passeport ne peut pas mener avec lui son Fils, ni un Mari sa Femme.

5°. Pour les Valets, quoiqu'il n'en soit

soit fait aucune mention, on présume qu'il est permis d'en mener un ou deux, ou même davantage selon la qualité de la Personne.

6°. Dans le doute & pour l'ordinaire, le privilège d'un Sauf-conduit ne s'éteint pas par la mort de celui qui l'a accordé; rien n'empêche cependant qu'il ne puisse pour de bonnes raisons être révoqué par le Successeur; mais alors il faut que celui à qui le Sauf-conduit avoit été donné soit averti de se retirer, & qu'on lui accorde le tems nécessaire pour parvenir en lieu de sûreté.

7°. Un Sauf-conduit accordé pour aussi long-tems qu'on voudra, emporte par lui-même une continuation du Sauf-conduit jusqu'à ce qu'on le révoque bien clairement; car sans cela, la volonté est censée subsister toujours la même, quelque tems qui se soit écoulé; mais un tel Sauf-conduit expire si celui qui l'avoit donné vient à n'être plus revêtu de l'emploi, en vertu duquel il l'avoit donné.

XIV. LE Rachat des Prisonniers est encore une Convention, qui se fait souvent sans que la Guerre finisse. Les anciens Romains ne se portoient pas aisément à racheter les Prisonniers: ils exa-

minoient 1°. , Si ceux qui avoient été pris par les Ennemis avoient gardé les Loix de la Discipline Militaire , & par conséquent s'ils méritoient d'être rachetés ; & le parti de la rigueur prévaloit ordinairement , comme le plus avantageux à la République.

XV. MAIS en général , il est certainement plus conforme & au bien de l'Etat & à l'humanité de racheter les Prisonniers , à moins que l'expérience ne fasse voir qu'il est nécessaire d'user envers eux d'une grande rigueur , pour prévenir ou corriger des maux plus grands , qui sans cela seroient inévitables.

XVI. UN accord fait pour la Rançon d'un Prisonnier ne peut être révoqué , sous prétexte que le Prisonnier se trouve plus riche que l'on ne l'avoit cru : Car cette circonstance du plus ou du moins de richesses du prisonnier , n'a aucune liaison avec l'engagement ; de sorte que , si l'on vouloit régler là - dessus la Rançon , il falloit avoir mis cette condition dans le Traité.

XVII. QUAND on a fait quelqu'un Prisonnier de Guerre , on n'acquiert la propriété que de ce qu'on lui a pris effectivement : Ainsi l'argent ou les autres choses

choles qu'un Prisonnier de Guerre a trouvé moyen de tenir cachées, ou de dérober aux recherches que l'on a faites, lui demeurent sans contredit en propriété, & par conséquent il peut s'en servir pour le prix de sa Rançon. L'Ennemi ne sçauroit avoir pris possession de ce dont il n'avoit aucune connoissance, & d'ailleurs le Prisonnier n'est en aucune manière tenu de lui découvrir tout ce qu'il peut avoir.

XVIII. L'HÉRITIER d'un Prisonnier de Guerre est-il obligé de payer la Rançon que le Défunt avoit promise?

Réponse. Si le Prisonnier est mort en captivité, l'Héritier ne doit rien, car la promesse du Défunt supposoit son relâchement; mais s'il étoit déjà relâché quand il est venu à mourir, l'héritier doit la Rançon sans contredit.

XIX. AUTRE question. Un Prisonnier relâché à condition d'en faire relâcher un autre, pris par les siens, doit-il revenir se mettre en prison, lorsque cet autre est mort, avant qu'il ait obtenu son relâchement? Je réponds, que le Prisonnier relâché n'est point tenu de se remettre en prison, car cela n'a point été stipulé; mais il ne paroît pas juste non plus qu'il jouisse de la liberté en pur gain; il faut donc, qu'il donne un dé-

178 P.IV.Ch.XII *Des Conventions faites*
dommagement, ou qu'il paye la valeur
du Prisonnier mort, à celui envers qui il
s'est engagé.

C H A P I T R E XII.

*Des Conventions faites pendant la Guerre
par des Puissances Subalternes, comme
par des Généraux d'Armée, ou d'autres
Officiers.*

§ I. **T**OUT ce que nous avons dit
jusqu'ici des Conventions faites
avec un Ennemi, regarde celles qui sont
faites de part & d'autre par les Puissan-
ces Souveraines; mais comme les Sou-
verains ne contractent pas toujours eux-
mêmes, il faut voir à présent ce que
l'on doit penser des Traités faits par les
Généraux, ou par d'autres Officiers su-
balternes.

II. POUR sçavoir si ces Conventions
obligent le Souverain, on peut établir les
principes suivans.

1°. Il est incontestable, que comme
toute personne peut s'engager, ou par
autrui, le Souverain est engagé par les
Conventions faites par les Ministres, ou
ses

ses Officiers, en conséquence des pouvoirs & des ordres qu'il leur en a donnés formellement.

2^o. Quiconque donne à quelqu'un un certain pouvoir, est raisonnablement censé lui accorder par cela même, tout ce qui en est une suite, une dépendance nécessaire, & sans quoi il ne sçauroit l'exercer convenablement; mais il n'est pas censé accorder rien davantage.

3^o. Si celui à qui on a donné charge de Traiter n'a rien fait que dans l'étendue de son pouvoir, s'il n'a point passé les bornes du pouvoir attaché à son Emploi, quoiqu'il ait excédé ses ordres secrets, on ne laisse pas d'être tenu de ce qu'il a fait, autrement l'on ne sçauroit jamais compter sur les engagements contractés par Procureur.

4^o. Le Souverain est encore obligé par le fait de ses Ministres & de ses Officiers, quoique destitués de pouvoir & d'ordre, s'il a ratifié les engagements qu'ils ont pris, ou d'une manière formelle & précise, & alors il n'y a aucune difficulté; ou d'une manière tacite, c'est-à-dire, si instruit de ce qui s'est passé, le Souverain laisse faire ou fait lui-même des choses qui ne puissent raisonnablement être rap-

portées à aucune autre cause, qu'à l'intention d'exécuter les engagements de son Ministre, quoique contractés sans sa participation.

5°. Le Souverain peut encore être obligé à exécuter les engagements contractés par ses Officiers sans son ordre, par un effet de la Loi Naturelle, qui nous défend de nous enrichir aux dépens d'autrui. L'équité veut que dans ces circonstances l'on observe exactement les conditions du Contrat, quoique conclu par des Ministres qui n'étoient point autorisés.

6°. Tels sont les Principes généraux de l'Equité Naturelle, en vertu desquels les Souverains peuvent être plus ou moins engagés par les Conventions de leurs Généraux. A quoi néanmoins il faut encore ajouter cette réflexion générale : A moins que les Loix & les Coûtumes du País n'y apportent quelque modification particulière, & qu'elles soient connues de ceux avec qui ils ont traité.

7°. Enfin, si un Ministre Public passe les bornes de sa commission, qu'il ne puisse point tenir ce qu'il a promis, & que son Maître n'y soit point obligé, il est sans contredit obligé à dédommager celui
avec

avec lequel il a traité: Que s'il y avoit de la mauvaise foi de sa part, il pourroit même être puni de sa fourberie, & l'on feroit en droit de s'en prendre à sa personne ou à ses biens, ou même à l'un & à l'autre ensemble.

III. ECLAIRCISSONS ces Principes généraux, en les appliquant à quelques exemples particuliers.

1°. Un Général d'Armée ne peut point transiger de ce qui regarde le sujet de la Guerre & ses suites; car le pouvoir de faire la Guerre dans quelque étendue qu'il ait été donné, n'emporte point le pouvoir de la finir.

2°. Les Généraux d'Armée ne pourroient pas non plus accorder de leur Chef des Trêves pour un espace de tems considérable; car 1°. cela n'est point une dépendance nécessaire de leur commission. 2°. La chose est de trop grande conséquence pour être entièrement laissée à leur discrétion. 3°. Et enfin, les circonstances ne sont pas d'ordinaire si pressantes que l'on n'ait le tems de consulter le Souverain: & en général le devoir & la prudence veulent, qu'un Général consulte le Souverain autant qu'il lui est possible, même par rapport aux choses qu'il

182 P.IV.Ch XII. *Des Conventions faites*
a pouvoir de ménager de son Chef.

A plus forte raison, des Généraux ne peuvent pas conclure ces sortes de Trêves qui font disparoitre entièrement l'appareil de la Guerre, & qui approchent d'une véritable Paix.

3°. A l'égard des Trêves qui sont de courte durée, il est sans difficulté au pouvoir d'un Général de les faire; par exemple, pour enterrer les morts &c.

IV. LES Lieutenans des Généraux, ou même les Officiers subalternes, peuvent aussi faire des Trêves particulières, pendant l'attaque, par exemple d'un Corps d'Ennemis retranchés, ou dans le siège d'une Ville. Car cela étant souvent très nécessaire, on présume avec raison que ce Droit est renfermé dans l'étendue de leur Commission, par une conséquence nécessaire.

V. MAIS ces Trêves particulières n'obligent-elles que les Officiers qui les ont conclues & leurs Troupes, ou bien sont-elles valables par rapport aux autres Commandans & au Chef de l'Armée?

GROTIUS se détermine pour le premier sentiment; cependant le second nous paroît le mieux fondé: car 1°. comme on suppose, que c'est en conséquence d'une

d'une approbation tacite du Souverain, qu'une telle Trêve a été conclue par un Officier subalterne, aucun autre Officier ou égal ou supérieur, ne pourroit agir contre l'accord, sans blesser indirectement l'autorité du Souverain. 2°. D'ailleurs, cela pourroit donner lieu à des défiances qui rendroient inutile ou impraticable l'usage de ces Trêves particulières, si nécessaires en diverses occasions.

VI. IL n'appartient pas aux Généraux d'Armée, de relâcher les personnes acquises par les Armes, ni de disposer des Souverainetés & des Terres acquises.

VII. MAIS il est certainement au pouvoir des Généraux d'accorder ou laisser les choses qui ne sont pas encore acquises. Les Villes, par exemple, & souvent les personnes ne se rendent que sous condition d'avoir la Vie sauve ou la liberté, ou même leurs Biens, & d'ordinaire on n'a pas le tems de consulter là-dessus le Souverain; Les Chefs même Subalternes doivent avoir ce Droit aussi loin que s'étend leur commission.

VIII. ENFIN, on peut aisément juger, par les Principes que nous avons établis, de la conduite que tint le Peuple Romain à l'égard de Bituitus Roi des Auv-

ver-

C H A P I T R E X I I I .

Des Conventions faites avec l'Ennemi par
de simples Particuliers.

§ I. **I**L arrive quelquefois dans la Guerre que des Particuliers, soit de simples Soldats, soit autres, font quelques Conventions avec l'Ennemi. CICERON remarque judicieusement à ce sujet, que si des Particuliers ont promis quelque chose à l'Ennemi, y étant contraints par la nécessité des circonstances, ils doivent tenir rigoureusement leur parole (1).

II. EN effet, tous les principes que nous avons établis ci-devant, prouvent manifestement la justice & la nécessité de ce Devoir : sans cela on mettroit souvent obstacle à la liberté, on donneroit occasion à des carnages &c.

III. MAIS quoique ces engagements soient valides en eux-mêmes, il est bien clair qu'un Particulier ne sçauroit aliéner
vali-

(1) De Offic. Lib. I. Cap. 13.

validement ce qui appartient au Public, cela n'étant pas même permis aux Généraux d'armée.

IV. A l'égard des actions & des biens de chaque Particulier, quoique les Conventions qu'il peut faire avec l'Ennemi à ce sujet, puissent quelquefois porter quelque préjudice à l'Etat, elles ne laissent pas d'être obligatoires. Tout ce qui tend à éviter un plus grand mal, quoique dommageable en soi-même, doit être considéré comme un bien : comme par exemple, quand on s'engage à payer quelques Contributions pour se racheter du pillage ou des incendies. Les Loix de l'Etat ne sçauroient même sans injustice ôter aux Particuliers le droit de pourvoir à leur sûreté, en imposant aux Sujets une obligation trop onéreuse, ce qui repugne entièrement à la Raison & à la Nature.

V. C'est en conséquence de ces principes que l'on tolère & avec raison, la promesse que fait un Prisonnier de Guerre de venir se mettre en prison. On ne le laisseroit point aller sans cela, & il vaut mieux sans doute & pour lui & pour l'Etat, qu'il ait cette permission pour un temps, que s'il demeureroit toujours en prison.

son. Ce fut donc pour satisfaire à son devoir que Regulus retourna à Carthage, & se remit entre les mains des Ennemis (2).

VI. Il faut juger de même de la promesse par laquelle on s'engage à ne point servir contre celui de qui on est prisonnier: En vain objecteroit-on qu'un tel engagement est contraire à ce qu'on doit à la Patrie: Il n'y a rien de contraire au devoir d'un bon Citoyen, de se procurer la liberté, en promettant de s'abstenir d'une chose, dont il est au pouvoir de l'Ennemi de nous empêcher; la Patrie ne perd rien par là, elle y gagne même quelque chose, puisqu'un Prisonnier, tant qu'il n'est pas relâché, est perdu pour elle.

VII. Si l'on a promis de ne point se sauver, il faut incontestablement tenir sa parole, quand même on l'auroit donnée dans les fers; mais si le Prisonnier n'a donné sa parole qu'à condition qu'il ne feroit point resserré de cette manière, il en est quitte s'il est mis dans les fers.

VIII. Mais enfin, si les Particuliers qui se sont engagés à l'ennemi, ne veulent point tenir leur parole, leur Souverain doit-

(2) *Cicér.*, de Offic. Lib. III. Cap. 20.

doit-il les y contraindre ? Sans doute : en vain feroient-ils liés par leur promesse, s'il n'y avoit quelqu'un qui pût les contraindre à s'en acquitter.

C H A P I T R E XIV.

Des Conventions publiques, qui mettent fin à la Guerre.

S I. **L**Es Conventions qui mettent fin à la Guerre sont ou *Principales* ou *Accessoires*. Les Conventions Principales sont celles qui terminent la Guerre, ou par elles, comme un Traité de Paix, ou par une suite de ce dont est convenu, comme quand on a remis la fin de la Guerre à la décision du sort, ou au succès d'un combat, ou au jugement d'un Arbitre. Les Conventions Accessoires sont celles, qu'on ajoute quelquefois aux Conventions Principales, pour les confirmer & en rendre plus sûre l'exécution. Tels sont les *Otages*, les *Gages*, les *Garanties*.

II. Nous avons déjà traité ci-devant du sort des Combats, arrêtés de part & d'autre, & des Arbitres considérés comme des moyens

yens d'empêcher une Guerre ou de la terminer; il ne nous reste plus qu'à parler des *Traités de Paix*.

III. LA première question qui se présente ici, c'est, si les Conventions qui terminent la Guerre peuvent être annulées, par l'exception d'une crainte injuste qui les a arrachées.

Après les principes que nous avons établis ci-devant, pour faire voir que l'on doit garder la foi donnée à un Ennemi, il n'est pas nécessaire de nous arrêter ici à l'établir de nouveau. De toutes les Conventions publiques, les *Traités de Paix* sont celles que les Peuples doivent regarder comme les plus sacrées & les plus inviolables; rien n'est plus important au repos & à la tranquillité du Genre-humain. Les Princes & les Nations n'ayant point de Juge commun, qui puisse connoître & décider de la Justice de la Guerre, on ne pourroit jamais compter sur un *Traité de Paix*, si l'exception d'une crainte injuste avoit ici lieu ordinairement. Je dis *ordinairement*; car dans le cas où l'injustice des conditions d'un *Traité de Paix* est de la dernière évidence, & que le Vainqueur injuste abuse de sa victoire, au point d'imposer

au Vaincu les conditions les plus dures, les plus cruelles & les plus insupportables; le Droit des Nations ne sçauroit autoriser de semblables Traités, ni imposer aux Vaincus l'obligation de s'y soumettre soigneusement. Ajoutons encore, que bien que le Droit des Gens ordonne qu'à l'exception du cas dont nous venons de parler, les Traités de paix soient observés fidèlement, & ne puissent pas être annulés sous le prétexte d'une contrainte injuste, il est néanmoins incontestable, que le Vainqueur ne peut pas profiter en conscience, des avantages d'un tel Traité, & qu'il est obligé par la justice intérieure, de restituer tout ce qu'il peut avoir acquis dans une Guerre injuste.

IV. UNE autre question, c'est de sçavoir, si un Souverain, ou un Etat doit tenir les Traités de Paix & d'accommodement qu'il a faits avec des Sujets rebelles « Je réponds. 1^o., que lorsqu'un Souverain a réduit par les armes les Sujets rebelles, c'est à lui à voir comment il les traitera. 2^o. Mais s'il est entré avec eux dans quelque accommodement, il est censé par cela seul leur avoir pardonné tout le passé; de sorte qu'il ne sçauroit légitimement se dispenser de tenir sa parole

parole, sous prétexte qu'il l'avoit donné
 à des Sujets rebelles. Cette obligation
 est d'autant plus inviolable, que les Sou-
 verains sont sujets à traiter de Rebellion
 une désobéissance ou une résistance, par
 laquelle on ne fait que maintenir ses
 justes Droits & s'opposer à la violation
 des engagements les plus essentiels de
 Souverains. L'Histoire n'en fournit que
 trop d'exemples.

V. IL n'y a que celui qui a Droit de
 faire la Guerre, qui ait le Droit de la
 terminer par un Traité de Paix; en un
 mot, c'est ici une partie essentielle de la
 Souveraineté. Mais un Roi prisonnier
 pourroit-il conclure un Traité de Paix
 valable & obligatoire pour la Nation? Je
 ne le pense pas; car il n'y a nulle ap-
 arence, & l'on ne sçauroit présumer
 raisonnablement que le Peuple ait voulu
 conférer la Souveraineté à quelqu'un avec
 pouvoir de l'exercer sur les choses les
 plus importantes, même dans le tems qu'il
 ne seroit pas maître de sa propre Person-
 ne. Mais à l'égard des Conventions qu'un
 Roi prisonnier auroit faites, touchant ce
 qui lui appartient en particulier, elles
 sont valides sans contredit, suivant les
 principes que nous avons établis dans la

cha

chapitre précédent. Que dirons-nous d'un Roi chassé de ses Etats? s'il n'est dans aucune dépendance de personne, il peut sans doute faire la Paix.

VI. P O U R connoître sûrement de quelles choses un Roi peut disposer par un Traité de Paix, il ne faut que faire attention à la nature de la Souveraineté, & à la manière dont il la possède.

1°. Dans les Royaumes Patrimoniaux, les considérer en eux-mêmes, rien n'empêche que le Roi n'aliène la Souveraineté d'une partie.

2°. Mais les Rois qui ne possèdent la Souveraineté qu'à titre d'usufruit, ne peuvent par aucun Traité aliéner de leur chef, ni la Souveraineté entière, ni aucune de ses parties; Pour valider de telles cessions, il faut le consentement de tout le Peuple ou des Etats du Royaume.

3°. A l'égard du *Domaine de la Couronne*, il n'est pas non plus pour l'ordinaire au pouvoir du Souverain de l'aliéner.

4°. Pour ce qui est des Particuliers, le Souverain a comme tel, un Droit éminent sur les Biens des Sujets, & par conséquent, il peut en disposer & les aliéner par un Traité, toutes les fois que l'utilité publique ou la nécessité le demandent

dent, bien entendu que l'Etat doit dans ces cas-là dédommager les Particuliers du dommage qu'ils souffrent, au-delà de leur quote-part.

VII. POUR bien interpréter les Clauses d'un Traité de Paix, & pour en déterminer les effets, il ne faut que faire attention aux règles générales de l'interprétation, & à l'intention des Parties Contractantes.

1°. Dans tout Traité de Paix, s'il n'y a point de Clauses au contraire, on présume que l'on se tient réciproquement quittes de tous les dommages causés par la Guerre; ainsi les Clauses d'Amnistie générale ne sont que pour une plus grande précaution.

2°. Mais les Dettes de Particuliers Particulier, déjà contractées avant la Guerre, & dont on n'avoit pu pendant la Guerre exiger le paiement, ne sont point censées éteintes par le Traité de Paix.

3°. Les choses même que l'on ignore avoir été commises, soit qu'elles l'aient été avant ou pendant la Guerre, sont censées comprises dans les termes généraux, par lesquels on tient quitte l'Ennemi de tout le mal qu'il nous a fait.

4°. Il faut rendre tout ce qui peut

avoir

à avoir été pris depuis la Paix conclue, cela n'a point de difficulté.

5°. Si dans un Traité de Paix on fixe un certain tems pour l'accomplissement des conditions, dont on est convenu, ce terme doit s'entendre à la dernière rigueur; en sorte que lorsqu'il est expiré, le moindre retardement n'est pas excusable, à moins qu'il ne provient d'une force majeure, ou qu'il ne paroisse manifestement que ce délai ne vient d'aucune mauvaise intention.

6°. Enfin, il faut remarquer que tout Traité de Paix est par lui-même perpétuel, & pour parler ainsi, éternel de sa nature, c'est à-dire, que l'on est censé de part & d'autre être convenu, de ne prendre jamais plus les armes au sujet des démêlés qui avoient allumé la Guerre, & de les tenir désormais pour éternellement terminés.

VIII. C'EST une autre question importante de sçavoir, quand la Paix peut être regardée comme rompue.

1°. Quelques personnes distinguent entre rompre la Paix. & fournir un nouveau sujet de Guerre. Rompre la Paix, est contrevenir à quelques articles du traité; fournir un nouveau sujet de Guerre.

Burlam. Droit Polit. T. III. I 109

re, c'est prendre les armes pour quelque nouvelle raison dont il n'est point fait mention dans le Traité.

2°. Mais lorsqu'on donne ainsi un nouveau sujet de Guerre, le Traité se rompt par là indirectement, si l'on refuse de faire satisfaction à l'offensé; car alors l'offensé pouvant prendre les armes, & traiter l'offenseur en Ennemi, contre lequel tout est permis, il faut aussi sans contredit se dispenser de tenir les conditions de la Paix, quoique le Traité n'ait point été rompu formellement par rapport à sa teneur: D'ailleurs, la distinction dont il s'agit ne peut guères être d'usage aujourd'hui, parce que les Traités de Paix sont conçus de telle manière, qu'ils emportent un engagement de vivre désormais en bonne amitié à tous égards. Il faut donc dire en général, que tout nouvel acte d'hostilité injuste rompt la Paix.

3°. Pour ceux qui ne font que repousser la force par la force, ils ne rompent en aucune manière la Paix.

4°. Si la Paix est conclue avec plusieurs Alliés de celui avec qui le Traité a été fait, la Paix n'est pas rompue si quelqu'un de ces Alliés vient à reprendre les armes, à moins qu'elle n'eût été

conclue sur ce pié là. Mais c'est ce qu'on ne présume point, & sans doute le seul infracteur peut être regardé comme Ennemi.

5°. Des Violences ou des actes d'hostilité que quelques Sujets de l'Etat commettent de leur chef, ne peuvent rompre la Paix qu'en supposant que le Souverain les approuve, & c'est ce que l'on présume, s'il a la connoissance du fait, le pouvoir de punir, & qu'il néglige de le faire.

6°. La Paix est censée rompue, lorsque sans un sujet légitime, on exerce quelque acte d'hostilité, non-seulement contre tout le Corps de l'Etat, mais même contre des Particuliers ou des Sujets de l'Etat; car le but d'un Traité de Paix est, que tous les Sujets de l'Etat soient éternellement en sûreté.

7°. Un Traité de Paix est rompu sans contredit, si l'on contrevient aux articles précis & formels qu'il renferme: Quelques Docteurs néanmoins distinguent ici entre les articles du Traité qui sont de grande importance, & ceux qui sont de moindre importance; mais cette distinction peu sûre en elle-même, & d'une application difficile & délicate. En géné-

ral tous les articles d'un Traité doivent être regardés comme assez importants, pour qu'ils doivent être ponctuellement observés. Il faut pourtant avoir égard ici à ce que demande l'humanité, & pardonner plutôt les fautes légères que d'en poursuivre la réparation par les armes.

8°. Si l'une des Parties est réduite par quelque nécessité invincible, à l'impossibilité d'effectuer ses engagements, on ne doit pas tenir la Paix pour rompuë; mais l'autre Partie doit, ou attendre quelque tems l'effet de ce qu'on lui a promis, s'il y a encore quelque espérance, ou bien elle peut demander un équivalent raisonnable.

9°. LORS même qu'il y a de la perfidie d'un côté, il est libre certainement à la Partie innocente de laisser subsister la Paix, & il seroit ridicule de prétendre que celui qui le premier enfreint la Paix, puisse se dégager de l'obligation où il étoit, en agissant contre cette même obligation.

IX. L'on joint quelquefois aux Traités de Paix, pour sûreté de leur exécution, des Otages, des Gages ou des Garants. Les Otages sont de plusieurs sortes; car ou ils se donnent eux-mêmes

volor

volontairement, ou c'est par ordre de leur Souverain, ou bien ils sont pris de force par l'ennemi : Rien n'est plus commun aujourd'hui, par exemple, que d'enlever des Otages par force pour la sûreté des Contributions.

X. Le Souverain peut en vertu de son autorité, contraindre quelques-uns de ses Sujets à se mettre entre les mains de l'ennemi pour Otage ; car s'il est en droit quand la nécessité le requiert, de les exposer à un péril de mort, à plus forte raison peut-il engager leur Liberté corporelle. Mais d'un autre côté, l'Etat doit assurément indemniser les Otages de tout ce qu'ils peuvent souffrir pour le bien de la Société.

XI. L'on demande, & l'on donne des Otages pour la sûreté de l'exécution de quelque engagement ; il faut donc pour cela que l'on puisse garder les Otages comme on le juge à propos, jusqu'à l'accomplissement de ce dont on est convenu ; il suit de là qu'un Otage qui est constitué tel volontairement, ou celui qui a été donné par le Souverain, ne peut pas se sauver ; cependant GROTIUS accorde cette liberté aux derniers : mais il faudroit pour cela, ou que l'intention

I 3

de

de l'Etat fut que l'Otage ne demeurât point entre les mains de l'Ennemi, ou qu'il n'eût pas le pouvoir d'obliger l'Otage à y demeurer. Le premier est manifestement faux, car autrement l'Otage ne serviroit point de sûreté, & la Convention seroit illusoire: L'autre n'est pas plus vrai; car si l'Etat en vertu de son *Domaine éminent*, peut exposer la vie même des Citoyens, pourquoi ne pourroit-il pas engager leur liberté? Aussi GROTIUS convient-il lui-même, que les Romains étoient obligés de rendre Clélie à Porseuna: mais il n'en est pas tout-à-fait de même à l'égard des Otages qui ont été pris par force; car ils sont toujours en droit de se sauver, tant qu'ils n'ont pas donné leur parole qu'ils ne le feroient pas.

§ XII. ON demande, si celui à qui l'on a donné des Otages peut les faire mourir, au cas que l'on n'exécute pas ses engagements? Je réponds, que les Otages eux-mêmes n'ont pû donner à l'Ennemi aucun pouvoir sur leur propre vie, dont ils ne sont pas les maîtres. Pour ce qui est de l'Etat, il a bien le pouvoir d'exposer au péril de la mort la vie de ses Sujets, lorsque le Bien public le demande; mais ici, tout

que le Bien public exige, c'est qu'il engage la Liberté Corporelle de ceux qu'il donne en ôtage, & il ne peut pas plus les rendre responsables de son infidélité, au péril de leur vie, qu'il ne peut faire que l'Innocent soit criminel: Ainsi l'Etat n'engage nullement la vie des Otages: Celui à qui on les donne est censé les recevoir à ces conditions, & quoique par l'infraction du Traité ils se trouvent à sa merci, il ne s'ensuit pas qu'il ait droit en conscience de les faire mourir pour ce sujet seul; il peut seulement les retenir désormais comme Prisonniers de Guerre.

XIII. Les Otages donnés pour un certain sujet sont libres dès que l'on y a satisfait, & par conséquent ne peuvent pas être tenus pour une autre cause, pour laquelle on n'avoit point promis d'ôtages. Que si l'on a manqué de parole en quelque autre chose, ou contracté quelque nouvelle dette, les Otages donnés peuvent alors être retenus, non comme Otages, mais en conséquence de cette Règle du droit des Gens, qui autorise à arrêter une personne des Sujets, pour le fait de son Souverain.

XIV. Un Otage est-il libéré par la mort du Prince qui l'avoit donné? Cela

dépend de la nature du Traité, pour la sûreté duquel on avoit livré l'Otage; c'est à-dire, qu'il faut examiner s'il est *Personnel* ou *Réel*.

Que si l'Otage devient l'Héritier & Successeur du Prince qui l'avoit donné, il n'est plus tenu alors de demeurer en otage, quoique le Traité soit *Réel*; il doit seulement mettre quelqu'un à sa place, si l'autre Partie le demande. Le cas dont il s'agit étoit tacitement excepté; car on ne sçauroit présumer qu'un Prince, par exemple, qui auroit donné pour otage son propre Fils, son Héritier présomptif, ait prétendu, qu'au cas qu'il vint à mourir lui-même, l'Etat fut privé de son Chef.

XV. On donne aussi quelquefois des Gages pour la sûreté d'un Traité de Paix, & comme nous avons dit qu'on peut retenir les Otages pour quelque autre dette, cela s'applique également aux Gages donnés.

XVI. ENFIN, il arrive aussi que des Princes ou des Etats, sur-tout ceux qui ont été Médiateurs de la Paix, se rendent Garants des observations de paix & d'autre, par une espèce de *Cautionnement* qui emporte l'obligation d'interpo-

fer leurs bons offices , pour obtenir une satisfaction raisonnable à celui , au préjudice duquel l'autre auroit violé quelque article du Traité , & même de donner secours au premier qui sera insulté par l'autre , contre les articles & les conditions de la Paix.

C H A P I T R E X V .

Du Droit des Ambassadeurs.

§ I. **I**L ne nous reste plus qu'à dire quelque chose des Ambassadeurs , & des Privilèges que le Droit des Gens leur accorde. Il est naturel de traiter ici cette matière , puisque c'est par le moyen de ces Ministres que se négocient & se concluent ordinairement les Traités.

II. **R**IEN n'est plus ordinaire que la maxime , qui établit que les Ambassadeurs sont des Personnes sacrées & inviolables , & qu'ils sont sous la protection du Droit des Gens. En effet , on ne sçauroit douter qu'il n'importe extrêmement à tous les hommes & à tous les Peuples , non-seulement de mettre fin aux querelles

les & aux Guerres, mais encore d'établir & d'entretenir entr'eux le commerce & l'amitié: Or les Ambassadeurs sont nécessaires pour procurer ces avantages, d'où il suit que DIEU qui veut sans contredit tout ce qui contribuë à la conservation & au bonheur de la Société humaine, ne peut que défendre par la **Loi Naturelle** de faire aucun mal à ces sortes de Personnes, & qu'il ordonne au contraire, qu'on leur accorde toutes les sûretés, tous les privilèges que demande le but de leur Emploi & de leurs fonctions.

III. A V A N T que d'entrer dans l'application des privilèges que le Droit des Gens accorde aux Ambassadeurs, il faut d'abord remarquer avec GROTIUS, qu'ils appartiennent uniquement aux Ambassadeurs envoyés de Souverain à Souverain; car pour ce qui est des Députés des Villes ou des Provinces auprès de leur propre Souverain, ce n'est pas par le Droit des Gens commun aux Nations, qu'il faut juger de leurs privilèges, mais par le Droit Civil du Païs: En un mot, les privilèges des Ambassadeurs ne regardent que les Etrangers, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas de notre dépendance.

Rien n'empêche donc qu'un Allié infé-

férierieur n'ait droit d'envoyer des Ambassadeurs à l'Allié Supérieur ; car dans cette Alliance inégale , l'Allié inférieur ne cesse pas pour cela d'être indépendant.

Mais un Roi vaincu dans une Guerre & dépouillé de son Royaume , peut-il envoyer des Ambassadeurs ? La question est inutile par rapport au Vainqueur , qui n'aura garde de penser seulement s'il doit recevoir des Ambassadeurs de la part de celui qu'il a dépouillé de ses Etats. A l'égard des autres Puissances , si le Conquerant fait une Guerre manifestement injuste , Elles n'en doivent pas moins , tant qu'Elles le peuvent sans s'exposer à quelque grand inconvénient , reconnoître pour véritable Roi , celui qui l'est effectivement , & par conséquent recevoir ses Ambassadeurs.

Le cas d'une Guerre Civile , est un cas extraordinaire , dans lequel la nécessité oblige quelquefois à recevoir des Ambassadeurs de part & d'autre. Alors une seule & même Nation est regardée pour un tems , comme faisant deux Corps de Peuples. Mais les Pirates & les Brigands ne forment point de Corps d'Etat , ne peuvent point jouir , à l'égard des Ambassadeurs , des privilèges du Droit des

Gens , à moins qu'ils ne l'obtiennent par un *Traité* , comme cela est arrivé quelques fois.

IV. LES Anciens ne distinguoient pas différentes sortes de personnes envoyées par une Puissance auprès d'une autre , ils étoient tous appelés chez les Latins *Legati* ou *Oratores*. Aujourd'hui on donne divers titres à ces Ministres Publics , mais l'emploi est au fonds le même , & toutes les distinctions que l'on fait , sont plutôt fondées sur le plus ou le moins d'éclat avec lequel ils soutiennent leur dignité , & sur la pension plus ou moins grosse qui leur est assignée , que sur quelque autre raison qui ait du rapport à leur caractère.

V. LA distinction des Ambassadeurs la plus commune & la plus en usage aujourd'hui , est celle des *Ambassadeurs Extraordinaires* & des *Ambassadeurs Ordinaires*. Cette différence étoit tout-à-fait inconnue aux Anciens. Tous les Ambassadeurs qu'ils envoyoit étoient Extraordinaires , c'est - à-dire , chargés seulement d'une certaine négociation particulière , au lieu que les Ambassadeurs ordinaires , sont ceux que l'on tient dans les Cours des Etats dont on est ami , pour y mé-

nager toutes sortes d'affaires & même pour y épier ce qui s'y passe.

Le changement de la situation des choses dans notre Europe depuis la destruction de l'Empire Romain, les divers Princes Souverains, les différentes Républiques qui se sont élevées, & l'accroissement du Commerce, ont rendu commodes & même nécessaires ces Ambassadeurs Ordinaires, & en ont fait introduire l'usage : Aussi plusieurs Historiens remarquent avec raison que les Turcs qui n'entretiennent point de Ministres dans les Païs Etrangers, usent en cela d'une mauvaise politique ; car comme ils ne reçoivent leurs nouvelles que par des Marchands Juifs ou Arméniens, ils n'apprennent le plus souvent les choses que fort tard, ou bien ils sont mal informés ; ce qui fait qu'ils prennent souvent de fausses mesures, parce qu'ils ont eu de faux avis.

VI. GROTIUS remarque, qu'il y a deux maximes principales du Droit des Gens touchant les Ambassadeurs. La première, *qu'il faut recevoir les Ambassadeurs*, la seconde *qu'on ne leur doit faire aucun mal, & que leur Personne est sacrée & inviolable.*

§ VII. SUR la première de ces maximes, il faut remarquer, que l'obligation où sont les Princes & les Etats de recevoir les Ambassadeurs, est fondée en général sur la Société & l'Humanité.

Car comme toutes les Nations forment entr'elles une espèce de Société, & qu'en conséquence elles doivent s'entr'aider les unes les autres par un commerce mutuel d'offices & de services, l'usage des Ambassadeurs devient nécessaire entr'elles par cela même. C'est donc une Règle du Droit des Gens, que l'on doit recevoir un Ambassadeur, & ne le pas refuser sans une juste cause.

VIII Mais lors même qu'on est tenu de recevoir les Ambassadeurs, ce n'est qu'en vertu d'un devoir d'humanité, qui ne produit qu'une obligation imparfaite & non rigoureuse; de sorte qu'un simple refus ne peut pas être regardé, comme une injustice proprement dite, qui donnera un juste sujet de Guerre. D'ailleurs, l'obligation de recevoir tous les Ambassadeurs, regarde aussi bien ceux qui nous sont envoyés par l'ennemi, que ceux qui viennent d'une Puissance amie. Il est du devoir des Princes mêmes, qui sont en Guerre, de chercher les moyens de

rétablir entr'eux une Paix juste & raisonnable, & ils ne sçauroient en venir à bout, à moins qu'ils ne soient disposés à écouter les propositions qu'ils peuvent se faire réciproquement, & la manière la plus convenable pour cela est de se servir d'Ambassadeurs ou de Ministres. Le même Devoir l'humanité impose aussi aux Princes Neutres, ou à des Tiers, l'obligation de laisser passer sur leurs terres les Ambassadeurs que d'autres puissances s'envoient.

IX. J'AI dit que l'on ne doit pas refuser sans un juste sujet, de recevoir un Ambassadeur, car il peut se faire que l'on ait de très bonnes raisons pour ne pas le recevoir. Par exemple, si son Maître nous a déjà duppé, sous prétexte d'Ambassade, & que l'on ait lieu de soupçonner une pareille tromperie; si celui qui nous envoie des Ambassadeurs nous a trahi, ou s'il s'est rendu coupable envers nous de quelque crime atroce; si l'on sçait avec certitude que sous prétexte de quelques négociations, l'Ambassadeur vient que pour causer quelque sédition, ou pour espionner.

Ainsi dans la retraite des dix mille dont XENOPHON nous a laissé l'Histoire, les Généraux résolurent que tant qu'il

qu'ils feroient en Païs Ennemi, ils ne recevraient point de **Herauts** ; & ce qui les obligea à prendre une telle résolution, ce fut, qu'ils avoient éprouvé, que sous prétexte d'Ambassadeurs, ils venoient espionner & débaucher les Soldats.

Il peut aussi arriver que l'on ait de justes raisons de refuser un Ambassadeur ou un Envoyé d'une Puissance amie, parce qu'en le recevant on donneroit quelque sujet de défiance à quelque autre Puissance qu'il nous convient de ménager. Enfin, la Personne même ou le caractère de celui qu'on veut nous envoyer, peut fournir de justes raisons pour ne pas le recevoir. Voilà qui peut suffire sur la maxime, qu'il faut recevoir les Ambassadeurs.

X. **Pour l'autre Règle du Droit des Gens**, qui établit que l'on ne doit faire aucun mal aux Ambassadeurs ; & que leur Personne doit être regardée comme Sacrée & inviolable, il est un peu plus difficile de décider les questions qui s'y rapportent.

I^o. Quand on dit, que le **Droit des Gens** défend de faire aucun mal aux Ambassadeurs, ou en paroles ou en actions, on ne donne en cela aucun privilège

lège particulier aux Ambassadeurs ; car les Loix de la Nature assurent à tous particuliers la jouissance de leur vie , de leur honneur & de leurs Biens.

2°. Mais quand on ajoûte , que la Personne des Ambassadeurs est Sacrée & inviolable par le Droit des Gens , on prétend attribuer par - là aux Ambassadeurs des prérogatives , des privilèges qui ne sont pas dûs aux simples Particuliers &c.

3°. Quand on dit que la Personne d'un Ambassadeur est Sacrée , cela veut dire selon la signification de ce terme , que l'on punit plus rigoureusement ceux qui ont maltraité un Ambassadeur , que ceux qui ont fait quelque injure ou quelque insulte à quelque particulier , & que c'est à cause du caractère qui rend les Ambassadeurs Sacrés , que l'on décerne une peine si différente pour un même genre d'offense.

4°. Ensuite , ce qui fait que l'on appelle Sacrée & inviolable la Personne des Ambassadeurs , c'est qu'ils ne sont point soumis à la Jurisdiction Civile , ou Criminelle du Souverain , auprès duquel ils sont envoyés , ni à l'égard de leurs Personnes , ni à l'égard des gens de leur Suite , ni à l'égard de leurs Biens , & par conséquent , on ne peut pas agir contr'eux
par

par les voyes ordinaires de la Justice, & c'est en cela que consistent principalement leurs Privilèges.

XI. LE fondement de ces Privilèges que le Droit des Gens accorde aux Ambassadeurs, c'est que, comme un Ambassadeur représente la Personne même de son Maître, il doit par conséquent jouir de tous les Privilèges, de tous les Droits qu'auroit pour lui même un Prince Souverain, qui viendrait en Personne dans les Etats d'un autre Prince, pour travailler à ses propres affaires, pour négocier, par exemple, ou conclurre un Traité, une Alliance, pour établir son Commerce, & autres choses semblables &c. Or certainement, pour quelque raison qu'un Prince Souverain passe de son Païs dans un Païs étranger, on ne sçauroit penser qu'il perde son Caractère & son indépendance, & qu'il devienne Sujet du Prince dans les Terres duquel il se trouve: au contraire, il doit être censé vouloir demeurer, comme auparavant, égal & indépendant de toute Jurisdiction Civile ou Criminelle, de celui chez qui il va; & celui-ci le reçoit sur ce pied-là, comme il voudroit être reçu lui-même s'il alloit à son tour dans les Etats de

de l'autre. Il faut accorder à l'Ambassadeur en vertu de son Caractère représentatif, les mêmes Immunités, les mêmes Prérogatives.

Le but même & la fin des Ambassades, rend nécessaires ces privilèges des Ambassadeurs ; car il est incontestable que si l'Ambassadeur peut traiter avec le Prince à qui il est envoyé, avec une pleine indépendance, il se trouvera bien plus en état de s'acquitter de ses fonctions & de servir son Maître utilement, que s'il étoit assujetti à la Jurisdiction du Prince avec qui il a à négocier, qu'il pût être assigné en Justice, lui ou ses Gens, & que l'on pût saisir ou arrêter ses Effets &c. C'est donc avec raison que tous les Peuples font en la Personne des Ambassadeurs une exception à la Coutume reçue par-tout, de regarder comme soumis aux Loix du Pais, tous les Etrangers qui se trouvent dans les Terres de la dépendance de l'Etat.

XII. CES principes supposés, je dis
1^{re}. Qu'il n'y a point de difficulté à l'égard des Ambassadeurs qui viennent auprès d'une Puissance, avec laquelle leur Maître est en Paix, & qui n'ont fait eux-mêmes aucun mal à personne : Les maxi-
mes

mes les plus communes & les plus évidentes du Droit Naturel, demandent en leur faveur une entière sûreté; de sorte que si on insulte ou qu'on outrage en quelque manière que ce soit, un tel Ambassadeur on donne à son Maître un juste sujet de Guerre. Le Roi D A V I D nous en fournit un exemple. †

2°. Pour ce qui est des Ambassadeurs qui viennent de la part d'un Ennemi, & qui n'ont fait eux-mêmes aucun mal avant qu'on les ait reçus, leur sûreté dépend uniquement des Loix de l'humanité; car un Ennemi comme tel, est en droit de faire du mal à son Ennemi: ainsi tant qu'il n'y a point de convention à ce sujet, on n'est obligé d'épargner l'Ambassadeur d'un Ennemi, qu'en vertu de sentimens d'humanité, que l'on ne doit jamais dépouiller, & qui nous engagent à respecter tout ce qui tend au bien de la Paix.

3°. Mais lorsqu'on a promis de recevoir ou reçu effectivement l'Ambassadeur d'un Ennemi, on s'est engagé par là manifestement à lui procurer une entière sûreté, tant qu'il ne fera lui-même aucun mal: Il ne faut pas même excepter

† II Sam. Ch. X.

es Hérauts qui sont envoyés pour déclarer la Guerre, pourvû qu'ils le fassent d'une manière qui n'ait rien d'offensant. Voilà pour les Ambassadeurs innocens.

4°. A l'égard des Ambassadeurs qui se sont rendus coupables, ils ont fait du mal ou d'eux-mêmes, ou par ordre de leur Maître.

Si c'est d'eux-mêmes, ils perdent le Droit d'être en sûreté, & de jouir de leur privilèges, lorsque leur crime est manifeste & atroce; car un Ambassadeur, quel qu'il soit, ne peut jamais avoir plus de privilège que n'en auroit son Maître; si on ne pardonneroit pas au Maître un tel crime.

Par *crime atroce*, il faut entendre ici ceux qui tendent ou à troubler l'Etat, ou à priver de la vie les Sujets du Prince auprès duquel l'Ambassadeur est envoyé, ou à leur causer quelque préjudice considérable en leur honneur ou en leurs biens.

Lorsque le crime offense directement l'Etat ou celui qui en est le Chef, soit que l'Ambassadeur ait actuellement usé de violence ou non, c'est-à-dire, soit qu'il ait poussé les Sujets à quelque sédition, ou qu'il ait conspiré lui-même con-

contre l'Etat, ou qu'il ait favorisé le complot, soit qu'il ait pris les armes avec les Rebelles ou avec l'Ennemi, ou qu'il les ait fait prendre à ses Gens &c., on peut s'en venger, même en le tuant, non comme Sujet, mais comme Ennemi; car son Maître même n'auroit pas lieu de s'attendre à un meilleur traitement, & le but des Ambassades établies pour le Bien commun des Nations, n'exige point qu'on accorde à un Ambassadeur, qui le premier viole ouvertement les Loix les plus sacrées du Droit des Gens, les privilèges que ce Droit accorde aux Ambassadeurs. Que si un Ambassadeur s'est sauvé, son Maître est tenu de le livrer, lorsqu'on le lui demande.

Mais si le crime, tout atroce & tout manifeste qu'il est, n'offense qu'un Particulier, l'Ambassadeur ne doit pas être pour cela réputé l'Ennemi de l'Etat ou du Prince; mais comme, si son Maître avoit commis quelque crime de cette nature, on devroit lui en demander satisfaction, & ne prendre les armes contre lui, que quand il l'auroit refusée, la même raison d'équité veut que celui chez lequel l'Ambassadeur a commis un tel crime, le

le renvoye à son Maître en le priant de le livrer ou le punir. Car de le retenir en prison jusqu'à ce que le Maître ou le rappellât pour le punir, ou déclarât qu'il l'abandonne, ce seroit témoigner quelque défiance de la Justice du Maître, & par-là, l'outrager lui-même en quelque façon, puisque l'Ambassadeur le représente encore.

5°. Mais si le crime a été commis par ordre du Maître, il y auroit sans doute de l'imprudence à lui renvoyer l'Ambassadeur, puisqu'on a tout lieu de croire que celui qui a ordonné le crime, l'aura garde ni de livrer le coupable ni de le punir: On peut donc en ces-là s'assurer de la Personne de l'Ambassadeur jusqu'à-ce que le Maître ait réparé l'injustice commise & par son Ambassadeur & par lui-même. Pour ceux qui ne représentent pas la personne du Prince, comme de simples Messagers, les Trompettes &c., on peut les tuer sur le champ, s'ils viennent, par exemple, faire des injures à un autre Prince, par ordre de leur Maître.

Mais rien n'est plus absurde que ce que quelques-uns prétendent, que tout le mal que les Ambassadeurs font par ordre de leur

leur Maître, doit être uniquement imputé au Maître ; si cela étoit , les Ambassadeurs auroient plus de privilèges sur les Terres d'autrui , que n'en auroit leur Maître même s'il y venoit ; & le Souverain du Païs au contraire , auroit moins de Pouvoir chez lui que n'en a un Pere de famille dans sa maison.

En un mot , la sûreté des Ambassadeurs doit être entendue de manière qu'elle n'emporte rien de contraire à la sûreté des Puissances auprès desquelles ils sont envoyés , & qui autrement ne voudroient ni ne pourroient les recevoir. Or il est certain que les Ambassadeurs feront moins hardis à entreprendre quelque chose contre le Souverain ou les Membres d'un Etat Etranger , s'ils craignent qu'en cas de trahison ou de quelque autre malversation considérable , le Souverain du Païs pourra lui-même en tirer raison , que s'ils n'ont à appréhender que le châtimement de leur Maître.

6°. Lorsque l'Ambassadeur lui-même n'a commis aucun crime , il n'est pas permis de le maltraiter , ou de le tuer par le Droit de *Talion* ou de *Représailles* : Car dès qu'on l'a reçu sous ce caractère

on a renoncé par cela même , au Droit qu'on pouvoit avoir à cet égard.

Inutilement objecteroit - on un assez grand nombre d'exemples de vengeance de cette espèce , rapportés par l'Histoire; car les Historiens ne racontent pas seulement des actions justes & innocentes, mais on y trouve aussi bien des choses faites contre la justice dans le feu de la colère , ou par quelque autre mouvement de passion déréglée.

7°. Ce que l'on a dit jusqu'ici des Droits des Ambassadeurs doit être appliqué à leurs domestiques & à toute leur suite. Si quelqu'un de ses Domestiques a fait du mal , on peut demander à son Maître qu'il le livre ; s'il ne le fait pas, il se rend coupable de son crime, & en ce cas - là il donne droit d'agir contre lui, de la même manière que s'il avoit commis un crime, qui lui fût propre & personnel.

Un Ambassadeur ne peut pourtant pas punir lui - même ses Domestiques , car ce Droit n'étant pas nécessaire au but de son Emploi , il n'y a pas lieu de présumer que son Maître le lui ait donné.

8°. A l'égard des Biens d'un Ambassadeur , on ne peut pas les faire saisir,

ni pour payement ni pour sûreté, par voye de Justice, car cela supposeroit qu'il relève de la Jurisdiction du Souverain auprès duquel il réside. Mais s'il ne veut pas payer ses dettes, on doit, après l'avoir averti, s'adresser à son Maître, après quoi si le Maître lui-même refuse de nous rendre justice, alors on peut saisir les Biens de l'Ambassadeur.

9°. Enfin pour ce qui est du Droit d'Azile & des Franchises, il n'est nullement une suite de la nature & du but des Ambassades; cependant si on l'a une fois accordé aux Ambassadeurs d'une Puissance, rien ne nous autorise à le révoquer, tant que le bien de l'Etat ne le demande pas.

On ne doit pas non plus sans de fortes raisons refuser aux Ambassadeurs les autres sortes de Droits & les honneurs qui sont établis par un commun consentement des Souverains, car alors ce seroit une espèce d'outrage.

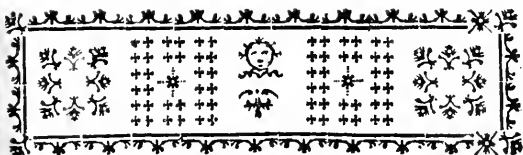
*FIN DE LA QUATRIEME
ET DERNIERE PARTIE.*

SUP.

SUPPLEMENT
AUX PRINCIPES
DU
DROIT NATUREL
ET POLITIQUE,
DE Mr. BURLAMAQUI.

*Ce Supplément contient les cinq Pièces
suivantes, sçavoir :*

- I.** Eloge Historique de Mr. *Burlamaqui*
- II.** Jugement sur l'Ouvrage de Mr. *Burlamaqui*, par Mr. le Professeur *Hubner* avec ses remarques sur l'opinion de l'Auteur touchant les Loix de simple Permission.
- III.** Lettre de l'Auteur sur le Mariage
- IV.** *Epicedium in obitum Autoris*, par Mr. le Professeur VERNET.
- V.** Vers François sur le même sujet.



E L O G E

H I S T O R I Q U E

D E

Mr. BURLAMAQUI. *

M O N S I E U R,

Es Principes du Droit Naturel de
L *Mr. BURLAMAQUI, imprimés à Geneve en 1747, vous ont donné une idée avantageuse de l'Auteur. Différens Journaux qui en ont fait l'Extrait, en ont jugé comme vous.*

K 3

Celui

* Lettre de Mr. Baulacre, Bibliothecaire de Geneve, à Mr. Formey, Biblioth. Germ. An 1750, cm. VI. 2. Part.

Celui des *Sçavans* de *Paris* en a fait un fort long article, & fait regarder cet Ouvrage comme ce qu'on a de meilleur sur cette matière (a).

Après l'avoir lû vous avez souhaité d'en connoître l'Auteur. Ayant appris sa mort, qui a suivi d'assez près la publication de son Livre, vous avez pris cette occasion pour me demander quelques particularités de sa vie. Vous m'avez laissé entrevoir que vous aviez quelque dessein de communiquer au Public la vie de Mr. *Burlamaqui*. Je ne me suis pas fort empressé à vous satisfaire, parce qu'il me semble que c'est une règle assez établie dans la République des Lettres, que l'histoire d'un Ouvrage est proprement l'histoire de son Auteur, je veux dire que c'est ordinairement tout ce que le Public en veut savoir. Les détails de la vie d'un Savant sont rarement intéressans. J'avois donc résolu de laisser tomber à petit bruit votre demande.

D'ailleurs, ce que vous exigez de moi a déjà été exécuté par d'autres: On a publié

(a) Journ. des Sçavans, Mars & Juillet 1748. Edit. de Paris. Biblioth. Raisonn. Tom. XXXIX Part. II. Mem. de Trev. 1748. Août & Sept. 1. Part. & Biblioth. Germ. Tom. V. & VI. 1. Part.

publié dans le *Journal Helvétique* qui s'imprime à Neufchatel, un *Eloge historique* de Mr. BURLAMAQUI assez étendu (b). Je me figurois que vous pourriez le voir, & que par là ma tâche seroit faite. Mais quand j'ai vu que vous êtes revenu à la charge dans une seconde Lettre, j'ai compris que ce *Journal Suisse* ne vous étoit pas parvenu, & que je n'aurois plus d'excuse valable si je reculois davantage.

Vous me faites diverses questions sur Mr. Burlamaqui. Elles ne le regardent pas uniquement lui-même. Vous voulez aussi connoître sa Famille, & vous me demandez d'où elle est originaire. Je vais donc commencer par-là. Le nom seul *Burlamaqui* vous indique déjà que cette Famille doit être *Italienne*. Elle est effectivement venue de *Luques*. J'ai entre les mains un Livre *Latin* assez vieux, intitulé, *Statuts de la Republique de Luques*, où l'on voit qu'en 1539. on chargea dix Sénateurs de revoir les Edits, de les réformer, & de les faire imprimer de nouveau (a). A la tête de ces *Décemvirs* paroît un *Nicolas Burlamaqui*, qui présida

K 4 à

(a) Journ. Helvet. Avril 1748,

(a) *Statuta Civitatis Lucensis*, 1539.

à cette Revision. Il y doit avoir une Branche de cette Famille établie en *France* & qui y fait une bonne figure.

Celle qui s'est fixée à *Geneve* avoit commencé par négocier à *Lyon* & à *Paris*. Vous savez, *Monsieur*, que suivant le sage usage des Républiques d'*Italie*, le Commerce ne déroge point. Quelques Familles *Italiennes* avoient déjà été éclairées à *Lucques* sur la Religion. Ces Négocians, sous le prétexte de leurs affaires, faisoient les voyages de *Lyon*, où ils professoient la Religion Reformée. Je trouve dès l'an 1560 un *Michel Burlamaqui*, tantôt à *Lyon*, tantôt à *Paris*, tantôt dans la petite Ville de *Luzarche* à huit lieues de *Paris*, où le plus grand nombre des Réfugiés de *Lucques* trouvèrent à propos de séjourner pendant quelque tems.

De *Luzarche* ils se retirèrent à *Montargis* auprès de RENÉE de *France*, Sœur de FRANÇOIS I. & Duchesse de *Ferrare*. Dans cette petite Ville la Femme de *Michel Burlamaqui*, qui étoit de l'illustre Maison des *Calandrini*, accoucha d'une Fille, dont la Princesse, qui étoit leur Protectrice déclarée, voulut être la Mar-
raine. Ce fut en 1568. Elle eut encore un Fils en 1570, qui dans la suite se

re-

retira à *Geneve*. C'étoit *Jaques Burlamaqui*.

Quelque envie que j'aye d'abrégé ce détail généalogique, qui n'intéresse guères que la Famille même, je ne saurois me résoudre à supprimer un événement qui regarde ces *Italiens* réfugiés en *France*, & que je suis sûr que vous ne traiterez pas d'indifférent ; c'est le sort de ces nouveaux *Réformés* à la fatale Journée de la *St. Barthelemi* en 1572. Voici ce que j'ai trouvé là-dessus dans de bons Mémoires. Une partie se trouva à *Paris*, & *Michel Burlamaqui* étoit de ce nombre. Il fut attaqué par les Massacreurs, se trouvant avec son Beau-frère *Calandrini*. Ils eurent le bonheur d'écarter les Assassins, & d'échapper par une espèce de miracle. Mais après avoir sauvé leurs personnes, ils furent fort en peine pour leurs enfans. Il s'agissoit de leur chercher un asyle. Personne n'auroit pu soupçonner l'endroit où ils s'aviserent de les cacher. Ces deux Parens, qui étoient Associés, étoient les Commissionnaires du Duc de *GUISE*, qui les employoit assez souvent. Ignorant sans doute la part qu'il avoit au massacre, ils envoyèrent leurs Enfans à son Hôtel, & les mirent sous sa protection. C'est à peu près comme si quelques-uns des Pères

des petits enfans de *Bethléem*, pour les dérober au Massacre, les eussent envoyés cacher au Palais d'*Hérode*. Cependant cette démarche, si contraire à la prudence humaine, ne laissa pas de réussir. Ces innocentes victimes furent épargnées, & nos Familles *Italiennes* doivent leur conservation à celui-là même qui avoit résolu d'extirper entièrement le Nom Réformé. Une partie de ces Réfugiés qui se trouvèrent encore à *Luzarche*, échappa aussi d'une manière assez heureuse. Ils sortirent de la Ville à minuit, & après avoir couru mille dangers, ils eurent le bonheur de rencontrer la Duchesse de *BOUILLON* qui se retiroit à *Sedan*, qui voulut bien les recevoir dans sa compagnie. Cette Ville leur servit d'azyle, & ils y firent quelque séjour. Ces circonstances m'ont paru assez curieuses pour vous les communiquer, quoiqu'ils m'écartent un peu de mon sujet. J'y reviens.

Pour m'en tenir plus précisément à la Famille sur laquelle vous me demandez des instructions, je trouve dans l'*Histoire de Geneve*, sur l'an 1625 ou environ, qu'il est fait mention d'une Dame *Renée Burlamaqui*, que le célèbre d'*Aubigné*, Ayeul de Madame de *Maintenon*, épousa en se-

condes noces à *Geneve* (a). Il en parle dans son Histoire, mais comme s'il s'agissoit d'un tiers, à la manière de *CESAR* dans ses Commentaires. On parloit, dit-il, de lui faire épouser une personne fort considérée à *Geneve* tant pour sa vertu que pour son illustre extraction. Elle étoit de la Maison de *Bourlamachi de Luques* (b). Il y a apparence que cette *Renée Burlamaqui* étoit née en *France*, qu'elle étoit Nièce & Fil-leule de cette première *Renée* dont la Duchesse de *Ferrare* avoit voulu être Mar-raine. Depuis ce tems-là rien de plus commun que de voir des *Renées* dans cette Famille. Ce nom étoit affecté ordinairement aux Aînées, apparemment pour conserver la mémoire de l'honneur que leur avoit fait la Duchesse de *Ferrare*, la Marraine primitive.

Je n'ai plus que deux mots à dire des

K 6

An-

(a) Hist. de *Geneve*, dern. Edit. T. I. p. 495. dans la Note.

(b) Pag. 147. Dans une Edition des *Avantures* du Baron de Fœnesté, à *Bruxelles* 1729, on voit une Note fort injurieuse à la mémoire de cette Dame. L'Editeur cite pour son garant le *Segraisiana*. Mais cette calomnie est réfutée par des raisons tout-à-fait convaincantes, dans la *Biblioth. Germaniq.* Tom. XV, p. 216.

Ancêtres de notre Auteur, qui se transplantèrent à *Geneve*. Ce fut son Trisayeul qui y vint le premier en 1591. Il négocia en Soie. Il eut un Fils qui continua ce commerce. Son Petit-Fils étudia en Théologie. Il se nommoit *Fabrice*. Il fut demandé par l'Eglise de *Grenoble*, où il exerça son Ministère plusieurs années. Il revint mourir dans sa Patrie dans un âge fort avancé. C'étoit un Savant d'une vaste littérature. *Fabrice* eut pour fils unique *Jean-Louis* mort en 1728, Conseiller & Secrétaire d'Etat. C'est le père de notre Auteur, auquel il est plus que tems de venir présentement.

Jean Jaques Burlamaqui est né à *Geneve* le 19. Juillet 1694. Je ne m'arrêterai point à ce qu'on pourroit remarquer chez lui tandis qu'il étoit encore jeune. Ceux qui écrivent la vie d'un Savant, devroient toujours se souvenir qu'elle renferme bien des particularités qui n'intéressent guères le Public, & dont il tient quitte l'Historien. Ce qui s'est passé dans la jeunesse est ordinairement de ce genre. Il vaut mieux présenter ce Savant tout formé, que de le suivre dans ses premières études & d'en faire remarquer les progrès. Malgré cette sage règle, vous me permet-

trez

trez bien, *Monsieur*, de vous rapporter une petite singularité du nôtre, qui mérite, ce me semble, quelque attention. Non seulement le jeune *Burlamaqui* faisoit fort exactement ses petites études du College, mais il avoit un talent particulier pour exciter ses Amis à en faire autant. Il savoit fixer leur dissipation; & soit par son exemple, soit par ses sages avis, il leur donnoit du goût pour l'étude. Ils s'en souviennent encore aujourd'hui, & admirent l'ascendant qu'il avoit pris sur eux.

Après avoir fait exactement sa Philosophie, il se tourna du côté de la Jurisprudence. Il y fit de si grands progrès, qu'à l'âge de 25 ou 26 ans il fut fait Professeur en Droit; mais avant que d'enseigner, il demanda à ses Supérieurs la permission d'aller voyager.

Nous pouvons nous dispenser de le suivre dans ses voyages. Voici pourtant une circonstance que je ne dois pas omettre; c'est que s'étant arrêté quelque tems à *Oxford*, on fit beaucoup d'attention à ses talens. En conséquence les Directeurs de cette Université s'étant assemblés, résolurent de lui faire présent de quelque Livre considérable, & de lui marquer en même

même tems par une espèce de Patente imprimée, que c'étoit un foible témoignage de la considération que lui avoient attirée parmi eux ses lumières & sa sagesse. On lui donna l'*Histoire de l'Université d'Oxford* en 2 volumes grand folio, richement reliée, & on y mit à la tête l'Extrait de la Délibération prise sur son compte, signé du Vice-Chancelier, en date du 30 Juin 1721.

Pour son voyage de *Hollande*, il n'en auroit pas été content, s'il n'avoit pas poussé jusqu'à *Gröningue*, pour voir Mr. *Barbeyrac*, qui y enseignoit le Droit depuis trois ou quatre ans. Ce célèbre Professeur parut fort satisfait de notre Voyageur, & il a dit à diverses personnes qu'il n'avoit jamais trouvé d'esprit plus juste & plus net. On peut dire en général de ses voyages, qu'il s'y est attiré d'une manière particulière l'amitié & l'estime de toutes les personnes de mérite qui l'ont connu.

De retour dans sa Patrie, il y a enseigné le Droit fort régulièrement pendant quinze ou vingt ans. Enfin sa fanté affoiblie ne lui permettant plus de s'acquiescer de ses fonctions, il prit le parti de demander sa démission, pour pouvoir jouir de quelque tranquillité le reste de

de ses jours. Mais il ne goûta pas long-tems ce repos attaché à la condition de simple particulier. Il se fit une ouverture dans notre petit Conseil, & on le sollicita à la remplir. C'est assez la marche dans notre République, que ceux qui se sont fait quelque réputation par leur manière d'enseigner le Droit, soient appelés ensuite à la Magistrature. On y a vu entrer de cette manière un *Jaques Godefroi*, un *Jaques Lect*, & quelques autres savans Jurisconsultes. Mr. *Burlamaqui* résista longtems, s'excusant toujours sur la foiblesse de sa santé. Il fallut lui faire une espèce de violence, & il ne se rendit qu'à la voix de sa Patrie, qui lui demandoit instamment ses lumières & ses conseils. Son élection réunit tous les suffrages, & se fit par une espèce d'acclamation. La crainte qu'on avoit de le perdre, fit qu'on le déchargea de tout ce qu'il y avoit de pénible dans ses fonctions, & qui exigeoit quelque vigueur de corps. Le Président lui déclara que le Conseil ne lui demandoit uniquement que ses avis dans les délibérations.

Malgré cette attention à le conserver, nous le perdîmes le 3. Avril dernier,

com-

comme vous l'avez appris. Il est mort d'une phtisie, dont il étoit attaqué depuis environ dix ans. Nous le regrettons beaucoup, & vous conviendrez aisément, *Monsieur*, que ce n'est pas sans fondement. C'étoit un très-beau génie, & un excellent caractère du côté du cœur. Il a toujours marqué beaucoup d'amour pour la Vérité & pour la Vertu.

Il y avoit quelque chose de plus chez lui que de l'amour pour la Vérité. Il étoit né avec une dextérité merveilleuse pour la trouver. Quelque enveloppée qu'elle fût, il savoit la démêler fort heureusement. C'étoit un esprit également juste & pénétrant. Il méditoit beaucoup, & toujours avec succès. La foiblesse de sa vue l'empêchoit de lire autant qu'il auroit souhaité. Il étoit obligé de rentrer fréquemment en lui-même, pour chercher dans la méditation ce que les autres trouvent dans les Livres. Je crois, *Monsieur*, que vous conviendrez avec moi, que tel que je vous le dépeins, il auroit peut-être perdu quelque chose à lire. Trop de lecture peut étouffer le génie, au lieu de l'aider. Ce n'étoit donc point un de ces Savans qui n'ont la tête remplie que d'idées empruntées. C'étoit

un

un esprit véritablement original, comme il paroît par ses Ouvrages.

Ceux qui méritent beaucoup ont ordinairement un défaut, c'est d'aller trop loin; ils donnent dans des idées un peu creuses, dans des spéculations trop métaphysiques. Pour lui, il sçut toujours éviter cet écueil, & s'arrêter sagement au point que la Raison lui marquoit pour limite. Il approfondissoit un sujet, mais il n'y voyoit que ce qui y étoit réellement, & rien au-delà.

Pour sa manière d'enseigner il se distinguoit par sa méthode, sa clarté, & sa précision. Ce n'étoit pas assez pour lui, de s'exprimer d'une manière à se faire entendre, il vouloit encore qu'on ne pût pas ne le pas entendre. Ses idées & ses expressions étoient si nettes, qu'on n'avoit besoin ni d'interprête, ni presque de réflexions pour en démêler le sens.

Sa précision étoit encore ce qui le caractérisoit le mieux. C'étoit une suite de la justesse & de la netteté de ses idées. Il ne souffroit rien d'inutile au sujet qu'il traitoit. Son premier soin étoit d'écarter tout ce qui y étoit étranger. Je ne crains pas, *Monsieur*, que vous soyez de ceux qui s'imaginent que le trop de pré-

cision

cision nuit quelquefois à la clarté; chez lui elle y aidait plutôt que d'y être contraire. L'art qu'il avoit de rapprocher les idées, les rendoit non seulement plus vives, mais encore plus claires. Vous savez que la clarté qui naît de la précision frappe dans l'instant, & s'apperçoit d'un coup d'œil. Celle qu'on croit produire par un stile diffus, ne vient que peu à peu, & fait languir l'Auditeur, pour ne pas dire qu'elle l'ennuie assez souvent. Le grand art est de réunir différens traits de lumière dans une phrase qui n'ait pas trop d'étendue.

Les Leçons de Mr. *Burlamaqui* eurent bientôt un grand succès. On ne tarda pas à reconnoître la supériorité de ses talens, & les avantages de sa manière d'enseigner. Son Auditoire étoit fort fréquenté, non seulement par des Etudiens ordinaires, mais par des Etrangers de distinction.

La Noblesse *Angloise*, qui vient ordinairement faire quelque séjour dans notre Ville, n'auroit pas cru en avoir profité, si elle n'avoit pas fait un Cours de Droit Naturel sous cet habile Maître. Il a eu l'honneur d'enseigner assez longtems S.

A. S. le Prince FREDERIC DE HESSE CAS-

SEL

SEL, qui vint faire ses études à *Geneve* en 1732, & qui y passa quatre ou cinq années. Son séjour fut interrompu par un voyage de quatre ou cinq mois, que le Prince fut obligé de faire à *Cassel*. Il ne put pas se passer de son cher Professeur. Il l'emmena avec lui, & le ramena ensuite à *Geneve*, comblé des marques d'estime & de considération qu'il avoit reçues dans cette Cour. A son départ de *Cassel*, le Prince GUILLAUME lui fit une gratification de six-cent louis.

Le Prince GEORGE étant venu à *Geneve* en 1744, où il passa environ deux années, goûtoit extrêmement les entretiens de Mr. *Burlamaqui*, le voyoit fréquemment, & l'honoroit de toute sa confiance; ce qui fit qu'un de ses Amis lui appliqua un jour ce vers d'*Horace*,

*Principibus placuisse viris non ultima
laus est.*

Cette clarté & cette précision, qualités si nécessaires à un Homme qui enseigne, n'empêchoient pas que notre Professeur ne fût encore éloquent quand il le faloit. Il avoit plus qu'aucun autre, le talent de persuader. Il trouvoit toujours

pour

pour s'exprimer les termes les plus propres & les plus énergiques ; & loin que sa précision rendit ses discours secs & décharnés, il vérifioit parfaitement une maxime de feu l'Abbé *Girard*, qui dit dans ses *Synonimes François*, que les idées précises embellissent le langage ordinaire, & qu'on peut même dire qu'elles en font le sublime.

Malgré la foiblesse de sa vuë, il ne laissoit pas d'avoir assez de Littérature. Il connoissoit les beautés des anciens Auteurs, & savoit en faire usage dans l'occasion. Ce qu'il avoit de particulier, c'est beaucoup de goût pour les Beaux - Arts : Peinture, Sculpture, Architecture, Musique. Mais la Peinture faisoit sa passion dominante. Il en parloit & en jugeoit avec beaucoup de justesse. Ce goût sembloit être né avec lui, & être le fruit du naturel & du génie.

Pour vous prouver, *Monsieur*, que quand il parloit Peinture, ce n'étoit pas le simple jargon d'un demi-Connoisseur, voici ce que je tiens d'un habile Artiste.

» *Mr. Burlamaqui*, m'a-t-il dit, aimoit la

» Peinture, mais de plus il en avoit saisi

» les vrais principes avec autant de sagacité,

» cité, de précision & de netteté, que

» ceux

ceux de la Jurisprudence. C'étoit un bon Juge, non seulement dans les choses communes, mais encore dans ce que cet Art a de plus difficile & de plus délicat. Il ne paroissoit jamais si bon Connoisseur qu'aux yeux des Artistes du premier ordre, qui pendant quarante ans avoient brillé & fréquenté les plus grands Maitres dans la Ville du Monde où les Beaux-Arts fleurissent le plus.

Pour vous donner la clé de ce dernier article, je crois qu'il regarde Mr. *Arlaud*, célèbre Peintre en Mignature, qui après avoir exercé son Art avec beaucoup d'applaudissement à *Paris*, se retira à *Geneve* sa Patrie, & logeoit dans la même maison que Mr. *Burlamaqui* (a). Etant ainsi à portée l'un de l'autre, ils avoient le plaisir de parler fréquemment de leur chère Peinture. Après la mort de cet habile Peintre, Mr. *Burlamaqui* établit une correspondance dans les Païs étrangers, pour pouvoir s'entretenir d'un Art qu'il affectionnoit si fort.

Quoique sa fortune fût médiocre, il s'étoit

(a) Voyez l'Eloge de Mr. *Arlaud*, *Nouvelle Bibliothèque German. Tom. I. p. 298.*

s'étoit fait un riche Recueil d'Estampes les plus estimées. On voyoit même dans son Cabinet quelques Tableaux des plus grands Maîtres, d'*Annibal Carrache*, de *Rembrand*, du *Parmesan*, & d'autres. Il n'avoit peu, mais tout étoit exquis. Il ne s'en laissoit point imposer par le beau coloris d'un Tableau, ou par le burin délicat d'une Estampe, au préjudice de la justesse & de la correction du Dessin. Il préféroit les Estampes gravées par les bons Peintres, à celles des plus célèbres Graveurs.

Il auroit voulu voir ce goût un peu plus répandu dans sa Patrie. Il avoit fort à cœur sur-tout que l'on établit à *Geneve* une Ecole de Dessin, où un bon Dessinateur gagé par le Public, donneroit des leçons à un certain nombre de Jeunes-gens destinés à exercer diverses professions où le Dessin est nécessaire, ou directement, ou même d'une manière indirecte. Il parloit fréquemment de ce Projet, qu'il affectoit beaucoup. Nous avons dans *Geneve* un grand nombre d'Ouvriers qui ne manquent pas d'adresse, mais dont le Dessin perfectionneroit beaucoup le goût, & donneroit à leurs Ouvrages une élégance qui les feroit encore plus recherchés.

Mr. *Burlamaqui* n'a pas eu la satisfaction de voir former cet Etablissement, qui vient enfin d'être réglé dans nos Conseils ; mais il a la gloire d'en avoir conçu le premier le projet, de l'avoir fortement appuyé dans toutes les occasions, & sur-tout d'avoir aidé à former un habile Artiste, que l'on vient de choisir pour diriger cette Ecole, & qui est actuellement à Paris pour se pourvoir de tous les meilleurs modèles dont il aura besoin dans la suite.

Les qualités du cœur répondoient à celles de l'esprit chez Mr. *Burlamaqui*. On trouvoit en lui l'Homme véritablement sociable, les mœurs les plus douces, les plus liantes, une humeur toujours égale. Il ne lui arrivoit guère de contredire les autres. Malgré la supériorité de ses lumières, il souffroit tranquillement que l'on fût d'un sentiment opposé au sien. Loin de heurter de front ceux qui pensoient pas comme lui, il se contentoit dans le progrès de la conversation, de les éclairer d'une manière douce presque imperceptible. Il les remettoit insensiblement dans la bonne voie, les faisoit revenir, comme d'eux mêmes, de leurs préventions.

Il y a plus: c'étoit une belle ame, un cœur noble & généreux, toujours prêt à s'employer pour ceux qui avoient besoin de lui. Son penchant à faire du bien s'est fait connoître sur-tout à l'égard de quelques Jeunes-gens qui avoient du talent, & qui manquoient des secours nécessaires pour les développer. Il les aidait non seulement de ses conseils, mais plus réellement encore. On a vu à *Paris* des Artistes fort experts qui ont reconnu dans toutes les occasions qu'ils lui devoient tout ce qu'ils étoient. Il étoit l'Ami du Genre-humain, toujours prêt à rendre aux autres toutes sortes de bons offices. C'étoit un cœur véritablement tourné vers cette bienveillance universelle que le célèbre *Fénelon*, Archevêque de *Cambray*, a si fort recommandée.

La Bibliothèque de *Geneve* s'est ressentie après sa mort de sa générosité. Il lui a fait par son Testament un présent considérable en Tableaux, en Livres rares & précieux; Recueils d'Antiquités, tel que le *Museum Florentinum*, & divers autres de grands prix. Tous ses Recueils d'Estampes si bien choisis, y ont aussi versé.

J'ai déjà dit que dès qu'il eut cessé d'en

d'enseigner, il fut vivement sollicité à entrer dans le petit Conseil de notre République. Il n'est pas nécessaire de m'arrêter beaucoup ici, *Monsieur*, à vous le représenter comme Magistrat. Vous concevrez aisément qu'avec ses lumières sur la Jurisprudence, & un cœur droit, il ne pouvoit qu'être un bon Juge en matière d'Affaires Civiles. C'étoit un Magistrat des plus accessibles & des plus affables. Il n'a jamais rebuté personne de ceux qui alloient à lui. Ceux qui le consultoient s'en sont toujours bien trouvés. Comme il avoit le jugement exquis, l'esprit dégagé de préjugés, les conseils qu'il donnoit sembloient dictés par la sagesse.

Il se distinguoit aussi du côté de la Politique. La nature de notre Gouvernement, les intérêts de notre petite République, lui étoient parfaitement connus. Ses lumières étoient même fort supérieures; & s'il avoit été placé sur un plus grand Théâtre, on l'auroit regardé comme un véritable Homme d'Etat.

Jusqu'ici, *Monsieur*, je vous ai fait voir dans Mr. *Burlamaqui* le Jurisconsulte, l'Homme de Lettres, le Connoisseur en matière de Beaux-Arts, le Juge, le

Burlam. D. Polit. T. III. L Poli-

Politique, & sur-tout l'Homme de bien & vertueux. L'article important reste encore à toucher, c'est celui de la Piété & de la Religion. Si nous n'y trouvions pas le Chrétien, que seroit-ce au fond que toutes ces qualités humaines ? Mais c'est ici le beau côté de celui que nous regretons. Il a toujours montré un grand attachement à la Religion. Il l'avoit bien étudiée, il aimoit à en parler, & il y ramenoit autant qu'il pouvoit la conversation.

Il étoit fortement persuadé de sa vérité, & de la divinité de l'Evangile. Quoique dans son Ouvrage imprimé il ait si bien développé la Religion Naturelle, il sentoît parfaitement combien il nous importe d'avoir une Loi *Positive*, qui lui servit de supplément & qui la confirmât. Il appuyoit beaucoup sur la nécessité de la Révélation. Il étoit bien éloigné de la pensée de ces Auteurs, qui nous débitent hardiment que la Raison seule peut fournir tout ce qu'on trouve dans l'Ecriture Sainte.

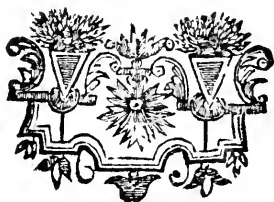
Il disoit à un de ses Amis, peu de tems avant de mourir, qu'il n'y avoit pas bien long - tems qu'il avoit travaillé dans ses *Principes du Droit Naturel*.

turel le Chapitre de l'*Immortalité de l'Âme*; qu'il avoit manié ce sujet avec beaucoup d'affection & de plaisir, sentant bien que sa mort n'étoit pas éloignée; mais que ce que l'Evangile dit de positif là-dessus, est tout autrement satisfaisant. Il appelloit les déclarations de J. C. sur la Vie à venir, *la bonne Parole du Maître*, qui fait le solide fondement de nos espérances.

Voilà à peu près, *Monsieur*, ce que vous avez exigé de moi. Je puis vous assurer que le Portrait n'est point flaté. Ce sont-là de justes éloges que nous ne saurions refuser à un Homme qui a fait autant d'honneur à sa Patrie. Il a jeté parmi nous les véritables fondemens de la Jurisprudence. Ses *Principes du Droit Naturel* peuvent seuls donner une idée fort avantageuse de son génie. Mr. *Burlamaqui* étoit un de ces Hommes rares qui excellent dans leur profession. Les Ouvrages de ceux qui instruisent si utilement le Genre-humain, doivent leur assurer une place honorable dans la mémoire de toutes les personnes éclairées. Son souvenir doit être cher d'une manière particulière à tout ce que nous avons de bons Citoyens, amis du Mérite & de la Vertu. Mr. *Jean Daffier*, qui

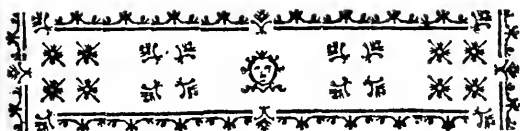
tient bien sa place dans cette classe, vient de graver la Médaille de Mr. *Burlamaqui*. Elle est fort belle & fort ressemblante. Elle fait également honneur & au Savant & l'Artiste. Je suis &c.

A Geneve ce . . . Septembre 1748.



JUGE-

(a) E
Natural



J U G E M E N T

S U R

LES PRINCIPES

















D U

DROIT NATUREL

DE *MR. BURLAMAQUI*,

par A R M R.

LE PROFESSEUR HUBNER.*





 Pour lire avec fruit les Ouvra-


P


 ges profonds & détaillés que




 nous avons sur le Droit Natu-




 rel, il faut naturellement com-
 mencer par étudier un abrégé de cette
 Science. Cet Abrégé doit être court &
 simple, & cependant il doit renfermer

L 5 tous

(a) Extrait de son *Essai sur l'Histoire du Droit Naturel*, imprimé en 1758. Tom. II. p. 378.

tous les principes sans embrasser toutes leurs conséquences. Il doit représenter un système complet, bien entendu & facile à saisir; de façon que l'esprit puisse en développer les différentes parties, à mesure qu'il avance dans la carrière de ses études, soit par la lecture des Ouvrages plus amples, soit, ce qui vaut encore mieux, par sa propre réflexion & une méditation sérieuse. Cette observation est si vraie que deux hommes de ceux qui se sont le plus distingués par leurs écrits sur cette matière, l'ont confirmée par leur conduite. Je parle du Baron de *Pufendorf* & de Mr. *Barbeyrac*. Le premier a voulu préparer les Lecteurs à la Lecture de son grand Ouvrage sur le *Droit de la Nature & des Gens*, par un Abrégé qu'il en a fait lui-même, & le dernier a traduit cet Abrégé en François, & l'a accompagné de ses notes. Cependant cet Abregé ne remplit pas sa destination, il ne contient point un système complet, & d'ailleurs il n'est pas assez simple pour être à la portée de tout le monde.

Feu Mr. *Burlamaqui* a suppléé à ce qui manquoit aux François de ce côté-là. Il publia à *Geneve* en 1748 un Abrégé de la Jurisprudence Divine, sous le Titre de

de *Principes du Droit Naturel*, qui a été réimprimé depuis à *Paris*, & débité avec beaucoup de succès. Ce Livre a toutes les qualités que doit avoir un bon Ouvrage élémentaire de cette Science. Il est clair sans être prolix, précis sans paroître érudit, & simple sans être défectueux. L'érudition a sans doute ses avantages. Elle orne un Ouvrage quand l'Auteur sçait s'en servir à propos; mais elle est peu de faison dans la Jurisprudence Naturelle. Bien loin d'être la principale qualité qu'il faut pour ce genre d'étude, elle peut même être préjudiciable à un Ecrivain qui en traite, plutôt qu'utile, s'il se trouve du génie de ces Sçavans qu'une grande lecture empêche de réfléchir & d'être en garde contre les préjugés. Une grande lecture sans une profonde méditation multiplie plutôt les opinions préoccupées dans cette Science, qu'elle ne guérit celles que l'on y apporte. En revanche la liberté de l'esprit, sa pénétration, un jugement sain, l'amour de la vérité, & le courage de la dire, sont des qualités nécessaires à quiconque veut bien remplir sa tâche, en écrivant sur la Jurisprudence universelle.

Mr. *Burlamaqui* réunissoit en lui toutes ces qualités. Il s'est beaucoup servi des

remarques de Mr. *Barbeyrac*, dont il a même copié quelques unes sans le citer ; mais nous ne lui en avons pas moins d'obligation pour avoir sçu amener si heureusement l'assemblage des droits & des devoirs des Hommes à cette simplicité primitive dont la frivolité ou la précision pedantesque des Ecrivains modernes, & l'abus d'une Philosophie d'ailleurs si estimable par tant d'autres endroits, l'avoient quasi dépouillé. Cet habile Auteur s'est non seulement expliqué avec beaucoup d'ordre & une clarté admirable, mais ayant été homme vertueux & bon citoyen lui-même, il a encore proposé ses dogmes d'une façon très propre à les faire goûter, & à engager les hommes à leur pratique. Il auroit sans doute donné plus d'étendue à ses Principes du Droit Naturel, si sa santé & la durée de ses jours avoient répondu à son zèle. Néanmoins leur brièveté n'empêche pas qu'ils ne contiennent un système complet de cette Science. Ils en indiquent les sources ; ils font connoître la connexion naturelle qu'il y a entre nos devoirs, & sans prétendre à vouloir démontrer ce qui n'est pas démontrable, ils prouvent, autant qu'il est possible, & spécifient les puissans motifs, qui

qui doi
à obser
core N
cela d'
le fait
regard
naire
étant
univers
pour
les au
pour l
dent à
Ces
ces pr
Ouvra
a été f
1752.

* O
mens d
in-8. 2
Schagen

qui doivent obliger tout Etre raisonnable à observer les Loix vraiment divines. Encore Mr. *Burlamaqui* a-t-il exposé tout cela d'une maniere si aisée & si propre à le faire comprendre, qu'on peut selon moi regarder son livre, contre la nature ordinaire de cette sorte d'ouvrages, comme étant d'un usage général & d'une utilité universelle. On diroit qu'il a seul écrit pour tous les hommes, au lieu que tous les autres ne paroissent avoir travaillé que pour les Sçavans, ou pour ceux qui tendent à le devenir.

C'est probablement en considération de ces prérogatives que l'on a traduit son Ouvrage en Anglois. Cette Traduction a été faite par Mr. *Nugent*, & publiée en 1752. en un vol. grand in - 8. *

REMAR-

* On a aussi une Traduction Latine des *Elémens du Droit Naturel*, imprimée à Geneve 1754. in - 8. & une Traduction Holl. par Mr. *Mant. Schagen* à Harlem 1749 in - 8.

REMARQUES DE Mr. HUBNER

*Sur l'Opinion de Mr. BURLAMAQUI,
touchant les Loix de simple Permission.*

Mr. *Hubner* examine ici la question.
 » Si le code des Loix Naturelles renfer-
 » me effectivement de véritables Loix de
 » simple permission, ou si ce qu'on en-
 » tend par ce nom est l'effet d'une pure
 » inaction de la Législation ; de sorte que
 » ces Loix aient uniquement lieu en
 » quelque façon dans la Sphère des Loix
 » positives.

Nous ne nous arrêterons pas , dit Mr. *Hubner* , à rapporter les différentes opinions de plusieurs Jurisconsultes ou Philosophes sur ce sujet. Un tel Catalogue seroit aussi inutile qu'ennuyeux à tracer. Nous observerons simplement que leurs sentimens sont partagés là - dessus.

Quelques uns considèrent la permission en général comme une action de la Loi ; d'autres la regardent comme une pure inaction du Législateur. *Grotius & Puffendorf* sont du dernier avis ; *Modestinus* , Jurisconsulte Romain , *Selden* , *Titius* , *Barbeyrac* , & *Burlamaqui* , tiennent

pour

pour le premier. Comme c'est sur-tout ce dernier Ecrivain qui s'attache avec une espece d'opiniâtreté à soutenir la réalité des Loix de simple permission, nous le suivrons par tout où il en parle dans son ouvrage, en ajoûtant nos réponses à ce qu'il avance sur cet article.

Pour justifier la distinction de la Loi, en Loi *obligatoire* & de *simple permission*, il dit. » Le Souverain a incontestablement » le droit de diriger les actions de ceux » qui lui sont soumis, *suivant les fins* » *qu'il se propose*.... Il suit delà que » toutes les actions qui ne sont pas positivement ordonnées ou défendues, » sont laissées dans la sphère de la liberté » naturelle; & que le Souverain est censé » par cela même accorder à chacun la » permission de faire à cet égard ce qu'il » trouvera bon. «

Voilà qui est bien. Mais Mr. *Burlamaqui* ne s'arrête pas là, il en infère qu'on peut donc distinguer la Loi, prise dans toute son étendue, en Loi *obligatoire*, & en Loi de *simple permission*. J'avoue que je ne vois pas comment il a pû tirer cette conséquence de son raisonnement. Le Souverain est en droit de diriger les actions de ses Sujets, suivant les fins qu'il

peut se proposer raisonnablement. Ces fins sont le bonheur de ses Sujets, & sa propre satisfaction aussi bien que sa gloire, qui lui reviennent l'une & l'autre de la félicité qu'il aura procurée à ses Sujets. C'est uniquement pour parvenir à ces fins, que le Souverain donne à ses Sujets des règles de conduite ou des Loix, d'où il s'ensuit que tout ce qui ne tend pas à ces fins n'est point du ressort du Législateur, & n'entre pas dans son plan. Or, comme les choses permises, & dont la Loi ne parle pas, sont censées être de cette nature, il paroît évident qu'elles ne sont en aucune manière l'objet de la Loi.

Après avoir blâmé, dans la section suivante, *Grotius* & *Pufendorff*, parce que ces deux grands Hommes ont crû que la permission n'est pas proprement, & par elle-même, un effet ou une action de la Loi, mais une pure inaction du Législateur, il ajoute. » La permission » qui résulte du silence du Législateur, » ne sçauroit être envisagée comme une » simple inaction; parce que le Législa- » teur ne fait rien qu'avec délibération & » avec sagesse. » Je doute que cette raison soit bonne, pour prouver l'opinion de

de Mr.
prouve
c'est sa
le but
propres
propres
des m
que se
il ne
choses
marqu
que c
par f
étrang
mener
sont i
cette
faire
de so
entrer
en rie
par c
porte
des c
d'où
perm
perm
posi
M

de Mr. *Burlamaqui* : Elle semble plutôt prouver le contraire. *Agir avec sagesse*, c'est sans doute ne jamais perdre de vue le but juste & raisonnable que l'on se propose, & choisir les moyens les plus propres pour y parvenir. Les Loix sont des moyens propres pour obtenir celui que se propose le Souverain, & quand il ne fait aucune mention de certaines choses dans ses Loix, ce silence est une marque qu'elles sont permises. Qu'est-ce que cela veut dire ? Sinon qu'il trouve par sa sagesse que ces choses-là sont étrangères à la Législation, qu'elles ne le mèneraient point à son but, qu'elles lui sont indifférentes ; qu'en conséquence de cette indifférence elles ne doivent point faire l'objet de la Loi ; qu'il s'écarteroit de son plan & de son but, s'il y faisoit entrer des choses qui ne contribueroient en rien à l'exécution de son dessein. C'est par ces considérations que sa sagesse le porte à les passer sous silence, comme des choses qui sont hors de sa Sphère ; d'où il s'ensuit que des Loix de simple permission sont des chimères, & que la permission naturelle n'est point un effet positif de la Législation.

Mais Mr. *Burlamaqui* poursuit : » Si le
Légis-

» Législateur, dit-il, se contente d'impo-
 » ser en certaines choses seulement, la
 » nécessité indispensable d'agir d'une cer-
 » taine manière, & s'il n'étend pas cette
 » nécessité au delà, c'est qu'il juge con-
 » venable aux fins qu'il se propose, de
 » laisser en certains cas à ses Sujets la
 » liberté d'agir comme ils voudront ».

D'accord : Cependant on parleroit avec
 bien plus de précision, en disant que
 quand le Législateur n'étend pas au-delà
 de certaines choses la nécessité d'agir
 d'une certaine manière, c'est qu'il trouve
 qu'il seroit inutile, parce que tout ce qui
 est au delà est étranger à son but; qu'ainsi
 il seroit mal de le faire entrer dans son
 plan, parce qu'il ne le regarde pas com-
 me Législateur. En un mot, que les
 choses permises ne doivent point faire un
 objet de la Loi.

Mais, dit Mr. *Burlamaqui*, » le silence
 » du Législateur emporte une permission
 » positive, quoique tacite, de tout ce
 » qu'il n'a point défendu ou commandé.
 Il faudroit plutôt dire que ce silence
 emporte une déclaration tacite de non-
 compétence; c'est-à-dire, que le Législa-
 teur, en ne faisant aucune mention d'une
 action, convient par-là tacitement que

cette

cette action ne le regarde pas ; qu'elle n'est pas de sa compétence ; que l'étendue de sa puissance Législative ne va pas jusques à elle , suivant l'état ou la condition présente de ses Sujets.

Notre Auteur , pour mieux faire valoir les loix de simple permission qu'il se figure , & pour leur donner un air d'importance , prétend dans le §. VII, que les droits dont les hommes jouissent dans la Société, sont fondés sur elles. » Dès » que l'on a une fois supposé , dit-il , que » l'homme dépend d'un supérieur dont la » volonté doit être la règle universelle de » sa conduite , tous les droits que l'on » attribue à l'homme dans cet état , & » en vertu desquels il peut agir sûrement » & impunément , sont fondés sur la » permission expresse ou tacite que lui » en donne le Souverain ou la Loi. Ce raisonnement paroît peu juste. On ne sçauroit se persuader que les droits des hommes soient fondés sur la Permission , tandis qu'il est évident qu'ils dérivent , en grande partie , immédiatement de l'Essence humaine. L'homme est un Etre doué de Liberté ; cette Liberté , la Loi la restreint ; mais elle ne la détruit point. Elle la restreint autant que le Législateur

teur le trouve nécessaire pour prévenir l'abus, & non pas au-delà. Si le Législateur détruiroit par ses Loix la liberté naturelle de l'homme, il n'auroit pas à faire à des Etres raisonnables & libres; mais à des machines, à des automates; ce qui rendroit la Législation inutile; parce que les hommes sans Liberté ne feroient plus comptables de leurs actions. L'homme a par sa nature des droits qui ne lui sont pas moins essentiels que ses facultés Physiques. Si la Loi y apporte une restriction ou modification, pour le rapprocher de son but & pour le conduire plus sûrement à la félicité, c'est toujours sans le supprimer. Elle limite quelques-uns de ces droits plus ou moins, suivant qu'elle le trouve nécessaire pour le bonheur de l'homme; mais elle laisse toujours subsister le reste. Ainsi tous les droits des hommes, même quand on les considère comme Citoyens, ne sont point fondés proprement sur des Loix de Permission. Il y en a qui lui appartiennent en vertu de l'humanité & en conformité de leur essence; & il y en a même qui sont si inséparables de leur nature, qu'ils ne sont pas seulement supprimables, s'il m'est permis de me servir de ce terme.

En

En un mot, fonder nos droits sur la Permission, c'est fonder la nature humaine sur les Loix qui ont été données aux hommes, & prendre le prédicat pour base du sujet.

Ce que Mr. *Burlamaqui* ajoute incontinent après, ne justifie point son erreur. » Cela est d'autant plus vrai, dit-il, que, » comme tout le monde en convient, la » permission que la Loi accorde à quel- » qu'un, & le Droit qui en résulte, im- » posent aux autres hommes l'obligation » de ne point lui résister, quand il use » de son droit. Il est vrai qu'une permission positive, accordée par le Gouvernement d'un Etat, paroît produire cet effet dans la législation civile; mais il faut bien prendre garde de ne point confondre les Loix avec les dispenses ou les privilèges. Les Loix sont censées des Ordonnances universelles, immuables & perpétuelles; au lieu que les dispenses ou les Privilèges ne sont rien de tout cela. D'ailleurs il n'y a ni dispense ni privilège dans le Droit Naturel. Au reste l'obligation où sont les autres sujets de ne point résister à celui qui use de son Droit, acquis par une permission positive, ou un privilège du Souverain; cette obligation

gation, dis-je, est bien moins un effet de la permission que celui de quelque Loi obligatoire & générale : par exemple, de celle qui oblige tous les Sujets à acquiescer à la volonté du Souverain. Aussi voit-on que les Souverains ajoutent ordinairement à leurs permissions positives une clause finale qui défend expressément à tous leurs Sujets de troubler l'acquéreur en aucune manière dans l'exercice de son Droit acquis, ou dans la jouissance de son privilège ; ce qui seroit inutile, si l'obligation où se trouvent les Sujets à cet égard, dériveroit directement de la permission. L'obligation & le droit sont sans doute des idées relatives ; mais l'obligation dont il est question ici ne répond au droit de l'acquéreur de la permission que par une supposition ; à proprement parler elle répond au Droit du Souverain qui l'a accordée.

Ce qui a pû confirmer Mr. *Burlamaqui* dans son opinion erronnée, c'est qu'il paroît avoir eu trop d'égard aux actions permises en vertu des Loix positives humaines ou d'une concession expresse, & trop peu à celles qui sont permises suivant le Droit Naturel. L'innocence civile dont jouissent les premières, dérivent sans doute,

doute, sinon des Loix, au moins de la puissance du Souverain; au lieu que la permission qui accompagne les dernières, résulte immédiatement des droits attachés à l'humanité. C'est à cause de cela que celles-ci sont toujours en même temps matériellement bonnes, parce qu'il est impossible que la Divinité ait attaché à la nature d'un Être des Droits injustes: au lieu que celles-là peuvent être intrinséquement mauvaises; parce qu'un Souverain humain n'est qu'un homme qui peut se tromper, ou abuser de son autorité, & dont les Loix sont toujours sujettes à l'imperfection. Ainsi un prodigue peut dissiper son bien sans en être puni par le Souverain de la Société, qui de cette façon permet la prodigalité, parce qu'elle n'est pas contraire au bien public: mais elle n'en est pas moins un vice.

Après ce que nous avons dit jusqu'ici sur cette matière, il nous sera fort facile de répondre à ce que Mr. Burlamaqui avance dans la seconde partie de son Ouvrage, pour défendre la réalité des Loix de simple Permission. Il y va jusqu'à diviser le *Droit Naturel*, en *Droit obligatoire* & *Droit Naturel de simple permission*,

mission, en y ajoutant, » qu'il faut reconnoître qu'il y a une Loi Naturelle » de simple Permission, qui nous laisse » la liberté d'agir ou de n'agir pas ; & » qui en mettant les autres hommes dans » la nécessité de ne point nous troubler, » assure l'exercice & l'effet de notre liberté à cet égard ».

Nous observons d'abord que ce sont les Loix obligatoires qui nous assurent nos droits là-dessus ; que la Loi de simple permission n'existe pas réellement dans la Jurisprudence Divine, comme nous l'avons déjà prouvé, & qu'elle n'est que la production de l'imagination & d'un travail d'esprit assez inutile. L'homme est un être libre par sa nature, il jouit de sa liberté, entant qu'elle n'est point restreinte par des règles obligatoires, auxquelles il est tenu de conformer ses actions. Quand la Loi lui parle, elle produit en lui une obligation ; mais dès qu'elle se tait, l'homme n'est plus obligé. Il use alors de sa liberté naturelle, sans avoir besoin d'aucune permission.

Le principe général même que Mr. *Burlamaqui* établit de la Loi de permission, trahit la faiblesse de son fondement.

Ce

Ce principe est, dit-il : *Que nous pouvons raisonnablement & selon que nous le jugeons à propos, faire ou ne point faire tout ce qui n'a pas une convenance ou une disconvenance absoluë & essentielle avec la nature & l'état de l'homme; à moins que ces choses ne fussent expressement ordonnées ou défendues par quelque Loi positive, à laquelle nous nous trouvassions d'ailleurs assujettis.* Ce principe est très vrai, quant au fond, si on en excepte la mention qui y est faite de quelque Loi positive, terme absolument déplacé dans la Jurisprudence Naturelle qui ne connoit point de Loix positives. Mais si ce principe est vrai, il est une conséquence simple & naturelle des Loix obligatoires; de sorte que nous n'avons pas besoin de Loix de Permission, pour le reconnoître & l'adopter. Mr. *Burlamaqui* finit par dire : Le Créateur ayant donné aux hommes plusieurs facultés, & entr'autres celle de modifier leurs actions comme ils le jugent convenable; il est certain que dans toutes les choses où il n'a pas restreint l'usage de ces facultés, par un commandement exprès ou par une défense positive, il laisse les hommes maîtres d'en user selon leur prudence.

» C'est

« C'est sur cette Loi de permission que
 « sont fondés tous les Droits , qui
 « sont de telle nature que l'on peut
 « en faire usage ou ne le pas faire ,
 « les retenir ou y renoncer en tout
 « ou en partie ». Je souscris volon-
 tiers à ce que l'on dit sur la restric-
 tion de l'usage de nos facultés en cer-
 tains cas , & sur la liberté qui a été
 laissée aux hommes en d'autres : Mais
 il ne faut pas attribuer cette Liberté
 à une Loi de Permission ; elle est plu-
 tôt l'appanage constant & essentiel de
 l'humanité. Une Loi , quelle qu'elle soit ,
 fait nécessairement naître une obligation :
 Or , je ne crois pas que l'on voulut sou-
 tenir que l'homme fut obligé à faire tout
 ce qui est permis. La permission doit
 donc être une pure inaction du Législa-
 teur , qui , étant infiniment sage & bon ,
 n'accumule point les Loix sans nécessité ,
 & laisse jouir les hommes de leur liberté
 naturelle , quand il ne trouve pas néces-
 saire pour leur félicité de la gêner.

 LETTRE

* Cern
 Tom. XX




LETTRE

DE *Mr. BURLAMAQUI*

SUR LE MARIAGE,

ECRITE

A MYLORD KILMOREY.*

 Vous me demandez, Mylord, quelles sont mes idées sur le Mariage; vous voulez que je vous développe les principes naturels de cette matière, & quelles sont les règles générales que la droite raison fournit à l'homme pour diriger une société si utile au genre humain, & qui est sans contredit la baze & le fondement de toutes les autres.

Je vous avouerai ingénument, Milord, que j'ai pensé plus d'une fois si je devois répon-

* Cette Lettre a paru dans le *Choix Littéraire*, tom. XXIV, An. 1761.

répondre à vos questions & vous satisfaire là-dessus, ou si je vous demanderois grace. Le sujet m'a paru toujours également difficile & délicat; pour bien écrire sur cette matière il faudroit pouvoir satisfaire en même tems l'homme galant, le mari, la femme & le Philosophe; combien d'intérêts différens à ménager? où pouvoir trouver des tempéramens assez heureux pour cela? Comment raisonner sur une chose sur laquelle le sentiment est si vif & si naturel à l'homme, qu'il semble devoir lui seul, être pris pour règle. N'y a-t-il pas même une témérité indiscrete à vouloir dévoiler les mystères de l'Himen, qui semblent inséparables du silence & de l'ombre; & puis-je me flatter de trouver ces tours heureux, ces expressions délicates qui disent en même tems & ne disent pas, qui satisfont également à la vérité & ménagent la modestie. D'un côté que peut-on dire de nouveau sur un sujet, qui depuis près de six mille ans, fait l'occupation des deux parts du genre humain? de l'autre, qui est-ce qui est à portée de raisonner de sang froid là-dessus & d'une manière assez désintéressée? L'homme marié ne touche-t-il point de trop près à cet état pour le bien connoître?

tre ? & le jeune homme n'en est-il point trop éloigné pour s'en faire des idées bien justes ?

Ce sont là, Mylord, tout autant de difficultés tirées du fond même du sujet, & qui sans doute le rendent difficile : mais, comme si ce n'en étoit pas assez pour me mettre dans l'embarras, il s'en présente encore plusieurs autres qui l'augmentent considérablement. Comment ferai-je pour me tirer d'affaire au milieu de tant d'opinions contradictoires sur ce sujet, qui sont reçues dans le monde, & qui ont toutes une antiquité qui les rend également respectables ? Comment voulez vous que je me ménage entre le Moraliste sévère, qui, oubliant totalement la nature, veut assujettir l'amour à des règles tirées de la mauvaise humeur ; & le jeune homme galant qui ne veut reconnoître d'autre règle en amour que l'amour même ?

Ce seroit sans contredit tenter l'impossible, que de chercher à concilier tant de sentiments opposés : je les oublie donc tous dans ce moment ; je ne veux faire aucune attention aux règles reçues dans le monde, ni à la manière dont on pense communément sur l'Amour & le Mariage. Permettez-moi, Mylord, de raisonner

Burlam. Droit Polit. T. III. M au-

jourd'hui avec cette liberté que vous accordés à vos amis, & qui donne tant d'agrément aux conversations qu'ils ont avec vous.

Je ne rechercherai donc point ici ce que les Juifs, les Romains, les Philosophes Payens ou Chrétiens même, ont pensé ou pensent encore là-dessus. Je n'en veux qu'à la *vérité*, & vous exigés de moi, Milord, que je vous dise ce que la raison naturelle apprend à l'homme sur ce sujet.

N'est ce pas en effet se moquer du monde que de rapporter gravement l'autorité d'un Lycurgue, & le sentiment d'un Platon ou d'un Aristote pour prouver que telle & telle chose est de droit naturel sur la matière du mariage? Je crois même devoir m'abstenir de consulter aujourd'hui ces mêmes Docteurs d'un certain ordre, qui sont peut-être trop autorisés dans le monde pour qu'un simple Philosophe puisse s'entretenir avec eux & tirer d'eux quelque lumière, je veux parler des Ecclésiastiques. Je ne sçai pourquoi ces Docteurs Angeliques ont absolument voulu sanctifier un contract de la nature de celui dont il s'agit, qui n'intéresse point directement le salut éternel.

éternel, & cela dans le temps qu'une partie considérable d'entr'eux se sont volontairement privez de la liberté que la nature leur donnoit d'y entrer eux-mêmes. Quoi qu'il en soit, Mylord, je respecte fort toutes leurs décisions, mais plus leur autorité est respectable, & plus aussi le préjugé m'en paroît dangereux : Je ne veux donc, Milord, écouter ici que la nature seule ; c'est le guide que je me propose de suivre ; c'est dans cette source que je veux chercher à découvrir quelle est la nature de cette société si naturelle à l'homme & que nous appellons le *mariage*, quelle est sa destination & sa principale fin. Je veux examiner quelle est la constitution de l'homme à cet égard & quelles sont ses inclinations & ses penchans naturels ; tâcher de découvrir en même tems s'ils doivent être subordonnés à quelque règle supérieure ; & si cela est, quelle est cette règle même : peut-être qu'en philosophant selon cette méthode, je parviendrai enfin à quelque chose de fixe & de bien déterminé, & qu'en même temps que je développerai les secrets les plus cachés de la nature, j'aurai occasion de reconnoître la sagesse de son auteur. Mais, Mylord, comme je ne

veux consulter personne & que je me livre tout entier à mes propres idées, agréez aussi, s'il vous plaît, que je ne reconnoisse aujourd'hui d'autre juge que vous; vous me redresserez là ou je pourrai m'égarer, & comme vous réunissés en votre personne deux qualités également nécessaires en ce point, celle d'homme galant, & celle d'homme sage, j'abandonne avec plaisir & sans réserve mes idées à votre jugement.

La première chose, Mylord, qui se présente à mon esprit & qui me frappe de la manière la plus évidente, c'est une inclination générale & que je trouve universellement répandue chez tous les hommes pour les plaisirs de l'amour.

Quand j'examine cette inclination de plus près, je m'apperçois bientôt, qu'elle est du nombre de celles qui sont naturelles à l'homme, indépendantes de sa volonté, suite nécessaire de sa constitution, ouvrage de l'Auteur même de la nature. C'est ce qui paroît évidemment par la différence des sexes, comme aussi parce que les mêmes causes naturelles qui contribuent à l'entretien & à la conservation de la vie, concourent aussi nécessairement à faire naître chez l'homme
ces

ces mouvements qui les portent à l'amour & au plaisir.

Mais ce n'est pas tout, Mylord, & il y a plus encore ; cette inclination, ce penchant naturel de l'homme aux plaisirs de l'amour est par lui même si violent, & il a un si grand degré de vivacité, qu'il est capable de porter l'homme aux plus grandes extrémités, & qu'il n'y a rien de si difficile ou de si périlleux qu'il n'ose tenter pour le satisfaire ; les considérations les plus fortes, la vue du plus grand péril sont à peine capables de balancer la force triomphante & supérieure du plaisir & de la passion ; & jugez, je vous prie, Mylord, si malgré toutes les précautions que les hommes ont prises là-dessus, si malgré les puissantes barrières qu'ils ont opposées à la vivacité naturelle & impétueuse du tempérament & de l'instinct, il arrive tous les jours tant de désordres à cet égard, quelle ne doit pas être la force & l'activité de cette vertu productrice, à l'envifager en elle-même.

Arrêtons-nous un moment, Mylord, sur ces remarques, elles me fournissent plusieurs réflexions importantes. La première, c'est que, quels que puissent être

M 3 quel-

quelquefois les effets de ce penchant naturel de l'homme à l'amour & au plaisir, il ne faut pourtant pas l'envisager comme une imperfection ou un vice de la nature humaine ; il ne peut au pis aller être pris que pour une chose indifférente & qui n'a en elle-même rien de mauvais ; ce qui me fait penser ainsi, c'est la remarque que je viens de faire que ce penchant, ces desirs naturels sont produits par les mêmes causes qui concourent à l'entretien de la vie & des forces, & qu'en un mot cet instinct se trouve chez l'homme de la même manière que les sens de la vue, de l'odorat & du goût.

Mais je me vois arrêté ici tout d'un coup par les murmures d'un Moraliste sévère & d'un Théologien respectable (sçavoir St. Augustin dans son traité de *Civitate Dei Lib. 14. Cap. 21. 22. 23. 24.*) Ecoutez-le un moment, » Ces principes de l'amour & du plaisir, dont vous » voulez faire une partie essentielle de » l'homme, & que vous semblés plutôt » considérer en lui comme une perfection » que comme un défaut, sont les suites » de la corruption naturelle ; c'est l'appas » séduisant du plaisir qui ouvre la porte

au

» au vice & au péché, & il est incon-
 » testable que si le premier homme eut
 » eu la force de persévérer dans son état
 » d'innocence, il auroit été maître absolu
 » de ses mouvemens ». Voilà sans doute,
 Mylord, le plus beau système du monde,
 rien de plus spécieux. Je vous avouerai
 pourtant que je ne saurois comprendre
 comment cette malheureuse pomme qui
 tenta nos premiers parents pouvoit être
 infectée d'un poison si actif & si exalté
 qu'elle ait pû totalement changer la cons-
 titution de la nature humaine; il faut
 avoir l'esprit merveilleusement fort pour
 pouvoir digérer de pareilles idées; je ne
 sçaurois concevoir une si prodigieuse ré-
 volution; que l'on dise tant qu'on vou-
 dra que si Adam & Eve eussent persé-
 véré dans leur état primitif, ils auroient
 travaillé à la propagation du genre hu-
 main avec la même réflexion qu'un ha-
 bile sculpteur employe à façonner son
 ouvrage, on ne me le persuadera jamais;
 ainsi, sans m'arrêter plus long-temps là-
 dessus, je reprends la suite de mes ré-
 flexions.

Je vous avouerai donc franchement,
 Mylord, que non seulement j'envisage le
 penchant naturel de l'homme aux plaisirs

de l'amour comme une chose indifférente en soi , mais même que je commence à soupçonner que c'est un des plus précieux avantages qu'il ait reçu de la nature. La sagesse admirable qui regne dans tous ses ouvrages ne me permet pas de penser autrement. Comment , je vous prie , se feroit-elle oubliée en cet article ? J'espère même que la suite de mes raisonnemens m'amènera insensiblement au point de pouvoir vous le prouver d'une manière plus précise.

Mais , Mylord , plus ce présent de la nature est précieux & considérable , & plus aussi il importe à l'homme d'en faire un bon usage ; il se trouve d'autant plus intéressé à y apporter le ménagement le plus sage , que l'expérience de tous les jours lui apprend quels désordres & quels malheurs sont les suites inévitables d'un abandonnement inconsidéré aux voluptés & aux plaisirs.

Mais , me direz-vous , comment pouvez-vous prétendre assujettir à quelque règle fixe & déterminée un penchant également naturel & violent , & des désirs dont le charme séduisant & enchanteur a tant de force ? ne feroit-il pas bien naturel de penser que ce penchant & ces désirs

firs doivent se servir de règle à eux-mêmes, & qu'étant tout autant d'effets naturels & nécessaires, l'homme peut s'y abandonner sans réserve?

Je reconnois, Mylord, avec vous, que c'est ici où l'on commence à sentir quelque difficulté. Voyons cependant si l'on ne peut pas dire avec vérité que quelque violence que puissent avoir les désirs naturels de l'homme, ils doivent pourtant être subordonnés à quelque règle; ce qui commence à m'ébranler là-dessus, c'est que je remarque que tous les hommes qui raisonnent tant soit peu s'accordent à avouer que ce desir si naturel à l'homme, cet instinct qui le porte avec tant de force à sa propre conservation, & qui sans doute est de tous les instincts le plus fort, doit pourtant être assujetti à la raison, & que quelque violent & quelque naturel qu'il soit, il doit quelquefois le céder au devoir. Si cela est ainsi, pourquoi excepterions-nous de cette règle le penchant naturel de l'homme au plaisir? Cela me conduit naturellement à une réflexion générale, & qui achève de me déterminer; c'est que je conçois aisément que si l'homme étoit un pur animal, qu'on ne reconnut en lui

aucun principe supérieur & plus noble que l'instinct, on pourroit alors allurer avec raison que l'instinct seroit la seule règle qu'il devroit suivre & qu'il se tiendrait lieu de loi à soi-même; mais puisque nous trouvons dans l'homme un principe de direction plus relevé & supérieur à l'instinct, ne sommes-nous pas en droit de conclure que ce principe doit être la règle universelle de ses mouvemens? Ce qui donne encore une nouvelle force à ces réflexions, c'est que je remarque que l'Auteur de la nature, qui a par tout cherché l'avantage & le bien-être des Créatures, a observé une si belle proportion dans ses ouvrages, que l'instinct qui est le seul principe de direction dans l'animal, n'agit ordinairement en lui que d'une manière proportionnée à ses besoins, & en même tems avec tant de ménagement qu'il va rarement au-delà de ce qui est nécessaire pour le bien de l'individu & pour le maintien de l'espèce; il n'en est pas de même de l'homme, ses desirs sont plus fréquents & plus impétueux; s'il s'y livre sans mesure, il y trouve sa perte assurée. D'où peut venir cette différence? l'homme, ce chef-d'œuvre de la nature, seroit-il à cet égard d'une

d'une pire condition que la bête? Non, Mylord, il peut, quand il le veut, mettre un frein à ses passions les plus violentes : Si d'un côté il se trouve exposé à des périls inconnus aux animaux, il a aussi par lui-même la force & les moyens de s'en tirer ; & c'est sans doute dans cette supériorité, dans cet empire qu'il exerce sur ses passions les plus favorites, que consiste principalement son excellence & sa véritable grandeur. Je conclus donc, Mylord, que quelque naturel & quelque violent que soit le penchant de l'homme aux plaisirs de l'amour, quelques impétueux que soient ses desirs, ils doivent pourtant toujours être subordonnés à la raison, comme une règle que l'homme ne peut jamais abandonner sans courir risque de se perdre ; j'ajoute même que plus les aiguillons de l'amour sont vifs, & plus la raison doit aller au devant des désordres qu'ils pourroient causer.

Nous avons déjà un principe général sur cette matiere, mais cela n'est pas suffisant encore ; il faut tâcher de parvenir à quelque chose de plus détaillé & de plus précis. Ce n'est pas assez, Mylord, de faire sentir à l'homme qu'il doit en toutes choses suivre la raison comme une

règle générale & universelle , c'est de quoi tout le monde se pique ; il faut de plus , tâcher de le faire convenir des règles mêmes que la raison lui donne. Mais quelles sont ces règles que la raison naturelle prescrit à l'homme sur le sujet dont il s'agit ? rien n'est plus aisé que de les connoître ; & il n'y a pour cet effet qu'à chercher à découvrir quel a été le but de l'Auteur de la nature , lorsqu'il a donné à l'homme cette inclination naturelle & cet instinct qui le portent si puissamment à l'amour & aux plaisirs.

Si nous examinons donc quelle a été la fin que l'Auteur de la nature s'est proposée en formant l'homme susceptible des plaisirs de l'amour , il est évident que son but principal a été de pourvoir à la conservation du genre humain. Toutes les Créatures , & l'homme en particulier , sont sujettes à la mort ; la Providence a voulu établir un moyen de reparer ces pertes ; & je remarque , qu'elle y a pourvû d'une manière si efficace & avec une libéralité si magnifique , qu'il est , à parler naturellement , impossible qu'aucune espèce vienne à s'éteindre absolument ; le plus foible rejetton suffit pour la perpétuer à toujours. C'est un des endroits ,
My lord,

Mylord, où les richesses de la nature se développent avec la plus noble profusion; ses ressources à cet égard sont inépuisables & infinies; les individus périssent tous les jours par mille accidents, l'espèce est immortelle; tel est le système de la nature: l'homme entre pour sa part dans cet ordre universellement établi, mais c'est avec des modifications qui lui sont particulières & qui sont une suite nécessaire de sa condition naturelle.

En effet, ce n'est pas assez que l'homme cherche à satisfaire cet instinct qui le porte à produire son semblable; il faut outre cela qu'il s'applique à cet ouvrage important d'une manière qui soit digne d'une nature *raisonnable & sociable*; ces deux mots emportent bien des choses; le soin du corps & de la santé, l'entretien & le perfectionnement des facultés de l'âme; une attention constante aux intérêts de la société humaine, la nourriture & l'éducation des enfans, tout cela est compris sous ces deux idées. Seroit-ce, je vous prie, une chose convenable à un Etre raisonnable & intelligent, de s'abandonner aveuglément aux premiers mouvements de la nature, que les plaisirs qu'il cherche devinssent pour lui une source

ce

source féconde de douleurs & d'amertumes, que son Corps affoibli & tombé dans la mollesse & dans la langueur, le réduisfe dans un état pire que la mort même? Convienendroit-il d'ailleurs à l'homme, qui fait partie de la fociété & qui est né pour elle, de se livrer aux plaisirs, au préjudice de cette même fociété & de ce qu'il doit aux autres hommes? L'homme a donc ici plusieurs intérêts différens à ménager, il lui est fans doute permis de chercher à fatisfaire fes désirs, mais il ne doit jamais perdre de vuë l'intérêt & l'avantage de ces nouvelles créatures qui en font un produit nécessaire; le genre humain se trouve si particulièrement intéressé à leur conservation & à leur perfection, que l'on peut dire, que la négligence ou l'attention des hommes à cet égard est la cause prochaine du bonheur ou du malheur de la fociété; en général, faites y bien attention, & vous reconnoîtrez aisément, Mylord, que toutes ces vues différentes entrent naturellement dans le plan de la Providence, & qu'elles doivent, par conséquent, être tout autant de régles pour l'homme, tout autant de ménagemens qu'il doit garder dans la recherche des plaisirs.

Voici

Voici donc en général quelle est l'idée que je me fais du mariage ; Je l'envisage *comme la société d'un homme & d'une femme qui se promettent un amour mutuel , dans la vue d'avoir des enfans , de les nourrir , de les élever d'une manière conforme à la nature de l'homme & au bien de la société.*

Toutes ces différentes vuës me paroissent liées entr'elles d'une manière nécessaire ; & comme elles sont une suite de la constitution & de l'état naturel de l'homme , & dépendantes les unes des autres , on ne sauroit les séparer , ou du moins , à parler généralement , l'homme ne sauroit naturellement s'arrêter à l'une & négliger les autres. Il ne faut donc pas considérer la société qui se termine uniquement à l'union de deux personnes de différens sexes pour le plaisir ; elle doit être au contraire envisagée comme une société relative , & pour ainsi dire , préparatoire à la société paternelle & à la famille.

En suivant ces principes je trouve qu'il est essentiel à toute société , que l'on y ait également égard à l'intérêt de tous ceux qui y entrent & qui en font partie nécessaire. Toute société renferme l'union de plu-

plusieurs personnes pour une même fin , pour un avantage commun : il faut donc autant qu'il est possible *pourvoir ici à l'avantage de tous en général & de chacun en particulier* ; c'est la règle de l'équité qui le veut ainsi. Voici donc, Mylord , le résultat de toutes ces réflexions ; c'est que la règle que la nature & la raison veulent que l'homme suive par rapport au plaisir de l'Amour & au Mariage, doit être prise de l'avantage du Père , de la Mère & des Enfants , & que c'est l'utilité combinée de ces trois personnes, sagement ménagée entr'elles & rapportée en dernier ressort au bien de la Société en général , qui doit servir ici de premier principe & de règle fondamentale. Mais , direz-vous encore , si c'est uniquement la conservation de l'espèce & la réparation du genre humain que l'Auteur de la nature a eu en vuë , en donnant à l'homme cet instinct qui porte au plaisir , étoit-il nécessaire de donner tant de vivacité à cette inclination ? n'auroit-il pas été beaucoup plus convenable d'en modérer le degré & la violence ? & puisque la nature , cette sage Mère , ne fait rien inutilement , n'est-elle pas plus raisonnable de penser qu'elle a laissé aux désirs naturels de l'homme une

carrière

carrière plus libre & plus étendue que n'est celle que vous lui assignez ?

Je vous avoue , Mylord , que cette difficulté est considérable ; je ne vous dissimulerai point que j'en sens aussi bien que vous toute la force. N'est-il pas en effet surprenant que la nature qui agit toujours avec lenteur , & pour ainsi dire , avec épargne ; qu'elle , dont les opérations ne sont jamais violentes , & qui ne va jamais qu'avec règle & mesure , ait donné un si grand degré de vivacité aux désirs naturels de l'homme , & qu'en même tems elle l'ait restreint dans de si étroites limites ? A quoi bon ces désirs toujours renaissans , si la réparation du genre humain est le seul but où tout doit aboutir ? voilà , direz-vous , bien de la dépense perdue , & qui semble même d'autant plus mal employée qu'elle met le plus souvent l'homme dans un état de combat & de guerre intestine dont il se seroit bien passé.

Ne vous impatientés pas , Mylord , je vous prie : tâchons de débrouiller tous ces cahos , essayons de pénétrer plus avant dans les ressorts les plus cachés de la nature ; peut-être lui arracherons-nous son secret , & qu'en dévoilant ses mystères les plus cou-

verts

verts nous trouverons enfin le dénouement & la clef de tout le mystère.

Non sans doute, Mylord, la nature ne fait rien inutilement; je conviens avec vous du principe, tout doit avoir son usage, tout doit tourner à l'avantage même & au bien de la Créature; aussi suis-je convaincu, que dans cette occasion, comme dans toutes les autres, elle a suivi constamment une si belle & si sage règle. Oui, Mylord, il étoit nécessaire de donner à l'instinct ce degré de vivacité & de douceur qui s'y rencontre; car outre qu'il est aisé à l'homme, quand il veut faire usage de sa raison, de modérer ce qu'il peut y avoir de dangereux dans ces transports; il est certain d'ailleurs qu'il lui en revient plusieurs avantages considérables.

En général, à quoi pensez-vous, Mylord, que nous soyons redevables de ces agrémens que nous trouvons tous les jours dans le commerce des femmes? Leur douceur, leur vivacité, la délicatesse de leurs sentimens y contribuent sans doute considérablement, mais elles n'en sont pas les seules causes. Il y en a une autre, qui, pour être plus cachée n'agit pas moins puissamment, & qui fait même valoir toutes

toutes les autres ; ces nœuds secrets , cette sympathie naturelle qui font l'effet du tempérament , y entrent sans doute pour beaucoup ; c'est là la source de cette complaisance réciproque , & de ces attentions obligeantes que nous avons les uns pour les autres ; c'est de là que vient cette police , qui adoucissant insensiblement ce qu'il peut y avoir de rude & de trop fort dans le naturel de l'homme , & corrigeant en même temps ce qu'il y a de trop foible dans le caractère des femmes , & leur donnant plus de force , contribue aussi merveilleusement à réunir ces deux parties du genre humain & à serrer les nœuds de la société.

D'ailleurs croyez-vous , Mylord , que sans l'aide d'un penchant , aussi vif & aussi doux que l'est celui qui rapproche les deux sexes , l'homme se fut porté volontiers & de lui-même à contribuer à la réparation du genre humain ? pour moi je suis persuadé que pour peu que l'on eut affoibli la sensibilité & la vivacité de l'instinct , la raison n'auroit jamais été assez puissante pour porter l'homme à prendre sur soi la peine de mettre au monde des enfans , qui font quelquefois pour les parens une source féconde de chagrins &

d'amertume , qui du moins sont toujours pour l'un un sujet de travail ou de peine. Ce n'est pas sans fondement que la Providence s'est, pour ainsi dire, défiée de la raison à cet égard, & qu'elle fait venir à son secours le tempérament & l'instinct qui entraîne l'homme d'une manière également douce & puissante à réparer les pertes de la société & à suppléer ainsi à ce que la raison auroit pû laisser en arrière.

D'un autre côté, pensés - vous , Mylord, que si l'Auteur de la nature avoit donné au plaisir de l'Amour ce degré de modération & de tempérament, la société conjugale n'eut pas infiniment perdu de ses douceurs ? Cette douceur enchanteresse, qui est une suite nécessaire de l'extrême sensibilité que la nature a donné à l'homme à cet égard, est non-seulement par elle même un très-grand plaisir, mais elle est, à bien dire, la source physique de cette tendre amitié qui unit les cœurs de deux personnes & qui y répand tant d'agrément & de charmes. Ce n'est pas tout encor ; c'est en même tems un antidote admirable, un contre-poison assuré contre tous les désagréemens & les chagrins qui naissent quelquefois &

& presque d'une manière nécessaire entre les personnes qui sont d'ailleurs les mieux assorties ; l'homme est né pour la société, il est vrai ; toutes ses facultez, toutes ses inclinations portent là, mais il n'est pas moins certain, que des personnes qui vivent dans une société aussi intime que celle qui est entre deux Epoux, sont, à bien des égards, dans un état d'épreuve : plus on est près l'un de l'autre, plus on est à portée de connoître les défauts de son compagnon ; & une entière familiarité laissant paroître ces défauts dans tout leur jour, ils choquent davantage ; les sujets de plaintes deviennent bientôt égaux des deux côtés ; à la fin l'esprit s'aigrit, & toute la raison du monde a bien de la peine à ramener la tranquillité & la paix. Mais quel est, je vous prie, le légit assez violent, ou quelle est l'aigreur assez envenimée qui puisse tenir contre les empressemens & les caresses d'un Epoux, ou contre les regards enflammeurs d'une Epouse, qui laisse dire à ses yeux & à son air ce que la modestie ne lui permet pas de demander à haute voix ; c'est ainsi que le lit nuptial est le tombeau des querelles domestiques.

J'ajoute à cela, Mylord, que c'est en-

core

core de cette vivacité naturelle du tempérament & de l'instinct, que découle, comme de sa source, cette tendresse naturelle des pères pour leurs enfans, tendre gage de leur amour; tendresse qui est si forte que l'on peut dire qu'elle l'emporte sur tout autre sentiment, & que rien au monde ne sçauroit la vaincre. Quel autre principe, je vous prie, pourroit-on donner à l'amour paternel, puisqu'il se fait sentir dans toute sa force au moment même de la naissance d'un enfant, qui n'offre cependant par lui-même rien que d'informe, de rebutant & de pénible? Quelle n'est point la foiblesse & l'imbecillité de l'homme au moment de sa naissance? à combien de besoins, d'accidents & de dangers ne se trouve-t-il pas exposé? quels secours peut-il tirer de son propre fonds? il n'a que les gemissements & les pleurs; mais de quel usage lui seroient les pleurs impuissans, si par un effet de la plus sage mécanique, il n'émouvoit les entrailles d'une tendre mère, jusqu'à la porter à s'oublier elle-même pour prendre soin de cette petite créature? Dans cet état des choses que pensés-vous, Mylord, que fussent devenus les enfans, si l'Auteur de la nature

les avoit entièrement abandonnés à l'homme raisonnable, & s'il n'eut pas fait venir à leur secours l'homme animal? quels soins, quelles peines & quel tems ne faut-il pas avant qu'un jeune homme soit amené au point de perfection & de maturité, tant à l'égard du corps qu'à l'égard de l'esprit? Qu'auroit-on pû attendre là-dessus de l'homme qui n'agit que pour lui-même, si une sage Providence n'avoit eu un soin tout particulier de le porter à prendre sur soi tout ce travail par un instinct plus fort mille fois que la raison? il falloit même balancer toutes ses peines par des plaisirs si vifs & si doux qu'ils servissent eu même tems à l'homme de dédommagement & d'un puissant aiguillon pour l'engager à ce à quoi il ne se seroit jamais porté sans cela de lui-même & par la seule raison.

Il est si vrai, Mylord, que la nature a mis une sorte de proportion entre les plaisirs que l'on trouve dans le Mariage & la peine que les parens sont obligés d'en prendre pour leurs enfans, que comme les petits des animaux sont beaucoup plus tôt en état de se passer du secours de ceux qui leur ont donné la vie, que les enfans des hommes, aussi remarque-t-on
que

que les plaisirs de l'amour ne sont en général ni aussi vifs, ni aussi soutenus chez l'animal que chez l'homme: on voit même, que par un effet admirable de la sagesse du Créateur, parmi les animaux qui se nourrissent d'herbes, la société entre le mâle & la femelle ne dure pas plus longtems que le moment même du plaisir, & cela sans doute parce que le lait de la mère est suffisant pour nourrir les petits jusqu'à ce qu'ils puissent eux-mêmes brouter l'herbe; mais à l'égard des Lions, par exemple, & des autres bêtes carnacières, comme la mère ne sauroit de sa proie seule fournir à la subsistance & à l'entretien de ses petits, le mâle a soin de chasser aussi pour eux; la société conjugale dure entr'eux aussi longtems qu'il est nécessaire à cet égard; on remarque aussi presque toujours la même chose dans les oiseaux. N'est-ce pas là une preuve bien sensible que l'Auteur de la nature en donnant aux animaux un penchant naturel aux plaisirs de l'amour, en a en même tems proportionné le degré de sensibilité à ce qu'exigeoient nécessairement l'avantage & les besoins des petits des différentes espèces, & à la peine
que

que les pères & mères devoient prendre à cet égard.

N'en voilà-t-il pas assez, Mylord, pour vous faire comprendre tout le secret de la nature, & pour vous faire sentir quels sont les avantages qui reviennent à l'homme de sa constitution naturelle par rapport au plaisir ? Cela ne suffit-il pas pour justifier le Créateur à cet égard, & pour apprendre à l'homme, que si d'un côté il peut raisonnablement chercher à satisfaire ses désirs, il ne doit en même temps le faire qu'avec une sage modération ; que leur vivacité naturelle ne sauroit l'autoriser à s'y livrer sans mesure, puisqu'il peut les moderer en faisant usage de sa raison, & que c'est d'ailleurs dans des vues bien différentes que la nature leur a donné ce degré de vivacité & de douceur.

D'ailleurs, Mylord, quelle sagesse admirable ne remarque-t-on pas dans toute cette œconomie ? quel plaisir & quelle satisfaction ne goûte point l'homme raisonnable quand il étudie la nature ? N'avois-je pas raison de soupçonner que le tempéramment & l'instinct sont un des présens les plus précieux que l'homme ait reçu de l'Auteur de son existence ? Ce

Burlam. D. Polit. T. III. N n'est

n'est plus à présent pour moi une simple conjecture, la chose me paroît évidente.

Mais que direz-vous, Mylord, si poussant plus loin mes réflexions, je vous fais voir qu'entre tous les avantages dont je viens de parler, la constitution de l'homme, par rapport au plaisir, est encore un des fondemens naturels de la société en général & un principe physique de la sociabilité? En effet le Mariage est non-seulement comme la pépinière du genre humain; mais encore il dispose merveilleusement l'homme à la sociabilité. Ce tendre amour des pères pour leurs enfans fait que l'homme, en devenant père de famille, devient en même tems beaucoup plus propre à remplir les devoirs de Citoyen; ses enfans sont tout autant d'autres lui-même; ce sont des branches d'un même tronc, qui ne sont qu'un tout avec lui, & pour lesquelles l'homme ne s'intéresse pas moins que pour soi-même; aussi l'expérience fait-elle voir que, toutes choses d'ailleurs égales, ceux-là sont de beaucoup meilleurs Citoyens qui sont pères de plusieurs enfans, que ceux qui vivent dans le célibat; c'est que les premiers tiennent à la société par beaucoup plus

plus de liens : c'est proprement ici une extension d'amour propre ; l'on peut donc déjà assurer à cet égard que la constitution naturelle de l'homme par rapport au plaisir de l'amour renferme en elle-même comme les premières semences de la sociabilité.

J'ose même dire, Mylord, que cette disposition naturelle de l'homme au plaisir, à la considérer en général, donne à l'ame un caractère, & pour ainsi dire, une trempe de douceur & d'humanité. Tout ce qui met les hommes dans une dépendance les uns des autres par rapport à leurs plaisirs, contribue infiniment à donner à leurs mœurs une impression de tendresse & d'humanité, si nécessaire au bonheur de la société en général : aussi a-t-on remarqué que ces hommes disgraciés de la nature, qui sont, pour ainsi dire, morts au moment de leur naissance, ou les victimes d'une main barbare, sont de tous les mortels les plus infociables ; gens durs & cruels, incapables de compassion & inaccessibles à la pitié. Au contraire les naturels les plus durs & les plus féroces deviennent modérés, humains & traitables, dès que l'on peut parvenir à toucher en eux cette partie sensible & délicate ;

licate; on vient à bout des passions même les plus violemment émues. Ce sont-là tout autant d'effets heureux du tempéramment & du penchant naturel de l'homme, qui agit, à la vérité, d'une manière cachée & insensible, mais toujours également puissante & victorieuse.

Et ne pensés pas, Mylord, que ce ne soient là que de belles idées ou un système fait à plaisir; il ne me seroit pas difficile de vous faire voir que c'est dans le fait & dans ce qui se passe tous les jours dans le monde que j'ai puisé ces remarques. Le Roi David, au plus fort de sa colère contre Nabal, dans le tems qu'il avoit juré d'exterminer toute sa maison, & qu'il étoit en chemin pour l'exécuter, put-il résister aux représentations & aux prières d'Abigaïl? Les Sabins si cruellement outragés par les Romains, qui, contre le droit des gens & de l'hospitalité, avoient enlevé leurs filles & leurs femmes, purent-ils conserver leur juste colère & satisfaire leurs ressentiments à la vue de ces mêmes femmes qui les conjurèrent de modérer leurs transports? Le combat étoit déjà engagé bien avant & très-opiniâtre, même au milieu de Rome, lorsque les Sabines se jetterent coura-
rageu

rageusement au milieu des combattans ; leurs prières & leurs larmes suspendent tout d'un coup l'animosité réciproque ; un charme secret & puissant fait tomber les armes des mains du Soldat, & , par la plus inopinée résolution, ces deux peuples deviennent amis au moment même où ils cherchoient à se détruire.

L'histoire Romaine me fournit encore un fait très-remarquable sur ce sujet & que je ne sçaurois me résoudre à passer sous silence, c'est celui de *Coriolan* ; vous sçavez, Mylord, quel étoit le caractère & quel fut le sort de ce fier Républicain ; c'étoit un homme sage, désintéressé, attache inviolablement à l'observation des Loix, & de la plus haute valeur, mais en même tems dur & impétueux, sévère aux autres comme à lui-même ; vous savés comment, après s'être déclaré hautement contre les entreprises des Tribuns, il fût enfin condamné par le peuple à un exil perpétuel ; il se retire chez les Volsques, & leur ayant fait prendre les armes contre les Romains, il entre dans les terres de ces derniers ; tout plie devant lui ; Rome même tremble & se voit en danger ; on envoie des députés à *Coriolan* pour le prier de donner la paix

à sa patrie, mais ce fut inutilement ; nouvelle députation, aussi infructueuse que la première ; le Sénat consterné résout d'envoyer de troisièmes députés à ce Général inexorable, & pour mieux réussir, il nomme pour cela les Ministres de la Religion ; mais cette troisième tentative ne fut pas plus heureuse que les précédentes ; *Coriolan* toujours inflexible les renvoie. Enfin pour dernière ressource le Sénat députe la mère & la femme même de *Coriolan* accompagnées d'une infinité d'autres Dames Romaines. *Coriolan* averti de leur venue, se prépare à les recevoir avec tout le respect qui leur étoit dû & à ne leur rien accorder d'ailleurs, mais il comptoit sur une dureté dont il ne fut pas capable ; cet homme fier, que deux députations du Sénat n'avoient pû fléchir, sur qui les Ministres même des Dieux n'avoient rien pû gagner, n'eut pas plutôt vû sa femme & tout ce cortège touchant des Dames Romaines, que l'esprit de vengeance fit place chez lui aux sentimens de la nature ; & le même homme qui avoit résisté aux sollicitations & aux prières de tout ce qu'il y avoit de considérable dans Rome, ne put tenir un moment contre les

les sollicitations & les larmes des femmes Romaines. C'est ainsi, Mylord, que Rome & la République entière furent sauvées du péril qui les menaçoit, par ses attrait puissants & enchanteurs, & par cet instinct & ces inclinations naturelles qui ont tant de force sur le cœur de l'homme.

Voilà donc quels sont les heureux effets du tempéramment; voilà quelles en sont les influences par rapport à la société; ce sont là sans doute les vûes que la Providence s'étoit proposée; ne sont-elles pas toutes dignes de la sagesse du Créateur?

C'est-là, Mylord, ce que j'avois à répondre aux questions que vous m'avez faites : pardonnez-moi si je me suis trop étendu sur ces généralités. J'ai cru qu'il étoit nécessaire de bien développer les premiers principes d'un sujet aussi intéressant. J'abuserois de votre patience si j'entreprendois d'entrer dans le détail des questions particulières sur le mariage; vous entendez à demi mot & vous ferez aisément vous-même l'application de ces principes généraux. Je suis, Mylord, avec la considération la plus sincère & la plus respectueuse &c.



V E R S

S U R L A M O R T

D E M R. B U R L A M A Q U I.*

O Mort , dont la faux meurtrière ,
 Dans le sang va plonger tes mains ,
 Respecte dans sa Carrière ,
 Le plus célèbre des Humains !
 Mais quoi ! d'un coup homicide ,
 Dans la fureur qui te guide ,
 Burlamaqui meurt à nos yeux ;
 Et sa Patrie éplorée ,
 Par ses Vertus honorée ,
 Fait en vain pour lui des Vœux !
 Parmi les Citoyens , conserver l'harmonie ;
 Dans le sein des beaux Arts , faire fleurir l'Etat ;
 Ce bon & digne Magistrat ,
 A cet unique objet a consacré sa vie.
 Il préfèra toujours le bien de sa Patrie ,
 A ce pompeux & vain éclat ,
 Dont l'orgueil seul se glorifie.
 S'il voulut bien se prêter aux Emplois ,

Ce

* Journal Helyet. 1748. Mars.

VERS SUR LA MORT DE M. BURL. 297

Ce fut pour nous servir de Pere ,
 Et faire respecter les Loix ,
 Dont il répandoit la Lumière.
 Pour mieux nous éclairer , il leur prêta sa Voix ,
 De leurs sages Leçons Interprète fidèle ,
 Sa conduite fut un modèle
 De la plus exacte équité.
 Plein d'amour pour la Vérité ,
 Elle récompense son zèle,
 En consacrant son nom à l'Immortalité.
 La timide innocence en proie à la misère ,
 Trouvoit dans ce grand Protecteur ,
 Le secours le plus salutaire.
 Son Ame pleine de candeur ;
 Perçoit tous les détours du crime ,
 Que cacheoit un voile imposteur.
 Il ne se proposoit rien que de légitime ;
 Rien qui ne fit notre bonheur.
 L'Eloge est peu suspect , quand il est unanime ;
 Mais pour le bien louer , il suffit de nos pleurs.
 En vain dans le tombeau la mort l'a fait descendre :
 Son nom sera l'objet du regret le plus tendre ,
 Et sa perte l'objet des plus vives douleurs.
 Geneve.



EPICEDIUM

In obitum JOAN. JAC. BURLAMAQUI.

*E*Rgo BURLAMAQUI mens sana ; generosa , docta ;
 Corporis exilis infirmique exuvias posuit ,
 Iluc scilicet avolans unde delapsa erat ,
 Nos linqvit in hoc cæno morantes mæstosque.
 Ei lux ingenii pura fulgebat
 Cum summa integritate
 Ac suavitate morum.
 Juris Doctor moralem ac civilem tradebat sapientiam ;
 Aperiendi veri suadendique præcipuus artifex
 Et linguâ & scripto nitidus.
 Senator Civitatem æquis
 Consiliis temperabat ;
 Multos benè monendo
 Ad rectum leniter trahebat.
 Artium elegantiorum cultor ,
 Nullius non urbanitatis homo ,
 cui
 Principibus placuisse viris non ultima laus est.
 Familiaribus verò quàm gratus & concinnus ,
 ad delicias usque !
 Inter ipsas facetias decorus.
 Denique (quod summum) vir bene Christianus ;
 Hinc sanctioris vitæ tramitem ,
 Hinc æquam mitatem ac frontem serenam ,
 Hinc habui solatia morbi mortisque ,
 Ad beatas sedes facile properans.
 Egregii memoriam recolere amici
 Amicos juvat.

J. VERNET cum amicis.

TABLE GÉNÉRALE DES PRINCIPES DU DROIT NATUREL ET POLITIQUE.

PREMIÈRE PARTIE. DES PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT.

CHAPITRE PREMIER.

De la Nature de l'homme considéré par rapport au
Droit ; de l'Entendement & de ce qui a rap-
port à cette faculté.

- § I. **D**ESSEIN de cet Ouvrage : Ce que c'est que
Droit Naturel. Page 1.
- II. Il faut tirer les Principes de cette science de la
nature & de l'état de l'homme. 2.
- III. Définition de l'homme ; quelle est sa nature. 3.
- IV. Différentes actions de l'homme : quelles sont cel-
les qui son- l'objet du Droit. 5
- V. Principales facultez de l'Ame. ibid.
- VI. L'Entendement ; ce que c'est que vérité. 7.
- VII. Principe. L'Entendement est naturellement droit. 8.
- VIII. Comment se forme la perception. Attention ,
examen. 10.
- IX. Evidence ; probabilité. 11.
- X. Ce

300 TABLE DES PRINCIPES

- § X. Ce que c'est que les Sens, l'Imagination, la Mémoire. 13.
 XI. La perfection de l'Entendement consiste dans la connoissance de la vérité. Deux obstacles à cette perfection, l'ignorance & l'erreur. *ibid.*
 XII. Différentes sortes d'erreurs: 1°. Erreur de droit & de fait: 2°. volontaire, 3°. essentielle & accidentelle. 15

CHAP. II. Suite des principes sur la nature de l'homme ; de la Volonté & de la Liberté.

- § I. La Volonté. Ce que c'est que le Bonheur, le Bien. 19
 II. Instincts, Inclinations, Passions. 20
 III. Liberté: en quoi elle consiste. 22.
 IV. Usage de la Liberté dans nos jugemens par rapport au Vrai. 24.
 V. La Liberté à son usage, même à l'égard des choses évidentes. 26.
 VI. Usage de la Liberté par rapport au bien & au Mal. 29.
 VII. Par rapport aux choses indifférentes. 30.
 VIII. & IX. Pourquoi l'exercice de la Liberté se trouve restreint aux Vérités non-évidentes & aux Biens particuliers. 31.
 X. La Preuve de la Liberté, qui se tire du sentiment intérieur, est supérieure à tout. 35.
 XI. Pourquoi l'on a mis en question la Liberté. 38.
 XII. Des actions volontaires & involontaires, libres, nécessaires & contraintes. 40.
 XIII. Nos facultez s'entraident réciproquement. 44.
 XIV. Ce que c'est que la Raison & la Vertu. 45.
 XV. Causes de la diversité qu'il y a dans la conduite des hommes. 47
 XVI. La Raison peut toujours être la maîtresse 48

CHAP. III. Que l'Homme ainsi constitué, est une Créature capable de Direction Morale, & comptable de ses actions.

- § I. L'homme est capable de direction dans sa conduite. 50
 § II.

- II. Il est comptable de ses actions : elles peuvent lui être imputées. 51
 III. Principe sur l'imputabilité. Il ne faut pas la confondre avec l'imputation. 52

CHAP. IV. Où l'on continue à rechercher ce qui regarde la Nature-Humaine ; en considérant les divers Etats de l'Homme.

- § I. Définition. Division. 54
 II. Etats primitifs originaux. 1. Etat de l'homme par rapport à Dieu. 55.
 III. 2. Etat de Société. 56.
 IV. 3. Etat de Solitude. 4. Paix : Guerre. 57.
 V. 5. Etat de l'homme à l'égard des biens de la Terre. 58.
 VI. Etats accessôires ou adventifs 1. La Famille, 2. Le Mariage. 59.
 VII. 3. Foiblesse de l'homme à sa naissance. 4. Dépendance naturelle des Enfans de leurs Pères & Mères. 60.
 VIII. 5. L'état de propriété. 62.
 IX. 6. Etat Civil, Gouvernement. 62
 X. L'Etat Civil & la propriété des biens donnent lieu à plusieurs autres états accessôires. 62.
 XI. Véritable idée de l'état naturel de l'homme. 64.
 XII. Différence des états originaux & adventifs. 65.

CHAP. V. Que l'Homme doit suivre une Règle dans sa conduite : quel est le moyen de trouver cette Règle, & des fondemens du Droit en général. 67.

- § I. Ce que c'est qu'une Règle. ibid.
 II. Il n'est pas convenable que l'homme vive sans aucune Règle. ibid.
 III. La Règle suppose un but, une fin. 69.
 IV. La dernière fin de l'homme est son bonheur. 70.
 V. C'est le Système de la Providence. 71.
 VI. Le désir de la félicité est essentiel à l'homme : il est inséparable de la Raison. ibid.
 VII. 72.

302 TABLE DES PRINCIPES

- VII. *L'amour de nous mêmes est un principe qui n'a rien de vicieux en soi.* 72.
 VIII. *L'homme ne peut parvenir au bonheur que par la Raison.* 74.
 IX. *La raison est donc la Règle primitive de l'homme.* 75.
 X. *Ce que c'est que le Droit en général.* *ibid.*

CHAP. VI. *Règles générales de conduite que la Raison nous donne. De la nature de l'Obligation & de ses premiers fondemens.* 79.

- § I. *La Raison nous donne diverses Règles de conduite.* *ibid.*
 II. Ire. Règle. *Faire un juste discernement des Biens & des Maux.* 80.
 III. IId. Règle. *Le vrai bonheur ne sauroit consister dans des choses incompatibles avec la nature & l'état de l'homme.* 82.
 IV. IIIe. Règle. *Comparer ensemble le présent & l'avenir.* IVe. Règle. *Ne pas rechercher un bien, qui apporte un mal plus grand.* Ve. Règle. *Souffrir un mal léger, dont la suite est un bien considérable.* 85.
 V. Vle. Règle. *Donner la préférence aux biens les plus excellens.* 86.
 VI. VIIe. Règle. *Dans certains cas, la seule possibilité, & à plus forte raison la vraisemblance, doit nous déterminer.* 87.
 VII. VIIIe. Règle. *Prendre le goût des vrais biens.* 89.
 VIII. *Notre esprit acquiesce naturellement à ces Maximes, & elles doivent influencer sur notre conduite.* 90.
 IX. *Ce que c'est que l'Obligation considérée en général.* 92.
 X. *L'obligation peut être plus ou moins forte.* 94.
 XI. *Sentiment de Mr. Clark sur la nature & l'origine de l'Obligation.* 95.
 XII. *Sentiment de Mr. Barbeyrac sur le même sujet.* 97.
 XIII. *Deux sortes d'obligations. Obligation interne, obligation externe.* 100.

CHAP.

CHAP. VII. Du Droit pris pour faculté, & de l'Obligation qui y répond. 102.

- § I. Le terme de Droit se prend en plusieurs sens particuliers, qui tous découlent de la Notion générale. *ibid.*
 II. Ce que c'est que le Droit pris pour faculté. 103.
 III. Il faut bien distinguer le simple pouvoir du droit. 104.
 IV. Fondement général des Droits de l'homme. 106.
 V. Le droit produit l'obligation 107.
 VI Le droit & l'obligation sont deux idées relatives. 108.
 VII. Dans quel temps l'homme est susceptible de droit & d'obligation. 109.
 VIII. Les droits & les obligations sont de plusieurs sortes. 111.

CHAP. VIII. De la Loi en général. 115

- § I. & II. L'homme par sa nature étant un Etre dépendant, la Loi doit être la Règle de ses actions. 116.
 III. Définition de la Loi. 118.
 IV. Pourquoi on définit la Loi une Règle prescrite. 119.
 V. Ce que c'est que le Souverain, la Souveraineté & le Droit de commander. 120.

CHAP. IX. Des Fondemens de la Souveraineté ou du Droit de commander. 124

- § I. Ire. Rem. Il s'agit ici d'une Souveraineté nécessaire. *ibid.*
 II. Iide. Rem. Il n'y a ni Souveraineté ni dépendance nécessaire entre des Etres parfaitement égaux. 125.
 III. Différentes opinions sur l'origine & les fondemens de la Souveraineté. 126.
 IV. Examen de ces opinions. 1°. La seule supériorité de puissance ne suffit pas pour donner le droit de commander. 128.
 V. 2°. Ni la seule excellence ou supériorité de Nature. 131.

- VI. 3^o. Ni la seule qualité de Créateur. 132.
 VII. Véritables fondemens de la Souveraineté ; la Puissance , la Sagesse , la Bonté jointes ensemble. 135.
 VIII. Explication de notre Sentiment. 137.
 IX. Il ne faut point séparer les unes des autres ces qualités qui font le Droit du Souverain. 141.
 X. Qui sont les Sujets. Fondemens de la dépendance. 143.
 XI. L'obligation que produit la Loi est la plus parfaite que l'on puisse imaginer. 144.
 XII. Cette obligation est interne & externe en même tems. 147.

CHAP. X. De la fin des Loix , de leurs Caractères , & de leurs Différences , &c. 149

- § I. & II. De la fin des Loix , soit à l'égard des Sujets , soit par rapport au Souv. rain. 150.
 III. Le but des Loix n'est pas de gêner la Liberté , mais de la diriger convenablement. 151.
 IV. Examen de ce que Puffendorf dit à ce sujet. 152.
 V. De la distinction de la Loi en Loi obligatoire , & de simple permission. 153.
 VI. Sentiment de Grotius & de Puffendorf là-dessus. 154.
 VII. Les Droits dont les Hommes jouissent dans la Société , sont fondés sur cette permission. 155.
 VIII. Quelle est la matière des Loix. 157.
 IX. Conditions internes d'une Loi : qu'elle soit possible , utile & juste. ibid.
 X. & XI. Conditions externes : que la Loi soit notifiée , & accompagnée d'une Sanction. 159.
 XII. La promesse d'une récompense peut-elle faire la Sanction d'une Loi , comme la menace d'une peine. 161.
 XIII. Qui sont ceux que la Loi oblige. Ce que c'est que dispense. 163.
 XIV. De la durée des Loix & comment elles s'abolissent. 164.
 XV. Combien il y a de sortes de Loix. 166.

CHAP. XI. De la Moralité des actions humaines. 168.

- § I. Ce que c'est que la moralité des actions. *ibid.*
 II. Les actions sont 1^o. ou commandées, ou défendues, ou permises. 169.
 III. Remarques sur les actions permises. 170.
 IV. 2^o. Les actions sont bonnes ou justes, mauvaises ou injustes, & indifférentes. 171.
 V. Conditions requises pour rendre une action moralement bonne. 173.
 VI. De la nature des actions mauvaises ou injustes. 174.
 VII. Toutes les actions justes sont également justes : mais les actions injustes sont plus ou moins injustes. 176.
 VIII. Caractère essentiel des actions injustes. 177.
 IX. Des actions indifférentes. 178.
 X. Division des bonnes & des mauvaises actions. 179.
 XI. De la justice & de ses différentes espèces. 180.
 XII. De l'estimation relative des actions morales. 183.
 XIII. La moralité convient aux personnes aussi bien qu'aux actions. 185.



SECONDE PARTIE.

D E S

LOIX NATURELLES.

CHAPITRE PREMIER.

Ce que c'est que la Loi Naturelle, & qu'il y en a une. Premières considérations tirées de l'Existence de Dieu, & de son autorité sur nous.

- §. I. **S**UJET de cette seconde Partie. page 187.
 II. Ce que c'est que Droit Naturel, Loi Naturelle & Jurisprudence Naturelle. 188.

§ III

III. <i>S'il y a des Loix Naturelles.</i>	ibid.
IV. <i>De l'existence de Dieu.</i>	189.
V. 1 ^e . <i>Preuve. Nécessité d'un Etre existant par lui-même & intelligent.</i>	190.
VI. <i>Il faut chercher cet Etre hors de cet Univers.</i>	192.
VII. 2 ^e . <i>Preuve. Nécessité d'un premier Moteur.</i>	193.
VIII. 3 ^e . <i>Preuve. La Structure, l'ordre & la beauté de l'Univers.</i>	195.
IX. <i>Le Monde n'est point le produit du hazard.</i>	197.
X. <i>Il n'est pas éternel.</i>	198.
XI. <i>Dieu a droit de prescrire des Loix aux hommes.</i>	200.
XII. & XIII. <i>C'est une suite de sa Puissance, de sa Sagesse & de sa Bonté.</i>	201.

CHAP. II. Que Dieu, en conséquence de son autorité sur nous, a voulu en effet nous prescrire des Loix ou des Règles de conduite. 205.

§ 1. <i>Dieu fait usage de son autorité sur nous, en nous prescrivant des Loix.</i>	ibid.
II. 1 ^e . <i>Preuve, tirée des relations même dont on vient de parler.</i>	206.
III. 2 ^e . <i>Preuve, tirée du but que Dieu s'est proposé par rapport à l'homme, & de la nécessité des Loix Morales pour remplir ce but.</i>	207.
IV. <i>Confirmation des preuves précédentes.</i>	209.
V. 3 ^e . <i>Preuve, tirée de la bonté de Dieu.</i>	211.
VI. 4 ^e . <i>Preuve, tirée des principes de conduite que nous trouvons en effet en nous-mêmes.</i>	213.
VII. <i>Ces principes sont obligatoires par eux-mêmes.</i>	214.
VIII. <i>Ils sont aussi obligatoires par la volonté de Dieu, & ils deviennent ainsi de véritables Loix.</i>	215.

CHAP. III. Des moyens par où nous discernons le juste & l'injuste, ou ce qui est dicté par la Loi Naturelle, sçavoir, 1^o. L'instinct moral. 2^o. La Raison. 217.

§ 1. <i>Premier moyen de discerner le bien & le mal moral, sçavoir l'Instinct ou le sentiment.</i>	ibid.
§ II.	

- II. Exemples. 218.
 III. D'où nous viennent ces sentimens. 220.
 IV. Quelle est leur utilité. 221.
 V. Objection : Ces sentimens ne se trouvent pas chez tous les hommes. Réponse, 1^o. on en trouve des traces chez les Peuples les plus Sauvages. 222.
 VI. 2^o. Il faut distinguer l'état naturel de l'homme de son abâtardissement. 223.
 VII. 3^o. S'il y a des monstres dans l'ordre moral, ils sont rares, & cela ne tire point à conséquence. 224.
 VIII. Second moyen de discerner le bien & le mal ; la Raison. 225.
 IX. 1^{er}. Avantage de la Raison sur l'instinct : elle sert à le vérifier. 226.
 X. 2^e. Avantage : Elle développe les principes, & elle en tire les conséquences. 227.
 XI. 3^e. Avantage : la Raison est un moyen universel, & qui s'applique à tous les cas. 228.

CHAP. IV. Des Principes d'où la Raison peut déduire les Loix Naturelles. 230.

- § I. D'où il faut tirer les principes des Loix Naturelles. ibid.
 II. Remarques préliminaires. Ce qu'on entend par les principes des Loix Naturelles. 231.
 III. Caractères de ces Principes. 232.
 IV. Faut-il tout réduire à un seul Principe ? 234.
 V. L'homme ne peut parvenir à la connoissance des Loix Naturelles, qu'en examinant sa nature, sa constitution & son état. 235.
 VI. Trois états de l'Homme. 237.
 VII. La Religion : principe des Loix Naturelles qui ont Dieu pour objet. 238.
 VIII. Conséquences de ce Principe. 239.
 IX. L'Amour de soi même : Principe des Loix Naturelles qui nous concernent nous mêmes. 241.
 X. Loix Naturelles qui dérivent de ce principe. 243.
 XI. L'homme est fait pour la Société. 245.
 XIX

- XII. 1^o. La Société est absolument nécessaire à l'homme. 246.
- XIII. 2^o. L'Homme est par sa constitution très propre à la Société. 249.
- XIV. 3^o. Nos inclinations naturelles nous portent à rechercher la Société. 251.
- XV. La Sociabilité : Principe des Loix Naturelles qui se rapportent à autrui. 252.
- XVI. Loix Naturelles qui découlent de la Sociabilité.
1. Le Bien commun doit être la Règle suprême. 2. L'esprit de Sociabilité doit être universel. 3. Observer l'égalité naturelle. 4. Conserver la bienveillance, même envers nos ennemis. La défense est permise, mais non la vengeance. 254.
- XVII. Conséquences particulières. 257.
- XVIII. Ces trois principes ont tous les caractères requis. 260.
- XIX. Remarques sur le Syst^{me} de Puffendorf. 261.
- XX. On a poussé trop loin la critique à son égard. 262.
- XXI. De la liaison qu'il y a entre nos devoirs. 263.
- XXII. De l'opposition qu'il y a quelquefois entre ces mêmes devoirs. 265.
- XXIII. Droit Naturel obligatoire : Droit Naturel de simple permission. Principe général du Droit de permission. 267.
- XXIV. Deux espèces de Droit Naturel : l'un primitif, l'autre second. 269.

CHAP. V. Que les Loix Naturelles ont été suffisamment notifiées; des Caractères qui leur sont propres, de l'Obigation qu'elles produisent, &c. 271.

- § I. Dieu a suffisamment notifié aux hommes les Loix Naturelles. ibid.
- II. Les hommes peuvent s'aider les uns les autres à cet égard. 272.
- III. La manière dont on a établi les principes des Loix Naturelles est une nouvelle preuve de la réalité 273.

réalité de ces Loix.

274.

§ IV. Les Loix Naturelles sont l'ouvrage de la Bonté de Dieu.

275.

V. Les Loix Naturelles ne dépendent point d'une institution arbitraire.

276.

VI. Notre sentiment ne s'éloigne pas de celui de Grotius.

279.

VII. L'effet des Loix naturelles, c'est l'obligation d'y conformer sa conduite.

281.

VIII. Les Loix Naturelles sont obligatoires pour tous les hommes.

283.

IX. Sentiment de Grotius sur le Droit Divin Positif & universel.

ibid.

X. Les Loix Naturelles sont immuables, & ne souffrent aucune dispense.

285.

XI. De l'éternité des Loix Naturelles.

286.

CHAP. VI. Du Droit des Gens.

289.

§ I. Comment se forment les Sociétez Civiles.

ibid.

II. L'Etat Civil ne détruit pas l'Etat Naturel, mais il le perfectionne.

290.

III. Véritable idée de la Société Civile.

291.

IV. On considère les Etats sous l'idée de Personnes morales.

292.

V. Ce que c'est que le Droit des Gens.

293.

VI. Certitude de ce Droit.

294.

VII. Principe général du Droit des Gens. Ce que c'est que la Politique.

ibid.

VIII. Examen du sentiment de Grotius sur le Droit des Gens.

296.

IX. Deux sortes de Droit des Gens: l'un de nécessité & obligatoire par lui même; l'autre arbitraire & conventionnel.

299.

X. Usage des Remarques précédentes.

301.

CHAP. VII. Essai sur cette question: Y a-t-il quelque moralité dans les actions, quelque obligation & quelque devoir, antécédemment aux Loix

310 TABLE DES PRINCIPES

Loix Naturelles , & indépendamment de l'idée de Législateur ? 303.

- § I. Partage des Moralistes sur le premier principe de la Moralité. *ibid.*
 II. Principes sur cette Question. 305.
 III. Trois Règles des actions humaines : 1. Le Sentiment moral ; 2. La raison , & 3. La Volonté de Dieu. 307.
 IV. Ces trois principes doivent être réunis. 309.
 V. De la cause primitive de l'obligation. 310.
 VI. Toute Règle est par elle-même obligatoire. *ibid.*
 VII. L'obligation peut être plus ou moins forte. 312.
 VIII. La Raison seule suffit pour imposer à l'homme quelque obligation. 314.
 IX. Objection. Personne ne peut s'obliger soi-même. 316.
 X. Réponse. 317.
 XI. Instance & Réponse. 319.
 XII. Le devoir peut se prendre dans un sens étendu ou resserré. 321.
 XIII. Résultat de ce que l'on a dit jusqu'ici. 322.
 XIV. Cette manière d'établir la Moralité n'affaiblit point le Système du Droit Naturel. 325.
 XV. Examen d'une pensée de Grotius. 326.
 XVI. Pour avoir un Système de Morale parfait, il faut y joindre la Religion. 328.

CHAP. VIII. Conséquences du Chapitre précédent : Réflexions sur la distinction du Juste , de l'Honnête & de l'Utile. 329.

- § I. Il y a beaucoup d'équivoque & de mal entendu sur cette matière. *ibid.*
 II. Du juste , de l'honnête , de l'utile , de l'ordre & de la convenance. 331.
 III. Le juste , l'honnête & l'utile sont distincts l'un de l'autre , & il ne faut pas les confondre. 332.
 IV. Mais quoique distincts , ils sont pourtant naturellement liés ensemble. 333.

- V. Une action est-elle juste parce que Dieu la commande ? 335.
 VI. En quoi consiste la beauté de la Vertu, & la perfection de l'homme. 336.

CHAP. IX. De l'application des Loix Naturelles aux actions humaines ; & 1^o. de la Conscience. 338.

- § 1. Ce que c'est qu'appliquer les Loix aux actions humaines. *ibid.*
 II. Ce que c'est que la Conscience. 339.
 III. La Conscience suppose la connoissance de la Loi. 340.
 IV. Ire. Règle. 341.
 V. IIde. & IIIe. Règle. 343.
 VI. Conscience subséquente : IVe. Règle. 345.
 VII. La Conscience subséquente est ou tranquille, ou inquiète. 347.
 VIII. Conscience décisive & douteuse : Ve. VIe. & VIIe. Règles. 348.
 IX. Conscience scrupuleuse : VIIIe. Règle. 351.
 X. Conscience droite ou erronée : IXe. Règle. 352.
 XI. Conscience démonstrative ou probable : Xe Règle. 356.

CHAP. X. Du mérite & du démérite des actions humaines, & de leur imputation, relativement aux Loix Naturelles. 356.

- § 1. Distinction de l'imputabilité & de l'imputation. Ce que c'est que cause morale. *ibid.*
 II. Ce que c'est que l'imputation. Elle suppose la connoissance de la Loi & du fait. 358.
 III. Exemples. 359.
 IV. Principes. 1. On ne peut pas conclure de la seule imputabilité à l'imputation actuelle. 360.
 V. 2. L'imputation suppose quelque liaison entre l'action & ses suites. 362.
 VI. 3. Fondement du mérite & du dénérite. 363.
 VII. Ce que c'est que le mérite & le démérite. 365.

312 TABLE DES PRINCIPES

- VIII. 4. Le mérite & le démerite ont leurs degrez, & l'imputation aussi. 366.
 IX. 5. L'imputation est ou simple, ou efficace. 367.
 X. 9. Effets de l'une & de l'autre. 368.
 XI. 7. Si tous les intéressés n'imputent point une action, elle est censée n'avoir point été faite. 370.
 XII. 8. Différence entre l'imputation des bonnes & des mauvaises actions. 371.

CHAP. XI. Application de ces principes à différentes espèces d'actions, pour juger comment elles doivent être imputées. 372

- § I. Quelle actions sont actuellement imputées. Actions de ceux qui n'ont pas l'usage de la Raison. De ce qui est fait dans l'ivresse. ibid.
 II. Des choses impossibles. Du défaut d'occasion 373.
 III. Des qualitez naturelles. Des événements produits par des causes extérieures. 374.
 IV. De ce qui est fait par ignorance ou par erreur. 375.
 X. De ce qui est l'effet du tempérament, des habitudes, ou des passions. 377.
 VI. Des actions auxquelles on est forcé. 379.
 VII. Les actions forcées sont elles-mêmes ou bonnes, ou mauvaises, ou indifférentes. 381.
 VIII. Pourquoi l'on peut imputer une mauvaise action, quoique forcée. 383.
 IX. Sentiment de Pufendorf. 385.
 X. Des actions auxquelles plusieurs personnes ont part. 387.
 XI. XII. XIII. XIV. Trois sortes de Causes morales; Cause principale, Cause subalterne, Cause collatérale. 390.
 XV. Application de ces distinctions. 396.

CHAP. XII. De l'autorité & de la Sanction des Loix Naturelles, & 10. des biens & des maux qui sont la suite naturelle & ordinaire de la Vertu & du Vice. 398.

- § I. Ce que c'est que l'autorité des Loix Naturelles. ibid.

- I. L'observation des Loix Naturelles fait le bonheur de l'homme & de la Société. 399.
 III. Eclairciffemens sur l'état de la question. 400.
 IV. Preuves de la vérité posée ci-dessus, par le raisonnement. 401.
 V. Preuves de fait. 1°. La Vertu est par elle même le principe d'une satisfaction intérieure, & le Vice un principe d'inquiétude & de trouble. 403.
 VI. 2°. Des biens & des maux extérieurs qui sont la suite de la Vertu ou du Vice. 404.
 VII. Ces différens effets du Vice & de la Vertu sont encore plus grands chez ceux qui ont le pouvoir & l'autorité. 406.
 VIII. Confirmation de cette vérité par l'aveu de tous les Peuples. 407.
 IX. Confirmation de la même vérité par l'absurdité du contraire. 408.
 X. Réponse à quelques objections particulières. 409.
 XI. L'avantage se trouve toujours du côté de la Vertu ; & c'est là une première Sanction des Loix Naturelles. 411.
 XII. Difficulté générale, tirée des exceptions qui rendent cette première Sanction insuffisante. 1. Les biens & les maux de la Nature & de la fortune sont distribués inégalement, & non selon le mérite de chacun. 2. Les maux produits par l'injustice tombent sur les innocens comme sur les coupables. 2. Quelquefois c'est la Vertu même qui attire la persécution. 412. &c.
 XIII. Les moyens que la Prudence humaine employe pour remédier à ses défordres sont encore insuffisans. 415.
 XIV. La difficulté proposée est de grande conséquence. 418.

CHAP. XIII. II°. Preuves de l'Immortalité de l'Âme. Qu'il y a une Sanction proprement dite des Loix Naturelles. 419.

- § 1. Etat de la question. ibid.
 I. Partage des sentimens. Comment on peut connoître ici la volonté de Dieu. 420.
 III. L'Âme est-elle immortelle? Ire. Preuve : La nature
 BURLAM. Tom. III. O. ture

- ture de l'Ame paroît tout-à-fait distincte de celle du Corps. 422.
- IV. Donc la mort n'emporte pas nécessairement l'anéantissement de l'Ame. 423.
- V. Objection. Réponse. 425.
- IV. Confirmation de la preuve précédente : Rien ne s'anéantit dans la Nature. 426.
- VII. IIde. Preuve : l'excellence de l'Ame. 427.
- VIII. Confirmation : Nos facultez sont toujours susceptibles d'un plus grand degré de perfection. 329.
- IX. Objection. Réponse. 431.
- X. IIIe. Preuve, tirée de nos dispositions & de nos desirs naturels. ibid.
- XI. La Sanction des Loix Naturelles se manifestera dans la vie à venir. 433.
- XII. Ire. Preuve tirée de la nature de l'homme, considéré du côté moral. 435.
- XIII. 2de. Preuve tirée des perfections de Dieu. 436.
- XIV. Dieu a donc véritablement établi cette Sanction. 440.
- XV. L'objection tirée de l'état présent des choses se tourne en preuve du Sentiment auquel on l'oppose. 442.
- XVI. La créance d'un état à venir a été reçue chez tous les Peuples. 444.

CHAP. XIV. Que les preuves qu'on vient d'alléguer sont d'une telle vraisemblance, & d'une telle convenance, qu'elles doivent suffire pour fixer notre créance, & pour déterminer notre conduite. 445.

- § 1. Les preuves que l'on a données de la Sanction des Loix Naturelles sont suffisantes. ibid.
- II. Objection. Ces preuves n'aboutissent qu'à une raison de convenance. Réponse générale. ibid.
- III. Ce que c'est que la Raison de convenance. 447.
- IV. Fondement général de cette manière de raisonner 449.
- V. La raison de convenance est très forte en matière de Droit Naturel. 449.
- VI.

§ VI. Cette convenance a différens degrez. Principes pour en juger.	450.
VII. Application de ces principes à notre sujet.	452.
VIII. Comparaison des deux Systèmes opposés.	452.
IX. Le Système de la Sanction des Loix Naturelles l'emporte de beaucoup sur le Système contraire.	454.
X. Objection. Réponse.	455.
XI. De l'influence que ces preuves doivent avoir sur notre conduite. Nous devons agir dans ce monde sur le fondement de la créance d'un état futur.	456.
XII. C'est la une suite nécessaire de notre nature & de notre état.	459.
XIII. La raison nous met dans l'obligation de le faire.	460.
XIV. C'est aussi un devoir que Dieu lui-même nous impose.	462.
XV. Conclusion.	463.
XVI. Ce qui est déjà si probable par la seule Raison, est mis par la Révélation dans une pleine évidence.	464.



TABLE GENERALE

Du second & troisième Volume,

CONTENANT

LE DROIT POLITIQUE.

PREMIERE PARTIE.

Où l'on traite de l'origine & de la nature de la Société civile, de la Souveraineté en général, des Caractères qui lui sont propres, de ses modifications & de ses parties essentielles.

CHAP. I. **C**ontenant quelques Réflexions générales & préliminaires, qui servent d'introduction à cette Première Partie & aux suivantes. p. I.

- II. De l'Origine des Sociétés Civiles dans le fait. p. 9.
 III. Du Droit de Convenue par rapport à l'établissement de la Société Civile, & de la nécessité d'une autorité Souveraine, de la Liberté Civile; qu'elle l'emporte de beaucoup sur la Liberté Naturelle, & que l'Etat Civil est de tous les états de l'homme, le plus parfait, le plus raisonnable, & par conséquent le véritable Etat Naturel de l'homme. 15.
 IV. De la Constitution essentielle des Etats, ou de la manière dont ils se forment. 29.
 V. Du Souverain, de la Souveraineté & des Sujets. 41.
 VI. De la Source immédiate de la Souveraineté & de ses Fondemens. 49.
 VII. Des Caractères essentiels à la Souveraineté, de ses Modifications, de son Etendue & de ses Bornes. 59.
 VIII. Des Parties de la Souveraineté, ou des différens Droits essentiels qu'elle renferme. 86.

S E C O N D E P A R T I E.

Dans laquelle on explique les différentes Formes de Gouvernement, les manières d'acquiescer ou de perdre la Souveraineté, & les Devoirs réciproques des Souverains & des Sujets.

- C H A P. I. Des diverses Formes de Gouvernement. 92.
 II. Essai sur cette Question: Quelle est la meilleure Forme de Gouvernement? 110.
 III. Des différentes manières d'acquiescer la Souveraineté. 131.
 IV. Des différentes manières de perdre la Souveraineté. 150.
 V. Des Devoirs des Sujets en général. 155.
 VI. Des Droits inviolables de la Souveraineté; de la Déposition des Souverains, de l'Abus de la Souveraineté, & de la Tyrannie. 163.
 VII. Des Devoirs des Souverains. 179.

Examen plus particulier des Parties essentielles de la Souveraineté, ou des différens Droits du Souverain par rapport à l'intérieur de l'Etat, tels que sont le Pouvoir Souverain en matière de Religion; le Droit d'infliger des Peines, & celui que le Souverain a sur les Biens renfermés dans l'Etat.

- CHAP. I. *Du Pouvoir Législatif & des Loix Civiles qui en émanent.* 204
 II. *Du Droit de juger des Doctrines qui s'enseignent dans l'Etat : Du soin que le Souverain doit prendre de former les Mœurs de ses Sujets.* 225.
 III. *Du Pouvoir Souverain en matière de Religion.* 230.
 IV. *Du Pouvoir du Souverain sur la Vie & les Biens de ses Sujets, pour la punition des Crimes.* 246.
 V. *Du Pouvoir des Souverains sur les Biens renfermés dans les Terres de leur Domination.* 274-298.

TOME TROISIEME

CONTENANT LA

QUATRIEME PARTIE.

Dans laquelle on traite des différens Droits de la Souveraineté, à l'égard des Etats Etrangers; du Droit de la Guerre & de tout ce qui y a rapport; des Traités Publics & du Droit des Ambassadeurs.

- CHAP. I. *De la Guerre en général, & premièrement du Droit du Souverain sur les Sujets à cet égard.* p.1.
 II. *Des Causes de la Guerre.* 14.
 III. *Des différentes espèces de Guerre.* 42
 IV. *Des choses qui doivent précéder la Guerre.* 64
 V.

318 TABLE DU DROIT POLIT.

V. Règles générales pour connoître ce qui est permis dans la Guerre.	78.
VI. Des Droits que donne la Guerre sur les Personnes des Ennemis: De leur Etendue & de leurs Bornes.	87.
VII. Des Droits que donne la Guerre sur les Biens des Ennemis.	102.
VIII. Du Droit de Souveraineté que l'on acquiert sur les Vaincus.	123.
IX. Des Traités Publics en général.	126.
X. Des Conventions que l'on fait avec un Ennemi.	151.
XI. Des Conventions que l'on fait avec un Ennemi pendant le cours de la Guerre.	165.
XII. Des Conventions faites pendant la Guerre par des Puissances Subalter es , comme des Généraux d'Armée , ou d'autres Officiers.	200.
XIII. Des Conventions faites avec l'Ennemi par de simples Particuliers.	203.
XIV. Des Conventions publiques , qui mettent fin à la Guerre.	204.
XV. Du Droit des Ambassadeurs.	210.

S U P P L E M E N T.

Eloge historique de Mr. Burlamaqui.	p. 221.
Jugement sur les principes du Droit Naturel de Mr. Burlamaqui par Mr. Hubner.	245.
Remarques de Mr. Hubner sur l'opinion de Mr. Burlamaqui , touchant les Loix de j. mpl Permission.	250.
Lettre de Mr. Burlamaqui sur le Mariage , écrite à Mylord Kilmorey.	263.
Vers sur la mort de Mr. Burlamaqui.	296.
Epicedium in obitum J. J. Burlamaqui.	298.

F I N.

525

1.
2.
3.
4.
5.
6.
7.
8.
9.
10.
11.
12.
13.
14.
15.
16.
17.
18.
19.
20.
21.
22.
23.
24.
25.
26.
27.
28.
29.
30.
31.
32.
33.
34.
35.
36.
37.
38.
39.
40.
41.
42.
43.
44.
45.
46.
47.
48.
49.
50.
51.
52.
53.
54.
55.
56.
57.
58.
59.
60.
61.
62.
63.
64.
65.
66.
67.
68.
69.
70.
71.
72.
73.
74.
75.
76.
77.
78.
79.
80.
81.
82.
83.
84.
85.
86.
87.
88.
89.
90.
91.
92.
93.
94.
95.
96.
97.
98.
99.
100.



JC	Burlamaqui, Jean Jacques
189	Principes du droit
B8P7	naturel et politique
1764	Nouv. ed., rev. & cor.
t.2-3	

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

